

programme communiste

REVUE THEORIQUE DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL

Sommaire

	<u>Pages</u>
★ La tragédie vietnamienne confirme les positions classiques du communisme	1
★ Sur « Le Hasard et la Nécessité » COMMENT MONSIEUR MONOD TERRASSE LA DIALECTIQUE	8
★ LA GAUCHE MARXISTE D'ITALIE ET LE MOUVEMENT COMMUNISTE INTERNATIONAL	46
★ Appendice	158

CE QUI NOUS DISTINGUE

- la revendication de la ligne qui va du Manifeste Communiste à la Révolution russe d'Octobre et à la fondation de l'Internationale Communiste.
- la lutte contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts Populaires et des blocs de la Résistance.
- la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et porlementariste.

Sommaire

● LA TRAGÉDIE VIETNAMIENNE CONFIRME LES POSITIONS CLASSIQUES DU COMMUNISME	1
● Sur « Le Hasard et la Nécessité » : COMMENT MONSIEUR MONOD TERRASSE LA DIALECTIQUE	
Introduction	8
Philosophie surnaturelle d'un biologiste moléculaire	13
Ce que dit la biologie moléculaire	14
Création surnaturelle de la cellule idéologique	16
Création surnaturelle des organismes idéologiques	19
La métaphysique de l'évolution	25
Hasard, nécessité, probabilité	27
Engels et le second principe de la thermodynamique	30
La Cité Scientifique Universelle	33
Les critères d'humanité et le rôle du travail dans la transformation du singe en homme	35
La notion d'anthropomorphisme est liée à celle de technicité	40
Le cortex moyen et son évolution	42
L'évolution technique des Anthropiens	43
Conclusion	44
● LA GAUCHE MARXISTE D'ITALIE ET LE MOUVEMENT COMMUNISTE INTERNATIONAL	46
1) Deux légendes	47
2) Ce que veut dire être avec les bolcheviks	48
3) Les causes de notre désaccord sur la « question parlementaire »	49

(Suite du Sommaire page 3 de Couverture)

LA TRAGÉDIE VIETNAMIENNE CONFIRME LES POSITIONS CLASSIQUES DU COMMUNISME

Aux congrès de Bakou et de Moscou en 1920, un cri de guerre était lancé contre l'impérialisme par l'Internationale Communiste et les peuples d'Orient. Il s'agissait de fondre dans le même creuset contre le capital, la lutte des « peuples de couleur » et celle du prolétariat des pays industrialisés. Il s'agissait d'intégrer le potentiel subversif en Orient et dans les aires arriérées, lié aux facteurs racial, national et social, dans la vision mondiale du heurt entre les classes, sous la direction du prolétariat organisé en Parti mondial œuvrant pour la dictature prolétarienne. En effet, le prolétariat mondial est la seule classe capable d'unifier les luttes anti-impérialistes, de les conduire à leur terme ultime, la destruction de toute forme d'exploitation avec la destruction du mode capitaliste de production ; car, à la différence des autres classes sociales, le prolétariat n'a d'autre limite que sa propre négation dans l'anéantissement du mode de production capitaliste barbare qui l'engendre.

Dans les colonies et les aires arriérées, la lutte n'est pas le seul fait du prolétariat, il existe d'autres classes et couches sociales qui peuvent être mises en mouvement par les contradictions sociales. C'est le stade de développement social qui nous intéresse en tant que marxistes. Et il est nécessaire d'avoir, comme le soulignaient les thèses de l'Internationale, une notion claire des circonstances historiques et économiques dans lesquelles se déroulent les luttes. C'est pourquoi Bakou montra qu'à l'échelle internationale, le prolétariat devait se battre sur un triple front : *aussi bien dans les métropoles que dans les colonies*, contre la domination mondiale de l'impérialisme — *dans les métropoles*, contre le social-pacifisme et le social-impérialisme qui le paralysait et protégeait donc de façon dissimulée ou ouverte cette domination — *dans les colonies et semi-colonies*, pour sa constitution en classe, et donc en parti indépendant, au sein des peuples poussés à la lutte contre la domination impérialiste et contre des structures sociales archaïques, afin de pousser cette lutte jusqu'au bout.

Comme le rappellent les thèses du 2^e Congrès de l'I.C. :

« La domination étrangère entrave le libre développement des forces économiques. C'est pourquoi sa destruction est le premier pas de la révolu-

tion dans les colonies et c'est pourquoi l'aide apportée à la destruction de la domination étrangère dans les colonies n'est pas, en réalité, une aide apportée au mouvement nationaliste de la bourgeoisie indigène, mais l'ouverture du chemin pour le prolétariat lui-même.

Il existe dans les pays opprimés deux mouvements qui, chaque jour, se séparent de plus en plus : le premier est le mouvement bourgeois démocratique nationaliste qui a un programme d'indépendance politique et d'ordre bourgeois ; l'autre est celui des paysans et des ouvriers ignorants et pauvres pour leur émancipation de toute espèce d'exploitation.

Le premier tente de diriger le second et y a souvent réussi dans une certaine mesure. Mais l'Internationale Communiste et les Partis adhérents doivent combattre cette tendance et chercher à développer les sentiments de classe indépendante dans les masses ouvrières des colonies.

L'une des plus grandes tâches à cette fin est la formation de partis communistes qui organisent les ouvriers et les paysans et les conduisent à la révolution et à l'établissement de la République Soviétiste. »

Ces mêmes Thèses traçaient nettement la direction :

« Le but essentiel du Parti Communiste est la lutte contre la démocratie bourgeoise dont il s'agit de démasquer l'hypocrisie. »

« Nous devons mettre fin aux illusions nationales de la petite-bourgeoisie et à sa croyance dans la possibilité d'une coexistence pacifique et d'une égalité entre les nations en régime capitaliste. »

« Sans victoire sur le capitalisme, ni l'oppression des patrons, ni les oppressions nationales, ni l'inégalité sociale ne peuvent être abolies. »

Enfin, l'Internationale Communiste se proposait d'établir un plan économique unique mondial permettant aux masses des aires arriérées de passer par-dessus ou d'abrèger l'infâme accumulation capitaliste et elle exigeait la subordination de tout intérêt national à l'intérêt de la lutte prolétarienne dans le monde entier. C'est à cette glorieuse perspective qu'adhérèrent les peuples d'Orient à Bakou.

Les communistes attendaient donc de ces luttes en Orient qu'elles embrassent l'Asie, qu'elles portent la révolution, et brisent radicalement les entraves aux antagonismes modernes, ouvrant la voie à la lutte des classes modernes pour le socialisme, que les masses de l'Orient lancent leur potentiel anti-impérialiste contre les métropoles, frappant l'impérialisme de l'extérieur, qu'elles dégagent dans la crise révolutionnaire et l'exacerbation des antagonismes sociaux un détachement du prolétariat mondial, contribuant à la construction et au renforcement du Parti Communiste Mondial.

Et effectivement l'Orient secoua la paix sociale et entra en convulsion. Comme le rappelle notre texte « Orient » (1951) : « En Orient, les régimes sont encore féodaux. Quel sera le développement ? Les puissances coloniales ont apporté, dans ces pays, les produits de leur industrie, quelquefois

même installé des fabriques le long des côtes ; il n'est pas jusqu'à l'artisanat qui ne décroisse et ses éléments retournent au travail de la terre ; une paysannerie misérable succombe à l'exploitation directe des roitelets indigènes et à l'exploitation indirecte des représentants du capital mondial. Là où naît une bourgeoisie industrielle et commerciale locale, elle est liée à la bourgeoisie étrangère et en dépend. Il est difficile que se dégage un bloc contre l'étranger. C'est seulement dans certains pays (voir le Maroc) que les chefs féodaux eux-mêmes y adhèrent, ainsi que les gros propriétaires fonciers ; en général, l'impulsion vient des paysans et des rares ouvriers ; à eux se joint, comme à l'époque romantique en Europe, la catégorie des intellectuels, qui sont partagés entre une xénophobie traditionaliste et l'attrait que la science et la technique des blancs exercent sur eux. Cette masse hétérogène s'insurge, son action crée de graves difficultés à la classe capitaliste européenne qui doit faire face à deux ennemis : les peuples des colonies et son propre prolétariat ».

C'est dans cette situation que les antagonismes sociaux éclatent d'abord en Chine ; mais là, dès 1927, les massacres de Shangaï et Canton voient livré à la répression le prolétariat chinois dissous dans le magma informe du mouvement bourgeois démocratique, le Kuomintang, sans autonomie propre. Résultat de ce qui est déjà la politique opportuniste de l'Internationale stalinisée qui refuse l'autonomie de classe au prolétariat.

La révolution battue en Occident, le parti communiste en voie de dégénérescence dès 1926-27, le pilier du combat prolétarien mondial, la république rouge de Russie, s'écroule : les conditions politiques de la réalisation de la perspective de Bakou ont disparu. Lorsque les luttes se déchaînent en Orient, le rapport de forces est devenu défavorable au prolétariat international, condamnant les mouvements dans les aires arriérées à l'isolement et ouvrant ainsi la voie à la contre-révolution qui remet à l'ordre du jour le programme de l'opportunisme. L'encadrement des luttes des « peuples de couleur » dans la stratégie et la tactique de la révolution communiste établies par la 3^e Internationale, avait été au contraire le produit de la restauration de la doctrine face au social-pacifisme et au social-impérialisme de la 2^e Internationale, dans la continuité des directives fixées par Marx et Engels dans des textes impérissables comme l'Adresse de la Ligue des Communistes, en mars 1850, sur les révolutions doubles.

« La charge explosive des mouvements dans les aires arriérées, dont l'origine et le contenu idéologique et même en partie social sont bourgeois, et dont l'« horizon » idéologique et pratique ne peut s'élargir que par l'entrée en scène et la lutte ouverte du prolétariat révolutionnaire, ou sinon se restreint et ne peut que se restreindre si cette intervention vient à manquer. La perspective de la révolution permanente que le prolétariat européen aurait mise en marche s'il était intervenu aux côtés de la petite bourgeoisie armée et révolutionnaire pour détruire les derniers bastions du régime féodal et pousser au-delà de ses limites la « première révolution » pour la transporter sur le plan du combat mortel entre Capital et Travail Salariné, et sur le plan du choix final, ou dictature ouverte du capital, ou dictature ouverte du prolé-

tariat communiste. » (Cf. *L'Éclatant réveil des peuples de couleur dans la vision marxiste*, 1961.)

Le recul et la défaite du mouvement prolétarien sous les coups de la bourgeoisie aura pour conséquence la séparation, la coupure entre le mouvement du prolétariat dans les métropoles et celui des masses des colonies.

C'est sur le précédent chinois qu'en 1929 éclatent des luttes au Vietnam, pays essentiellement agricole, aux structures archaïques, mais avec un prolétariat assez nombreux et concentré dans les mines au Nord et dans les plantations de caoutchouc. Les luttes de ces masses se développent dans l'isolement le plus total, face aux sanguinaires répressions de l'Etat colonial français, dans l'indifférence du prolétariat des métropoles, noyé dans le frontisme et la défense de la démocratie. C'est sur ce recul, que naît le Parti « Communiste » Vietnamien en 1930, qui (comme nous le rapportons en détail dans le *Prolétaire* numéro 138 et dont l'histoire a été développée dans notre presse dans la série : « Mythe du Vietminh et vérité historique », *Prolétaire* n° 112 à 124) prend pour but en soi la révolution nationale et démocratique, liquidant d'abord pour ce faire son aile gauche marquée par la fraction trotskyste. Politiquement il suivra les vicissitudes et les tournants de l'Internationale stalinisée passée à l'ennemi. Son objectif prend forme avec la constitution du VietMinh en 1940. C'est le triomphe sans partage du mouvement bourgeois démocratique nationaliste qui ne peut se réaliser d'ailleurs qu'en matant le mouvement des ouvriers et des paysans pauvres luttant pour leur émancipation de toute espèce d'exploitation. C'est ce que nous illustre l'histoire des luttes au VietNam : abandon par le Front à la répression des troupes coloniales françaises du prolétariat de Hanoï et Haïphong en 1946, livré par la tactique du « repli stratégique » vers les campagnes, ou bien répression directe du Front contre les mouvements paysans dans le Vu-Nhaï en 1944, ou bien encore répression par l'armée « socialiste » du Nord, en 1956 dans le Nghe An, de mouvements paysans qui réclamaient la terre.

En fait, toute l'histoire de ces luttes montrera l'impuissance d'un tel front qui veut nier ou concilier les deux mouvements antagonistes que définissaient les Thèses de l'Internationale. Il reprend le vieux rêve bourgeois selon lequel l'émancipation nationale marquerait la fin des antagonismes de classes. Bien au contraire, c'est la rupture par les couches les plus radicales, ouvrières et paysannes, qui permettra de faire avancer même la révolution bourgeoise. Par exemple, la réforme agraire promulguée en 1945 restera lettre morte jusqu'à ce que les paysans dans les années 1950 rompent le front et passent à l'attaque des propriétaires fonciers, libérant un formidable potentiel dont l'aboutissement sera la victoire de Dien Bien Phu.

On ne peut reprocher au mouvement national bourgeois révolutionnaire au VietNam son programme bourgeois : ce serait un non-sens. Par contre, et c'est ce que nous dénonçons, il participe à la mystification du soi-disant socialisme dont l'a recouvert le stalinisme. L'ennemi dans les aires arriérées n'est pas le mouvement national révolutionnaire qui bute contre l'impérialisme, mais précisément l'impérialisme lui-même.

L'impérialisme, ou bien réprime les mouvements nationaux-révolutionnaires, qui se heurtent à la domination de la métropole, ou bien les soutient à la manière du social-impérialisme du « bloc socialiste » pour disputer son influence à l'impérialisme dominant. Mais de toute façon, il s'oppose au dépassement de cette lutte par la fraction radicale des ouvriers et des paysans dont il empêchera au nom du « socialisme » l'organisation autonome et sa jonction avec le prolétariat mondial contre toute espèce d'exploitation. La chape de plomb qui pèse sur les colonies et les aires arriérées est essentiellement due aux Etats européens, et à la puissance des U.S.A. C'est pourquoi le bloc socialiste pouvait et peut encore apparaître dans son aide aux « peuples de couleur » en lutte contre l'impérialisme dominant comme une force révolutionnaire.

Le bilan de l'opportunisme, du social-impérialisme dans cette aire géographique où il revendique sa solution et affirme sa victoire, est clair et facile à dresser : trahison totale des masses en lutte, trahison totale du prolétariat mondial. Aucune trace dans tout cela de la perspective de Bakou.

Pour le social-impérialisme stalinien, le prolétariat n'a plus de rôle spécifique en tant que seule classe mondiale capable d'en finir avec toute forme d'exploitation, mais au contraire, il n'est plus qu'un pion dans le jeu démocratique qui conduira alors « logiquement » au socialisme, le but devenant un « socialisme » qui s'épanouit dans l'extension du mercantilisme, avec une accumulation socialiste, une exploitation socialiste dont le stalinisme fait jaillir salaire, plus-value et profit socialistes.

Ce que recherche l'impérialisme, c'est la paix sociale pour faire de bonnes affaires et établir à la mesure de sa force un statu-quo avec ses concurrents, tout en essayant de gagner du terrain sur eux.

Face aux luttes qui éclatent dans les aires arriérées et comme au Viet-Nam, que ce soit la tête russe, chinoise ou américaine de l'hydre impérialiste, toutes n'ont de volonté et d'objectif que la paix, celle qui leur serait profitable, et en tous cas, d'un commun accord, elles luttent ensemble pour maintenir la paix sociale. C'est pourquoi à la guerre sainte à l'impérialisme, dans laquelle en Orient et au Viet-Nam les peuples s'étaient lancés, le social-impérialisme a substitué la coexistence pacifique entre Etats de régimes sociaux différents ; et à la perspective du plan d'économie mondiale, il oppose en substance pour les peuples arriérés : commercez, développez le mercantilisme.

Aussi il est facile aujourd'hui à l'opportunisme stalinien de crier victoire, parce qu'il aurait réussi à faire partir les armées étrangères, par l'arme de la négociation appuyée sur la volonté populaire, et la puissance du « bloc socialiste » fort de son aide militaire et diplomatique, voulant par là confirmer sa thèse sur le passage au socialisme au moyen de l'interclassisme dans le cadre de la coexistence pacifique. Facile, sur le cadavre du prolétariat mondial de baptiser par décret, des rapports de production capitalistes : socialistes ! Tout au contraire la fameuse aide du camp socialiste s'est vu ramenée par l'impérialisme dominant, les U.S.A., à l'acceptation de son diktat. (On rappellera que Nixon est allé à Moscou après être passé en Roumanie à la barbe du

Kremlin et après avoir fait miner les ports du Nord-Vietnam tout en déversant comme jamais encore des centaines de tonnes de bombes quotidiennes.)

C'est qu'en bons Etats bourgeois qu'elles sont, la Russie et la Chine ne peuvent agir que dans la limite des exigences de leur propre intérêt national.

On ne s'étendra pas sur la manière dont elles ont bradé la lutte du Viet-Minh lors des accords de Genève en 1954, il suffit de se reporter aux nombreux articles sur ce sujet dans notre presse. Aussi il est facile à l'impérialisme des grands Etats d'affirmer la nullité de telles luttes puisqu'elles n'ont même pas abouti à l'unification et à l'indépendance nationales. Le G.R.P. et le Nord-Vietnam en viennent à la négociation, et par la voix de Phan Van Dong, ils appellent même les U.S.A. « à panser les blessures de guerre et à contribuer à l'œuvre d'édification d'après-guerre en République démocratique du Viet-Nam et dans toute l'Indochine ». Ainsi il faut bien arriver sur le terrain de l'impérialisme, la négociation.

Le faux extrémisme anarchiste et indifférentiste peut faire chorus avec l'impérialisme. Reconnaisant qu'au VietNam, il s'agit d'une lutte bourgeoise, ils affirment que de telles luttes n'ont rien à voir avec la lutte du prolétariat pour son émancipation, et déclarent qu'il s'agit là d'une pure tromperie des classes possédantes et que le prolétariat doit s'en désintéresser, au nom des luttes révolutionnaires du prolétariat pour le socialisme. L'histoire de la succession des modes de production et des luttes qu'elle déchaîne, la notion d'aires géo-historiques se définissant en fonction de leur stade de développement social est pour eux une vieilleries marxiste dépassée.

Ainsi pour eux au VietNam, il ne s'est rien passé de révolutionnaire, la liquidation des résidus féodaux est un faux problème. Il n'existe à leurs yeux plus que l'histoire d'un peuple unique : l'euro-américain de race blanche, élu pour le socialisme, ignorant le reste de l'humanité. Le socialisme leur sera ultérieurement injecté par un impérialisme socialiste. Ils sombrent ainsi dans le même pacifisme et chauvinisme européens que le P.C.F. qui ne déclarait pas autre chose lors de la guerre d'Algérie : émancipation d'abord dans les métropoles, puis ensuite et seulement après, dans les colonies.

Face à l'indifférentisme de ce faux extrémisme qui nie les seules luttes qui rompent aujourd'hui la paix impérialiste, nous rappellerons ce que nous avons écrit à l'occasion des luttes de l'Asie et du Congo en 61 dans notre texte « L'éclatant réveil des peuples de couleur » : « " L'indifférentisme " se retranche aujourd'hui derrière le prétexte que les mouvements coloniaux ont une origine et un contenu idéologique bourgeois et se prêtent à être manœuvrés par des blocs rivaux de l'impérialisme. C'est ici que se trouve la trahison insidieuse : c'est justement l'indifférence du prolétariat révolutionnaire, et, pis encore, de son parti, qui bloque le processus de radicalisation des mouvements coloniaux, qui en enferme les perspectives dans les limites de programme et de forces sociales bourgeois, et donc les expose à la possibilité d'une exploitation cynique de la part du grand capital retranché sur les marches de la Maison Blanche ou du Kremlin ! C'est la renonciation à la tâche que

lui a confiée, non pas Marx, Engels, ou Lénine, mais l'histoire dont ils furent les porte-parole, qui châtre un phénomène historique aussi lourd de possibilités futures.

Depuis des années, et presque tous les jours, le poing rude des « hommes de couleur » frappe à la porte non des bourgeois, mais des prolétaires des métropoles. »

Tout ce marché de dupes n'est que le reflet de l'absence du géant prolétarien mis en sommeil par la contre-révolution. Mais ce que nous montre le VietNam est que, même dans les conditions les plus défavorables, en pleine contre-révolution, sans l'appui du prolétariat mondial constitué en classe, les masses de l'Orient ont donné dans la péninsule indochinoise une leçon de combativité exemplaire en se battant comme elles ont pu, et montré quel formidable potentiel explosif contenaient les luttes anti-impérialistes, luttes acharnées avec lesquelles les « hommes de couleur », comme nous l'avons rappelé, viennent frapper à la porte du prolétariat des métropoles. Cette main que le prolétariat des métropoles doit tendre aux peuples de couleur a pour condition sine qua non la rupture de la classe ouvrière avec la bourgeoisie et ses agents au sein du prolétariat, l'opportunisme et l'indifférentisme, la lutte obstinée contre le social-pacifisme et le social-impérialisme.

Le VietNam est la tragédie d'un peuple auquel a manqué le soutien du prolétariat des métropoles, et si la partie est perdue pour l'instant, le prolétariat vietnamien n'est pas mort, la dynamique de l'impérialisme est condamnée à en grossir elle-même les rangs, et à rendre encore plus explosives pour demain les contradictions qu'il engendre.

Aujourd'hui les forces sociales en présence sont identiques, même si les aires géographiques ont changé. La vision de Bakou et de Moscou des années 1920 n'a pu vivre parce que le prolétariat mondial a été défait et écrasé, mais la lutte au VietNam la confirme en anéantissant les prétentions opportunistes qui affirment que l'émancipation des peuples de couleur et la lutte contre l'impérialisme passent par le programme bourgeois de l'union nationale et de la défense de la démocratie.

Sur « Le Hasard et la Nécessité »

COMMENT MONSIEUR MONOD TERRASSE LA DIALECTIQUE

INTRODUCTION

Il en est des idéologies comme de toutes les productions humaines : naissance, développement, sénescence, tels apparaissent les grands moments de leur cycle.

Il fut un temps où la conscience théorique pouvait s'imaginer avoir franchi les bornes qui lui étaient prescrites par l'Histoire. La philosophie ne peignait plus sa grisaille dans la grisaille parce que les manifestations de la vie avaient cessé de vieillir : la bourgeoisie révolutionnaire, jacobine en politique et matérialiste en idées, pouvait alors conférer une signification universelle et permanente à son idéologie de classe historiquement éphémère. Heureuse époque que celle où une classe grisée par ses succès théoriques, politiques et militaires pouvait s'imaginer s'être évadée des limites étroites de son temps ! La Raison en avait décidément terminé avec les préjugés obscurantistes de la scolastique médiévale et les contes pour enfants de la prétraille des campagnes ; la révolution démocratique avait balayé les illusions religieuses et les fantasmes de l'ancienne démonologie, les barrières féodales, les octrois et les corporations, laissant le champ libre au développement de la science, de la manufacture et de la grande industrie, de la libre concurrence et de la démocratie. Une ère de progrès universel s'ouvrait, inscrite aux frontons du nouvel ordre social, et symbolisée par la fière devise républicaine scellant la nouvelle arche d'alliance.

Hélas, il fallut vite déchanter ! L'Histoire se chargea en effet de mettre à la raison cette bourgeoisie qui, dans son triomphalisme exubérant, avait pris ses préjugés de classe pour des principes intemporels ; c'est que sa victoire était grevée de l'apparition d'une autre classe, son ombre portée, son antagoniste, son fossoyeur. Pour conjurer les nouveaux périls qui, dès sa naissance, lui traçaient ses limites, la bourgeoisie se mit elle aussi à fantasmer et, pour mieux exorciser son propre démon, à renouer avec les vieilles superstitions du passé.

Révolutionnaire, elle avait été matérialiste et déterministe dans sa philosophie de la nature. Dès le XVII^e siècle, l'Anglais Locke avait montré que toutes nos idées naissent de nos contacts avec le monde extérieur et Toland avait repris les vieilles thèses de Démocrite. En France, La Mettrie explorait la voie ouverte par le matérialiste Gassendi et définissait l'homme comme une machine perfectionnée, sans recourir à une quelconque force *transcendante* (âme, esprit ou conscience), puisqu'il jugeait « la pensée si peu incompatible avec la matière organisée qu'elle semble en être une propriété ». Ce courant s'acheva par les systèmes d'Helvétius et de d'Holbach qui, répudiant les ersatz religieux de l'innéité, montrèrent que notre connaissance résultait de notre rapport au monde et qu'elle n'en était que le reflet sous la forme d'idées : l'homme n'apportait à sa naissance que la faculté de sentir, à partir de laquelle se développaient toutes ses facultés intellectuelles. Ils montraient également le rôle de l'éducation et du milieu sur la formation du caractère et de la personnalité.

En philosophie de la société, la bourgeoisie substitua au principe divin, garant de l'ordre féodal et de la stabilité de la division en trois états, le Principe Démocratique, fondé sur une anthropologie selon laquelle les lois devaient être les mêmes pour tous les hommes égaux en droit, et qui exprimait sa domination de classe fondée sur la libre concurrence et le rapport de l'achat et de la vente de la force de travail. Ce principe masquait également les antagonismes réels résultant de l'opposition naissante du quart état et de sa prétention à formuler ses revendications propres. Retenons donc qu'à l'époque révolutionnaire de la bourgeoisie, son idéologie était DUALISTE : *matérialiste* parce que l'essor des forces productives impliquait le postulat d'objectivité inhérent à la connaissance scientifique ; *idéaliste*, parce que, face à elle, montait déjà une nouvelle classe révolutionnaire, le prolétariat.

La fin du cycle des révolutions démocratiques bourgeoises dans l'aire européenne s'accompagne de la stabilisation des rapports capitalistes de production. Et alors que, dans sa période anti-féodale, la bourgeoisie avait mis en avant une conception du monde essentiellement matérialiste, dans sa période actuelle d'impérialisme réactionnaire, le rapport s'est renversé. Placée devant la nécessité historique de sa propre disparition, elle tente de l'exorciser en niant le déterminisme, non seulement dans les doctrines de la société, mais jusque dans sa conception de la matière et de la vie. Résister au prolétariat, tel est devenu son seul programme, le principe fondamental de toute son idéologie ; conserver son pouvoir politique, telle est pour elle désormais la question essentielle. Voilà le secret de sa formidable régression théorique. Le cycle de l'idéologie bourgeoise est maintenant clos. Au terme du parcours, il rejoint son origine, le vieil idéalisme propre à tous les ordres sociaux en quête d'une stabilité impossible et illusoire. Ses catégories ont pour nom : la contingence, la liberté, l'épistémologie critique, l'Humanité... Pauvres et dérisoires témoins d'une classe aux abois, incapable de maîtriser les forces productives qu'elles a mises en mouvement et impuissante à comprendre le sens de l'Histoire qui globalement lui échappe !

C'est dans cette optique qu'il faut comprendre les attaques lancées contre

le matérialisme dialectique par J. Monod, Prix Nobel de médecine, dans son pamphlet « *Le Hasard et la Nécessité* ».

Ce musée des horreurs du scientisme bourgeois présente un double intérêt. Tout d'abord, il révèle crûment la triste situation des sciences de la nature (et en particulier de la biochimie) tenues en laisse par la métaphysique qui s'y infiltre par tous les pores, les décompose, et les mène à des catastrophes théoriques inouïes. C'est ainsi que la théorie de l'évolution devient maintenant le règne du tout-puissant « hasard », tandis qu'à l'inverse, on nous rebat les oreilles avec la transmission invariante d'un prétendu « code » (1) génétique, parce qu'on oublie cette vérité élémentaire : c'est seulement dans les conditions expérimentales artificielles des laboratoires que les espèces existent en soi, comme artefacts, comme formules apurées, comme « monstres » ; c'est dans leur milieu naturel qu'il faut les appréhender, où elles ne constituent qu'un des pôles de la relation qui les relie à leur biotope en une dialectique incessante où ils réagissent l'un sur l'autre, et par là se transforment, évoluent. Il est navrant de devoir énoncer de telles évidences, compréhensibles pour un enfant de dix ans, mais devenues mystérieuses pour des « savants » tout pénétrés de catégories métaphysiques et empêtrés dans les contradictions insolubles de l'idéalisme de leur milieu social.

Le second intérêt de cet ouvrage, c'est qu'il nous permettra de redécouvrir un texte toujours neuf, quoique daté de plus d'un siècle et qui, dans cette cour des miracles idéalistes, sera pour nous un bain de jouvence théorique. Il concerne précisément les mécanismes de l'évolution humaine et montre que le TRAVAIL est le facteur matériel de la transformation et du passage du « singe » à l'homme. Par là, le patriarche du Communisme révolutionnaire, F. Engels, se situe bien au-dessus des « nouveautés » rustiques de la « science » bourgeoise.

En attendant, attardons-nous sur la critique que notre Don Quichotte de la biologie moléculaire fait du marxisme et qui, révélant une incompréhension grossière — réelle ou voulue — se réduit à trois reproches.

Premièrement : avoir abandonné le postulat d'objectivité (!) en appliquant la dialectique aux phénomènes de la nature, ce qui serait une « projection dans la nature inanimée de la conscience qu'a l'homme du fonctionnement intensément téléonomique (N.D.R. : c'est-à-dire finaliste) de son propre système nerveux central ». On voit que notre pourfendeur de baudruches n'a toujours pas compris que Marx a UNE FOIS POUR TOUTES remis sur ses pieds cet Hegel dont Monod tourne en dérision « l'énorme et pesant monument » avec la suffisance risible de l'« homme de science » bourgeois.

(1) L'emploi du terme « code » pour désigner le patrimoine génétique de l'espèce a une valeur purement analogique, et donc fort réduite : il témoigne seulement du fait que les phénomènes qu'observe la biologie moléculaire restent pour elle en grande partie du... « langage chiffré ». On ne peut lui en faire grief, mais on doit douter que l'analogie puisse aider en quoi que ce soit au... « décryptage » !

Pour nous, inélégants réalistes, la connaissance est doctrine de la réalité, de tous les phénomènes naturels et sociaux sans aucune « *addition étrangère* ». Si notre méthode est dialectique, cela ne vient nullement de ce que nous chercherions, comme Monod le reproche à Engels (!), à découvrir dans la nature « un projet ascendant, constructif, créateur (afin) de la rendre enfin déchiffrable (?) et moralement signifiante (?) » : cela vient du fait incontestable que la loi de la matière et de la vie est le devenir, que le devenir est *dans les choses* comme dans la pensée : dialectique.

Qu'il nous suffise ici de citer un texte de parti qui ne laisse à ce sujet aucune équivoque :

« Pour nous, la dialectique est valable dans la mesure même où l'application de ses règles n'est pas contredite par le contrôle expérimental. Son emploi est certainement nécessaire, puisque nous devons également traiter les résultats de toute science par l'instrument de notre langage et de notre raisonnement, aidé par le calcul mathématique (les sciences mathématiques elle-mêmes ne sont point basées sur de pures propriétés de la pensée, mais sur les propriétés réelles des choses). La dialectique est donc un instrument d'exposition et d'élaboration, non moins qu'un instrument polémique et didactique. Elle sert à *se défendre des erreurs engendrées par les méthodes traditionnalistes de raisonnement* (N.D.R. : souligné par nous) et à atteindre ce résultat *très difficile* : ne pas introduire inconsciemment des données arbitraires fondées sur des préjugés dans l'étude. Mais la dialectique est à son tour un reflet de la réalité, et ne peut prétendre par elle-même *la contraindre ou l'engendrer* (souligné par nous). La dialectique *ne nous révélera jamais rien par elle-même* (idem) ; elle possède néanmoins un énorme avantage sur la méthode métaphysique, en ce qu'elle est dynamique, alors que celle-ci est statique » (...) « En conclusion, la dialectique nous sert (comme le dit Marx dans sa préface au *Capital*) soit pour exposer ce que la recherche analytique a mis en lumière, soit *pour détruire les obstacles élevés par les formes théoriques traditionnelles* (souligné par nous). (Elle) possède la plus grande force de destruction. Les philosophes s'épuisaient à construire des systèmes ; les révolutionnaires dialectiques détruisent par la force les formes consolidées qui veulent barrer la route à l'avenir. La dialectique est l'arme qui sert à briser ces barrières dont la destruction rompt le charme de l'éternelle immuabilité des formes de la pensée, qui se révèlent alors être constamment changeantes et se calquer sur les bouleversements révolutionnaires des formes sociales. » (1)

Deuxièmement : de s'être acharné à répudier toute espèce d'épistémologie critique de type kantien, et ceci de Marx... à Jdanov. On croit rêver ! Passons sur Jdanov, immortel théoricien du « réalisme socialiste » et de quelques autres trouvailles de la même eau : on ne peut pas demander à un biologiste

(1) *Sur la Méthode dialectique*, Programme Communiste N° 9 (Octobre-décembre 1959).

petit-bourgeois de faire la différence entre l'un des pères du communisme et un pâle falsificateur ou innovateur stalinien à la solde de l'Etat populaire pan-russe, mais ce qu'il est impossible de laisser passer, c'est cette attaque quant à la répudiation de l'épistémologie critique.

Depuis quelques années, un virus nouveau a gagné cette invraisemblable province théorique qu'est le Tout-Paris littéraire : l'épistémologie est à la « pensée » ce que la pollution est à la vie quotidienne, une mode, une préoccupation mondaine. On doit au très sérieux M. Althusser cet engouement inopiné de toute une jeunesse lettrée pour un courant intellectuel qui n'est jamais que la version modernisée d'un kantisme mal digéré. Selon cet idéologue du P.C.F., la « philosophie marxiste » devrait se mettre au service (comme c'est chevaleresque !) des sciences « objectives » et surtout « neutres », c'est-à-dire situées au-dessus des classes, afin de les défendre contre les atteintes de l'idéologie et donc favoriser leur développement. Pour ce châtreur en chef du marxisme, auquel nous avons antérieurement réglé son compte (1), le Matérialisme dialectique devient la théorie des modes de production... des connaissances, un criticisme abâtardi des sciences bourgeoises inféodées au capital. Nous montrons au contraire que si les sciences ne sont plus que des recettes visant au maximum de rentabilité, si leur développement est incertain, stagne ou même régresse, si des branches entières de la recherche ne correspondent à aucun des besoins réels de l'humanité, si celles qui répondent à ces besoins ne peuvent aller de l'avant, la cause n'en est pas tant « idéologique » que sociale, le choix des objets et des objectifs de la science ayant, plus encore que ses constructions, un caractère de classe. Seule la révolution libérera la « science », en même temps que toutes les autres activités sociales de l'humanité.

Troisièmement : d'être impuissant, en raison de ses *a priori* philosophiques, à comprendre une théorie *scientifique*, en l'occurrence celle... « du gène, comme déterminant héréditaire (sic ! c'est ainsi que M. Monod écrit le français !) invariant à travers les générations et même les hybridations ». Nous reviendrons sur ce dernier point. Notons seulement ici que la citation ci-dessus sur la méthode dialectique suffit à faire justice de cette accusation, qui vaut tout au plus contre le stalinisme (péché de jeunesse de M. Monod !) dont nous disions dans le même texte que « lié au conformisme de positions constituées, (il) n'a en aucune manière la possibilité de continuer cette lutte (N.D.R. : de la dialectique contre la métaphysique) même dans le domaine scientifique ».

Comme on voit, le « critique » a la dent dure : le matérialisme dialectique n'est qu'un « animisme », un essai de « systématisation subjective de la nature », et comme tel un pur amas de « confusion », « non-sens », « niaiseries » et autres. On croirait entendre M. Dühring, réfuté par Engels au siècle

(1) Cf. *Programme Communiste* N° 55 (Avril-juin 1972), M. Althusser ou les limites de l'entendement petit-bourgeois.

dernier. Cela n'est pas pour nous chagriner : comme l'enseignait Lénine dans sa polémique contre les empirio-criticistes, Mach, Avenarius, Bogdanov et consorts du début de ce siècle : « Il est impossible de ne pas discerner derrière la scolastique gnoséologique de l'empirio-criticisme la lutte des partis en philosophie, lutte qui traduit en dernière analyse les tendances et l'idéologie des classes ennemies de la société contemporaine. La philosophie moderne est aussi imprégnée de l'esprit de parti que celle d'il y a deux mille ans. »

On peut en dire autant du prétendu « matérialisme mécaniste » dont M. Monod se vante si fort, de ses vains efforts pour terrasser la dialectique et de sa métaphysique du hasard, que nous allons maintenant examiner, continuant contre l'idéologie bourgeoise une lutte de parti séculaire.

— | —

PHILOSOPHIE SURNATURELLE D'UN BIOLOGISTE MOLECULAIRE

« Aujourd'hui où il suffit d'interpréter les résultats de l'étude de la nature dialectiquement, c'est-à-dire dans le sens de l'enchaînement qui lui est propre (...), la philosophie de la nature est définitivement mise à l'écart. Toute tentative de la ressusciter ne serait pas seulement superflue, elle serait une régression. » Ce célèbre jugement d'Engels dans son « Ludwig Feuerbach » est confirmé avec éclat par cet ouvrage de combat bourgeois qu'est « Le Hasard et la Nécessité » qui, prétendant réfuter le matérialisme dialectique a simplement réussi à tomber *au-dessous* du niveau de la science bourgeoise elle-même.

Dépouillés de l'enveloppe idéologique dans laquelle Monod les enferme et les dissimule, les résultats en question, qui ont été obtenus grâce à l'utilisation de microscopes électroniques « grossissant de 5.000 à 500.000 fois et découlant des ultrastructures jusqu'à une taille de 1 millimicron » (le micron est un millième de millimètre), peuvent se résumer ainsi : « 1° en dépit de ses dimensions infimes, la cellule montre une extraordinaire complexité qui surpasse de loin celles des calculatrices les plus modernes et 2° l'organisation cellulaire se caractérise par le dualisme acides nucléiques-protéines, dualisme que recouvre *approximativement* (souligné par nous) le couple noyau-cytoplasme » (1). Si comme le disait Lénine « la justesse de la dialectique doit être vérifiée par l'histoire des sciences », notre matérialisme dialectique n'a aucunement à se plaindre des microscopes électroniques. On ne saurait imaginer confirmation plus éclatante de la géniale anticipation d'Héraclite, ainsi formulée par ce même Lénine : « Le dédoublement de ce qui est *un* et la connaissance de ses parties contradictoires, voilà une des choses essentielles, une des particularités principales, sinon la toute principale, de la dialectique ». (2)

(1) L'évolution biologique ou l'Anti-Chaos, Ed. Universitaires (p. 52).

(2) « A propos de la dialectique », in Matérialisme et Empirio-criticisme.

Pour édifier sa « philosophie naturelle », Monod emploie trois procédés : premièrement, il force la signification objective des faits observés dans son secteur particulier ; deuxièmement, il prétend expliquer tous les phénomènes complexes de l'évolution à partir des seuls « principes » de la biologie moléculaire qui, soulignons-le, ne sont pas seulement des faits *partiels* établis dans un domaine *particulier* de ce vaste ensemble qu'est la science biologique, mais des faits *dénaturés* par l'idéologie ; troisièmement, substituant la métaphysique pré-hégélienne à la dialectique rationnelle, il tire de cette constatation empirique banale qu'à côté des phénomènes réguliers expliqués par la science, il existe des faits fortuits (ou simplement nouveaux) dont il est beaucoup plus difficile de rendre compte, cette conclusion idéaliste que l'Univers tout entier est régi par le Hasard, que seul l'esprit de l'homme y introduit arbitrairement un ordre et une nécessité, et cette conclusion nihiliste qu'à regarder les choses de près, toute la biosphère et son ultime aboutissant, l'homme pensant, *auraient aussi bien pu ne pas exister* ! C'est ainsi que, semblable à un Dieu, le Professeur abolit par la seule force de la pensée sinon l'Univers lui-même, du moins l'histoire réelle de presque trois milliards d'années qui, de premiers organismes monocellulaires beaucoup plus simples encore que les bactéries de son laboratoire, a conduit à l'« homme sage », c'est-à-dire à un monde nouveau au sein du monde même, celui de la société. Tel est le cuistre parfait dans lequel la société bourgeoise reconnaît une de ses sommités intellectuelles !

Ce que dit la biologie moléculaire

« Le noyau, grâce aux gènes de ses chromosomes, dirige les synthèses spécifiques et l'hérédité ; le cytoplasme, avec ses protéines de structure et ses protéines-enzymes, est le siège des activités fonctionnelles et des synthèses ; le second reçoit les ordres du premier, et tous deux forment un couple indissociable sous peine de mort. » (1)

Donc, couple dialectique indissociable de deux « contraires » définis par des fonctions différentes : notre matérialisme n'a aucune plainte à formuler.

Poursuivons : « Comment s'accomplit la transmission des ordres en ce qui concerne l'élaboration des protéines ? (...). Il s'agit en fait d'une transmission codée qui est transcrite d'un élément fixe sur un élément mobile lequel va se fixer à l'endroit même où doivent se réaliser les ordres ; ces éléments sont des macro-molécules d'acides nucléiques, qui sont de deux sortes : l'A.D.N.

(1) Nous préférons emprunter cette description à « Les bases biologiques de l'évolution », in « L'évolution ou l'Anti-Chaos » (Ed. Universitaires) qu'à « Le Hasard et la Nécessité » dont le style « philosophique » est insupportable et l'objectivité douteuse.

qui occupe les gènes dans le noyau et l'A.R.N., que l'on trouve plus communément dans le cytoplasme ».

Critiquant la manie des savants d'identifier le mouvement (« c'est-à-dire le changement en général ») au *changement de lieu*, c'est-à-dire au mouvement mécanique, Engels notait : « Cela ne veut pas dire que chacune des formes supérieures du mouvement ne soit pas toujours liée à quelque mouvement mécanique réel (externe ou moléculaire) de même que les formes supérieures du mouvement en produisent aussi simultanément d'autres (...) et que la vie organique (n'est pas possible) sans changement mécanique, moléculaire, chimique, thermique, électrique, etc. Mais la présence de ces formes accessoires n'épuise pas dans chaque cas considéré l'essence de la forme principale. Nous « réduirons » certainement un jour par la voie expérimentale la pensée à des mouvements moléculaires et chimiques dans le cerveau ; mais cela épuise-t-il l'essence de la pensée ? (Dialectique de la Nature, « Mouvement mécanique », p. 252).

Il n'est question dans la description ci-dessus, que de *mouvement mécanique*, ce qui n'est pas nécessairement faux, mais qui ne saurait « épuiser » la cytophysiologie dont les biologistes reconnaissent qu'elle pose des « problèmes extrêmement difficiles » : Monod, lui, sera *mécaniste par principe* ! « L'information inscrite sur des bandes perforées (l'A.D.N. des gènes) est portée par des copies de ces bandes (l'A.R.N. messenger) à des machines semi-automatiques programmées (les ribosomes) qui assemblent les protéines de l'espèce ; ces machines sont alimentées en pièces détachées (les acides aminés) par les A.R.N. de transfert. »

Nous tombons ici dans le symbolisme « informatique » et dans une imagerie de dessin animé. Les descriptions ne peuvent être plus évoluées que la science qui les fait !

Poursuivons. « Les produits manufacturés par la cellule contrôlent eux-mêmes leur fabrication (...) : s'il le faut, l'agent opérateur qui déclenche la synthèse protéique est bloqué par un agent répresseur. L'opérateur est un gène spécifique, le répresseur est une protéine spécifique synthétisée par un gène régulateur. Celui-ci a une « rétroaction négative », celui-là une rétroaction positive » (...) « La rétroaction positive a pour effet d'accélérer constamment le mouvement ; la rétroaction négative constitue le phénomène inverse. »

Nous y reviendrons.

Enfin : « Un autre aspect du pouvoir auto-constructeur du vivant est la duplication. Lors de la mitose (division cellulaire de la bactérie) la cellule-mère lègue à chacune des deux cellules-filles un duplicata de son matériel génétique nucléaire (l'A.D.N.) ; la cellule-fille représente une copie exacte de l'élément primitif : c'est l'auto-reproduction, base de l'hérédité ».

Un point, c'est tout.

Création surnaturelle de la cellule idéologique

De tout cela, le glorieux professeur Monod tire trois conclusions : 1° « *Le mécanisme de la traduction* [N.D.R. : de « l'information inscrite » dans l'A.D.N.] *est strictement irréversible*. Il n'est ni observé, ni d'ailleurs concevable que de « l'information » soit jamais transférée dans le sens inverse, c'est-à-dire de protéine à A.D.N. Cette notion repose sur un ensemble d'observations si complètes et si sûres aujourd'hui et (N.D.R. : c'est nous qui soulignons) *ses conséquences en théorie de l'évolution notamment sont si importantes qu'on doit la considérer comme l'un des principes fondamentaux de la biologie moderne* (...) Il n'existe aucun mécanisme concevable par quoi une instruction ou information *quelconque* pourrait être transférée à l'A.D.N. Le système tout entier, par conséquent, est totalement, intensément (1) conservateur, fermé sur soi-même, et absolument incapable de recevoir quelque enseignement que ce soit du monde extérieur ».

2° « Ce système qui établit entre A.D.N. et protéine comme aussi *entre organisme et milieu* des relations à sens unique, défie toute description « dialectique ». Il est foncièrement cartésien et non hégélien : la cellule est bien une machine ».

3° « Il pourrait donc sembler que, par sa structure même, ce système doive s'opposer à (...) toute évolution. *Nul doute* qu'il en soit bien ainsi et nous avons là l'explication d'un fait en vérité *bien plus paradoxal* que l'évolution elle-même, à savoir la prodigieuse stabilité de *certaines* espèces qui ont su se reproduire sans modifications appréciables depuis des centaines de millions d'années ». (N.D.R. C'est nous qui soulignons, *le H. et la N.*, p. 125.)

Quel est donc l'imbécile qui a dit un jour : « La forme de développement de la science de la nature, dans la mesure où elle pense, est *l'hypothèse* » ? Nous avons changé tout cela, nous autres, hardis pionniers des voyages intermoléculaires ! Nous disons au contraire que c'est précisément *dans la mesure où elle pense* que la science de la nature se garde bien de se perdre en vaines suppositions, mais progresse hardiment à coups d'affirmations péremptoires ! Car « le devoir qui s'impose, aujourd'hui plus que jamais, aux hommes de science (est) de penser leur discipline dans l'ensemble de la culture moderne pour l'enrichir (...) des idées (...) qu'ils peuvent croire humainement significatives ». (Préface de « *Le H. et la N.* ».) Pour l'amour de la culture moderne, donc, Monod n'hésite pas une seconde à réhabiliter Descartes, mort en 1650 et à terrasser, à titre très posthume, Hegel mort en 1831. Puis satisfait du devoir accompli, il nous laisse clairement entendre que l'émouvante invariance

(1) « Totalement », d'abord ; « intensément » ensuite : restriction ; mais « absolument incapable » ramène à « totalement » ; donc, l'idéologue sait qu'il ment, mais va de l'avant : les animaux-machines n'y verront que du feu et même au cas contraire, qu'importe ? Il aura rempli sa fonction. L'alliance d'un tel cynisme et d'un tel obscurantisme intellectuel chez une « sommité scientifique » n'est pas un hasard individuel : il donne une image trop saisissante et trop fidèle de la contre-révolution pour qu'on néglige de la fixer.

de la limule des plages, cette héroïne parmi « certaines » autres de la Non-Evolution (1), lui semble autrement signifiante, humainement parlant, et en tout cas beaucoup plus paradoxale que toute cette prétendue « orthogénèse » dont on nous a tellement rebattu les oreilles depuis Lamarck (1809) et Darwin (1859).

On n'a besoin d'aucun microscope électronique pour suivre le mécanisme de la construction idéologique. Quand Monod, bravant héroïquement le ridicule, affirme que les relations « entre organisme et milieu sont à sens unique », il est démenti même par la description ingénue que la micro-cybernétique donne des processus. Quand la protéine-répresseur « bloque » la synthèse ordonnée par le gène-opérateur, elle ne le fait ni au « hasard » ni en fonction de son « libre-arbitre ». Jacob ne nous cache pas que ce phénomène de « répression » ou de « blocage » est la réponse de la colonie bactérienne à certains changements de la composition du liquide dans lequel elle baigne et qui constitue son milieu. Cette « rétroaction négative » figure bel et bien, quoique sous une forme caricaturalement rigide, cette relation dialectique entre organisme et milieu dont Monod ne veut à aucun prix, mais sans laquelle on ne saurait concevoir le vivant. Le « principe » de la cellule bactérienne (qu'on retrouvera bien entendu sous une autre forme dans les organismes complexes) est le centralisme organique, non l'anarchie. Mais la cellule n'est pas une machine. Elle défie la description cartésienne que Monod en donne, et dont la biologie moléculaire en général n'est pas responsable. Première altération idéologique.

Si l'on passe maintenant à la question beaucoup plus délicate de la relation noyau-cytoplasme ou A.D.N.-protéine, il est extravagant d'affirmer qu'il n'y a « nul doute » que par sa structure même « le système doit s'opposer à... toute évolution », alors que l'évolution est indubitable, sous le prétexte que l'observation de bactéries ayant trois milliards d'années d'évolution ne permet pas aux savants actuels de « concevoir » comment « un enseignement quelconque » pourrait passer de la protéine à l'A.D.N. ! Seconde altération idéologique.

S'il s'agissait d'expliquer scientifiquement la stabilité relative évidente des espèces au cours de millions d'années, affirmer qu'entre organisme et milieu « la relation est à sens unique », c'est passer à côté du but.

S'il s'agissait d'apporter un contrôle expérimental à la théorie de la non-hérédité des somations (2), affirmer que le noyau est « totalement conserva-

(1) C'est Jacob qui en parle dans « *La Logique du Vivant* ». Frappé aussi par le phénomène de l'« invariance », Jacob n'est de loin pas si péremptoire que Monod au sujet de l'évolution. Son ouvrage est à tous égards beaucoup plus sérieux et intéressant que le méchant pamphlet du m'as-tu-vu de la biologie moléculaire, mais comme dans notre époque de décadence, le succès ne va jamais qu'au sensationnel et à l'esbroufe, c'est Monod qui a eu tous les honneurs de l'actualité !

(2) Modifications dans les cellules somatiques produites par l'activité de l'être vivant. Dans sa formulation anthropomorphique, la non-hérédité des somations est dite « non-hérédité des caractères acquis », et elle a été formulée par Weismann aux alentours de 1883 après la découverte de la différence entre cellules germinales ou gamètes (germen) et cellules de tous les autres tissus (soma).

teur », alors qu'il est bien connu qu'il s'y produit des mutations, c'est aller bien au-delà du but. Dans les deux cas, c'est s'immortaliser dans le ridicule en pure perte. Mais l'outrance même prouve que ce n'est pas de cela qu'il s'agit. Si Monod « accroît l'information », ce qui dans le langage fleuri de la cybernétique signifie qu'il altère les données scientifiques déjà maigres, c'est que ses visées sont *idéologiques*.

Peu importe à cet « homme de science » que les « observations » ne puissent *par définition* être ni « complètes » ni « sûres » pour cette excellente raison que la biologie moléculaire a vingt ans et l'évolution... trois milliards d'années, si bien que la possibilité est à jamais perdue de regarder avec les prestigieux microscopes même seulement une bactérie dont le « code » génétique n'ait pas été « corrigé » au cours d'un nombre astronomique de divisions cellulaires ! Peu importe ! La notion de l'irréversibilité de la transmission d'« information » de l'A.D.N. à la protéine ne peut *quand même* faire aucun doute : « Ses conséquences sont SI importantes en théorie de l'évolution notamment QU'on doit la considérer comme l'un des principes fondamentaux de la biologie moderne ». Pourquoi traiter aussi cavalièrement *l'expérience et la théorie scientifique* ? Parce que l'important, c'est de régler une bonne fois son compte à la théorie de l'évolution. Notamment. Une notion si indispensable au professeur Monod pour mener à bien cette entreprise audacieuse ne peut qu'être agir en conséquence. Le professeur dit tout cela avec le minimum de mots. Quelle densité idéologique !

Devant ce défi inouï de l'Anti-Staline de la molécule, que firent les paléontologistes, les embryologistes, les anthropologues, bref tous ceux qui, par métier, avaient pu se flatter jusque-là de droits spéciaux sur la théorie de l'évolution ? Pratiquant la démocratie des esprits, ils écrivirent une brochure pour défendre le déterminisme et une préface (1) pour proclamer la nullité de la Science et leur propre faillite en matière... évolutionniste. Jamais bilan si

(1) L'image que cette préface nous donne du niveau intellectuel et du tonus moral de la biologie française en 1972 confirme avec éclat ce que Lénine disait au début du siècle de l'ensemble de la science bourgeoise internationale. Elle montre que les Monod sont finalement le châtiment historique que de tels pleutres méritent.

Nous devons nous contenter des passages les plus saisissants : « La Science n'a jamais rien expliqué. C'est un point sur lequel nous insistons beaucoup (sic). Nous n'expliquons rien. C'est une des raisons de notre spiritualisme. La Science nous apporte chaque jour davantage la preuve de son insuffisance ». Ces hommes qui, à la différence de Monod, sont attachés par métier au principe d'objectivité dans les sciences de la nature ne songent même pas à discuter le « nouveau principe fondamental » proposé impérativement par Monod : ils ne croient plus en la science, alors à quoi bon ? Professeur Monod, même si vous aviez mille fois raison, pourquoi vous acharnez-vous à vouloir expliquer l'évolution ? Puisque nous nous tuons à vous dire que « la Science n'a jamais rien expliqué » ? Ils se disent « spiritualistes » par déception. Mais l'inverse est tout aussi vrai : « l'insuffisance » de la Science, c'est la leur, car la Science n'est qu'une abstraction qui recouvre leur propre activité sociale. Elle ne peut dépasser les limites de ces dignes « spiritualistes » qui la font ! Ainsi va la « cité savante » sous la décadence bourgeoise !

désastreux ne fut dressé si sereinement. Puis ils intitulèrent le tout « *L'Anti-Chaos* ». Avec de tels défenseurs, le principe d'objectivité n'a, comme on voit, rien à craindre des diktats de la biologie moléculaire, la Science de la spéculation philosophique, le déterminisme du Hasard ni la démocratie savante de l'anti-communisme de Monod.

Première conclusion : Le Professeur a mené à bien sa première tentative idéologique. Il a réussi à transformer la cellule vivante en cellule-machine, puis en pure idée de cellule, en monade hors de toute atteinte profane. Remontant le cours de l'Histoire, il est en somme retourné aux sources, à la spéculation grecque, aux atomes d'Epicure. Voilà donc le grand moderne tout désigné pour nous expliquer scientifiquement l'Evolution biologique, « puisque la Science elle-même proclame sa faillite ».

Création surnaturelle des organismes idéologiques

A partir de la cellule idéologique, ce sera un jeu d'enfant de procéder à la création d'organismes idéologiques entiers. Il suffira pour cela de faire abstraction de tous les détails empiriques compliqués et oiseux qui risqueraient d'altérer le pur schéma du centralisme autarcique de l'A.D.N. « *La science, c'est l'analyse* », que diable ! (pp. 92-93) (1)

(1) Le matérialisme dialectique ne saurait prendre parti pour aucun des deux camps qui divisent la biologie moderne, les tomistes (ou réductionnistes) ne jurant que par l'analyse microscopique et les intégristes (ou évolutionnistes) que par l'étude des collectivités animales et de leurs comportements, les uns et les autres n'étant d'accord que pour contester au camp adverse la capacité de percer les « secrets » de la vie et de l'évolution. A ses yeux, il ne peut rien y avoir de plus comique que des gens se prenant aux cheveux parce que *les uns prétendent qu'on n'arrive à la connaissance que par l'analyse et les autres que par la synthèse* ou plutôt *en abordant directement la totalité en tant que telle !* C'est là un débat typiquement scolastique puisque analyse et synthèse constituent une unité dialectique dont les termes sont indissolublement liés ; d'autre part, précisément, du point de vue dialectique, il est aussi absurde de prétendre qu'il *suffit* de connaître la partie pour connaître le tout que de s'imaginer que la totalité peut être connue *directement*, sans passer par l'analyse permettant d'accéder soit au plus caché soit au plus abstrait, qui est précisément la clef de voûte de l'ensemble. On n'imagine pas, par exemple, « *Le Capital* » de K. Marx, sans l'analyse de la « cellule », la marchandise. Mais on ne l'imagine pas non plus sans la reconstruction *théorique* de la vaste totalité de rapports propres à la société capitaliste et à plus forte raison à la prévision de leurs mouvements réciproques à partir des abstractions *théoriques* tirées de l'étude scientifique de cette « cellule » (valeur travail - plus-value - profit, etc.) : *analyse et synthèse !* (Cf. « *La méthode de l'Economie politique* » dans « *Introduction à la critique de l'Economie politique* » (1857).

Les choses sont évidemment beaucoup plus compliquées dans une science de la nature, exigeant la coopération d'un grand nombre d'individus au même moment et au cours de l'histoire, mais les principes sont les mêmes : « *La dialectique est en même temps analytique et synthétique, non en ce sens qu'elle juxtapose ces deux méthodes de la connaissance (...), mais plutôt en ce sens qu'elle les contient comme dépassées et qu'elle se comporte à la fois analytiquement et synthétiquement DANS CHACUNE DE SES DEMARCHES* ». (Lénine, Cahiers sur la Dialectique de Hegel, Idées, p. 306.)

Quand les hommes de science ordinaires (1) veulent définir en général les organismes vivants, que disent-ils ?

« Les êtres organisés :

— subsistent en assimilant des matériaux étrangers, fournisseurs d'énergie (auto-conservation),

— donnent naissance à d'autres organismes qui perpétuent l'espèce (reproduction),

— contrôlent et synchronisent en permanence leurs propres activités (auto-régulation),

— varient au cours des âges (évolution) ». (*Les bases biologiques de l'évolution*, in *l'Anti-Chaos*.)

Dans la philosophie de Monod, rien ne saurait être aussi naturel. Il s'agit ici de programmer un ordinateur pour le compte de la NASA martienne (Monod a manqué sa vocation) de façon qu'il n'aille pas fourrer dans la même classe d'objets un cheval et une auto, une abeille et un cristal de quartz : point de départ éminemment *biologique* !

Trois propriétés suffiront : morphogénèse autonome - téléonomie - inviance reproductrice. Telle est la Sainte-Trinité des organismes idéologiques (2).

LA MORPHOGENESE AUTONOME : c'est « le caractère autonome et spontané des processus qui construisent la structure macroscopique des êtres vivants ». Un processus « autonome » n'obéit pas seulement à des lois qui lui sont propres : il est indépendant de toute autre réalité. Si tel était le cas de l'auto-construction des êtres vivants (3), la biosphère serait entièrement soustraite aux lois du reste de la nature. Le raisonnement par lequel notre idéologue prétend prouver cette affirmation inouïe ne peut manquer d'être édifiant. Voyons-le donc.

En toute simplicité, il commence par opposer « la plupart des objets naturels dont la morphologie macroscopique résulte en large part de l'action

(1) Monod, lui, est le Philosophe solitaire qui prétend apporter sur un plateau au public ébloui LA (!) solution DU (!) grand problème de l'évolution. Métaphysicien, il est aussi individualiste et même messianique. C'est un *classique* bourgeois. Quelle figure archaïque !

(2) Dans la fade fiction de Monod, « c'est un programmeur martien, ignorant la biologie mais informaticien de profession » (sic pp. 25-26) avec lequel il a fait une « expérience imaginaire » (sic ! idem) qui a trouvé ces trois « propriétés ». Etant donnés les résultats, nous le croyons sur parole. Mais nous avons montré que Monod ne réserve pas exclusivement aux... Martiens les « expériences imaginaires ».

(3) Nous n'entreprendrons pas ici d'établir dans quelles limites il est permis de dire en général d'un processus *quelconque* qu'il est « autonome » : cela nous entraînerait trop loin de la biosphère et de son évolution. Ce qui est sûr, c'est que « l'auto-*nomie* absolue », c'est le néant !

d'agents externes » (p. 24) et les êtres vivants dont « la structure ne doit presque rien à l'action des forces extérieures, mais tout (!), de la forme générale jusqu'aux moindres détails, aux interactions morphogénétiques internes à l'objet lui-même » (p. 23). Monod se surpasse ! A propos des objets naturels, il note avec un soin scrupuleux que leur morphologie ne résulte qu'en large part de l'action d'agents externes : si par sa faute nous allions par exemple nous imaginer que des agents d'érosion donnés (pluie et gel ici ; vagues de la mer là ; ailleurs encore, myriades de grains de sable soulevés par les vents du désert) sculptent les mêmes formes dans des roches aussi différentes que le granit et le calcaire, quelle responsabilité pour lui ! Sans même s'en rendre compte, il nous incite donc à considérer par exemple le modelé d'une roche comme le résultat... dialectique de sa structure d'une part et des agents d'érosion qui, en fonction de sa situation géographique, exercent sur elle leur action de l'autre. Et il est bien vrai que tout inertes et passives qu'elles soient, les roches se trouvent dans un rapport dialectique (1) avec les agents d'érosion, alors qu'elles sont parfaitement « autonomes » par rapport à la disparition des espèces et l'effondrement des empires qui n'ont pas le pouvoir de les modifier.

A l'égard des êtres vivants, au contraire, notre singulier biologiste se montre d'un sans-gêne qui confine à l'impudence. (Cela nous confirme dans la conviction que sa « philosophie naturelle » est le digne produit de la collaboration imaginaire d'un Terrien obsédé de cybernétique et d'un « Martien ignorant la biologie », comme il l'a lui-même suggéré). L'influence des forces extérieures sur leur structure ? Elle compte pour « presque rien ». Et celle des forces internes ? C'est elle qui fait « tout ». En somme, s'il faut compter 2 % pour la première, il reste... 100 % pour la seconde. Ayant ainsi donné à la logique, à l'arithmétique et au public l'assurance de son plus profond mépris, Monod court à sa conclusion : « Un déterminisme interne, autonome, assure la formation des structures extrêmement complexes des êtres vivants » (p. 23). Pourquoi ce « déterminisme » est-il « autonome » ? Parce qu'il est « interne », parbleu ! Il suffisait d'y penser. Par malheur pour notre métaphysicien, si (pour reprendre son jargon, seule expression adéquate de sa pensée) « le déterminisme qui assure la formation des structures infiniment moins complexes de la plupart des objets naturels » n'est nullement autonome, comme il en a lui-même convenu (« en large part »...), ce n'est pas du tout, comme nous avons vu, parce qu'il est « externe » : c'est parce qu'entre ces « objets » et les forces extérieures qui agissent sur eux, le rapport est dialectique.

(1) Rapport dialectique parce qu'il lie indissolublement deux choses : les roches qui ne sont des roches réelles qu'autant qu'elles sont soumises au ruissellement qui les ravine, au gel qui les fait éclater, au fouettement des vagues qui viennent se briser sur elles, etc. ; les éléments qui n'apparaissent comme agents d'érosion que par rapport, justement, aux roches, et pas du tout, par exemple, par rapport aux espèces vivantes ! Au sein de ce rapport, il est tout aussi stupide de parler de l'« autonomie » de la roche, qui ne peut échapper à la lente dégradation mécanique et chimique par l'érosion, que de l'autonomie de l'agent d'érosion, qui n'est pas seul à déterminer le modelé de la roche.

Monod ne pouvait pas davantage « prouver » l'autonomie de la morphogénèse qu'au chapitre précédent celle de la cellule, dont la première est bien entendu une conséquence logique. Par contre, il a réussi un exploit renversant : abhorrant l'idée marxiste que la réalité est tout entière dialectique, il a néanmoins admis *en fait* que même totalement passifs, même livrés sans défense à une dégradation lente, mais inexorable, les « êtres » du monde minéral relèvent à leur façon de cette dialectique. Mais il a exclu théoriquement toute éventualité semblable pour les êtres vivants qui pourtant échangent continuellement avec le milieu et évoluent sous peine de mort ! Paradoxe parfaitement explicable. Notre grand philosophe se fait ce petit raisonnement : les êtres vivants sont actifs et capables de reproduire à chaque génération le génotype dans un être neuf : ils sont donc moins dépendants que les non-vivants des forces destructrices de la nature. Comme il est métaphysicien, il décrète aussitôt que c'est « l'autonomie » qui distingue les êtres vivants des êtres inanimés. Il ne peut évidemment entrer dans la cervelle d'un de ces Dinosaures de l'évolution de la pensée humaine que sont les non-dialecticiens qu' « autonomie » et « dépendance » ne sont nullement des contraires absolus, que plus un être est « autonome » dans un sens, plus il doit nécessairement être « dépendant » dans l'autre. Mais que survienne une profonde modification du climat et donc de la flore et du reste de la faune, qui aura plus de chance de disparaître, de l'animal « autonome » dans un sens, mais lié par ailleurs à son milieu par une infinité de liens divers, ou de la montagne totalement « dépendante » des cycles pluri-millénaires de l'érosion, mais pour laquelle la notion de « milieu » n'a aucun sens, parce que trop riche de déterminations ? La réponse ne fait pas de doute et elle montre que, sans diablerie hégélienne aucune, c'est le plus « autonome » qui apparaît alors le plus « dépendant » — et inversement (1).

CONCLUSION :

Prétendre que la biosphère constitue une sphère « autonome » au sein de la nature, c'est la transformer en une sphère surnaturelle défiant toute connaissance scientifique. Dire que la morphogénèse des êtres vivants dépend d' « interactions internes » totalement affranchies des lois du monde extérieur, c'est leur prêter une origine mystique et transformer leur adaptation aux conditions

(1) On pourrait multiplier les exemples : qu'y a-t-il de plus « autonome » par rapport aux contraintes naturelles, aux liens du sang, au despotisme de la coutume et de la tradition que le « libre » citoyen de la société bourgeoise ? Mais qu'y a-t-il de plus dépendant d'une multitude de contraintes caractéristiques de cette société, totalement inconnues des tribus primitives, et qui, au bout du compte, en font un esclave soit du salariat, soit simplement de tous les aléas de l'économie capitaliste : crises économiques et guerres ? Ou encore : qu'y a-t-il de plus « autonome » que le despote américain du monde qui dicte sa loi à toutes les puissances ? Mais qu'y a-t-il de plus dépendant du reste de la planète pour son approvisionnement en matières premières, ses exportations de marchandises et de capitaux, et donc pour son ordre intérieur ? La logique dialectique est universelle, n'en déplaise à Monsieur le professeur.

de vie sur notre planète en énigme impénétrable. Anti-dialectique, cette thèse est en outre au-dessous du niveau atteint même par la science bourgeoise. (1)

LA TELEONOMIE : Elle englobe la notion d'appropriation (ou adaptation) des êtres vivants au milieu dans lequel ils vivent et qui se manifeste dans leurs structures et leurs activités, mais elle ne s'y réduit pas. Elle signifie que les êtres vivants sont des « objets dotés d'un projet » (Monod) « qu'aucune intelligence n'a conçu (...), aucune volonté choisie » (Jacob). Cette catégorie idéologique atteste uniquement le fait que l'archaïque débat du XVIII^e contre la téléologie et le fidéisme qui pour nous, matérialistes marxistes, est clos depuis belle lurette, reste toujours d'actualité pour nos idéologues bourgeois. Elle définit une biologie *anti-cléricale* : ô modernité !

Ceci dit, la téléonomie n'est qu'« une propriété secondaire, dérivée de l'invariance, considérée comme primitive » : toute autre conception serait « contraire au postulat d'objectivité » (p. 38). Etre « objectif », c'est donc dire que les êtres vivants sont adaptés, *parce* qu'ils se reproduisent de façon invariante ! Or ils ne le font pas. Et s'ils le faisaient, cela ne changerait rien à l'affaire : l'invariance peut *conserver*, non *produire* quoi que ce soit. Si elle a le pouvoir de faire « dériver » l'adaptation (téléonomie) du « code génétique » qu'elle conserve, c'est que celle-ci s'y trouvait *déjà* inscrite : l'adaptation ne dérive donc pas de l'invariance, mais du « code ». Comment ce « code » a-t-il le pouvoir d'« informer » des organismes adaptés ? Comment, s'il est autonome, s'est-il « informé » lui-même alors qu'il ne s'était pas encore formé, puisque la biosphère n'a pas existé de tout temps ? Bref, quelle est son origine ? Voilà le problème. « Ce n'est pas de " problème " qu'il faudrait parler, mais plutôt d'une véritable énigme » répond le professeur (p. 159). La téléonomie reste donc elle aussi « énigmatique » ! La biologie anti-cléricale déplace les mystères : elle ne les dissipe pas. Tout son exploit « scientifique » se

(1) Des professeurs de craniologie comparée protestent dans un article de « *L'Anti-Chaos* » contre la « morphogénèse autonome » de l'illustre Monod dans les termes suivants : dans la morphogénèse « la gravitation agit passivement (...), elle limite les tentatives et fatalement les oriente. L'évolution s'est encadrée dans cette seule voie possible ouverte à la condition terrestre. En suivant cette route inflexible et invisible, à tâtons, par mutations (...), l'évolution (...) n'est que le résultat de conditions, imposées de l'extérieur (...). L'évolution des Vertébrés apparaît comme commandée par une tonicité prédominante de plus en plus marquée des muscles extenseurs de la colonne vertébrale et des membres (...) : elle est une organisation des êtres en un équilibre conforme aux lois du cosmos (N.D.R. Souligné par nous), c'est-à-dire en accord avec le milieu ambiant et les exigences de la gravitation. La gravitation n'incline pas les variations (...) vers la seule bipédie à formule humaine. Elle s'est accommodée et s'accommode de toute autre solution morphologique à condition que les normes imposées par le cosmos soient respectées. (N.D.R. Souligné par nous.) (...) Les facteurs externes non seulement (...) dirigent ou modifient les rapports (entre les formes), mais encore certains, tels que la pesanteur, par leur constance, ont permis la réalisation du processus orthogénétique ayant mené à l'homme. Outre ce facteur connu, d'autres sont simplement soupçonnés (influence possible du champ magnétique ?) et il en existe probablement dont nous ignorons même la présence, et qui ont pu jouer un rôle prépondérant (...) ». (« L'hominisation du crâne », in « *L'Anti-Chaos* », pp. 117-119).

réduit à remplacer la parole biblique : « Au commencement était le Verbe », par la parole para-biblique : « Au commencement était le programme génétique ».

L'INVARIANCE REPRODUCTIVE (OU SIMPLEMENT INVARIANCE) :

Selon les savants ordinaires ci-dessus cités, il faut compter au nombre des caractéristiques des êtres vivants le fait qu'ils « varient au cours des âges (évolution) ». Privés des certitudes scientifiques de la biologie moléculaire et des lumières de la « philosophie naturelle », ces malheureux sont allés s'imaginer que si les êtres vivants ont évolué, c'est qu'ils avaient l'aptitude de le faire !! Monod ne cache pas son dédain pour ce simplisme théorique : « Pour la théorie moderne, l'évolution n'est nullement une propriété des êtres vivants PUISQU'elle a sa racine dans les IMPERFECTIONS MEMES du mécanisme conservateur qui, lui, constitue bien leur unique privilège ». En vingt-neuf mots, Monod pose les sept thèses foudroyantes que les esprits terre à terre devront assimiler pour se rendre dignes de la « théorie moderne » :

1° Le mécanisme conservateur (de la reproduction) est l'unique privilège des êtres vivants.

2° Donc, il est aussi leur unique propriété.

3° Car, scientifiquement, c'est le privilège qui distingue les êtres vivants de tous les objets naturels et des artefacts. (La preuve, c'est que même un ordinateur martien les repère comme insolites.)

4° Etant privilégiés, ils ne sauraient compter des imperfections quelconques parmi leurs propriétés.

5° Car la source du privilège, c'est la perfection.

6° Mais comme nul être n'est parfait s'il n'est immuable.

7° La reproduction invariante est bien l'unique propriété que l'on puisse scientifiquement reconnaître aux êtres vivants : C.Q.F.D.

Et tout le reste n'est que littérature. (1)

(1) Monod accusait en somme la science officielle d'enseigner dans nos écoles des absurdités, des vieilleries métaphysiques du genre : si « les êtres organisés varient au cours des âges », c'est qu'ils ont « la propriété d'évoluer » !!! Irréductible, mais courtoise, la science officielle répondit : « Cette dernière assertion peut se discuter » par le truchement des collaborateurs de l'« Anti-Chaos ». Voulaient-ils dire qu'elle était « discutable » ou « discutée » ? On ne sait. D'une part, ils notaient en toute objectivité : « D'après M. Jacques Monod, elle est fausse ». D'autre part, ils ajoutaient avec scrupule : « A l'inverse, selon MM. Lamotte et L'Héritier (Biologie générale, Tome I, Douin, Paris 1965), « l'aptitude à varier » représente un « caractère fondamental des êtres vivants » ; elle a produit des changements dont certains (sic !), « d'une ampleur grandiose ont eu pour théâtre la durée des temps géologiques et la surface de la Planète ». (*L'Anti-Chaos*, p. 44). Mais ils ne concluaient pas. Rien d'étonnant : ce qui distingue la Science bourgeoise de la Philosophie, n'est-ce pas précisément le refus de conclure ? Ce droit démocratique ne se confond-il pas avec l'objectivité telle qu'elle la conçoit ? Bien sûr, et c'est bien pourquoi elle juge que sans démocratie, il n'y a pas de science possible, car sans refus de conclure,... « c'est l'idéologie qui triomphe » !

Si Monod n'avait été qu'un spécialiste obnubilé par l'étude des mécanismes de l'hérédité, il aurait pu, grâce aux libertés démocratiques, militer tout à loisir pour sa « reproduction invariante ». Cela n'aurait déjà pas été peu de chose, vu « les changements d'une ampleur grandiose qui ont eu pour théâtre la durée des temps géologiques et la surface de la Planète ». Mais de la part d'une philosophie moderne, tant de modestie eût été indécente. Assuré d'une impunité parfaite, Monod fit donc un nouveau coup de maître : par une simple inversion de l'ordre profane des termes, il substitua « l'invariance reproductrice » à la « reproduction invariante ». (La Philologie officielle ne pouvait rien dire : c'était une question de *fond*, non de *forme*. La langue doit rester pure, mais la pensée est libre, en démocratie.) La pensée de Monod est bien claire : *C'est l'invariance qui a assuré la continuité de la descendance : ce n'est pas la reproduction*. S'effectuant d'abord par simple division cellulaire et sans doute beaucoup plus tard par fusion de deux gamètes, la reproduction n'a jamais été que le moyen employé par l'Invariance pour éviter (tout finalisme mis à part) que se rompe le fil reliant les hommes d'aujourd'hui à la Bactérie ancestrale (la variation de la bactérie à l'homme n'a ici rien à voir : on l'examinera plus tard). La preuve que l'invariance est de loin la première caractéristique du vivant est qu'on peut supprimer l'adjectif « reproductrice » sans le moindre inconvénient (p. 25). Ainsi le concept apparaît dans toute sa rigueur. La thèse était méta - voire pataphysique, mais le français, impeccable : droit de cité ne fut donc pas contesté à « l'invariance reproductrice » dans « la plus claire » de toutes les langues civilisées !

Voilà comment, en plein XX^e siècle, un professeur du Collège de France a, sur la base d'une science de l'hérédité, improvisé une philosophie qui réduit la reproduction à l'état d'adjectif amovible, comme si c'était la chose la plus naturelle du monde ! Tels sont les exploits surnaturels des athées du XX^e siècle !

Conclusion : Quand l'idéologie proclame : « *La Vie, c'est l'Invariance* », elle est bizarre, grotesque, répugnante. Mais la société bourgeoise entend : « *La variation, c'est la mort* ». Et comme le mouvement de l'histoire la conduit sans remède à son anéantissement, fût-ce avec des lenteurs qui défont la patience des révolutionnaires prolétariens, elle reconnaît une vérité de classe jusque dans une répugnante bizarrerie.

La métaphysique de l'évolution

Et maintenant, comment franchir l'abîme que la philosophie « naturelle » a creusé entre elle et le réel ? Comment tirer un mouvement d'une invariance ? Comment déduire l'évolution biologique du « conservatisme total du mécanisme duplicateur de l'A.D.N. » et de l'« autonomie absolue » du microcosme nucléaire ? Monod réalisera cet exploit en s'emparant d'une théorie toute prête puisqu'elle a été édiflée par les biologistes des années 50 — la théorie dite « synthétique » fille du néo-darwinisme — et en lui superposant une métaphysique qu'elle n'impliquait pas, mais qui était par contre contenue dans sa propre « doctrine » de l'invariance reproductrice absolue.

Généralisant les résultats de travaux de De Vriès (théorie des mutations chez les végétaux - 1901-1903) et surtout du fondateur de la génétique T. H. Morgan, observateur des mouches *Drosophiles* (1910-1945), cette théorie « synthétique » doit son nom à sa prétention d'expliquer toute l'évolution à l'aide d'une part des *mutations géniques*, chargées de rendre compte des variations, et d'autre part de la *sélection naturelle*, chargée de rendre compte de l'adaptation des espèces au milieu par l'élimination des organismes porteurs de mutations nocives.

Sur le plan strictement scientifique, les insuffisances de cette théorie ont été maintes fois relevées : 1° Sans nier que les mutations aient des causes, elle avoue ignorer ce qu'elles sont ; 2° Elle *réduit* toute la macro-évolution à la micro-évolution, prétendant expliquer toutes les transformations que la paléontologie, par exemple, étudie par les méthodes de l'anatomie comparée et qui sont liées entre elles par une *évidente logique interne*, par un *principe physiologique de corrélation*, à l'aide d'une série de mutations ponctuelles de gènes. Or si les mutations sont des faits établis, elles ne peuvent pas rendre compte de l'embryogénèse d'une structure précise (*un cœur, deux poumons, tant de vertèbres, par ex.*) répondant manifestement à un plan général (1) ; par ailleurs, il est clair que les mécanismes de l'évolution *ne peuvent pas* avoir été les mêmes à tous les niveaux taxonomiques, ce qui pourrait valoir pour des êtres monocellulaires étant irrémédiablement insuffisant dès qu'on l'applique à la dérive d'organismes hautement différenciés. Le monisme explicatif par les mutations est donc inadmissible ; enfin 3°. Elle ignore tout des rapports entre *germen* et *soma*, excluant sans autres preuves l'intégration des *somations* dans le matériel génétique. En résumé, on reproche à cette théorie de rendre compte uniquement de la différenciation des espèces, mais de n'expliquer ni la genèse d'organes extrêmement complexes comme l'œil ou le cerveau (qui, s'ils avaient dû naître de mutations géniques, en auraient exigé une multitude) ni la constitution des classes et des ordres (pour la même raison). La première performance de Monod consistera à proclamer *parfaitement, totalement* satisfaisante cette pauvre petite théorie scientifique si controversée. Pour cela, il lui faudra balayer l'objection classique faite au mutationnisme et que son collègue Jacob en personne formule ainsi : « Pour extraire d'une roulette, coup par coup, sous-unité par sous-unité, chacune des cent mille chaînes protéiques qui peuvent composer le corps d'un mammifère, il faut un temps qui excède, et de loin, la durée allouée au système solaire ». Mais qu'importe à notre idéologue le calcul des probabilités ?

Puis s'emparant des données de la théorie synthétique — mutation et sélection — il les métamorphosera en concepts — hasard et nécessité — édifiant sur la base déjà débile de ladite théorie une métaphysique de type pré-hégélien. Enfin, évoquant à longueur de pages la prétendue « gratuité » de phénomènes tout récemment observés par la micro-biologie (par exemple la

(1) Nous avons vu ci-dessus que les spécialistes du crâne expliquent ce plan de façon tout autre que mystique par les lois du cosmos.

biosynthèse de telle « galactosidase » par tels « galactosides » qu'elle hydrolyse ou l'assemblage des séquences protéiques qui *semblent* défier toute loi), il s'abandonne sans retenue à un accès de délire sartrien dans un style lyrique vulgaire à la Camus : « Le hasard *pur*, le *seul* hasard, la *liberté absolue*, mais aveugle, à la racine même du prodigieux édifice de l'évolution ! »

Le « hasard » menant le monde, la biosphère et, bien entendu, la société elle-même ! Des siècles de déterminisme abolis ! Tel est le digne couronnement de l'effort idéologique de Monod, et le reflet fidèle de la décomposition théorique de cette classe contre-révolutionnaire qu'est la bourgeoisie ! Nous allons donc rappeler maintenant comment la dialectique rationnelle comprend les catégories du « hasard » et de la « nécessité » et quels rapports elles ont avec les notions d'invariance et de mutation.

Hasard, nécessité, probabilité

Dans la « *Dialectique de la Nature* », notre Engels (celui-là même que Monod considère comme un niais) a non seulement clairement posé, mais résolu le problème que Monod embrouille si pitoyablement : « Sur le plan de la théorie, dit-il au par. « *Contingence et Nécessité* », (la science de la nature) s'est obstinée d'une part dans la *pauvreté de la métaphysique* selon Wolff qui veut que quelque chose soit *ou bien* nécessaire *ou bien* contingent, mais non les deux à la fois et d'autre part, dans le *déterminisme mécaniste* à la pensée à peine moins pauvre, qui supprime en bloc le hasard par une négation verbale pour le reconnaître en pratique dans chaque cas particulier ». « En face de ces deux conceptions, Hegel apparaît avec des proportions absolument inouïes jusque-là : « Le contingent a un fond parce qu'il est contingent, et aussi bien il n'a pas de fond parce qu'il est contingent ; le contingent est nécessaire et la nécessité elle-même se détermine comme contingence, tandis que d'autre part, cette contingence est plutôt la nécessité absolue ». (Logique : L. II, Section III, ch. I, La Réalité.) La science de la nature a tout simplement oublié ces principes en les prenant comme des jeux de paradoxes, comment un non-sens se contredisant lui-même (1) » : plus d'un siècle après Hegel, c'est toujours vrai pour le métaphysicien Monod !

Ayant posé d'une part un principe d'invariance *absolu* (fixité du matériel génétique) et d'autre part un principe de variance *absolu* lui aussi (petites perturbations fortuites et en tant que telles insaisissables et imprévisibles), Monod pense cette opposition irréductible à l'aide de catégories héritées de la vieille métaphysique idéaliste : le hasard (comme négation de la nécessité) et la nécessité (comme négation du hasard). Il se trouve donc réfuté doublement comme matérialiste mécaniste se réfugiant dans les bras de la métaphysique par le passage ci-dessus de Engels. A un tel manichéisme pseudo-biologique, les marxistes opposent le concept de **VARIANCE OU D'INVARIANCE RELATIVE : INVARIANCE ET MUTATION NE S'EXCLUENT PAS, MAIS**

(1) Cf. *Dialectique de la Nature*, Ed. Sociales, 1968, pp. 219-223.

SONT LA CONDITION L'UNE DE L'AUTRE. De même, ils n'ont rien à faire avec le déterminisme façon Laplace, selon lequel la nécessité nie radicalement le hasard, la contingence : à la suite d'Hegel, ils comprennent non seulement que la nécessité est le fond de la contingence et la contingence le fond de la nécessité, mais que la catégorie dialectiquement supérieure où se résout cette opposition apparente, « extérieure », s'appelle la POSSIBILITE REELLE, ou, comme nous disons aujourd'hui, LA PROBABILITE. On voit que la dialectique joue ici en plein son rôle de PREVENTION DES A PRIORI META-PHYSIQUES qui restent toujours pour les savants bourgeois la cause de rechutes dans le vieux mode de pensée féodal-scolastique !

On retrouve en physique le même dépassement de l'opposition nécessité absolue - hasard absolu, et c'est précisément faute de l'avoir compris que Monod tente de présenter son anti-déterminisme biologique comme un simple aspect de l'anti-déterminisme général auquel devrait, selon lui, nous inciter « la source d'incertitude plus radicale encore enracinée **DANS LA STRUCTURE QUANTIQUE DE LA MATIERE ELLE-MEME** » ! Les lois de la physique — lois de conservation ou d'invariance — viennent s'appliquer, explique-t-il (1), sur ces incertitudes élémentaires. En outre, toutes les lois particulières se fondent en une grande loi, celle de l'inexorable dégradation de l'énergie, formulée dans le second principe de la thermodynamique, *auquel ce niais d'Engels n'a rien compris* (2). Eh bien, les mêmes choses valent pour le monde biologique, et voilà tout !

Par malheur pour notre métaphysicien, la mécanique quantique n'est nullement « indéterministe » quoi que prétende la mauvaise littérature philosophique bourgeoise : le fameux principe d'incertitude d'Heisenberg qu'on évoque pour prétendre le contraire dissout seulement, en même temps qu'un certain nombre de notions figées (3), le déterminisme absolu (4), en un déter-

(1) Cf. *H. et N.*, ch. 6, Invariances et perturbations, pp. 115-131.

(2) Cf. *H. et N.*, ch. 2, Vitalismes et Animismes, p. 53.

(3) Par exemple la notion qu'une *réalité* doive être une *chose* ayant dimension, forme, individualité et susceptible d'être mesurée, alors que le développement de la connaissance montre au contraire qu'il est des réalités qui n'ont qu'un « ordre de grandeur », pas de « géométrie », qui se présentent comme pluralités et non comme individus, qui sont calculables et non mesurables, bref des choses qui ne sont pas « choses », des « êtres » qui ne s'appréhendent que dans des « devenirs » (ce qui réfute en plein la conception existentialiste de Sartre selon laquelle « le mouvement n'est qu'une maladie de l'être » !!!), toutes découvertes parfaitement intelligibles, nullement déroutantes pour une pensée dialectique, de même que la dissolution du vieux dualisme matière-énergie lui-même dont Lénine disait, en polémique contre les interprétations idéalistes : « Evanouissement de la matière », cela veut dire que la limite jusqu'à laquelle nous connaissions la matière s'évanouit, que des propriétés de la matière qui nous paraissaient auparavant absolues, immuables, primordiales (impénétrabilité, inertie, masse, etc.) s'évanouissent, reconnues maintenant relatives, exclusivement **INHERENTES A CERTAINS ETATS DE LA MATIERE**. Car l'**UNIQUE** propriété de la matière dont l'admission définit le matérialisme philosophique, c'est celle d'être **UNE REALITE OBJECTIVE**, d'exister en dehors de notre conscience. » (*Matérialisme et Empirio-criticisme*, p. 232, « La matière s'est évanouie ».)

(4) Déterminisme *métaphysique*, oui, mais *valable dans certaines limites*, car il

minisme tout aussi rigoureux des probabilités. Une mécanique sert à *prévoir* à partir de l'état mécanique d'un système à un instant donné et des forces qui agissent sur lui son « état » à tout instant ultérieur. Si elle ne sait pas faire cela, elle ne sert à rien, et la mécanique quantique prétend bel et bien le savoir. La légende sur son « indéterminisme » est née du fait que l'on parlait des conceptions accréditées par la mécanique classique (Newton) et valables dans son domaine. Classiquement, la « particule » est une « masse ponctuelle » ou « point matériel » dont l'état mécanique est décrit par les coordonnées de *position* et de *vitesse*. Cette conception ne pouvait plus être d'aucun secours pour les phénomènes observables à l'échelle microscopique des électrons et des photons, constituants ultimes de la matière ou de la lumière. A cette échelle, en effet, non seulement les définitions *absolues* (« substance des choses ») se dissolvent en définitions *relatives* (il devient impossible de distinguer entre la « substance » et son « attribut » : par exemple, le corpuscule électrique n'est plus « un petit corps chargé d'électricité »), non seulement la notion de masse perd de son absolu (les corpuscules ne peuvent être définis que comme des *états* et leurs rapports que comme des inversions d'un état à un autre *état*), mais, comme cela découle d'ailleurs de tout ce qui précède, il devient impossible de fixer rigoureusement à la fois la *position* et la *vitesse* de la « particule » (ou la localisation spatio-temporelle et la spécification énergétique). La mécanique quantique remplace donc les « catégories » classiques par une catégorie nouvelle : la fonction d'onde, qui désigne *la probabilité de la présence de l'électron, par exemple, en un point de l'espace où règne le champ de force du noyau*. La mécanique quantique n'est précisément rien d'autre que l'ensemble des lois et théorèmes (1) qui permettent de prévoir la fonction d'onde à un instant quelconque si on la connaît à un instant donné, ainsi que les forces qui agissent sur la « particule ». Les fameuses « relations d'incertitude » d'Heisenberg infirment si peu le déterminisme (!) qu'elles définissent précisément *des marges d'incertitude*, par exemple celle qui concerne la *position* du corpuscule dont on connaît la vitesse (ou inversement), les deux n'étant pas

n'est pas jusqu'à la métaphysique matérialiste qui n'ait eu *historiquement* son contenu *positif* (Cf. K. Marx : Contribution à l'histoire du Matérialisme français), qui n'ait fait des découvertes dans des « sciences qui paraissaient de son ressort », ce qui a pour corollaire que dans le domaine par elle défriché, la métaphysique elle-même garde une valeur suffisante (Cf. Engels : Ludwig Feuerbach), alors qu'elle n'est plus d'aucun secours quand on passe à d'autres domaines. La dialectique sert ici à prévenir l'opposition absolue entre le *positif* et le *négatif*, même pour la métaphysique matérialiste... et la mécanique classique.

(1) Par ex. c'est : le carré de la fonction d'onde qui indique la proportionnalité de présence » ; la fonction d'onde la plus simple pour un champ central comme celui qui est déterminé par un noyau atomique est « une fonction qui se traduit par une décroissance exponentielle de la probabilité de présence à mesure que la distance croît », etc...

connaissables simultanément : il est clair que si la règle des phénomènes physiques était... « l'incertitude fondamentale », la « gratuité », et à plus forte raison « la liberté » (!) chères aux Sartre-Monod, cette entreprise serait parfaitement arbitraire et vouée à l'échec, *ce qui n'est pas le cas !*

En conclusion, l'utilisation que Monod fait de la physique quantique confirme en plein ce que Lénine disait il y a plusieurs décennies sur l'impuissance à penser dialectiquement qui, sur le plan logique, est à l'origine de l'exploitation idéaliste de la crise de cette science au début du siècle, exploitation qui, sur le plan social, sert parfaitement les intérêts de la bourgeoisie. Nous dédions donc à notre philosophe de la réaction morte cet extrait de « Matérialisme et Empirio-criticisme » :

« L'erreur de la doctrine de Mach (Monod), (...) c'est de ne pas prendre en considération (ce) qui sépare le matérialisme métaphysique du matérialisme dialectique. L'admission d'on ne sait quels éléments immuables, de « l'essence immuable des choses » ne constitue pas le vrai matérialisme : ce n'est qu'un matérialisme *métaphysique*, c'est-à-dire anti-dialectique. »

Voilà pourtant l'homme qui, au nom de la Science, a condamné non seulement Engels, mais la dialectique elle-même.

Engels et le second principe de la thermodynamique

En attaquant Engels sur le second principe de la thermodynamique, Monod a voulu poser la thèse : dialectique et science sont incompatibles (1). Le malheur pour Monsieur Monod est que *la science contemporaine a précisément donné raison à Engels*. Voyons comment.

Le *premier* principe de la thermodynamique n'est rien d'autre, finalement, que le principe de la conservation de l'énergie. Comme c'est un principe de conservation, il ne permet pas de trouver *un sens d'évolution*. Or l'expérience montre que les processus physiques ont toujours lieu dans *un sens* et jamais dans le sens inverse. Pour prendre un exemple classique, considérons une barre de cuivre dont les extrémités sont en contact l'une avec un bloc de glace, l'autre avec une flamme. Il s'établit alors dans la barre un gradient de température, c'est-à-dire une température variant selon le lieu considéré. Si l'on isole brusquement cette barre du milieu extérieur, on constate qu'elle évolue vers un état dit d'équilibre où la température est uniforme en tous les lieux de la barre. Pourvu que l'énergie totale reste constante, le premier principe ne voit aucun inconvénient à l'apparition spontanée d'un gradient de température dans une barre (ou autre système) *isolée* : or l'expérience montre que cela n'arrive *jamais*.

Ce sont des expériences de ce genre qu'on a généralisées et élevées à la hauteur d'une vérité absolue sous le nom de *deuxième principe de la thermo-*

(1) Cf H. et N., p. 51.

dynamique : « un système isolé qui a subi une évolution ne revient jamais dans son état initial ». C'est de cette façon « absolue et définitive » que la thermodynamique énonçait le deuxième principe, qui devenait donc un principe d'*irréversibilité* des processus naturels, « l'entropie » (grandeur dont le sens de variation exprime l'irréversibilité) d'un système isolé ne pouvant qu'augmenter ou à la rigueur rester constante, et un tel système tendant vers un état où son entropie sera maximum.

Il était évidemment tentant d'appliquer ce deuxième principe non seulement aux machines à vapeur, mais à *l'univers tout entier*. Le siècle dernier n'y a pas manqué, et voilà ce que cela donnait : l'univers entier est un système isolé (*sic* !) ; donc, il doit tendre vers un état d'équilibre final où *toute* la matière et *tout* le rayonnement seront distribués uniformément et où *il ne pourra donc plus rien se passer* (en d'autres termes, où l'entropie sera maximale.) La prévision de cet état « d'équilibre final » de l'univers, ou comme on disait de sa « mort thermique », impliquait d'ailleurs un état « originel » de déséquilibre total, c'est-à-dire, sous une autre forme, l'idée de la... création du monde. Contrairement à ce qu'insinue Monsieur Monod, cette conception était loin de plaire à tous les savants, même bourgeois, du siècle dernier. Qu'importe, puisqu'il s'agit d'imputer au dialecticien Engels le crime de « lèse-science » ! N'avait-il pas osé nier formellement le deuxième « principe » en disant, dans la « *Dialectique de la Nature* » (Editions Sociales, p. 291) : « De quelque façon que se présente à nous le deuxième principe de Clausius, il implique, en tout cas, que l'énergie se perd (...) L'horloge de l'univers doit d'abord avoir été remontée, puis elle marche jusqu'à ce qu'elle arrive à l'état d'équilibre ; à partir de ce moment, seul un miracle pourra la faire sortir de cet état et la remettre en mouvement. L'énergie dépensée pour la remonter a *disparu* (souligné par nous) du moins qualitativement, et ne peut donc être restituée que *par une impulsion venue de l'extérieur* (souligné dans l'original) (...) donc la quantité de mouvement ou d'énergie existant dans l'univers n'est pas constante » (mais alors, note ailleurs Engels, « toute la théorie de la conservation de la force est absurde » et aussi « toutes les conclusions que Clausius en a tirées » !), « donc de l'énergie a dû être créée, donc pouvoir être créée, donc pouvoir être détruite. *Ad absurdum* ! ».

Engels concluait que, « d'une façon qu'il appartiendra aux savants de l'avenir de mettre en lumière », la contradiction entre le deuxième principe de Clausius et le principe de conservation de l'énergie *devait* être surmontée. Ces « savants »-là sont pour nous déjà du passé (ou du présent) : ils ont transformé le deuxième « principe » en un simple théorème de mécanique statistique, c'est-à-dire ont retiré tout caractère *absolu* à ce qui n'était qu'une extrapolation et généralisation de l'expérience, pour ne lui laisser qu'une signification *statistique*. Voyons comment, très schématiquement.

A la base de cette affaire, il y a le fait que la matière *n'est pas un continuum* mais est formée d'*éléments discrets*, disons de molécules, pour ce qui nous intéresse ici. Il est normal de penser que les « lois » ou principes qui régissent le comportement, disons par exemple, d'une masse de gaz, doivent pouvoir s'expliquer à partir des théorèmes de la dynamique des systèmes

matériels. Mais on se heurte ici à une difficulté : le nombre des molécules qui entrent en jeu dans les expériences courantes est tellement énorme qu'il ne saurait être question d'étudier le mouvement de chacune prise individuellement : il faut donc faire de la mécanique statistique.

Prenons le cas-limite où la quantité de gaz tend vers zéro, où, par exemple, il n'y a que dix molécules de gaz dans le réservoir A que l'on met en communication avec le réservoir B. A supposer qu'elles soient sans interaction (sinon c'est un peu plus compliqué, mais cela ne change pas qualitativement le résultat), chaque molécule a autant de chances de se trouver dans A que dans B et ceci indépendamment de l'endroit où se trouvent les autres. L'éventualité la plus probable est celle qui correspond à l'équilibre : 5 molécules en A et 5 en B. Toutefois, des éventualités qui s'écartent de l'équilibre *doivent* se réaliser, bien que leur probabilité soit d'autant plus faible que cet écart sera plus grand. Le problème ressemble à celui du jeu à pile ou face avec 10 pièces. On calcule que la probabilité pour que j'obtienne 0 « pile » et 10 « face » (ou l'inverse) est de $1/1024$, tandis qu'elle est de $252/1024$ pour 5 « pile » et 5 « face ». Il n'empêche que si je lance mes pièces 1.024.000 fois, cette probabilité très faible *doit* se réaliser environ *mille fois* : il y a donc une différence de nature entre une probabilité aussi petite qu'on voudra et une probabilité nulle ! Grosso modo, le deuxième principe tel qu'on le comprend maintenant découle de cet aspect « probabiliste », qui n'a rien à voir avec le rejet du déterminisme au profit d'on ne sait quel « libre-arbitre », mais est simplement une *autre* forme du déterminisme, comme Engels l'avait parfaitement vu, contrairement à de nombreux savants. Pratiquement, dans toutes les expériences courantes, mettant en jeu un nombre de molécules de l'ordre de 10^{23} (1 suivi de 23 zéros), et un nombre total de complexions de l'ordre de 10 à la puissance 10^{23} (1 suivi de 10^{23} zéros), la probabilité que tout le gaz se rassemble de lui-même dans l'un des deux réservoirs est si ridiculement faible que, pratiquement, sur des espaces et dans des temps observables par nous, nous pouvons accepter le deuxième principe sous sa forme classique. Mais si l'on sort des limites qu'imposent la portée de la vue et la durée de la vie humaine pour regarder les choses à l'échelle cosmique, la perspective change complètement : dans l'espace et le temps infinis, *tout* phénomène possible *doit* se réaliser. Alors la représentation globale que nous devons nous faire du comportement de l'univers est tout à fait différente de celle qui découlait du deuxième principe compris classiquement : même *en supposant* que l'univers soit fini, on ne peut plus dire qu'il doit évoluer « à sens unique » vers un état d'équilibre où l'entropie serait maximale : tout ce qu'on peut dire est que cet état d'équilibre est le plus probable, mais que *nécessairement* (bien que de plus en plus rarement à mesure qu'on s'écarte de l'équilibre), *tous* les états possibles *doivent* se présenter. En réalité, l'univers est *infini*, si bien que parler de « son entropie » n'a pas plus de sens que de parler de son volume ou de sa masse ! La seule chose qu'on puisse définir alors, c'est une densité locale d'entropie. On arrive alors à la conclusion que cette densité locale doit : 1° *varier* au même instant d'un endroit à l'autre et au même endroit au cours du temps ; 2° qu'elle doit être *constante* en moyenne, à condition de prendre cette moyenne, soit sur de

grandes étendues, pendant un temps court, soit l'inverse, « grand » étant compris à l'échelle cosmique.

Engels refusait de se laisser *lier les mains* par le second principe, il interdisait d'en tirer des conclusions « philosophiques » et il prévoyait qu'il faudrait le changer. Au nom de quoi ? De la métaphysique, crie Monod, qui lui accole l'adjectif d' « animiste », jetant le tout à la tête... de la Dialectique ! Pas du tout : ce qu'Engels opposait à une loi de la physique, c'est la *conception globale* de la physique. Il contestait une *affirmation particulière* de la science au nom de l'*affirmation générale* de la science.

Seule la dialectique est scientifique, donc.

La Cité Scientifique Universelle

Nous avons vu à quelle philosophie « surnaturelle » le monde bourgeois réserve ses plus hautes distinctions en général et le prix Nobel en particulier ! Il nous reste à examiner l'idée que notre adorateur de l'*irrationnel* se fait d'un ordre social *rationnel*, de ce qu'en opposition avec le socialisme prolétarien profane, il baptise « *véritable socialisme* ».

Dans le dernier chapitre de son livre, Monod constate avec satisfaction que la science a conquis une grande place dans « les sociétés modernes », mais c'est pour regretter aussitôt que celles-ci, « libérales ou marxistes » (?!), restent sourdes à « son message » (?), veulent bien l'utiliser pour produire davantage de richesses, **MAIS NON PAS LA SERVIR**. Monsieur Monod ne dissimule pas qu'il juge cet état de chose révoltant et estime qu'il est urgent d'y mettre bon ordre par un renversement complet... d'idéologie ! La « science », après tout, c'est l'activité qui a été assignée au professeur par la division sociale du travail et que, par une aberration qui ne lui est nullement personnelle, mais qui découle précisément de cette division, il considère comme la seule vraie. De là à penser qu'elle est aussi la seule qui puisse *justifier l'existence de la société elle-même*, il n'y a qu'un pas que Monsieur Monod franchit crânement. Et le voilà lancé dans la description d'un ordre social fondé (*sic !*) sur l'éthique (*sic !!*) de la connaissance, « éthique qui imposerait des institutions vouées à la défense [d'où vient donc l'insécurité de Monsieur Monod, et à qui en a-t-il ?] du Royaume transcendant des idées... où, libéré des contraintes matérielles,... l'homme pourrait enfin vivre authentiquement ».

L'organisation de l'espèce humaine en sociétés stables, qui répondait à la nécessité de survivre, a résulté de ses caractéristiques d'unique espèce *productrice*, et elle n'a nul besoin d'autres « justifications ». En outre, la formation d'un type donné de société, son développement, son passage à un autre type qui lui est supérieur sont régis non par les désirs des hommes, fussent-ils prix Nobel, mais par des lois objectives telles que le développement des forces productives, la lutte des classes, la victoire révolutionnaire de la classe oppri-

mée ; bien entendu, la place d'une activité sociale quelconque, fût-elle la noble activité scientifique, dans l'ensemble des activités humaines est, elle aussi, directement ou indirectement subordonnée à ces facteurs matériels et brutaux. Mais tout cela, Monsieur Monod *ne veut pas le savoir* ou bien *il ne peut pas le comprendre*, non seulement parce qu'il est en général solidaire de la bourgeoisie, mais aussi à cause de la vision *bornée* que son activité sociale *bornée* lui impose : et voilà comment il peut venir nous raconter froidement que dans une société rationnelle, ce n'est pas la science qui serait au service de l'espèce, mais l'espèce qui serait mise *au service de la science* (? !), avec l'aide d'... institutions répressives au besoin ! La voilà bien, mais dans le domaine historique et social, cette... « projection animiste » que Monsieur Monod a accusé le marxisme d'introduire dans les sciences de la nature, répétant à longueur de pages cette accusation balourde avec une insistance suspecte ! En d'autres termes, Monsieur Monod, qui, comme tous ses semblables, refuse de toutes ses fibres l'application du déterminisme scientifique à la société, à l'histoire et donc à l'avenir de l'espèce, en est réduit à rêver une société *modélée* selon les préjugés particuliers de la caste à laquelle il appartient : paranoïa idéologique !

Sacrifiant à la mode du XX^e siècle, Monod ne manque pas de présenter comme le seul « véritable socialisme » son « Royaume transcendant des idées ». Mais il précise que le passage à cet Eden ne pourra se faire que par... « l'abandon total de l'idéologie qui domine la pensée socialiste depuis plus d'un siècle ». En d'autres termes : mort au socialisme scientifique, à sa maudite dialectique théorique et à sa révolution pratique plus maudite encore. Et qu'a-t-il à proposer en échange au prolétariat révolutionnaire ? *Rien*. Ou plutôt la transmutation magique de l'*éthique* personnelle de Monsieur Monod en une société et (hélas !) un *Etat* réels et la transformation plus mystérieuse encore des hommes de chair et de sang en... purs esprits sous l'effet d'une « libération des contraintes matérielles » dont ce grand savant n'a pas daigné nous révéler les voies et les formes, à nous autres, pauvres « animistes ». Comment un bourgeois réactionnaire et idéaliste comprendrait-il que le véritable problème est celui de la libération du PROLETARIAT et à la limite de toute l'ESPECE de toutes les contraintes barbares que fait peser sur lui et sur elle la DOMINATION DU CAPITAL ?

Le moment est venu maintenant de tourner le dos à ce témoin du hasard, à ce « socialiste » de la protéine, à ce représentant classique, achevé, « plus vrai que nature », de la décomposition bourgeoise pour étudier, comme nous nous l'étions promis, le texte d'Engels sur « le rôle du travail dans la transformation du singe en homme ». Il montrera sans nul doute au lecteur que, il y a déjà plus d'un siècle, l'application des thèses du matérialisme dialectique aux problèmes de l'évolution a conduit à des résultats beaucoup plus significatifs que la « moderne » théorie néo-darwinienne (dite synthétique) et à plus forte raison que la métaphysique d'un biologiste moléculaire d'une suffisance incomparable.

LES CRITERES D'HUMANITE ET LE ROLE DU TRAVAIL DANS LA TRANSFORMATION DU SINGE EN HOMME

Il importe tout d'abord de reconstituer la lutte de la Paléontologie humaine contre les résistances religieuses ou rationalistes, deux moments idéologiques historiques d'un idéalisme exprimant des intérêts de classe déterminés : le conservatisme théologique et théocratique féodal ne peut s'accommoder des grandes catégories d'histoire et d'Evolution qui remettent en cause l'idée d'un ordre naturel et humain immuable, stabilisé une fois pour toutes par la volonté divine dans les cadres fixes d'un plan préétabli.

Quant à l'idéalisme spéculatif bourgeois, s'il a historiquement produit la géologie et la paléontologie, toutes deux articulées autour des notions de « devenir historique » et d'« évolution », c'est que le matérialisme vulgaire de ses idéologues reflétait la conception du monde de toute une classe occupée à en finir avec la manière de produire, d'échanger et, pour ce qui nous intéresse présentement, de penser d'une formation sociale ayant épuisé toutes ses ressources de développement et ainsi devenue fondamentalement réactionnaire.

Cependant, cette spéculation ne pouvait que rencontrer elle aussi, dans les conclusions radicales qui pouvaient être tirées des grandes découvertes de l'anthropologie, des résistances encore plus fortes exprimant au cœur même de la pensée scientifique contemporaine les intérêts de classe d'une couche sociale qui, située aux leviers de commande de la société, ne pouvait et ne voulait en dernier ressort que s'aveugler sur la signification qu'il convenait d'en dégager.

C'est une thèse marxiste classique que les sciences bourgeoises sont contraintes, au fur et à mesure qu'elles se développent, de vérifier les grandes thèses du Matérialisme dialectique ; mais c'est une constatation encore plus importante que celle de la dénégation permanente effectuée par les idéologues bourgeois du caractère dialectique des résultats de leur propre science. Conscient ou inconscient, ce « refoulement » a un sens politique précis : il exprime les limites au-delà desquelles la spéculation bourgeoise ne peut aller sans nier par là les fondements de son idéologie, c'est-à-dire la conception générale du monde qui traduit ses intérêts de classe.

Ce phénomène a été particulièrement évident en ce qui concerne le développement de la Paléontologie humaine.

Il y a déjà un siècle, Engels avait formulé en une courte, mais dense étude l'hypothèse d'après laquelle le travail, à savoir ici essentiellement l'activité technique, avait été à la source du développement de l'espèce humaine. Remarquons que cette thèse n'était alors étayée par aucune base « matérielle » assurée tant était grande l'ignorance des « spécialistes » de l'époque et éparses les indications pouvant provenir des fouilles.

Résumons-la en ses moments principaux :

a) La démarche verticale (la bipédie) constitue le pas décisif pour le « passage » du singe à l'homme. Elle s'accompagne de la libération de la main, elle-même corrélative de la division des fonctions (locomotion et préhension) entre les membres antérieurs et les pieds ;

b) La main est l'organe et la résultante du travail ;

c) En vertu de la loi de corrélation de croissance d'après laquelle « les formes déterminées de diverses parties d'un être organique sont toujours liées à certaines formes d'autres parties qui, apparemment, n'ont aucun lien avec elle, la modification de formes déterminées entraîne le changement de formes d'autres parties du corps sans que nous puissions expliquer cette connexion » ;

d) Le développement du travail assuré par la libération de la main de la fonction de locomotion a nécessité des rapports d'assistance et de communication entre les membres des groupes primitifs. De l'activité technique procède donc la naissance du langage considéré en tant qu'instrument de production : « d'abord le travail ; après lui, puis en même temps que lui, le langage ».

Ces quatre thèses formulées par Engels ont été soigneusement tuées par la science officielle bourgeoise qui, dans la question générale de la détermination des critères d'humanité liée au problème du mécanisme de l'évolution humaine, a préféré s'engager dans les chemins marécageux de l'idéalisme.

La Paléontologie humaine est en effet partie au 18^e siècle de l'idée de la proximité de l'homme et des grands primates ; elle était incapable d'imaginer autre chose que de prendre la médiane entre les singes qu'elle connaissait et l'homo-sapiens ; et l'erreur la plus grave comme la plus persistante, fut d'établir une ligne droite unissant à nous par l'intermédiaire des Néanderthaliens le quatuor des anthropoïdes actuels : gorille, chimpanzé, orang-outan et gibbon.

Le fond de cette attitude naît des présupposés idéalistes de l'idéologie bourgeoise à la recherche d'un « degré zéro » de la conscience humaine.

Rousseau, dans son « Essai sur l'origine de l'inégalité », en est l'illustration typique : l'homme naturel doué de tous ses attributs « actuels », s'éloigne du zéro initial, invente peu à peu par l'imitation des bêtes et le raisonnement ce qui, dans les domaines technique et social, le conduit au monde présent. Il s'agit d'une conception « cérébraliste » et donc idéaliste de l'évolution humaine aux antipodes de la thèse d'Engels pour laquelle l'homme n'est pas défini par la tête, la conscience ou l'esprit, mais par sa faculté spécifique et sociale de produire ses instruments de production afin de transformer la nature en vue de la plier à ses besoins.

La colombe légère de l'idéalisme ne se soucie pas de soutenir ses ailes sur quelque base assurée, et elle théorise ses propres intérêts de classe qu'elle sublime en « concepts ».

Il n'est pas question ici de parcourir les avatars de la Paléontologie bourgeoise impuissante à intégrer dans sa vision « rationaliste » les découvertes

matérielles pourtant les plus probantes, à l'appui de la thèse d'Engels, et ceci tout au long des 19^e et 20^e siècles. Mais il a tout de même fallu se rendre à l'évidence : la mise à jour du clan des « Australopithèques » et en particulier la découverte au Kenya des restes du Zinjanthrope, grand australopithéciné accompagné de ses outils de pierre, ont ruiné définitivement les âneries proférées depuis deux cents ans.

Avec ce grand ancêtre est apparue une image de l'homme bien déconcertante aux yeux du petit bourgeois universitaire et démocrate qui définit l'individu humain comme il s'appréhende lui-même : par la tête ; celle d'un homme véritable à petit cerveau et non pas un suranthropoïde à grosse boîte crânienne.

C'est que les faits sont têtus et que le Matérialisme Dialectique finit toujours par entrer dans les cervelles les plus obtuses. S'agissant des sciences, il ne reste qu'une voie : celle précisément de la dialectique matérialiste qui ne tarde jamais à s'imposer. C'est ce que reconnaît implicitement le « spécialiste » de la question, Leroi-Gourhan, dans son étude des rapports liant la technique au langage :

« Un peu plus d'un siècle après la découverte du crâne de Gibraltar, quelle image peut-on se forger qui rassemble des critères communs à la totalité des hommes et de leurs ancêtres ? Le premier et le plus important de tous, c'est la station verticale ; c'est aussi le dernier dont la réalité ait été admise, ce qui a contraint, pendant plusieurs générations, à poser le problème de l'homme sur une base fausse. Tous les fossiles connus, aussi étranges soient-ils que l'Australopithèque, possèdent la station verticale.

Deux autres critères sont corollaires du premier : ce sont la possession d'une face courte et celle d'une main libre pendant la locomotion.

Il a fallu attendre ces dernières années et la découverte du bassin et du fémur de l'Australopithèque pour comprendre la liaison qui existait entre station verticale et face courte (ce qu'Engels avait mis à jour il y a plus d'un siècle - N.D.R.)... La liberté de la main implique une activité technique différente de celle des singes et sa disponibilité pendant la locomotion alliée à une face courte dépourvue de canines offensives, commande l'utilisation des organes artificiels que sont les outils.

Station debout, face courte, main libre pendant la locomotion et possession d'outils amovibles sont vraiment les critères fondamentaux de l'humanité.

Cette énumération laisse complètement à part ce qui fait le propre des singes, et l'homme y apparaît comme impensable dans les formes de transition où s'étaient complus les théoriciens d'avant 1950.

On peut s'étonner que l'importance du cerveau et de son volume n'intervienne qu'après (ouvrez bien les oreilles Messieurs les bourgeois, vous êtes trahis par un de vos spécialistes les plus désintéressés, contraint

d'admettre la validité des thèses d'Engels !). En réalité, il est difficile de donner la prééminence à tel ou tel caractère, car tout est lié dans le développement des espèces, mais il me semble certain que le développement cérébral est en quelque sorte un critère secondaire. Il est sur le plan de l'évolution stricte, corrélatif de la station verticale et non pas, comme on l'a cru longtemps, primordial. »

Il reste à préciser le rôle du travail dans la transformation progressive de notre espèce, au regard des données les plus récentes de la Paléontologie humaine. Nous allons voir que loin de remettre en cause la conception marxiste classique, qui voit dans le travail la matrice de l'humanité, elles confirment les anticipations d'Engels et la méthode matérialiste dialectique.

Examinons préalablement l'analyse effectuée par Marx de la catégorie de « travail ». Après avoir mis à jour au cours de la deuxième section du livre premier du « Capital » le rapport capitaliste bourgeois de l'achat et de la vente de la force de travail, il en vient à définir la notion de travail sous sa forme la plus générale, c'est-à-dire :

« abstraite de tout cachet particulier que peut lui imprimer telle ou telle phase du progrès économique de la société, ou encore pensé non pas comme activité productrice de marchandise (sous l'aspect extérieur de valeurs d'échange), mais de valeurs d'usage, c'est-à-dire d'outils ou d'objets nécessaires à la consommation quotidienne non échangeables.

Le travail est de prime abord un acte qui se passe entre l'homme et la nature. L'homme y joue lui-même vis-à-vis de la nature le rôle d'une puissance naturelle. Les forces dont son corps est doué, bras et jambes, tête et mains, il les met en mouvement afin de s'assimiler des matières en leur donnant une forme utile à la vie. En même temps qu'il s'agit par ce mouvement sur la nature extérieure et la modifie, **IL MODIFIE SA PROPRE NATURE ET DEVELOPPE LES FACULTES QUI Y SOMMEILLENT.** »

Ce qui détermine donc spécifiquement l'humanité à l'échelle de l'espèce en tant qu'agent de maturation biologique et au niveau de l'individu dans son rapport singulier à la nature, c'est l'activité technique laborieuse puisque : « l'emploi et la création de moyens de travail, quoiqu'ils se trouvent en germe chez quelques espèces animales, caractérisent éminemment le travail humain ». Et Marx de citer la définition de Franklin : « L'homme est un animal fabricant d'outil ». Aussi à ce niveau de l'analyse du procès de travail en ses moments simples et abstraits,

« L'homme et son travail d'un côté, la nature et ses matières premières de l'autre, nous suffisent... et nous n'avons pas besoin de considérer les rapports de travailleur à travailleur... l'activité qui a pour but la production de valeurs d'usage, l'appropriation des objets extérieurs aux besoins étant la condition générale des échanges entre l'homme et la nature, une nécessité physique de la vie humaine, indépendante par

cela même de toutes ces formes sociales, ou plutôt également commune à toutes. »

Et pour remarteler dans la tête du petit bourgeois paresseux et dégénéré (dans ce contexte, le terme n'est pas trop fort) qui voit dans le travail la « malédiction » de l'espèce dont sa fameuse conception de la société « communiste » viendrait le délivrer, (allégorie de la chute originelle et du paradis retrouvé pas morte !), nous terminerons par cette autre citation si limpide et lumineuse parce qu'exprimant une nécessité matérielle tellement évidente qu'elle fut déjà ressentie dans sa chair et assimilée en son petit cerveau par notre lointain ancêtre :

« En tant qu'il produit des valeurs d'usage, qu'il est utile, le travail, indépendamment de toute forme de société, est la **CONDITION INDISPENSABLE DE L'EXISTENCE DE L'HOMME, LE MEDIATEUR DE LA CIRCULATION MATERIELLE ENTRE L'HOMME ET LA NATURE.** (Capital I, 1.) »

L'activité technique, le travail défini comme le critère fondamental de l'humanité, c'est à cette thèse cardinale que parviennent les recherches les plus récentes de la Paléontologie humaine : examinons-les.

Le problème ultime autour duquel tournent les grands débats ayant secoué la science des fossiles humains est celui de la signification qu'il convient d'accorder à la transformation de la capacité cervicale et des possibilités cérébrales au cours du devenir de l'espèce.

Pour la thèse idéaliste, l'avènement progressif de l'homo-sapiens pourrait s'appréhender dans le sens d'une croissance continue vers un maximum de conscience. Dans cette problématique où l'humanité est définie par la tête, la culture émerge peu à peu des longues brumes incertaines de l'animalité pour donner naissance à un être doué de conscience lucide et porté à une religiosité vague. C'est, esquissée à grand trait, la perspective d'un Teilhard de Chardin, laquelle décèle dans le « phénomène humain » une sorte de vecteur tourné vers l'acquisition de facultés spirituelles. Or, il est à l'heure actuelle, absolument impossible d'étayer cette grande fresque idéaliste sur le moindre fait matériel probant. Tout au contraire, il paraît maintenant assuré que la conception matérialiste dialectique puisse être désormais appuyée sur un ensemble de preuves irrécusables.

De fait, la thèse qu'on peut dégager des recherches en Paléontologie humaine indique que, loin de précéder l'évolution des techniques et du corps, la « conscience » doit être envisagée, quant à son devenir, dans le rapport étroit qui l'unit aux possibilités adaptatives, c'est-à-dire, dans le cas de l'homme, d'ordre essentiellement technique. Encore convient-il de s'entendre sur cette notion de « conscience ». Pour la tradition philosophique idéaliste, d'Aristote à Hegel, par Descartes et Kant, la « Raison » est avancée comme le véritable critère de distinction entre l'homme et l'animal. Le langage est considéré comme une réalité, écran qui masque la pensée par où, d'une certaine manière, nous pourrions nous identifier à Dieu. Ainsi selon Aristote,

l'homme : « est un animal raisonnable » et les mots sont « les symboles des états de l'âme ». Pour Descartes, la Raison est l'ensemble de nos idées claires et distinctes, la totalité de ce que la divinité a bien voulu, dans sa Grâce infinie, que nous puissions concevoir. D'après toute cette tradition, maintenant à l'agonie, le langage est le masque de l'esprit, le voile qu'il faut arracher si l'on veut saisir la pensée dans toute sa pureté.

Pour le Matérialisme Dialectique au contraire, l'humanité (encore convient-il de « relativiser » cette abstraction idéaliste) n'est pas déterminée par la tête ou la conscience, ou encore il n'existe d'autre conscience qu'exprimée en une double matérialité, comme langage et comme produit social :

« Le langage est aussi vieux que la conscience... le langage est la conscience réelle, pratique, existant aussi pour d'autres hommes, existant alors seulement pour moi-même aussi, et tout comme la conscience, il n'apparaît qu'avec le besoin, la nécessité du commerce avec d'autres hommes. (Cf Marx : Idéologie allemande). »

C'est précisément ce qui est objectivement affirmé par les recherches et les faits matériels les plus récents, n'en déplaise aux plus récalcitrants idéalistes : langage, capacité cervicale et technicité doivent être saisis dans leur développement parallèle et **DANS LEUR INTERACTION RECIPROQUE**, c'est-à-dire comme les différents aspects d'un même processus **DIALECTIQUE**.

La notion d'anthropomorphisme est liée à celle de technicité.

Il est désormais possible de dépasser les principaux concepts en usage dans la tradition idéaliste en Paléontologie, d'après laquelle les Anthropiens, nos plus lointains ancêtres, devraient être rattachés à l'actuelle famille des singes dont ils se seraient séparés à la fin du tertiaire. La batterie de catégories telles que : « Pithécantrope », « Préhominiens », « Australopithèque », a fait son temps, reflet terni d'une mentalité anti-matérialiste pour laquelle l'évolution humaine exprimait la maturation de la conscience ou de l'« esprit ».

Tout à l'opposé, nous savons présentement que l'Anthropomorphisme constitue une famille distincte de celle des singes, attestée par le groupe des Anthropiens. On peut la caractériser par l'adaptation de la charpente corporelle à la marche en bipédie. Cette définition posturale des tout premiers « humains » s'exprime en un schéma fonctionnel radicalement divergent de celui des singes anthropiens actuels : le bassin est adapté au tronc qu'il doit supporter en équilibre, la colonne vertébrale possède des courbures de compensation dont la résultante est une verticale, le pied revêt une disposition particulière (doigts en rayons parallèles) ; enfin la tête repose en équilibre au sommet de la colonne vertébrale et le trou occipital est à angle droit.

Aussi la vieille hypothèse d'un raccord avec les singes est-elle impossible, à moins de chercher notre plus lointaine ascendance au milieu du tertiaire. Mais alors il ne peut plus être question de « grands singes » au sens actuel du terme.

C'est ainsi que nous ne savons presque rien de l'Oréopithèque, singe à tendance humanoïde dont l'existence est reconnue dès le Miocène. Par contre, nous possédons un ensemble de connaissances relativement détaillées quant à l'existence, entre la fin du tertiaire et le début du quaternaire, d'une population de créatures bipèdes possédant des outils. Cette population africaine est inventoriée sous les noms divers de : « Plésianthropes », « Australanthropes », « Zinjanthropes ». L'image générale que nous pouvons en avoir est très cohérente : partiellement carnivores, ils taillent leurs outils stéréotypés en quelques coups frappés sur le bout d'un galet ; leur station est bipède, leur bras, normal ; le volume de leur cerveau est extrêmement réduit (500/600 cm³) ; mais pour l'essentiel, il s'agit déjà d'« hommes », la différence notable entre eux et nous étant de degré et non de nature.

Les Australanthropes sont donc des hommes à la boîte cérébrale exiguë correspondant à leur technicité rudimentaire : la partie frontale est très restreinte et le verrou orbitaire ne s'est pas desserré, ce qui constitue le dernier obstacle à lever avant le type actuel.

Ce qu'il convient de retenir de ces informations matérielles, c'est la présence d'outils avoisinant les restes des témoignages osseux, par où s'affirme la thèse du rôle de la technicité comme critère d'humanité et agent de l'évolution humaine. *Du point extrême dans le passé des Anthropiens au stade qui précède le niveau actuel, du Zinjanthrope aux Néanthropiens de la race de Cromagnon (— 30.000), la dérive de l'espèce humaine fondée sur la bipédie apparaît comme la résultante et le contrecoup des effets du travail sur la morphologie crânienne et la capacité cervicale, par l'effacement progressif du massif supra-orbitaire, l'ouverture de l'éventail cortical et l'affinement du cortex — modifications qui à leur tour retentissent dialectiquement sur les possibilités techniques de l'espèce.*

Ce processus a exigé des centaines de milliers d'années, mais nous possédons suffisamment de témoignages matériels pour en retracer, avec le concours d'autres données (théorie des localisations cérébrales, anatomie et physiologie cérébrales) les grandes étapes. La structure du cerveau des hominiens est donc en rapport étroit avec l'exercice de la technicité présent dans les formes humaines les plus frustes. Mais l'activité technique est elle aussi à la fois la base et le produit de la situation posturale qui, libérant la main des exigences de la locomotion, la reporte vers les tâches de la vie de relation.

Ainsi, à la différence de ce qui se passe chez les singes anthropoïdes, la station verticale, dès le Zinjanthrope, a pour corollaire une augmentation de la surface de la voûte crânienne dans la région fronto-temporo-pariétale moyenne. Cette augmentation est progressive et il est possible d'en suivre les moments, du singe à chacune des formes anthropiennes. En fait, dès les premiers Australanthropes, l'évolution corporelle humaine est achevée ; par contre, l'évolution cérébrale n'en est qu'à son début ; elle s'exprime par l'augmentation continue de la surface du cortex dans les régions moyennes fronto-pariétales.

L'évolution de la technique et celle, parallèle, de la structure du cerveau,

ne peuvent s'appréhender qu'au sein d'un même devenir dialectique où le travail retentit sur la fonction cérébrale, laquelle, de par son affinement est à la source d'une technicité plus élaborée permettant une vie de relation plus riche, elle-même à la base d'une nouvelle différenciation de l'encéphale, et ainsi de suite jusqu'à l'obtention du profil d'équilibre cérébral moyen actuel.

Ceci dit, il s'agit de comparer, afin d'établir l'évolution synchronique de l'outillage humain et du cerveau, différents états chronologiques de leur dérive au sein du groupe zoologique des « Anthropiens ».

Le cortex moyen et son évolution.

La notion d' « expansion cérébrale » et en particulier celle intéressant le cortex moyen est fondamentale, car celui-ci est le siège de la motricité primaire. Le cerveau de l'homme, comme celui des mammifères supérieurs, possède le long du sillon de Rolando sur les circonvolutions frontales ascendantes, une zone motrice primaire dans laquelle on peut séparer depuis la base jusqu'au sommet, les groupes de neurones contrôlant la face, les doigts de la main, le membre supérieur, le tronc, le membre inférieur.

On y trouve l'image renversée de la machine corporelle dont l'aire suscitée constitue le tableau de régulation. La quantité de neurones affectée à chaque région du corps est proportionnelle à la finesse à en tirer ; les proportions de l'homme actuel sont les suivantes : 80 % des neurones de l'aire considérée sont voués au contrôle de la tête et du membre supérieur. Les deux pôles du champ de relation mobilisent donc les 4/5 du dispositif primaire, la langue, les lèvres, le larynx, le pharynx et les doigts représentant à eux seuls presque la moitié de cette aire.

Il faut noter la contiguïté des territoires de la face et de la main et leur situation topographique commune ; c'est qu'une coordination étroite existe entre l'action de la main et celle des organes antérieurs de la face. Les Simiens et les Anthropiens possèdent le même cortex moteur primaire de toutes les parties du corps, où face et main ont une représentation dominante ; chez le singe, l'aire motrice s'est augmentée d'une aire pré-motrice, mais le dispositif cortical de l'homme actuel pour la partie motrice comprend de surcroît une aire dont la structure est intermédiaire entre celle de l'aire pré-motrice et celle des lobes frontaux dépourvus de neurones moteurs, l'évolution allant dans le sens d'une ouverture de l'éventail cortical.

On remarquera également que le cortex moyen des grands singes ne recèle pas la possibilité physique de constituer un langage, les aires du langage étant chez eux à peine constituées. Par contre, à la station bipède, liée à la possession d'une main libre équipée d'outils amovibles, à une boîte crânienne dégagée dans sa voûte moyenne, correspond un cerveau équipé pour la parole.

Le déploiement du cerveau est ainsi le corollaire de la station posturale et de l'activité technique, le corrélat du travail. C'est ce qu'indique l'évolution de l'outillage des Anthropiens.

L'évolution technique des Anthropiens.

L'évolution de l'outil à l'âge de la pierre s'est effectué en quatre temps : à « l'origine », les outils à trancher, les grattoirs sont obtenus par le simple heurt d'un galet sur un autre. Le second moment est celui des outils travaillés le plus souvent sur les deux faces à partir d'un nucléus obtenu préalablement à force de heurts. Le troisième temps voit la production d'outils réalisés par le heurt du nucléus avec les instruments à trancher où les éclats sont travaillés sur une face. Enfin, le quatrième épisode de cette histoire de l'outillage de la pierre taillée est celui de la production d'outils par le façonnage des éclats.

Cette complication dans le travail de la pierre au Paléolithique, s'est effectuée sur plusieurs centaines de milliers d'années où l'évolution, de l'Australanthrope au Néanthrope, résulte de l'addition de séries de gestes supplémentaires impliquant un taux élevé de prévision dans le déroulement des activités techniques.

Cette lenteur remarquable de la différenciation de l'outil doit évidemment être mise en parallèle avec la lenteur caractéristique dans la transformation du crâne anthropien : *nous l'avons vu, l'évolution est synchronique dans la mesure où les effets mécaniques de la posture et du travail retentissent sur la physiologie et sur la morphologie générale de l'espèce, les transformations essentielles se faisant par remaniements dans les proportions des différentes parties du cerveau par l'élévation en densité des cellules et la multiplication des connexions.*

Quant au LANGAGE, l'expression matérielle de la « conscience », il est lié neurologiquement à la capacité de fabrication des outils, ses degrés d'évolution correspondant aux différents moments de la complication de la technique anthropienne.

Ainsi l'Australanthrope a dû posséder un langage de niveau parallèle à celui de ses outils, certainement très bas mais dépassant celui des signes vocaux simplement « appelés » par la situation et déterminés par le milieu : il s'agit déjà d'un ensemble de symboles disponibles.

Les Archanthropes avec leur double série de gestes ont dû posséder un langage à la syntaxe plus souple mais encore limité aux situations concrètes.

Quant aux Néanderthaliens, ils ont dû manipuler les premiers symboles non « concrets », pour la transmission différée des récits et l'expression de sentiments encore imprécis.

Mais bien qu'extrêmement hasardeuses et vagues, parce qu'invérifiables, ces hypothèses sont formulées sur le fait indubitable de la liaison du langage et de la motricité technique, les deux grandes déterminations anthropiennes empruntant les mêmes voies cérébrales.

Reprenons : La main produit du travail, l'évolution des structures cérébrales, le raccourcissement de la face, l'ouverture du cortex moyen, la sup-

pression du verrou orbitaire, voilà des faits indéniables et matériellement vérifiés.

IL FAUT donc bien que la structure du patrimoine génétique de l'homme ait été modifiée au cours de son évolution en liaison avec l'utilisation de l'outil. Que les mécanismes complexes de cette transformation soient encore bien mal connus, c'est évident, mais cela nous importe peu, car désormais de nouvelles informations ne sauraient remettre en cause le schéma général proposé par Engels ; et tous les Monod du monde dans leur rage idéaliste n'y changeront rien ; la vision globale matérialiste dialectique de la « transformation du singe en homme » est juste.

Pour l'heure, cela nous suffit.

Conclusion

Le contre-exemple fourni par les thèses d'Engels à la théorie du « hasard créateur », principe ultime de la transformation des espèces selon Monod, bien qu'insuffisant à rendre compte de tous les mécanismes de l'évolution, au regard de l'étroitesse des connaissances actuelles, permettra néanmoins d'orienter les recherches futures de ce secteur des sciences de la nature sur de toutes autres bases matérialistes dialectiques que celles proposées jusqu'alors. Encore faudra-t-il que la recherche soit libérée de l'idéalisme, ce qui suppose la dissolution de ses fondements économiques et sociaux, le dépérissement des rapports bourgeois de production et le bond en avant corrélatif des sciences en général, en relation avec la satisfaction pratique des besoins réels des hommes (1).

Le « secret » des mécanismes de l'évolution ne doit pas être cherché dans les théories bourgeoises partielles et sous la coupe du mode de pensée métaphysique dont la « philosophie naturelle de la biologie moderne » de Monod est une expression éclatante. Car les sciences ne se développent pas d'une manière autonome, ni ne découvrent leur problématique ou auto-produisent leurs concepts. Dans leurs contradictions, elles ne sont que la manifestation la plus abstraite de la manière de produire, de vivre et de penser des sociétés, et de l'idéologie des classes dominantes.

Ainsi jusqu'au XVIII^e siècle, la catégorie féodale de stabilité est l'image abstraite d'un ordre féodal immuable et la matrice explicative de l'ensemble des phénomènes de la nature : fixes, les espèces sont apparues une fois pour toutes et, douées de leurs attributs intemporels, perdurent dans une éternité

(1) Ce qui ne signifie pas que, dans le socialisme, la Science sera... purement « utilitaire » : au contraire, c'est *aujourd'hui* qu'elle l'est, l'« utilité » étant celle du *capital*.

sans histoire ; l'idée d'évolution n'effleure même pas l'esprit des savants de l'« âge classique » dont la pensée reste étroitement prisonnière des cadres idéologiques dominants ; et si pour un Buffon, le lion est « le roi des animaux », c'est qu'il symbolise au sein du règne animal la puissance souveraine de la majesté royale. De même Linné donne dans son « Systema Naturae » une classification méthodique et hiérarchique des êtres vivants, qu'il juxtapose dans l'espace hors de toute perspective historique.

Il appartient à la bourgeoisie révolutionnaire et matérialiste de produire le concept d'évolution des espèces par la mise à jour parallèle à sa prise du pouvoir politique, de la catégorie philosophique d'histoire, à laquelle reste attaché le nom de Hegel.

Mais si l'« évolution » comme phénomène réel fut tôt admise par la science bourgeoise, ses mécanismes, nous en avons eu un aperçu chez Monod, lui sont restés bien obscurs et mystérieux. Pour Lamarck, elle résulte de la transmission des caractères acquis pendant l'existence par l'adaptation au milieu et à ses changements. Sa « Philosophie zoologique » présente deux lois qui règlent l'action des « circonstances » : « l'emploi fréquent et plus soutenu d'un organe le fortifie et l'agrandit ; le défaut d'usage l'affaiblit, le détériore et le fait disparaître » ; d'autre part : « tout ce qui a été acquis ou perdu ainsi est conservé par la génération ».

Darwin explique l'évolution des espèces par la lutte pour l'existence éliminant implacablement les moins adaptés en sélectionnant à travers les faibles différences existant entre les individus. De Vries est à l'origine du « mutationnisme » mécanique d'après lequel les variations résultent des transformations du patrimoine génétique par bonds qualitatifs ou « mutation », sans que puissent se transmettre héréditairement les caractères acquis. Or ce schéma théorique qui exprime le point d'aboutissement actuel de la science bourgeoise se révèle insuffisant pour expliquer autre chose que... l'évolution, et ne peut absolument pas rendre compte de ses grandes acquisitions, telle que la modification du squelette, car il faudrait faire appel à des mutations successives portant sur un grand nombre d'os.

On voit donc que le problème est loin d'être résolu pour les biologistes bourgeois dont certains, tels Monod, régressent sur le terrain indéterministe du rôle absolu du hasard.

Il n'est donc pour nous aucunement question de « réviser » Engels dont la vision globale reste de loin supérieure qualitativement aux solutions tronquées, idéalistes et antidialectiques de la biologie moléculaire. Le Matérialisme Dialectique, par-delà les modes et les publicités idéalistes bourgeoises reste ce qu'il peut y voir de plus neuf dans la conception générale de la nature et de la société humaine ; produit des antagonismes de classe et science du prolétariat révolutionnaire, il sera le mode de pensée de la société communiste de demain et, par là, il s'oppose aux demi-et-contre-vérités actuelles d'une bourgeoisie qui, niant sa fin prochaine et inéluctable dans l'Histoire, ne peut évidemment la lire dans la nature !

LA GAUCHE MARXISTE D'ITALIE ET LE MOUVEMENT COMMUNISTE INTERNATIONAL

Les historiens qui reconstruisent le passé du mouvement ouvrier et communiste mondial en fonction des humeurs momentanées de l'écurie qui leur fournit l'avoine, se moquant bien de devoir dire un jour blanc et le lendemain noir, après avoir dit vert l'avant-veille, reconnaissent depuis quelque temps que par... une étrange coïncidence, la Gauche en Italie et les bolcheviks en Russie se retrouvèrent d'accord, seuls contre tous, dès le printemps 1920, au moins pour la scission du Parti Socialiste italien, même si pour nous la ligne de rupture devait passer à gauche du maximalisme, alors que l'Internationale jugeait suffisant que le groupe de Serrati rompe avec la droite.

Ce n'est pas là, bien entendu, une grande découverte, car si Lénine condamne dans la *Maladie infantile* les thèses abstentionnistes, il ajoute aussi :

« *Il Soviet* et sa Fraction ont raison quand ils attaquent Turati et ses partisans qui, restés dans un parti qui a reconnu le pouvoir des Soviets et la dictature du prolétariat, restent aussi membres du parlement et continuent leur vieille politique opportuniste si nuisible. En tolérant cet état de choses, Serrati et tout le Parti Socialiste italien commettent évidemment une faute qui menace d'être aussi nuisible et dangereuse que celle qui fut commise en Hongrie lorsque les Turati hongrois sabotèrent de l'intérieur le parti et le pouvoir des Soviets (...). Le camarade Serrati a manifestement tort d'accuser d'« inconséquence » le député Turati (...) alors qu'il n'y a d'inconséquent que le Parti Socialiste italien, qui tolère dans ses rangs des parlementaires opportunistes comme Turatie et C^{ie}. »

Et dans un autre passage :

« Bordiga et ses amis du journal *Il Soviet* ont raison d'exiger que le Parti Socialiste italien, s'il veut être effectivement pour la III^e Internationale, stigmatise et chasse de ses rangs MM. Turati et C^{ie}, et devienne parti communiste de nom et de fait. »

Et Lénine conclut, à propos du « danger » d'une scission des gauches avec les anciens partis à l'échelle internationale :

« Soit. La scission est en tout cas préférable à la confusion, qui entrave le développement doctrinal, théorique, révolutionnaire du parti, qui entrave la maturation du parti et son travail pratique, unanime, véritablement organisé et réellement capable de préparer la dictature du prolétariat. » (1)

Par ailleurs, si la Gauche arriva à cette conclusion *beaucoup plus tôt* que les dirigeants de l'Internationale, ce n'est pas en vertu d'un don de prophétie, mais de sa connaissance directe du « socialisme » italien. Aussi inclut-elle parmi ceux dont il était urgent de se séparer la grande majorité des maximalistes, qu'elle identifiait aux indépendants allemands et aux « reconstruc-teurs » français, comme Lénine et Trotsky, Zinoviev et Boukharine finirent par l'admettre durant et surtout après le II^e congrès mondial. Le fait essentiel reste que la Gauche était arrivée à cette conclusion sur la base des mêmes considérations *de principe* que les bolcheviks dans leur œuvre de restauration intégrale du marxisme, qu'ils avaient mis à la base de la nouvelle Internationale, c'est-à-dire de considérations indépendantes du moment et des individus — mais si les historiens l'admettaient, il leur en coûterait leur avoine, c'est-à-dire l'argent et les honneurs qu'ils reçoivent.

1) Deux légendes

Parmi les légendes dont s'agrémentent l'historiographie au service de l'opportuniste (et parfois d'un extrémisme qui ignore jusqu'à l'A.B.C. du marxisme), il en est deux qui frappent par leur énormité.

D'après la première, nous aurions été séparés des bolcheviks par des questions de doctrine et de principe. Une telle légende peut servir à deux fins opposées : nous rejeter parmi les anti-léninistes ou au contraire rejeter les *bolcheviks* parmi les anti- ou tout au moins les para-marxistes.

D'après la seconde, nous aurions fait partie d'un prétendu « marxisme occidental », d'une « gauche européenne » opposée au « léninisme » considéré comme un marxisme... oriental, et comprenant pêle-mêle abstentionnistes italiens, tribunistes hollandais, kaapédistes allemands, partisans des « shops stewards » anglais, « luxemburgistes » et même ordinovistes (ces derniers sont cités uniquement par certains « anti-staliniens » de pacotille ; pour les historiens du P.C. italien comme pour ceux qui se récla-

(1) Lénine, *Œuvres complètes*, tome 31. Pour le dernier paragraphe, nous avons préféré citer d'après l'édition italienne des œuvres de Lénine, car la traduction française édulcore le texte. Qu'on en juge : « Soit ! La scission vaut *tout de même mieux* (souligné par nous) que la confusion qui entrave la croissance et la maturation idéologique, théorique et révolutionnaire du parti et son travail pratique, unanime, véritablement organisé et visant véritablement à préparer la dictature du prolétariat. »

ment faussement de Trotsky, l'équation gramscisme = léninisme va de soi).

Ces deux légendes ne résistent pas à l'épreuve des innombrables articles, thèses, commentaires du *Soviet* reproduits à la fin de ce chapitre et que nous invitons le lecteur à lire attentivement en les mettant en rapport avec les textes qui leur ont donné naissance. Le seul « argument » en faveur de la première légende est notre opposition au « parlementarisme révolutionnaire », mais il est très facile de désarçonner quiconque enfourche pareil cheval de bataille. Premièrement, à aucun moment l'abstentionnisme ne fut pour nous *la caractéristique distinctive* du communisme révolutionnaire, pas plus que le « participationnisme » ne l'était pour les bolcheviks. Deuxièmement, les bolcheviks considéraient la participation aux élections comme une méthode souhaitable, *dans certaines circonstances (et dans certaines circonstances seulement)*, mais uniquement comme renfort de cette action *générale* visant à détruire l'Etat bourgeois et toutes ses institutions, qui *seule* distingue le communisme. Il est donc clair que la divergence entre les bolcheviks et nous n'était pas de doctrine et de principe, mais d'appréciation pratique et tactique.

2) Ce que veut dire être avec les bolcheviks

Etre avec les bolcheviks ou, si l'on veut, « être léninistes », cela signifie admettre comme principe que, comme le disait Lénine dans la *Maladie infantile*, les « traits essentiels » de la Révolution d'Octobre « n'ont pas une portée locale et spécifiquement nationale, ni exclusivement russe, mais une *portée internationale* », comprise comme « la répétition historique inévitable à l'échelle internationale de ce qui s'est produit chez nous ».

Ce sont ces « traits essentiels » qui font du léninisme le prolongement naturel du marxisme, et du bolchevisme, « une plante de tous les climats ». Pour accepter ces « traits essentiels », il ne suffit pas de reconnaître que le parti est nécessaire et qu'il doit obéir aux principes de la centralisation et de la discipline, car si l'ordinovisme, dont se réclament les historiens ci-dessus évoqués, ignorait le premier et rejetait le second, le stalinisme lui-même les reconnaîtra ; quant aux maximalistes d'alors, ils acceptaient en paroles la nécessité du parti, tout en la niant en pratique puisqu'ils *combattaient* la méthode de la discipline et du centralisme, dont les anarchistes nous accusaient (et nous accusent toujours) à juste titre d'être les partisans les plus résolus. Il faut encore accepter la *direction* dans laquelle va le parti, le *but final* vers lequel il dirige la classe, les *principes* qui inspirent son action et sa discipline stricte comme instrument de la lutte pour les réaliser. Il faut, sans *la moindre* faiblesse pour le fétiche de la démocratie, accepter ces principes fondamentaux que sont *la révolution, la dictature du prolétariat*, avec toutes les *conséquences tactiques* qui en découlent pour le parti luttant afin de conquérir le pou-

voir et de le conserver, et avec toutes les exigences de cohérence théorique, de rigueur tactique et de continuité organisationnelle qui y sont impliquées. Or, sur tous ces points, la pire confusion régnait chez Gramsci comme chez Serrati, quand ils ne les refusaient pas purement et simplement.

L'abstentionnisme avait beau être un point de désaccord avec les bolcheviks, la conception théorique et les principes étaient *les mêmes*. Par contre, l'électoratisme maximaliste, de même que l'immédiatisme et le socialisme d'entreprise ordinovistes, reposaient *sur des bases contraires à celles du bolchevisme*, si l'on tient à appeler de ce nom le marxisme restauré.

Nous fûmes les seuls que les bolcheviks purent appeler à la tribune du II^e Congrès pour y exposer nos thèses abstentionnistes, reconnaissant par là, qu'acceptables ou non, elles reposaient en tout cas sur notre base commune et étaient intégralement conformes à la théorie, aux principes et au but final (nous verrons plus loin le sens de ces termes) du marxisme. Et si nous insistons là-dessus, ce n'est pas pour nous élever un monument à nous-mêmes, ni pour célébrer des mérites personnels ou de groupe — ce qui serait stupide — mais pour constater un fait et aider les jeunes militants d'aujourd'hui et de demain à comprendre le cours historique alors ouvert et qui, après avoir été bloqué par la violence et dans le sang, est destiné à se rouvrir.

3) Les causes de notre désaccord sur la « question parlementaire »

Ce que nous voulions, c'est que le parti s'engage dans la voie que lui traçaient les *buts* et les *principes* communistes et que cet engagement soit bien clair aux yeux des prolétaires. C'est justement pour cela que nous nous sommes battus pour qu'on abandonne la méthode électorale, *même* dans la version du parlementarisme révolutionnaire. En effet, nous savions bien une chose : ce dernier *supposait* dans tous les cas la plus grande homogénéité du parti dans la défense et la poursuite du but final, mais en Occident — c'est-à-dire dans l'aire du plein capitalisme et de la révolution prolétarienne pure —, cette homogénéité ne pouvait pas être obtenue sans avoir d'abord fait place nette de toutes les illusions, séductions et déviations entretenues depuis des décennies jusque dans les avant-gardes ouvrières par l'infâme tendance légaliste, gradualiste et électoraliste.

Comme Lénine, nous luttons pour préparer une révolution *au moins européenne* comme prélude à la révolution mondiale et, comme lui, nous voyions en elle la *condition* sans laquelle la glorieuse dictature bolchevique ne pourrait survivre. C'est justement pour cela que nous demandâmes qu'en Occident, on se montrât plus rigide encore et au besoin plus impi-

toyable à l'égard du réformisme et du centrisme, en dressant contre ce ver destructeur des barrières qui l'empêcheraient radicalement de pénétrer dans les jeunes partis en voie de formation et donc dans l'Internationale. Or, c'est un fait que dans les pays d'ancienne démocratie (ce que la Russie n'était pas), le Parlement constitue le terrain de prédilection de ce maudit ver.

Nous ne niions pas le moins du monde que le parlementarisme révolutionnaire (qui comportait explicitement, selon la déclaration de Lénine lui-même, le boycottage *et* des élections *et* du Parlement dans certaines circonstances) ait été justifié dans la Russie tsariste, c'est-à-dire que dans cette phase et cette aire où la révolution bourgeoise n'avait pas eu lieu, la Douma ait pu être l'arène (d'ailleurs *secondaire* aux yeux des bolcheviks eux-mêmes) d'un affrontement entre des forces historiques débordant largement le cadre parlementaire, et que la Constituante ait été un pont nécessaire. Nous ne niions pas non plus qu'à une certaine époque, le mouvement ouvrier ait eu raison de pratiquer le parlementarisme révolutionnaire *même en Occident*, ne fût-ce qu'en opposition à l'apolitisme anarchiste, et nous pouvions d'autant moins le nier qu'en 1913, nous nous étions nous-mêmes battus « contre l'abstentionnisme » (1).

Ce que nous niions en revanche, c'est qu'après une tragédie comme l'effondrement honteux de la II^e Internationale et le passage de la social-démocratie à la tête de la contre-révolution en 1918-19 avec les armes du démocratisme le plus moderne et le plus raffiné, il ait été possible d'assurer la *préparation révolutionnaire* des masses engagées dans une lutte tumultueuse et la sélection de *l'avant-garde communiste* tout en se préparant à participer aux élections : une telle participation était en effet inséparable de tout un ensemble de notions et de comportements qui n'était que trop susceptible de dissimuler ou même d'effacer complètement l'opposition de principe existant entre réforme et révolution, gradualisme et communisme.

C'est ce que nous avons répondu (2) à la lettre de Lénine aux « communistes italiens, français et allemands » (3) et à la circulaire de Zinoviev sur « Le Parlement et la lutte pour les Soviets » (4). C'est ce que nous avons répété au II^e Congrès de l'I.C. Seule l'expérience pouvait dire qui avait raison *sur le plan tactique* ; or le bilan de ce qui s'est passé par la suite et que nous souhaitions, mais sans grand espoir, ne pas voir se réaliser (comme nous l'avons dit à Boukharine, rapporteur des thèses sur

(1) *Storia della Sinistra*, I, p.p. 213-216.

(1) Cf. p. 165.

(2) Cf. p. 158.

(4) Cf. plus loin, p. 169.

la question parlementaire) (1), n'a fait que confirmer notre conviction qu'au *parlement*, on ne détruit rien du tout, qu'on y est tout simplement *détruit* soi-même. Par ailleurs, n'était-il pas significatif que même au cours de la *double* révolution russe, il ait fallu dissoudre la Constituante vingt-quatre heures après sa réunion ? Quant à la participation à la Douma, précédée d'ailleurs d'une période de boycottage, avait-elle été rien de plus qu'un *épisode* dans le gigantesque processus de formation et de développement du parti bolchevique ?

Certains ont pu penser que notre insistance sur ces points relevait de l'obsession. Mais nous nous appuyions sur un bilan du passé, sur le fait que l'opportunisme s'était *toujours* infiltré dans les partis occidentaux par l'intermédiaire des groupes parlementaires (plus encore, dira-t-on, par l'intermédiaire des directions syndicales, mais ceci est une autre affaire, et il est clair que, comme les bolcheviks, nous le savions parfaitement) dont le comportement traduisait tout simplement l'influence corruptrice subtile, capillaire, sournoise du milieu démocratique. En Russie, où le croisement de deux révolutions mettait en mouvement toutes les classes, souvent séparées par des frontières d'ailleurs peu marquées ; où les institutions démocratiques, historiquement en retard, étaient destinées à disparaître sitôt après leur naissance et où le réformisme à la Kérénsky et le « centrisme » menchévique n'étaient rien en comparaison de la social-démocratie de Noske-Scheidemann et de la social-démocratie « indépendante » de Kautsky-Hilferding, le danger n'était pas grand pour un prolétariat jeune et rude et pour un parti solidement ancré dans les principes comme les bolcheviks ; et pourtant, combien d'entre eux furent victimes de la sirène démocratico-parlementaire en février et — pire encore — en octobre 1917 ! Le péril était au contraire immense, et à juste titre « obsédant », dans les pays qui pouvaient se vanter de posséder, outre une aristocratie ouvrière tout à fait embourgeoisée, un prolétariat exposé depuis de longues années à toutes les suggestions idéologiques de la classe dominante et où, donc, les partis socialistes avaient grandi dans une soumission totale ou presque aux « éternels principes » du démocratisme, dans le meilleur des cas, et aux normes pratiques de la conservation capitaliste, dans le pire.

Comme les faits d'alors et pas seulement les paroles d'aujourd'hui le prouvent, presque toute notre activité théorique et notre propagande furent consacrées à la clarification des *principes* qui nous étaient communs, aux bolcheviks et à nous-mêmes, pour la bonne raison qu'alors aucun courant ne les avait assimilés, et que sans eux, il n'y a pas de communisme. Dans le cadre d'une concordance absolue sur le fond, nous ne pouvions pas laisser passer les questions *secondaires* qui, à notre avis, devaient être résolues d'urgence de façon complète, faute de quoi nous risquions d'être entravés à brève échéance dans notre action et, à long terme, de perdre le nord, même sur le plan théorique, comme cela s'est malheureusement produit.

(1) Cf. note 4 de la page précédente.

4) Causes de nos désaccords sur d'autres questions tactiques et nature de ces questions

C'est pour ces mêmes raisons que, dès cette époque et plus encore par la suite, nous avons souhaité qu'on fasse preuve de la même rigueur doctrinale que les bolcheviks en constituant les nouveaux partis ou en en sélectionnant les forces dans les anciens, et même qu'on défende cette rigueur comme une conquête difficile et non comme un simple acquis avec une énergie décuplée, du fait que nous nous trouvions placés dans des situations historiques et face à des organisations politiques moins fluides qu'en Russie, parce que consolidées les unes et les autres sous l'influence corruptrice et débilitante d'une longue tradition démocratique.

La grande force du parti bolchevique avait tenu au fait que son processus de formation s'était poursuivi sans interruption pendant des dizaines d'années. Pendant tout ce temps, il mit la même rigueur à tracer la perspective de la révolution en Russie qu'à défendre dans leur intégralité la doctrine, le but final et le programme du mouvement et au cours des étapes successives, les unes arrivées avant l'heure, les autres prévues, sa praxis fit toujours bloc avec sa théorie.

Cette continuité n'était pas tombée du ciel : elle avait été le fruit de luttes incessantes et de scissions douloureuses, et la fermeté de roc de celui qui en avait été l'artisan n'avait pas suffi à empêcher le parti de donner de la bande lors des grands tournants historiques de février et d'octobre 1917 et aussi pendant les mois et les années qui suivirent, obligeant le pilote à redresser, souvent tout seul, le navire.

A quoi ne fallait-il donc pas s'attendre dans des pays où la crise catastrophique provoquée par la guerre, mais dont les racines étaient plus anciennes, avait brisé le fil rouge de la continuité théorique, programmatique et organisationnelle du mouvement ! Renoué avec peine seulement après le conflit dans certains pays, n'ayant jamais existé dans d'autres, ne risquait-il pas de se former sous l'influence d'une mode superficielle et fragile comme toutes les modes, même si certains étaient subjectivement sincères en la suivant ? L'Internationale elle-même se le demandait avec inquiétude. Si le réarmement du parti bolchevique avait été possible sans secousses graves, c'est aussi parce qu'il avait derrière lui une longue tradition de lutte illégale ; en Occident, il s'agissait au contraire de renverser la tradition créée par des décennies de vie en grande partie parlementaire, de placide légalité dans le cadre d'une démocratie endormie et sournoise : il s'agissait *d'armer pour la première fois des partis pour qu'ils deviennent révolutionnaires* ou de constituer des partis révolutionnaires pratiquement à partir de rien.

Pris dans l'étau mortel d'un isolement forcé, les bolcheviks s'efforçaient désespérément de s'en dégager, sachant parfaitement qu'ils risquaient l'asphyxie (personne n'aurait alors osé parler de « socialisme

dans un seul pays »). Il est indiscutable que cela leur fit perdre peu à peu la juste notion de la situation en Occident, qui était encore si vive dans la minorité inflexible de la gauche de Zimmerwald, pendant la guerre et pendant tout le temps d'un exil auquel Lénine attribuait dans « *La Maladie infantile* » le mérite d'avoir forgé le nerf du parti bolchevique en le mettant en contact avec le mouvement ouvrier international. Car en Occident, les forces saines et vigoureuses du prolétariat européen (et américain) devaient sortir d'un véritable abîme, dans leur élan généreux, mais sans parti doté d'une expérience d'action bien ancrée dans la théorie marxiste pour les y aider.

Nous avons été et sommes les derniers à en rendre les bolcheviks responsables, mais c'est un fait que, eux qui nous avaient pourtant appris à compter non seulement la social-démocratie, mais toutes les formes du centrisme kautskyste parmi les facteurs défavorables, ils appréciaient faussement les rapports de forces dans l'Europe d'après-guerre, où ils croyaient voir quelque chose de très semblable à la « dualité de pouvoir » de la Russie de 1917. Par ailleurs, ils attribuaient aux partis communistes occidentaux, nés récemment soit dans les douleurs les plus déchirantes (Allemagne), soit dans la pire confusion (Italie), soit encore dans la course la plus précipitée et la plus opportuniste pour prendre le train en marche (France), la même cuirasse d'acier qu'au parti bolchevik qui avait eu de longues années pour se former et qui avait traversé des mois de révolution valant des années d'expérience. Et inversement, ils n'attribuaient aux social-démocratisme et centrisme occidentaux guère plus de force qu'aux mencheviks et aux socialistes-révolutionnaires russes, dont la débilité avait été la grande chance de la révolution russe, alors qu'en réalité, il s'agissait d'un adversaire très puissant qui constituait le pilier du régime bourgeois d'après-guerre.

Par ailleurs, l'urgence d'une solution révolutionnaire européenne à la crise dans laquelle son isolement plongeait la Russie exerçait sur les bolcheviks une pression inverse, mais dont les effets étaient identiques. Ils craignaient que, nés récemment ou en train de naître, les partis communistes occidentaux ne soient pas capables d'apporter cette solution, non pas à cause de leur faiblesse intrinsèque, mais parce qu'ils n'étaient pas assez enracinés dans les masses, et donc privés de toute influence réelle. Or c'est tout le contraire qui était vrai : là où ils existaient, les partis communistes manquaient d'influence précisément parce qu'ils étaient intrinsèquement faibles ; et là où ils étaient en train de se constituer péniblement, ils avaient nécessairement acquis leur force intrinsèque au prix d'une « faible influence » ou plutôt d'une certaine faiblesse numérique, deux choses qu'on confond trop souvent.

Bref, placés devant un mouvement réel, mais qui n'était pas subjectivement assez mûr pour vaincre, les bolcheviks étaient très légitimement pressés. Ils avaient hâte que les partis communistes se forment ; hâte qu'ils se mettent à l'avant-garde de masses instinctivement poussées très au-delà des buts que les organisations traditionnelles avaient fixés comme

les seuls « réalistes » et « concrets » ; hâte que la soudure entre ces partis et les masses se fasse, non sous la forme justement redoutée d'un coup de main hardi, mais impuissant, d'un putsch, mais sous la forme d'une puissante vague révolutionnaire ébranlant les fondements mêmes de la société sous la direction hégémonique du prolétariat. Et de fait, une telle soudure, qui ne pouvait naître que de la poussée de forces objectives, aurait offert aux bolcheviks l'occasion tant attendue de sortir de leur « forteresse assiégée ». Elle aurait permis aux héroïques prolétaires russes, auxquels Lénine et Trotsky osaient « demander beaucoup parce qu'ils avaient beaucoup donné », de donner à leurs frères d'Occident l'appui peut-être décisif d'une armée lancée à l'attaque, au lieu de devoir se cantonner dans la défensive. Quant à nous, nous voyions, avec angoisse, mais lucidité, que la réalité objective était tout autre et ne pouvait être forcée même par la puissante volonté dont l'engagement révolutionnaire actif est capable. Nous savions que le chemin serait malheureusement long et tourmenté, et que l'impatience retarderait le processus au lieu de l'accélérer et, loin de jouer un rôle constructif, agirait comme un facteur de désagrégation. Vue sous l'angle des bolcheviks, la perspective immédiate d'une tactique comme celle que nous défendions pouvait paraître décevante ; mais nous estimions qu'à long terme, aussi bien en cas de défaite momentanée que de victoire, le bilan en serait bien autrement positif. Si nous étions partisans de la « rigidité », donc, c'est que nous étions convaincus que le processus de formation de partis communistes dignes de ce nom n'en était qu'à ses débuts ; qu'il fallait un travail aussi difficile et tenace que celui du parti russe pour sortir du tourbillon confus d'alors et qu'était inévitable l'affrontement violent avec des partis « ouvriers » qui non seulement étaient passés à l'ennemi, mais le défendaient les armes à la main contre l'assaut du prolétariat et de son organisation mondiale. Scrupules de pureté ? Stupide amour de la « tour d'ivoire » ? Non : *souci d'efficacité pratique !*

Cette façon différente de comprendre les *exigences objectives* du mouvement communiste mondial dans le cadre d'une totale convergence avec les bolcheviks dans la théorie, le programme et même, dans une large mesure, la tactique, se refléta, comme nous le verrons plus loin, dans une appréciation profondément différente des partis, groupes et courants qui prétendaient adhérer à l'Internationale, de leur évolution prévisible, et des règles auxquelles les affiliations devaient être soumises. Bornons-nous pour l'instant à constater qu'il y eut divergence sur le plan de la *tactique* (qui est aussi le plan de l'*organisation*) et à en exposer les raisons.

Nous avons vu plus haut que le « réarmement » du parti bolchevique inauguré par les *thèses d'avril* n'avait été qu'un rappel énergique à sa véritable tradition, que celle-ci s'était forgée au cours des quinze ans pendant lesquels ce parti avait tenacement défendu les points fondamentaux de la théorie marxiste de la révolution double (révolution que la guerre impérialiste devait rendre plus radicale sans en changer la nature), et que ce réarmement avait pu s'effectuer rapidement grâce à l'inflexibilité de Lénine, ce qui prouve qu'une continuité de parti peut, dans certaines

circonstances, et parfois durablement, s'incarner dans un petit groupe de militants et même — sans que cela nous fasse crier au scandale — dans un *seul* d'entre eux. De retour en Russie, en effet, Lénine avait crié à ses camarades :

« Mieux vaut rester à deux, comme Liebknecht, car cela signifie rester avec le prolétariat révolutionnaire, plutôt que d'admettre, fût-ce un seul instant, l'idée de la fusion [...] avec Tchkhéidzé et Tséréteïli [...] qui sont tombés dans le défensisme » ; « celui qui veut aider les hésitants doit avant tout cesser d'hésiter lui-même ». Or que représentaient les défenseurs du camp anti-tsariste, en comparaison des social-chauvins occidentaux, qui n'étaient ni un ni deux, mais des milliers ? Et que représentait l'hésitation des menchéviks avant et après février, en comparaison de celle des Indépendants allemands ou des maximalistes italiens ? En Europe occidentale, il fallait donc être mille fois plus inflexible et, disons le mot, *sectaire*, qu'en Russie, et appliquer la vieille devise chartiste : « Qui n'est pas avec nous est contre nous », car il s'agissait non de *réarmer* le parti, mais de l'armer pour la première fois.

En 1926, quand se joua le sort de la révolution non seulement russe, mais mondiale, l'opposition bolchevique sentit bien combien le fait que les partis occidentaux aient grandi sous le signe de l'approximation théorique, de l'éclectisme tactique et du changement continu des méthodes d'organisation affaiblissait sa propre position, mais il était trop tard. Derrière elle, au lieu de partis trempés à la dure école de la rigueur doctrinale, de la continuité d'action, de l'homogénéité organisationnelle, elle n'avait qu'un Occident sans nerf ; devant elle, tout naturellement ligüés contre le communisme révolutionnaire, des hommes qui, pour entrer dans le Komintern, avaient lavé en toute hâte les taches dont leur chauvinisme, leur parlementarisme, leur gradualisme, leur centrisme ou même leur franc-maçonnerie les avaient marqués. Resté seul, Trotsky ne sut pas tirer la leçon terrible, mais salutaire de ce fait.

5) Les prémisses de la tactique communiste

Dans le cadre de cette « propédeutique du parti révolutionnaire marxiste », l'abstentionnisme pouvait être une arme, un test, un catalyseur. Des réformistes endurcis comme Cachin ou Sméral pouvaient accepter le « parlementarisme révolutionnaire » quitte à le jeter par-dessus bord le moment venu, les vieux renards de cette sorte sachant bien, eux, que les circonstances se répètent toujours. Jamais ils ne seraient entrés dans le parti, si au-dessus de la porte ils avaient lu « Vous qui entrez, laissez toute espérance », espérance s'entend, de sièges et d'honneurs parlementaires, voire ministériels, à plus longue échéance.

Pas plus que les bolcheviks, nous ne faisons de la « question parlementaire » une question capitale. Ce qui pour nous était capital, comme les textes le montrent, c'était de jeter les bases sans lesquelles il ne

pouvait y avoir de parti *communiste*, en insistant sans cesse sur sa nature, sa fonction, ses tâches pratiques (dans les syndicats, dans les conseils d'usine, dans l'armée, etc.), sur la nécessité de la révolution qu'il dirige et les conditions de sa victoire, sur la dictature qu'il exerce, les interventions despotiques qu'il pratique dans l'économie : nous ne voulions pas qu'on bâtisse sur du sable en croyant bâtir sur du granit.

Pour nous, le problème débordait donc largement les questions tactiques particulières en discussion. Il incluait en effet les principes auxquels, comme Lénine nous l'avait appris mieux que personne, la tactique doit toujours se référer en toutes circonstances, faute de quoi ce n'est pas seulement l'unité de la théorie et de la praxis qu'on jette par-dessus bord, mais le matérialisme historique lui-même. Si nous ne faisons pas de l'abstentionnisme un principe absolu, nous le considérons néanmoins comme essentiel pour la cohérence et l'efficacité de notre action dans ce « *duel historique entre le système de la représentation démocratique et celui de la dictature prolétarienne* », « question centrale du mouvement communiste international » aussi bien pour les bolcheviks que pour nous, puisque « le succès de la révolution dépendait de la ferme reconnaissance de cette antithèse par une avant-garde solide du prolétariat ». (1)

Toute notre lutte pour défendre l'abstentionnisme suit le même fil conducteur ; elle renvoie de la contingence à la doctrine et s'appuie sur deux points fondamentaux :

1) Les problèmes tactiques ne se résolvent pas *localement*. Ils doivent faire l'objet de solutions *internationales* : a) parce que chaque solution tactique, petite ou grande, nécessite un *bilan* des forces réelles qui s'affrontent physiquement, et qu'on ne peut faire un tel bilan dans les limites étroites d'un seul pays ; b) parce qu'une fois trouvée, cette solution doit constituer pour le parti prolétarien un *point fixe*.

Le point a) découle de notre conception matérialiste de l'histoire ; le point b) renvoie aux bases programmatiques sur lesquelles l'Internationale communiste s'était constituée comme « *parti mondial unique du prolétariat* », lui-même reflet du caractère international de la lutte de classe réelle. « Un des défauts les plus graves de la II^e Internationale », disions-nous, « avait été la *liberté tactique* qui avait été laissée aux partis adhérents dans le *cadre de leur pays*, et qui avait conduit à la liquidation du mouvement », en le ravalant à l'état d'« *assemblage informe et hétéroclite de partis n'ayant aucun lien entre eux et partisans de méthodes opposées et discordantes* » (2).

(1) Citation d'un chapeau de la rédaction de « Il Soviet » à un article du maximaliste-électorale F. Misiano sur le parti allemand paru dans le N° 1 (4-1-1920) et tentant de justifier théoriquement le parlementarisme révolutionnaire.

(2) Commentaire de la rédaction du « Soviet » à un autre article de Misiano, paru dans le numéro 3 du 18-1-1920.

Ce point est d'une importance capitale à plusieurs égards. Il montre en effet non seulement que nous n'avions rien en commun avec les anti-centralistes qui pullulaient à cette époque dans les pays latins et germaniques d'Europe, mais que nous étions les partisans les plus résolus de la centralisation, qui constitue le caractère fondamental et distinctif du communisme, et la condition sine qua non de l'unité d'orientation et d'action de l'avant-garde révolutionnaire. Il annonce, dès le II^e Congrès, la ferme opposition de notre courant à la reconnaissance d' « exceptions » liées à des « situations nationales particulières », par exemple dans les conditions d'admission, première brèche par laquelle se sont glissées plus tard la théorie et la pratique maudites des « voies nationales au socialisme » et le « polycentrisme », en dépit des clauses restrictives dont elle s'accompagnait alors. Lors des congrès suivants, cette opposition ne fit, bien entendu, que grandir. Ce point explique enfin que nous ayons toujours affirmé énergiquement que les décisions tactiques et même organisationnelles, comme l'abstentionnisme et les modalités de scission d'avec le P.S.I., relevaient non du Parti d'Italie, mais de l'Internationale. Il explique du même coup la raison en apparence mystérieuse pour laquelle, tout d'abord, nous sommes restés si longtemps dans la « vieille baraque socialiste » pourtant bien inhospitalière malgré l'impatience d'excellents militants et pour laquelle, ensuite, nous avons accepté avec discipline les directives du II^e Congrès sur le parlementarisme révolutionnaire malgré des réticences analogues de la base. On voit qu'il s'agissait en fait d'une raison très simple : le centralisme et l'internationalisme sont des *questions de principe*.

On ne peut pas en dire autant du *moment* de la scission, ni même de la *tactique* à l'égard des élections et du parlement, du moins tant qu'elle restait solidement fondée sur les principes anti-parlementaires et anti-démocratiques, *comme c'était alors le cas*. Nous étions bien convaincus qu'en Italie et en Europe, il fallait faire la scission non seulement avec la droite, mais avec le centre maximaliste, et le plus « à gauche » possible ; mais nous étions tout aussi convaincus qu'il fallait retarder cette scission jusqu'à ce que sa nécessité soit internationalement reconnue et s'en tenir aux critères édictés par le Comintern une fois celle-ci admise, même s'ils étaient moins rigides que nous l'aurions souhaité. De la même façon, bien que convaincus de la justesse *de fait et de principe* de notre thèse abstentionniste, nous avons appliqué les décisions sur le parlementarisme révolutionnaire dès qu'elles furent prises, et nous avons fermement exigé des récalcitrants qu'ils s'y conforment. C'est le même critère centraliste et internationaliste qui nous a toujours guidés dans toutes nos luttes des années suivantes au sein de l'Internationale, et jamais nous n'avons revendiqué la moindre « démocratie interne », grosse de glissements vers l'autonomie nationale, locale et personnelle. Et quand finalement nous rompîmes avec l'I. C., ce fut pour des raisons de doctrine et de principes, et pas du tout par résistance à la « centralisation » en tant que telle, le communiste ne se rebellant contre elle que si elle est mise au service d'une autre cause que la sienne.

2) Pour les communistes, la tactique à appliquer dans les diverses phases de la lutte des classes « découle » des principes (1). Elle n'est ni un instrument *neutre* ni une arme *indifférente* : elle est un aspect organiquement relié à l'ensemble de notre vision du processus historique, de ses phases successives et des facteurs qui contribuent à l'issue révolutionnaire. La tactique peut être heureuse ou malheureuse selon que les rapports de forces auront été correctement appréciés ou non, mais elle ne doit jamais être fixée en contradiction avec le *but*. Elle est donc déterminée par avance, et la seule chose qui reste à établir, c'est si le moment de l'attaque décisive est venu, ou s'il s'agit seulement de s'y préparer, comme le fait toujours le parti dans son activité ordinaire. Pour nous, le point central est le suivant : le marxisme ne serait *rien*, ne mériterait pas d'être considéré comme le guide indispensable de l'action révolutionnaire si sa conception scientifique du cours « catastrophique » du capitalisme ne permettait pas de prévoir non certes des détails n'ayant pas plus d'influence sur l'histoire réelle que les météores n'en ont sur la rotation des planètes, mais bien les *grandes phases* du mouvement et l'*alignement* des forces en lutte dans un camp ou l'autre. Or le marxisme sait depuis 1848 quelle sera, aux moments cruciaux de la lutte, l'attitude de la petite-bourgeoisie à l'égard des deux principaux adversaires du conflit social, la bourgeoisie et le prolétariat. Il sait, avant même d'en avoir fait l'expérience, quel sera l'alignement des différents partis politiques ; il sait (Lénine en est la preuve magistrale) quel est le cours que doit obligatoirement suivre la révolution double d'une part, la révolution socialiste pure de l'autre.

D'autre part, le marxisme ne serait rien si le parti ne tirait pas par avance de cette doctrine, les grandes lignes de son *propre* comportement dans la succession des phases non seulement d'avancée, mais aussi de recul et même de contre-révolution. Que nous ont donné Marx et Engels dans *Les luttes de classe en France* et dans *Révolution et contre-révolution en Allemagne*, que nous ont donné Lénine dans *Deux tactiques de la social-démocratie* ou dans *Que faire ?* et Trotsky dans *Terrorisme et communisme*, sinon des *manuels* de stratégie et de tactique *universellement valables* ? Autrement, pourquoi auraient-ils perdu du temps à les écrire ?

Vue sous cet angle, la question de l'abstentionnisme se posait comme un « *problème tactique et de principe à la fois* », qu'il fallait résoudre en prévoyant les répercussions de la tactique du parlementarisme révolutionnaire sur la continuité de la politique du parti, le programme communiste devant être toujours ouvertement proclamé dans les masses et pas seulement impératif pour les militants. Autrement dit, il fallait établir si le parlementarisme révolutionnaire répondait ou non aux exigences

(1) Cf. p. 66.

d'une propagande, d'un prosélytisme et d'une action visant à détruire les préjugés démocratiques et à préparer l'assaut contre « cette machine à étouffer et à opprimer » constituée par les institutions démocratiques.

C'est dans cette optique que « *Il Soviet* » du 18-1-1920 se demandait si la participation aux élections apportait une solution utile, non seulement du point de vue de l'efficacité immédiate, mais de la continuité théorique, programmatique et organisationnelle, à un dilemme comme celui qui s'était posé à la Ligue Spartacus au début de 1920 : vivre de façon semi-clandestine ou bien « se servir des possibilités que la social-démocratie lui offrait ou plutôt lui imposait comme seule issue ». Or le fait même que « la social-démocratie, par ailleurs prête à réprimer les soulèvements communistes de la façon la plus féroce, non seulement permette aux masses d'intervenir largement [dans la bataille électorale], mais les y invite » démontre que « nos pires adversaires ont tout à gagner » d'une telle solution. (1)

On pouvait bien entendu répondre à nos objections (et on y répondit), mais il aurait fallu le faire en se plaçant exactement *au même point de vue*. Elles pouvaient sans aucun doute être discutées, mais à condition que ce ne soit pas à partir de *principes discutables*. La discussion avec les bolcheviks eut lieu sur ce terrain, qui n'avait rien à voir avec les préoccupations morales et même esthétiques des anarchistes — manie de la « pureté », « intransigeance » abstraite, phobie du pouvoir et de la politique — ni avec l'« horreur pour les chefs » des spontanéistes, tribunistes et ouvriéristes. Que ceux qui se réclament aujourd'hui de « l'élasticité » tactique de Lénine pour justifier non pas un parlementarisme révolutionnaire, mais une « voie parlementaire au socialisme » qu'ils considèrent comme obligatoire (Octobre aurait été une exception) essaient donc de nous démontrer qu'ils n'ont pas transformé une tactique discutabile en un *principe définitif et indiscutable régissant pour toujours la tactique !*

Depuis lors, on n'a cessé de nous répéter jusqu'à la nausée : « Vous autres, gauches, vous voulez une marche inflexible sur la voie des principes révolutionnaires. Lénine vous a condamnés en proclamant que la tactique doit être souple, au contraire ». Ou encore « Vous mettez tout dans le même sac : théorie, principes, tactique et même (!) organisation ». (Le lecteur remarquera comment, partant du parlementarisme révolutionnaire et des modalités de la scission en Italie, la question s'est peu à peu élargie...)

Il s'agit d'établir en quoi consistent respectivement les principes et la tactique. C'est un sujet que nous avons largement traité dans notre travail sur la *Maladie infantile* (2) et nous pensons y avoir démontré

(1) *Ibidem*.

(2) *La « maladie infantile », condamnation des futurs renégats*, Editions Programme communiste, 1972 (en italien, 1964).

que les séparer, c'est duper le prolétariat. Ce que Lénine dit en réalité, c'est que *celui qui sait être inflexible sur les principes, et celui-là seul pourra être souple dans le choix des moyens tactiques*. Quand, au III^e Congrès de l'Internationale (juillet 1921), la question italienne vint sur le tapis, à Lazzari qui rappelait l'affirmation contenue dans un article de Frossard : « Il faut être souple et sage », Lénine répondit de façon cinglante : « *La première condition du vrai communisme est la rupture avec l'opportunisme. Avec les communistes qui acceptent cette condition, nous serons francs et nous aurons tout à fait le droit et le courage de leur dire : « Ne faites pas de sottises ; soyez souples et sages ». Mais nous parlerons ainsi uniquement avec les communistes qui ont rompu avec l'opportunisme* ».

A notre avis, ce n'est pas suffisant, mais c'est clair et sans ambiguïté. Notre mérite, si l'on nous permet d'employer ce mot, fut de répondre à Lénine, il y a maintenant cinquante ans, en notant que l'octroi d'une grande liberté de choix entre plusieurs tactiques et l'apologie de la souplesse présentaient un énorme danger, car se prévalant de cette latitude, des groupes et des partis entiers finiraient par perdre le respect des principes et par les violer, volontairement ou non. Malheureusement, c'est bien ce qui s'est produit par la suite grâce à une ignoble falsification de ce que Lénine, qui avait restauré l'intégralité de ces principes, aurait, selon eux, permis de faire.

Il faut donc bien préciser, pour comprendre en quoi consistaient en réalité les points de désaccord tactique entre nous et l'Internationale (et avec Lénine lui-même), *la frontière entre les principes et la tactique, entre le devoir d'être rigide et la possibilité d'être souple*.

Dans l'histoire du parti bolchevique, il y a, entre autres pages magnifiques, des pages dirigées contre les « éclectiques » du mouvement révolutionnaire. Ceux-ci disaient précisément qu'on pouvait passer librement d'une doctrine à une autre, à condition qu'en l'agitant parmi les masses, on réussisse à atteindre le but politique du moment, par exemple la chute du tsarisme. Les bolcheviks avaient vigoureusement combattu cette version pas très originale de la trahison opportuniste en défendant la nécessité absolue de la doctrine du parti et de la révolution dont ils avaient toujours été, Lénine le premier, les défenseurs les plus acharnés.

Quand, lors d'un des congrès de Moscou (Lénine était déjà mort), nous donnâmes à notre vive critique de la tactique de l'Internationale la forme d'une accusation d'« éclectisme », nous vîmes les camarades russes se lever indignés. Vous pouvez parler, nous crièrent-ils, de « souplesse », jamais d'« éclectisme ». Pour eux, le mot sentait l'injure. Nous n'avions pas alors l'intention de les injurier, mais qu'a donc prouvé le demi-siècle de déceptions qui a suivi, si ce n'est que la souplesse tactique mal conçue devait mener à l'éclectisme le plus grave et le plus honteux dans les principes ? Est-ce là du doctrinarisme inutile sur les formules, les termes, les mots ? N'est-il pas clair au contraire que si à l'époque,

nous avons abouti à nos conclusions par la voie critique, aujourd'hui, c'est tout le bilan historique qui nous y conduit sans doute possible ?

Quitte à « sauter » une année d'histoire, prenons dans le discours de Lénine du 1^{er} juillet 1921 au III^e Congrès de Moscou, *Pour la défense de la tactique de l'I.C.*, ce passage qui pose bien le problème :

« Les principes ne sont pas le but final, ils ne sont pas le programme, ils ne sont pas la tactique et ils ne sont pas la théorie. La tactique et la théorie ne sont pas les principes. »

A tout bout de champ, on discute de la « théorie », des « principes », du « but final », du « programme » du parti communiste et de sa *tactique*. Lénine nous apprend qu'il s'agit de choses toutes *différentes* les unes des autres, d'aspects *différents*, de moments *différents* de la fonction du parti. Quelle est la délimitation précise de chaque terme par rapport aux autres ? Lénine ne développe pas ici toute la question et c'est à l'ensemble des textes qu'il faut demander la réponse.

Le passage cité fournit une illustration extrêmement utile pour éliminer le doute selon lequel *deux au moins* de ces termes, « but final » et « principes », peuvent avoir une valeur identique. Ceci pourrait sembler exact d'un point de vue formel. Prenons le parti républicain : son principe est que le meilleur régime politique est la république ; son but est d'amener tous les Etats à la forme républicaine. La république est donc le principe *et* le but du parti républicain. Mais la pensée des républicains — que nous avons prise uniquement à titre d'exemple commode — et, si l'on veut, leur « théorie », ne sont pas dialectiques, mais métaphysiques et idéalistes : les républicains font de la république, comme les libéraux de la liberté, une abstraction située hors du cours historique réel. Il est facile de voir que, pour le communiste dialectique, au contraire, l'identité entre but final et principe n'est pas immédiate.

Lénine dit avec sa clarté pénétrante : « Qu'est-ce qui nous distingue des anarchistes sur le terrain des principes ? Les principes du communisme sont l'instauration de la dictature du prolétariat et l'emploi de la contrainte d'Etat dans la période de transition. Ce sont là les principes du communisme, ce n'est pas son but ultime ».

La citation est lumineuse. Le reste, essayons de l'expliquer nous-mêmes :

1) Les paroles de Lénine sont en substance les mêmes que celles d'Engels et de Marx dans leur polémique avec les anarchistes « anti-autoritaires », pour la défense du *principe* de l'autorité, de la dictature, de la contrainte, de la terreur, pour réprimer la classe vaincue et mettre en branle le processus de transformation socialiste après la prise du pouvoir. Ces paroles définissent sans possibilité d'erreur les principes propres au communisme.

2) Ces principes sont *immuables* et *on ne peut y déroger*. Sinon, com-

ment les thèses de 1871 pourraient-elles converger avec celles de 1921 et de... 1972 ?

3) Pourquoi ces principes ne sont-ils pas ceux des anarchistes ? Parce que pour eux ce qui est thèse de principe, c'est que le prolétariat, sans période de transition, ne doit avoir après la révolution, ni pouvoir, ni gouvernement, ni domination, ni dictature, ni surtout de parti.

4) Pourquoi les principes du communisme ne constituent-ils pas son *but final* ? Parce que par « but final », nous entendons le *point d'arrivée de tout le cycle qui conduira à la société nouvelle* dans laquelle il n'y aura plus de classes et où il n'y aura ni Etat, ni pouvoir, ni gouvernement, ni domination politique, parce que tous ces rapports n'existent qu'entre classes différentes. Et alors, bien que nous soyons séparés des anarchistes par tout ce que nous avons dit, nous avons en commun avec eux le but final.

Jusqu'ici, avec le passage cité, c'est Lénine qui nous a guidés directement. Il nous reste à parler des autres termes énumérés par lui, afin de montrer qu'il s'agit de catégories bien distinctes, et d'en donner brièvement le sens.

6) Théorie, Principes, But final, Programme, Tactique

Posons nos catégories dans l'ordre suivant : Théorie - Principes - But final - Programme - Tactique, et montrons que nos textes de base n'ont jamais manqué de les distinguer, sans toutefois jamais les *séparer*, pas plus d'ailleurs que Lénine.

La *théorie* ou doctrine du parti traite de l'histoire des sociétés humaines et de leur enchaînement. Elle comprend le matérialisme historique ou dialectique, la doctrine de la lutte des classes, du conflit entre formes de propriété et forces productives, de la succession des modes de production et, dans ses derniers chapitres, la science de l'économie capitaliste et après la destruction de celle-ci, la genèse de la société communiste. Tous ces points sont rappelés dans les *Thèses* de la Fraction communiste abstentionniste. (1)

Les *principes* du parti sont les phases de la doctrine historique qui correspondent à la lutte et à la victoire du prolétariat moderne. Ici aussi, nous renvoyons à ces *Thèses*.

La théorie caractérise le parti tout autant que les principes, qui sont *contenus en elle*. Mais Lénine a raison de dire que les principes *ne sont pas* la théorie : ils n'en sont que la *phase contemporaine*. L'explication,

(1) Cf. Défense de la continuité du programme communiste, p. 17-26.

par la doctrine de la lutte des classes, de la révolution bourgeoise, de l'abolition du servage et de la victoire de la démocratie parlementaire fait partie de la théorie ; en revanche, elle ne fait pas partie des principes du communisme. Les *Thèses* consacrent tout un paragraphe à cette question.

Tout autant que les principes, la théorie est la chair et le sang du parti. Si nous cherchons cela chez Lénine (et à travers Lénine, chez Marx et Engels), nous le trouverons par exemple dans la brochure classique de 1902, *Que Faire ?* où il combat la tendance à la « liberté de critique ». Prenons le paragraphe intitulé « Engels et l'importance de la lutte théorique ». Lénine s'y dresse, tel un géant, contre les champions de la liberté de pensée qui protestent contre la momification du parti, et il défend le « dogmatisme, le doctrinarisme » dont ils se moquent. On ne peut pas tout citer : « La fameuse liberté de critique ne signifie pas le remplacement d'une théorie par une autre, mais la liberté à l'égard de tout système cohérent et réfléchi ; elle signifie *éclectisme et absence de principes* ». Comme on le voit, la condamnation de l'éclectisme ne date pas d'hier. Voilà comment, il y a plus d'un demi-siècle, on soudait les maillons de la théorie et des principes ! Lénine déplore qu'on méprise la théorie pour glorifier la pratique. Écrit-il seulement pour 1902, ou aussi pour 1972 ? « Quiconque connaît tant soit peu la situation de notre mouvement ne peut pas ne pas voir que la large diffusion du marxisme a été accompagnée d'un certain abaissement du niveau théorique. Bien des gens, dont la préparation théorique était infime ou même nulle ont adhéré au mouvement pour son importance pratique et ses progrès pratiques ». Ne semble-t-il pas décrire ici la sale engeance qui, de nos jours, se gargarise de son adhésion au « marxisme-léninisme » ? Les super-opportunistes d'aujourd'hui ne font rien d'autre que les opportunistes d'alors. Ils spéculent sur la phrase de Lénine disant que la tactique doit être souple, comme ces derniers spéculaient sur la fameuse phrase de Marx : « Toute progression du mouvement réel importe plus qu'une douzaine de programmes ». Aux premiers, dont l'effronterie a dépassé historiquement celle de leurs prédécesseurs, nous répondons en cherchant où, pourquoi, dans quel contexte, Lénine a parlé de « souplesse », comme nous l'avons fait ci-dessus et comme il nous a appris lui-même à le faire, puisqu'aux seconds, il répliquait ainsi :

« Répéter ces mots de Marx en cette époque de débandade théorique [la nôtre vaut bien vingt fois celle de 1902 en Russie !] équivaut à crier, à la vue d'un cortège funèbre : cent jours comme celui-ci ! [ô maître Lénine, ces cent jours funèbres, nous sommes en train de les voir passer !]. D'ailleurs, ces mots sont empruntés à la lettre sur le programme de Gotha, dans laquelle Marx *condamne catégoriquement* [c'est Lénine qui souligne] *l'éclectisme* dans l'énoncé des principes. Si vraiment il est nécessaire de s'unir — écrivait Marx aux chefs du parti — passez des accords en vue d'atteindre les objectifs pratiques du mouvement, mais n'allez pas jusqu'à faire commerce des principes, ne faites pas de " concessions théoriques " ».

Et Lénine conclut :

« Telle était la pensée de Marx, et voilà qu'il s'en trouve parmi nous qui, en son nom, essaient de diminuer l'importance de la théorie ! »

Nous ne voulons pas suivre ici tout le texte (qui rappelle la pensée d'Engels sur les trois formes de la lutte prolétarienne — économique, politique et théorique — en les rattachant de façon géniale à la triade Angleterre, France, Allemagne, avec la célèbre image du prolétariat héritier de la philosophie classique allemande), mais seulement conclure en rappelant qu'à leur retour en Italie après la défaite du fascisme, à laquelle ils n'eurent aucune part, les renégats ont cru se débarrasser de la coriace gauche communiste italienne avec le slogan : « Pas de questions de théorie au sein des masses », ce à quoi nous répondions, comme dans notre récente exégèse de la *Maladie infantile* : « Telle était la pensée de Lénine, et voilà qu'il s'en trouve parmi nous qui, en son nom, essayent de diminuer l'importance de la théorie ».

Nous en arrivons au troisième moment : le *but final*. Le but final, c'est la société communiste, avec ses caractères bien précis, opposés à ceux des sociétés passées, fondées sur la propriété privée. Cet aspect de la position du parti est lui aussi *fondamental et essentiel* : aujourd'hui comme autrefois, notre mouvement y consacre une part prépondérante de son travail, toujours dans la ligne des textes classiques.

Le programme et la tactique, dit Lénine, sont autre chose que les principes et que le but final, mais naturellement ils leur sont étroitement liés dans la fonction du parti. Essayons de définir rapidement ces deux derniers domaines, puisque ce qui nous intéresse ici, c'est l'histoire de la tactique.

Le programme dont il est question dans la phrase de Marx citée ci-dessus est le projet que le parti allemand avait préparé pour le congrès de Gotha (1875) et qui fut soumis à Marx comme celui d'Erfurt le sera à Engels en 1891. La critique de Marx fut extrêmement sévère et ce qui nous importe ici (et que Lénine a rappelé), c'est qu'elle visait les contradictions entre ce projet d'une part et d'autre part la théorie générale du mouvement communiste et cette partie de sa théorie que sont les principes dont dépend la victoire du prolétariat.

Le programme n'est ni la théorie ni les principes, mais il ne peut être en contradiction ni avec elle ni avec eux. Par exemple, Marx raye du programme l'expression « Etat populaire libre » (*Freivolksstaat*) parce qu'elle contredit le fait que l'Etat en vigueur est un instrument de l'oppression bourgeoise (*théorie*) ; s'il devient libre, c'est donc sa liberté d'opprimer prolétaires et communistes qui augmente, ce que le parti ne peut revendiquer (*principes*). Profonde dialectique de Marx !

Qu'est-ce donc que le programme ? C'est la perspective de l'action prochaine du parti, au sens historique et non pas immédiat, bien entendu. *Le programme concerne l'action pratique, mais il se détruit lui-même s'il admet une action pratique niant la théorie et acceptant donc la victoire de l'ennemi sur notre classe.*

La III^e Internationale s'est trouvée devant un problème : le programme doit-il être national ou international, au moins à l'échelle de l'Europe ? A Gotha, le programme était un programme national concernant la lutte du parti allemand de l'époque, ce qui n'empêcha pas Marx de repousser les revendications politiques proposées pour cette étape, dès lors qu'elles contredisaient les principes de la doctrine qui avait déjà pénétré dans l'avant-garde du prolétariat allemand. De même en Russie, en 1902, le *Que Faire ?* de Lénine se termine par un projet de scission du parti social-démocrate russe. La scission faite peu après, en 1903 (glorieusement à temps), le programme est celui que Lénine développe dans *Deux Tactiques*, et la formule en est : dictature démocratique révolutionnaire du prolétariat et des paysans. En 1917, elle deviendra, sans cesser d'être conforme aux principes immuables du marxisme : dictature du prolétariat et pouvoir des Soviets.

En Italie, en 1919, nous avons encore sur les bras le programme social-démocrate adopté à Gênes en 1892. Il s'agissait de le changer. La scission n'est utile et possible qu'avec un nouveau programme, puisque « quiconque n'accepte pas le programme ne reste pas dans le parti ». Nous avons donné ce programme au parti communiste d'Italie à Livourne en 1921 et ses points n'étaient pas de nature nationale, mais internationale. C'est ce que la Gauche avait voulu et que les ordinovistes ne comprirent peut-être pas. Ils l'appuyèrent néanmoins : s'ils pensaient qu'il aurait fallu mettre dans le programme l'autonomie régionale, la question méridionale et autres revendications de la même idéologie inconsistante, tant pis pour eux, mais la Gauche n'en était pas moins en règle avec l'IC.

La 15^e condition d'admission exigeait en effet des partis qui avaient conservé le vieux programme socialiste qu'ils en élaborèrent un nouveau « dans le sens des décisions de l'Internationale ». Et si l'on nous objecte qu'ils devaient le faire « en rapport avec les conditions particulières du pays considéré », nous répondrons que les conditions de l'Italie étaient celles d'un capitalisme tout à fait moderne où le prolétariat ne pouvait avoir d'autre programme que la lutte pour la dictature communiste.

Nous en sommes arrivés à la dernière catégorie : la tactique. Mais avant de la traiter, nous rappellerons que c'est nous qui avons obtenu de Lénine et du congrès la classique 21^e condition stipulant que « les membres du parti qui repoussent par principe les conditions et les thèses de l'Internationale doivent être exclus ».

Eh bien, au nom du parti de toujours, nous disons que selon le programme, selon les principes de Marx et de Lénine, les nationaux-communistes d'aujourd'hui et d'hier « en ont été exclus ». Exclus comme serviteurs du capital.

7) Les questions de tactique pour nous et pour les bolcheviks

Il serait insuffisant d'établir entre les catégories précédentes et celle, très importante et délicate, de la tactique une distinction formelle disant que la théorie, le but final, les principes et le programme du parti sont obligatoires pour tous les militants et toutes les sections de l'Internationale, tandis que les directives tactiques sont facultatives, chacun pouvant avoir un avis différent en la matière et proposer différentes solutions. Ce serait pécher par simplisme et une telle erreur nous entraînerait à une fausse manière de poser la question de l'organisation, autre catégorie fondamentale du parti communiste.

La doctrine historique du marxisme (avec lequel le léninisme ne fait qu'un) s'opposant de façon fondamentale et vitale à l'opportunisme petit-bourgeois, qu'il soit anarchiste-immédiatiste ou révisionniste-social-démocrate, l'organisation communiste est fondée sur la *discipline* et la *centralisation*. Ce sont elles qui permettent l'*unité d'action* sans laquelle l'unité de doctrine et de pensée perdrait tout sens pour nous, matérialistes. *Le parti est l'organisme au sein duquel la liberté d'opinion et d'action n'a pas cours*. Une telle liberté subjective et personnelle contredit notre but historique, c'est-à-dire n'existe pas dans la société communiste où le problème de la victoire sur la nécessité se pose historiquement pour la première fois, précisément parce qu'il n'y a plus pour sujet la personne, mais l'espèce. Par conséquent, la liberté tactique n'existe ni pour les militants par rapport à la section, ni pour les sections par rapport au parti, ni pour les partis par rapport à l'Internationale.

C'est pourquoi les solutions tactiques ne sont ni locales (il n'est même pas pensable qu'elles soient individuelles), *ni même nationales* ; même au cas où elles ne seraient pas uniformes pour toute l'Internationale, elles devraient *toujours* émaner du centre mondial. Le contraire de cette position marxiste est l'autonomisme. Ce terme odieux sert à désigner le principe selon lequel chaque section décide de sa propre ligne d'action et la met en pratique, ce privilège s'étendant à d'autres groupes, comme par exemple les parlementaires, et aux partis membres de l'Internationale, digne pendant de la règle bourgeoise hypocrite qui interdit l'im-mixtion « dans les affaires intérieures » de chaque pays. « Les socialistes ne font pas de politique extérieure » disait l'Internationale ancien style, prenant pour devise une formule vide. L'Internationale authentiquement marxiste-léniniste de 1919 proclama au contraire : les communistes ne font pas de politique intérieure !

Ce qui distingue le domaine tactique des autres n'est donc pas que chacun peut y faire ce qu'il veut. Pour nous, matérialistes, c'est au contraire sur le terrain de l'action, précisément, que naît la possibilité d'une unité de mouvement, l'unité d'opinions ne venant qu'ensuite. La différence est donc tout autre. Une question est tactique quand il existe non pas une seule, mais plusieurs et au moins deux façons de la résoudre

sans rompre avec la théorie, le but final, les principes et le programme du parti. Mais l'appréciation et le choix incombent au centre, c'est-à-dire à l'organe du parti dont la base territoriale est la plus large. Avant que la canaille opportuniste ne prenne sa revanche, cette base était le monde entier, et nous ne nous attarderons pas ici à discuter des ignobles structures actuelles, polyarchies, oligarchies et, pis que tout, sommets.

Cette thèse ne peut prendre la forme d'un code personnel disant que celui qui n'est pas d'accord avec la doctrine, les principes et le programme du parti en est exclu, mais que celui qui n'est pas d'accord avec sa tactique peut y rester. Cela reviendrait en effet à dire que le parti a bien une doctrine, des principes et un programme, mais qu'il n'a pas de tactique, et qu'il se la fabrique selon les circonstances, les individus et les groupes ne pouvant pas faire ce qu'ils veulent, mais devant par contre accepter et appliquer n'importe quelle tactique dès le moment où le centre l'a décidée. Cela reviendrait à dire que la tactique est secrète, chose aussi insensée que de prétendre qu'elle est libre. Certains s'écrieront peut-être que nous exposons ici la conception que la Gauche italienne a toujours eue de la tactique (exposée par exemple dans les *Thèses de Rome*), mais que, précisément, ce n'était pas celle de Lénine. La preuve que c'est faux, c'est qu'il a accepté la 21^e condition proposée par elle : « Doivent être exclus du parti les membres qui repoussent par principe les conditions et les thèses de l'Internationale communiste ».

Cette formulation montre bien que le caractère obligatoire (termes que l'on trouve souvent chez Lénine lui-même) des principes et du programme s'étend à toutes les thèses et jusqu'aux conditions d'admission de 1920. Or ces textes historiques contiennent, outre des énonciations théoriques, principiellles et programmatiques, des solutions, indications et directives *proprement tactiques*. La constitution de la Troisième Internationale entre le désastreux 1914 et les années 1919-20 fut une opération éminemment pratique (« concrète » dit plus volontiers l'opportunisme) : il s'agissait de trancher dans la chair de la vieille Internationale déchue et de ses sections nationales pour en tirer la nouvelle formation révolutionnaire. Une opération historique aussi grandiose ne pouvait être laissée à des initiatives locales, ou pire, abandonnée aux caprices de partisans de l'« autonomie ». Elle devait être dirigée selon *des normes générales valables pour l'Europe et le monde*, et les communistes leur devaient la même obéissance qu'à la doctrine du parti qui, énoncée dès 1847, constitue aujourd'hui encore notre « table de la loi », même si ces normes, liées au tournant historique de 1914-20, étaient transitoires.

C'est pourquoi Moscou, c'est-à-dire le prolétariat révolutionnaire mondial, ne se contenta pas de restaurer la théorie et les principes, mais dirigea aussi cette sélection qui se déroulait dans un grand nombre de pays et contre toutes sortes de traitres opportunistes, dont elle provoquait les protestations venimeuses. De partout, des voix douteuses s'élevèrent qui, sous le prétexte spécieux d'aspects particuliers, de conditions originales propres à tel ou tel pays, réclamaient, comme toujours, que

des exceptions soient faites, mais les questions furent tranchées sans hésitation, selon une méthode unique établie par le centre.

Nous reprendrons le sujet sous un autre aspect un peu plus loin, mais il est trop important pour que nous ne nous y arrêtions pas un instant ici. Les *Statuts* adoptés au II^e Congrès de l'I.C. confirment les positions de *principe* établissant en même temps les *normes d'action et d'organisation*. Les *conditions d'admission* concernent à la fois les principes, la tactique, ainsi que l'organisation ; certaines définissent l'activité à mener dans les syndicats, dans l'armée, dans les colonies, etc., et le travail illégal et clandestin. Les *Thèses sur les tâches fondamentales de l'I.C.* et sur *Le rôle du Parti communiste dans la révolution prolétarienne* complètent la formulation des *points généraux de principe* par un tableau de l'état de la lutte pour la dictature dans le monde entier, mais particulièrement en Europe, et par des *normes précises pour l'action dans les principaux pays*. Les *Thèses sur les syndicats et les conseils d'usine* semblent de nature purement « tactique », dans la mesure où elles concernent des secteurs particuliers de l'action du parti ; en réalité elles sont *en liaison tout à fait étroite* avec les questions de doctrine et de principe. Elles font aux communistes une obligation de travailler *partout où il y a des ouvriers organisés* sur le terrain économique, et critiquent la vision immédiatiste et réformiste de ces tâches. Une thèse classique ajoutée par Lénine et que les ordinovistes n'ont jamais pu digérer (la thèse 5 du § II) affirme que les conseils d'usine ne peuvent en aucun cas remplacer les syndicats (et à plus forte raison le parti) et que notre tâche est de « soumettre, en fait, syndicats et conseils au parti communiste » (thèse 6, § II).

Les Thèses sur la question nationale et coloniale, qui suscitèrent un fécond débat de principe contre des éléments centristes, résolvent une grande question historique : le sujet est sans doute tactique, mais ces thèses montrent aussi que *la tactique n'est pas autonome, mais repose sur les principes*. Le débat sur *la question du parlementarisme* amena à cette conclusion que nous nous appuyons tous sur le principe du sabotage et de la destruction du parlement, magnifiquement développé dans les *Thèses* et dans leur préambule. Quant à savoir s'il fallait le détruire seulement de l'extérieur, ou également de l'intérieur, c'était là une question *tactique*. Seule l'histoire pouvait dire si la solution juste était l'abstentionnisme ou le « parlementarisme révolutionnaire », même si, dès cette époque, Boukharine ne réussit jamais à nous donner un seul exemple prouvant que le bilan de ce dernier n'était pas tout à fait négatif. Mais *dans un cas comme dans l'autre*, la solution adoptée reposait fermement sur des points de doctrine *indiscutés et indiscutables*. Tout comme les thèses sur la question nationale et coloniale, les *Thèses sur la question agraire* étaient des résolutions concernant directement *l'action pratique*, mais elles furent prises après un débat portant sur les *principes* et elles se fondent sur eux.

Il est donc bien clair que *cet ensemble de normes* qu'il fallait accepter pour pouvoir adhérer à l'I.C. embrasse tout l'éventail des questions autour

desquelles tourne toute la vie du parti, son travail théorique, son activité pratique, et qu'il donne au parti de cette époque historique une ligne tactique qui doit être respectée en tous lieux et dans tous les pays. Ces décisions se sont immédiatement reflétées dans le processus de formation des partis communistes et par là-même dans la lutte du prolétariat. Le bilan historique qu'on peut tirer aujourd'hui permet de dire si, dans les différents cas, la tactique choisie a été bonne ou mauvaise, mais il ne permet en aucun cas de nier que le parti révolutionnaire doit avoir une tactique *unique et constante* et qu'elle ne doit être ni secrète, ni considérée comme une chose secondaire.

Il est donc établi que : 1) *pour Lénine comme pour nous, une tactique qui ne serait pas liée aux principes est tout simplement inconcevable* : tactique et principes « forment un tout » (comme le disait « Il Soviet » du 4-1-1920) en ce sens qu'ils sont *inséparables* ; 2) établir les *lignes maîtresses* de la tactique est une *tâche centrale* du mouvement communiste (pour Lénine comme pour nous, il était par définition mondial et il ne pouvait en exister qu'un seul dans le monde entier) et non une tâche périphérique et locale. Si *dans ce cadre* (que les théoriciens actuels du polycentrisme trouveraient intolérablement étouffant), la tactique de Lénine a été d'une souplesse admirable, dans ce sens qu'il a toujours été attentif aux rapports de forces (véritable nœud de la question tactique), qu'il en a toujours donné une appréciation sûre et lucide, *ce ne fut jamais au mépris ou même seulement au détriment des principes, et en antithèse avec eux.*

Les divergences entre les bolcheviks et nous ne viennent donc pas de là. Nous pensions que rester l'œil fixé sur la boussole des principes tout en naviguant dans la rude mer des contingences, reconnaître par-delà les tournants brusques, les tourbillons, par-delà l'« imprévisible » comme on dit trop souvent, le déroulement historique prévu, et les affronter avec les moyens décidés à l'avance était fort bien, mais que cela ne résolvait la question générale de la tactique ni dans l'immédiat, les partis communistes manquant de maturité ou étant de formation trop récente, ni à plus longue échéance, parce que cela revenait à s'en remettre à l'indiscutable capacité d'un chef ou d'un état-major formé à son école [*qui ne seraient pas éternels*]. Par malheur, les bolcheviks n'ont pas compris notre insistance sur ce point.

La question que pose la tactique est précisément d'harmoniser les actions locales et temporelles avec la *stratégie générale*, et tout en se servant de moyens variables, de ne jamais entrer en contradiction avec les objectifs finaux de la lutte. C'est certainement la question la plus ardue que le parti de la révolution communiste ait à résoudre, mais ce n'est pas en la laissant ouverte qu'on la rend plus facile, car cela revient à en abandonner la solution à des chefs de premier ou second plan, comme si on ne sait quel entraînement les avait à tout jamais immunisés contre les pires déviations.

L'usage de termes militaires comme stratégie et tactique ne doit pas induire en erreur : le parti n'est pas une armée dont on peut manœuvrer à volonté les soldats en les dotant de canons identiques à ceux de l'adversaire et en choisissant un terrain lui aussi plus ou moins semblable pour y développer la manœuvre tactique. Dans le domaine de la politique révolutionnaire, les armes employées ne sont pas *neutres* et on ne peut utiliser sans danger les mêmes que l'adversaire. Leur maniement influe en effet sur les militants qui en usent et le terrain choisi n'est pas non plus indifférent, puisqu'il s'agit de gagner la bataille. Ici, au contraire, l'« armée » doit opérer avec ses armes *propres*, sous peine de finir par changer de drapeau, même en cas de victoire. Elle doit choisir son terrain non seulement pour battre l'adversaire, peu importe comment (ce ne serait de toute façon qu'une partie de la victoire finale), mais pour le battre *d'une certaine façon* et surtout pour sortir du combat sans avoir rien abandonné de ses armes théoriques, programmatiques et organisationnelles et en ayant au contraire conquis une influence réelle sur d'autres facteurs de la lutte tels que les fractions hésitantes de la classe ouvrière et même d'autres classes ou demi-classes, les secteurs réputés « neutres », etc.

Nous ignorions si peu l'incidence de toutes ces variables que nous avons essayé de les systématiser organiquement dans les *Thèses de Rome* de 1922, en nous préoccupant surtout (ce qui prouve que nous n'avons jamais théorisé l'impatience ni l'offensive à *tout* prix) des situations où l'on prépare péniblement l'attaque, plutôt que de celles, *relativement faciles*, où on la déclenche. Depuis lors rien n'a jamais pu nous convaincre qu'une systématisation des problèmes tactiques n'était pas possible ou ne l'était qu'au détriment de la rapidité et de la souplesse dans la manœuvre. Tout nous a au contraire renforcés dans la conviction opposée, et dans l'idée qu'un parti qui, du fait de sa théorie, de ses buts, de ses principes spécifiques, est *fermé* par définition, ne peut ni ne doit être *ouvert* dans leur application pratique, parce qu'une telle « ouverture » le conduirait nécessairement à l'*indifférence* à l'égard de ses propres postulats et qu'alors aucune mesure d'organisation (comme par exemple la fameuse bolchevisation de l'I.C.) ne pourrait plus le protéger de la dégénérescence.

Nous allons donner un exemple « concret » du fait que nous n'avons jamais été partisans de ces « sauts dans le vide », de ces putschs que Lénine avait les meilleures raisons de craindre de la part de certains partis jeunes et inexpérimentés de l'Occident. En réponse à ceux qui, prenant prétexte de la retraite précipitée du K.P.D. après l'aventure de Kapp, louaient le Parti Socialiste italien de « ne pas céder à des impatiences qui risqueraient de conduire à des actions prématurées condamnées à échouer et par conséquent à consolider la conservation bourgeoise », nous écrivions : « Nous n'avons aucune hâte ni aucune impatience, car nous savons qu'aucune révolution n'a été ni ne sera jamais faite par la volonté d'individus ou de groupes, et que d'autre part quand le processus de désagrégation de l'ancien ordre de choses aura mûri sous l'action dissolvante de

ses propres forces internes, aucune « prudence » ne pourra plus empêcher la révolution ». (1)

Nous étions (et sommes) si peu des fanatiques de la « tour d'ivoire » que nous souscrivions à l'affirmation du parti communiste allemand quand il disait que ce qui avait manqué en 1920, c'était la « condition indispensable » de la dictature prolétarienne, c'est-à-dire « un puissant parti communiste soutenu par la conscience révolutionnaire de la population laborieuse », sans toutefois approuver l' « opposition loyale » à un « gouvernement ouvrier » (voir plus loin). D'ailleurs pourquoi donc, un an plus tard, et sans attendre les ordres de Moscou, nous serions-nous battus précisément pour le *front unique syndical* en Italie ? Nous étions si éloignés de mépriser stupidement les moyens d'action légaux que l'adversaire est parfois obligé de nous laisser, que tout en repoussant la participation aux élections et au parlement, nous demandions qu'on use néanmoins de tous les moyens et de toutes les formes de propagande permis et avant tout des réunions électorales pour expliquer les raisons de l'abstentionnisme et démontrer son efficacité politique. De même, nous étions si éloignés de l'amateurisme barricadier des maximalistes ou de certains parlementaires pseudo-communistes convertis sur le chemin de Damas-Moscou, que, appelés à diriger le P.C. d'Italie au cours de ses deux premières années de vie, nous avons été *les seuls*, en Occident, à organiser un appareil illégal à toute épreuve, comme en a témoigné, entre autres très rares éloges, la droite de Tasca et Graziadei, vestales de la « souplesse » de singe, en opposition à notre rigidité d'éléphant (2). Le problème pour nous était (et est encore) de fixer une *limite* — et un parti international doit savoir la tracer de façon nette — *au-delà de laquelle* la manœuvre, de moyen utile et indispensable, se change en moyen inutile et nuisible, l'horreur du putschisme devenant, comme dans le K.P.D. de 1920, **légalisme pacifiste** ; le **parlementarisme révolutionnaire** se transformant, comme dans le P.C.F., en crétinisme parlementaire et la recherche légitime de l'influence sur les masses se dégradant en suivisme. Inversement, faute d'une telle limite, la juste conscience que le parti a de sa propre nature comme force d'attaque permanente contre la société bourgeoise se mue

(1) « Il Soviet » du 16-5-1920, en réponse au « Corriere Biellese ». Voir aussi les *Thèses de la Fraction communiste abstentionniste*.

(2) *Schéma de thèses de la « minorité » du C.C. du P.C. d'Italie* en vue de la Conférence nationale de Côme, dans « *Lo Stato operaio* », II, n° 6, 15-5-1924, point 30. C'est sous les traits d'un singe et d'un éléphant que Boukharine avait coutume de représenter, dans les croquis qu'il faisait aux séances de l'Exécutif de l'Internationale, d'une part la position de Graziadei qui, en ce sens du moins, était considérée comme la plus « bolchevique », et d'autre part celle de Bordiga et de la Gauche « italienne ».

en un aventurisme stupide, en un refus de toute retraite stratégique ou tactique et même de tout temps d'arrêt, comme dans le K.P.D. de 1921 (1).

Bref, le problème est de fixer *la limite au-delà de laquelle on expose le mouvement à la ruine*. Bien entendu, dans la guerre et dans la guerre civile, on court nécessairement des risques, mais on ne les court pas comme dans les jeux de hasard : l'art de la guerre consiste précisément à savoir par avance jusqu'où il est permis de risquer. A la différence de l'armée, toutefois, le parti révolutionnaire ne doit pas seulement savoir où est la limite, mais dire clairement à tous ses membres où l'organisation l'a fixée.

Il est vrai que le II^e Congrès (et à plus forte raison les congrès ultérieurs, dans la mesure où la tactique de plus en plus fluctuante de l'I.C. le rendait nécessaire) donna à l'Exécutif les pleins pouvoirs pour intervenir en cas de déviation ou même seulement d'application insuffisante des conditions d'admission qui, même si nous les jugions trop lâches, étaient suffisamment rigides pour provoquer l'indignation d'une foule de socialistes. Mais le problème n'était pas résolu pour autant, car le centre dirigeant n'est pas plus à l'abri des déviations que la base, ou plutôt, il est uniquement à condition d'être *lui-même* lié par un ensemble de normes

(1) Nous disons bien *du K.P.D.* Après la démission de Lévi de la direction de ce parti en février 1921 (il sera exclu du parti lui-même en avril de la même année), le cours « légaliste » de la section allemande de l'I.C. a fait place à un cours « aventuriste ». Bela Kun (*peut-être* envoyé en Allemagne par l'Exécutif) insiste sur le fait qu'il est nécessaire que « les dirigeants allemands comprennent enfin que leur parti est en mesure de modifier le rapport des forces par une intervention active et qu'il est par conséquent de son devoir de peser sur la lutte des classes » (P. Broué, *Révolution en Allemagne*, ch. 25, l'Action de Mars, p. 477). Brandler lui-même estime qu'il y a 90 % de chances pour qu'on en arrive à des conflits armés (entre les bourgeoisies allemande et polonaise) » et que seule « la révolution peut faire tourner les choses autrement ». Paul Frölich renchérit : « Nous devons par notre activité, tout faire pour que se produise une rupture (entre l'Entente et l'Allemagne) au besoin par une provocation (...) Ce que la Centrale propose maintenant, c'est la rupture complète avec le passé » (...) « jusqu'à maintenant, nous avions attendu et maintenant nous prenons l'initiative, nous forçons la révolution (souligné par nous) » (ibidem, p. 479 et 480). A Mansfeld, un dirigeant du K.P.D. se rallie à l'action du kaapédiste Max Hoelz. Entre les « deux » partis « communistes » (le K.A.A.P.D. a été admis dans l'I.C. comme parti « sympathisant » en novembre 1920), un accord a été conclu à Berlin sous l'égide de Bela Kun. Le K.P.D. tente d'organiser la grève générale à Hambourg, en Saxe prussienne, dans la Ruhr et participe aux actions armées de l'Allemagne centrale. Mais le gros de la classe ouvrière allemande n'a pas suivi, et le K.P.D. lui-même a été très déchiré (ibidem). Tout cela prouve en tout cas, outre la nécessité de ne pas abandonner la tactique à des improvisations du moment, la stupidité de la légende « gauchiste » qui veut que la section allemande de l'I.C. ait été un parti purement légaliste, gradualiste et opportuniste et que tous les « vrais révolutionnaires » (?) aient été contraints par... Moscou à se réfugier dans le K.A.P.D.

stables et impersonnelles, reconnues par tout le parti, et auxquelles, du haut en bas de la pyramide, tous ceux qui sont investis d'une fonction, toutes les autorités se conforment. C'est seulement alors qu'il ne peut plus y avoir *diversité de mouvements* entre sommet et base, parce qu'il n'y a plus de hasard ou d'imprévu ni pour l'un ni pour l'autre. Et c'est seulement alors aussi que disparaît tout danger d'arbitraire, pour reprendre aux éternels ennemis des « chefs » un terme qui leur est cher.

Fixer cette *limite tactique*, c'est *codifier* non pas tant ce qu'il faut faire, que ce qu'on *ne peut pas faire sans porter un grave préjudice à l'unité et à l'homogénéité doctrinales, programmatiques et organisationnelles du parti*, aussi grand que puisse être le chef que l'histoire lui aura donné (mais des Lénine, il y en a un une fois seulement tous les cent ans, dit un jour Zinoviev). Nous admettons sans difficulté qu'un seul homme, s'il le faut, détienne toute l'autorité. Mais cela ne change rien au fait que le centralisme n'est pas *une condition suffisante* de l'unité et de l'homogénéité du parti, s'il en est *une condition nécessaire*. Si elles font défaut, aucune « consultation démocratique » ne pourra jamais y remédier. Pour qu'elles existent, il faut que le centre et la base possèdent un critère unique d'orientation que le premier soit tenu d'appliquer et que la seconde n'a aucune raison de repousser, dès le moment où son acceptation fait partie des conditions d'admission.

C'est dans ce sens que nous avons toujours critiqué le « centralisme démocratique » et réclamé un « centralisme organique ».

Veut-on une confirmation pratique ? En 1920, nos doutes auraient pu à bon droit être passés sous silence devant la « garantie » que constituait l'état-major éprouvé et efficace des bolcheviks. Si nous les avons néanmoins exprimés à plusieurs reprises, au risque de passer pour des oiseaux de mauvais augure, c'est qu'en bons matérialistes et en bons dialecticiens, nous pensions plus à l'avenir qu'au présent, et que l'avenir pouvait aussi bien recéler notre défaite que notre victoire, avec tous les risques d'écrasement et, pire encore, de débandade de l'état-major que cela comportait. Or si, comme nous l'avons dit, il est possible dans tous les domaines de surmonter l'inconvénient certain que constitue la défaite et la disparition d'un état-major, c'est à la condition que subsistent d'autres forces, plus grandes, plus décisives. C'est ce qui ne s'est malheureusement pas produit lors de la défaite de l'état-major bolchevik. En partie pour des raisons objectives, mais aussi à force d'appliquer des tactiques de plus en plus détachées des principes, le parti mondial a, en quelques années, perdu toute physionomie révolutionnaire. Dans sa dégringolade, il n'a même pas laissé la moindre amarre à laquelle au moins un petit groupe de militants vieux ou jeunes aurait pu s'accrocher pour remonter la pente : tel fut le prix d'une « élasticité » trop légèrement confondue avec la maudite « liberté tactique ».

La discussion du problème tactique qu'avait réclamée la Gauche italienne était donc bien de nature éminemment *pratique*. Les résultats

qu'elle avait redoutés se sont donc bel et bien produits. Les tactiques dont elle ne voulait pas ont été expérimentées l'une après l'autre, et non seulement la limite qu'elle voulait voir fixée, mais toute espèce de limite ont été abolies. La théorie elle-même a été abandonnée, le but final complètement altéré, le programme falsifié, les principes abjurés, ce qui prouve que la « liberté tactique » entraîne nécessairement la liberté tout court, cette liberté de « s'affranchir » de tout ce qui fait le parti révolutionnaire fustigée par Lénine dès les premières pages de *Que Faire ?* Cela, nous ne l'avions que trop prévu. (1)

La conclusion, c'est précisément Lénine qui nous la fournira, lui qui parlait dans le N° 4 de l'*Iskra* de « ce plan *systématique* d'action, éclairé par des principes fixes et rigoureusement appliqué, qui seul mérite le nom de tactique » (2). La tactique comme « plan systématique », éclairé par des principes fixes » et appliqué avec rigueur, qu'est-ce donc sinon le contraire même de la tactique « élastique », de la « liberté de mouvement » ? C'est bien ce que nous voulions démontrer.

8) Une ignoble légende : l' « opportunisme » léniniste.

C'est devenu aujourd'hui une mode de décréter avec une morgue professorale et satisfaite qu'en 1920, l'Internationale communiste était devenue la proie de l'opportunisme ; de prétendre en trouver la preuve précisément dans ses déviations tactiques, reflet, dit-on, d'une déviation de principe, et donc de déplorer que la Gauche italienne ait attendu 1926 pour rompre avec elle. Parallèlement, il est de bon ton dans certains milieux de revaloriser les tribunistes, conseillistes, kaapédistes et autres « marxistes européens » ou « occidentaux » (légende du « *Linkskommunismus* » ou communisme de gauche) qui auraient eu le mérite de voir tout de suite ce que nous aurions trop tardé à reconnaître, et d'avoir agi en conséquence en sortant du Komintern dès 1921.

Il faut dire avec la plus grande énergie que nous n'avons rien à « réviser » dans notre attitude de l'époque, pour la simple raison que l'Internationale était effectivement la *plus haute conquête* dont le mouve-

(1) N'est-il pas significatif que les pécheurs repentis qui avaient adhéré au parti communiste d'Italie à Livourne sans avoir encore assimilé *ni* la théorie, *ni* les principes, *ni* les buts, *ni* le programme de l'Internationale, dont ils subissaient la fascination quand elle était encore dans toute sa gloire, aient acquis une « stature internationale », comme on l'a dit de Gramsci et Togliatti, au fur et à mesure que le Komintern perdait la sienne ? C'est normal puisque c'est Moscou qui les avait poussés sur le devant de la scène et qu'ils ne pouvaient que se reconnaître eux-mêmes dans les directives d'un empirisme sans bornes qu'elle leur donnait.

(2) Cf. « Que faire », ch. II, c.

ment prolétarien communiste fût alors capable, l'unique prémisse d'acquisitions plus complètes à venir, et qu'elle le resta pendant quelques années encore. Cette prémisse était donnée par le fait qu'elle s'était fondée sur une restauration intégrale de la théorie, des principes et du programme communistes, et rien ne devait être négligé pour corriger ses insuffisances tactiques (qu'il aurait été anti-dialectique d'identifier *dans l'immédiat* avec des déviations de principe, sous le prétexte qu'elles en révélaient peut-être le début et pouvaient les engendrer à la longue), puisque la solide base théorique sur laquelle les bolcheviks se plaçaient rendait la chose possible.

Si les diverses « gauches » hollandaise, allemande ou autres avaient vraiment représenté un « marxisme européen », elles se seraient donc donné pour tâche d'opposer aux tactiques douteuses et aux méthodes d'organisation discutables de l'I.C. la digue de principes solidement enracinés dans la théorie, et d'apporter à la direction russe l'aide de propositions tactiques rigoureusement déduites des principes. En réalité, ces « gauches » qui ont rompu avec l'I.C. en 1921-22 traînaient derrière elles le fardeau d'idéologies *non-marxistes* et ce sont des critères de type anarchiste, anarcho-syndicaliste et ouvriériste qui leur ont fait condamner l'« opportunisme » du Comintern, alors que le marxisme condamne tout aussi justement les critères en question. Certes, dès 1920, la Gauche italienne a dénoncé elle aussi le *danger* « de droite », mais c'est une chose d'avertir d'un danger quelqu'un qu'on juge de taille à le surmonter, ou de jouer le rôle d'anti-corps dans un organisme sain, et c'en est une toute autre que de crier au sauve-qui-peut et de prétendre que cet organisme est incurablement malade. Une organisation révolutionnaire risque *toujours* de rechuter dans le vieil opportunisme, mais tant qu'elle reste révolutionnaire, pour conjurer ce péril, on lutte en son sein et non pas au dehors, car de deux choses l'une : ou bien elle possède dans ses propres rangs les conditions du relèvement, ou bien, comme ces conditions n'existent nulle part ailleurs, tout un cycle d'expériences négatives est nécessaire pour que la marche en avant puisse reprendre, non d'ailleurs parce que des individus ou des groupes l'auront voulu, mais en vertu de déterminations objectives. Voilà pourquoi la Gauche italienne s'est opposée à toute impatience devant des décisions qu'elle jugeait pourtant insuffisantes ou regrettables ; voilà pourquoi elle a préconisé un travail patient, tenace, infatigable pour amener le parti mondial de la révolution dans la voie juste. Elle était en effet bien persuadée d'une chose : ou bien les communistes de l'Occident super-capitaliste aideraient l'Internationale à regarder le danger en face avec une confiance sereine dans sa propre force, ou bien rien ne pourrait empêcher le désastre tant redouté. Or le mouvement communiste d'Occident n'apporta aucune aide aux bolcheviks. Au contraire, il introduisit dans l'aire de la glorieuse révolution d'Octobre sa propre instabilité, sa propre immaturité, sa propre myopie, tout en la jugeant avec une morgue professorale. C'est que ce mouvement ou bien perpétuait la tradition de la II^e Internationale, présentant la même inertie historique qu'elle, ou bien donnait dans un faux extrémisme,

tels ces groupes atteints de démocratisme aigu qui finirent tôt ou tard par se réfugier sous l'aile de la social-démocratie, après avoir joué les matamores du « marxisme européen » et rompu avec l'Internationale « dégénérée » de... 1920-21.

Le danger existait, mais il était tapi dans l'Europe pleinement bourgeoise et capitaliste, dans ses traditions démocratiques profondément enracinées, dans sa conversion précipitée à la mode du jour qui n'entamait en rien sa fidélité foncière à la vieille pratique, bref, dans son retard à emprunter la voie dans laquelle les bolcheviks s'étaient engagés les *premiers*, tout en sachant qu'ils se retrouveraient au dernier rang, dès que la révolution aurait gagné les pays avancés. S'il existait un opportunisme larvé dans l'I.C., nul n'était donc moins en droit de le reprocher aux bolcheviks que cet Occident incapable de régler ses propres affaires, de retourner à un marxisme digne de ce nom et de se présenter devant les magnifiques bolcheviks russes et leur prolétariat héroïque avec une physionomie nouvelle. Ce qu'il faut comprendre une fois pour toutes, c'est que dans son audace, le parti bolchevik avait *tout* misé sur le mouvement prolétarien et communiste d'Europe centrale et occidentale, et que ce dernier lui refusa l'aide qui était pour lui une question de vie ou de mort, puisque non seulement il ne réussit pas à faire la révolution, mais qu'il ne s'y prépara même pas ; c'est aussi que le temps avait passé aussi vite en Russie qu'il coulait lentement à l'Ouest ; et s'il était risqué de courir, comme le fit Moscou, derrière la gauche du Parti indépendant qui n'était qu'un fantôme ; si le K.P.D., sur lequel Moscou s'appuyait, saigné à blanc dès sa constitution, puis oscillant entre les deux extrêmes du légalisme et de l'aventurisme échevelé, n'était guère plus orthodoxe ni donc plus solide, que pouvait-on attendre de plus et de mieux d'un K.A.P.D. foncièrement anti-marxiste ?

Souvent, et surtout à l'égard de la Gauche communiste italienne, le jugement des bolcheviks, Lénine y compris, a été obscurci par leur légitime méfiance devant la résurgence de courants pré-, extra-, ou anti-marxistes dans toute l'Europe, et par le soupçon que le « gauchisme » dissimulât de vieilles déviations incompatibles avec une saine vision révolutionnaire. S'il y eut malentendu, du moins en ce qui concerne la Gauche italienne, ce n'est pas sur les hommes de la « citadelle assiégée » qu'il faut en faire retomber la faute ; c'est sur les hommes de cette Europe qui aurait dû être le cœur de la révolution internationale et qui restait prisonnière d'un mélange de vieux droitisme et de faux gauchisme, sur tous ces personnages butés et impertinents dont la présence dans l'I.C. vicia tous les débats, faussa tous les jugements, figea les bolcheviks dans leur erreur d'appréciation, qu'ils étaient pourtant de taille à corriger, et exaspéra leur sensation d'isolement sans espoir, alors qu'ils luttèrent de toutes leurs forces pour en sortir.

Les historiens qui se veulent objectifs ne comprendront sans doute jamais la complexité de cette situation, due au retard politique effroyable du mouvement ouvrier européen, qui rendit aussi impossible aux

bolcheviks de voir clair qu'à nous de leur ouvrir les yeux. Si en Occident, où les conditions matérielles du passage au socialisme existaient, la révolution marquait le pas, ce n'était tout de même pas la faute des bolcheviks, qui ne l'ont tout de même pas trahie avant qu'elle n'éclate ! Voilà ce qu'il faut répliquer aux doctes professeurs d'aujourd'hui, et que Rosa Luxembourg disait déjà à la fin d'une trop célèbre brochure sur « la Révolution russe » dans sa défense vibrante des *seuls* chez qui se soient trouvés « tout l'honneur révolutionnaire et la capacité d'action qui ont manqué à la démocratie socialiste en Occident », des *seuls* qui aient osé « conquérir le pouvoir et poser dans la pratique le problème de la réalisation du socialisme ».

La question doit être posée sur un autre plan. Lénine et les bolcheviks avaient alors un vaste dessein qui était de se servir de forces retardataires sur la scène mondiale de la lutte de classe comme ils avaient réussi à le faire en Russie. Ils ne comptaient pas pour cela sur la basse cuisine diplomatique qui triomphera pendant les « années de misère » du Comintern. Ils comptaient que les terribles sursauts de l'immédiat après-guerre se termineraient par une offensive des masses ouvrières, croyant l'explosion finale plus proche qu'elle n'était en réalité. Ils espéraient que la conjonction du généreux élan prolétarien et de la rigueur théorique, de la clarté programmatique, de la solidité organisationnelle *du centre* de l'Internationale communiste aurait raison de tous les obstacles. Les masses restèrent effectivement sur la brèche pendant plusieurs années, mais dans leur perspective, les bolcheviks avaient sous-estimé la capacité de résistance de la démocratie et son attrait sur ces masses. La Gauche italienne ne cacha pas ses réserves, car elle savait qu'en un siècle, la démocratie s'était non seulement aguerrie, mais qu'elle avait appris à manœuvrer, à corrompre, à s'adapter à la pression ennemie pour attirer à elle et paralyser au moins une couche de la classe opprimée, et en tout cas, le plus clair de son état-major politique. Pourtant, jamais il ne vint à l'esprit de la Gauche l'idée de qualifier cette perspective d'« opportuniste », de faire à si bon marché un procès aux bolcheviks. Leur dessein pouvait réussir : *théoriquement, rien de l'interdisait*. Seulement, il ne laissait *aucune autre possibilité* que le succès immédiat : il suffisait qu'une des deux variables sur lesquelles il tablait soit éliminée, c'est-à-dire que l'offensive prolétarienne escomptée n'ait pas lieu, pour qu'il échoue. Mais alors, le communisme ne perdait pas seulement la partie dans l'immédiat : c'est son avenir même qui se trouvait compromis.

La Gauche italienne appréciait plus exactement les rapports de forces ; aussi sa voie était-elle longue et dépourvue de promesses enivrantes, d'espoirs à brève échéance ; en revanche, elle était plus sûre, parce que c'était la voie classique du parti marxiste (et tout spécialement des bolcheviks), condition subjective de la lutte finale. Cet ennemi implanté dans la classe ouvrière elle-même, nous savions bien que nous ne pouvions pas le vaincre par la ruse ou par de petites attaques de flanc, mais uniquement par une grande offensive frontale, et que faute de le

vaincre, nous nous retrouverions écrasés sous son talon de fer. Comme le prouvent les textes cités en appendice, c'est dans cette conviction que nous avons étudié la situation de l'Europe et ses perspectives, ainsi que les meilleurs moyens de les affronter, et c'est là-dessus que les bolcheviks et nous avons été en désaccord. Mais il s'agissait d'une divergence *entre camarades engagés dans la même lutte*, et tant qu'elle est restée limitée à des questions tactiques et, par surcroît, secondaires, nous n'avons jamais refusé la discipline ni rompu avec l'organisation. Nous y reviendrons longuement, car il faut bien connaître la situation ambiguë dans laquelle se trouvait alors le mouvement ouvrier international pour comprendre aussi bien la grandeur du Second Congrès, qui fut le véritable congrès constitutif de l'Internationale communiste, que ses incertitudes et ses contradictions.

9) Le jeu infâme des Indépendants en Allemagne.

Dès la reprise de ses publications en janvier (1), l'attention de « *Il Soviet* » se fixe beaucoup plus sur la scène européenne des luttes de classe et du mouvement communiste naissant que sur l'Italie elle-même.

Il porte un jugement tout à fait négatif sur les développements au sein ou en marge de la S.F.I.O. en France, et fait des réserves sur l'invitation adressée par la III^e Internationale à des groupes tels que les I.W.W. américains et les Shop Stewards anglais pour qu'ils entrent dans ses rangs. La Fraction communiste abstentionniste n'ignorait pas le potentiel révolutionnaire de ces organisations ouvrières, qui s'étaient magnifiquement battues avant et pendant la guerre contre l'opportunisme et le chauvinisme de l'A.F.L. aux Etats-Unis ou des Trade-Unions en Angleterre ; mais c'était pour elle un principe que seuls pouvaient adhérer à l'Internationale des partis *politiques* constitués sur une base marxiste, et non des organisations économiques uniquement caractérisées par leur composition prolétarienne ou par un élan de classe sincère, mais confus (2).

Certes, nous nous intéressions aux développements de la situation dans les aires latine et anglo-saxonne et dans le reste du monde, com-

(1) La publication du « *Soviet* » avait été suspendue le 20 octobre 1919, immédiatement après le congrès de Bologne pour permettre à la Fraction de se réorganiser. Du fait de difficultés financières imprévues, elle ne reprit que le 4 janvier 1920 (3^e année, N^o 1), puis se poursuivit régulièrement.

(2) Dans « *Les tendances au sein de la III^e Internationale* », « *Il Soviet* » du 23 mai 1920 écrivait : « Il est évident que l'Internationale est un organe politique et ne peut comprendre que des *partis politiques*. Les organisations économiques pourront former l'Internationale syndicale, déjà en voie de constitution, qui *adhère et est subordonnée* à l'Internationale politique ».

me en témoigne la rubrique internationale publiée dans chaque numéro de « *Il Soviet* », mais le véritable nœud de la situation se trouvait néanmoins à nos yeux en Allemagne et, plus généralement, en Europe centrale, non tellement à cause de sa contiguïté avec la Russie révolutionnaire que des tumultueux événements politiques et sociaux qu'elle avait connus à la fin de la guerre et qui faisaient d'elle l'épicentre de la crise mondiale du capitalisme et donc aussi de l'offensive prolétarienne attendue.

Dans cette aire d'Europe centrale, 1919 avait été une année de luttes ardentes qui s'étaient terminées de façon tragique sans que l'ardeur magnifique de la classe ouvrière fléchisse pour autant. Le gourdin social-démocrate s'était féroce­ment abattu sur ces combattants indomptables non seulement à Berlin et Munich, mais à Hambourg et à Brême, dans la Ruhr et en Saxe, à Vienne et à Budapest. Dans toute l'Europe, les noms de Noske et de Scheidemann étaient lancés comme des injures à la tête de la social-démocratie allemande auprès de laquelle l'état-major de Guillaume II et les magnats de la grande industrie avaient cherché et trouvé refuge, parce qu'elle était la seule force capable de freiner d'abord, puis d'écraser les ouvriers en grève et en rébellion.

Si la bourgeoisie allemande réussit à doubler facilement le « cap des tempêtes » pendant les derniers mois de 1918 et les premiers de 1919, ce ne fut pas grâce à sa propre capacité de contre-offensive, mais uniquement à la complicité de ce parti. Telle était la *fonction historique* de ce détachement de « lieutenants de la bourgeoisie » dans les rangs mêmes du prolétariat qu'est l'opportunisme, fort du soutien d'une aristocratie ouvrière qu'il exprimait politiquement et idéologiquement et dont il était l'organisation.

Le pire est pourtant que l'œuvre meurtrière de la social-démocratie s'est alors abritée (et cela se reproduira plus tard) derrière l'action sournoise et donc plus catastrophique encore de ce « centrisme » tant de fois dénoncé par Lénine pendant la guerre, et représenté par le parti de Kautsky et de Hilferding, de Hasse et de Dittmann, l'U.S.P.D. (*Unabhängige sozialdemokratische Partei Deutschlands*), ou comme on disait couramment alors, les *Indépendants*.

Aussi cyniques que les bourreaux social-démocrates, les professeurs « indépendants » pontifiaient sur les rives de la Spree ou du Danube, se distinguaient d'eux uniquement par le fait qu'ils cachaient ce cynisme derrière une phraséologie de classe ou même « révolutionnaire » visant à attirer les prolétaires qui s'étaient détournés avec indignation et horreur des « majoritaires », dans le seul but de les enfermer dans le filet de leur propre légalisme réformiste.

On sait aujourd'hui que toute l'histoire de l'U.S.P.D. a été déterminée par sa crainte d'un déplacement des masses ouvrières vers la gauche révolutionnaire et par son désir de le prévenir pour l'empêcher ou au moins le retarder. Les lettres de Kautsky à F. Adler révèlent claire-

ment comment le grand pont manœuvra pour faire pièce à la popularité croissante de ces « garnements de Karl et de Rosa » qui avaient pris parti contre l' « union sacrée » dans sa version allemande. En juin 1915, en effet, au lendemain des premières manifestations pour la paix, un groupe de députés sociaux-démocrates protesta, avec, bien entendu, tous les égards d'usage, contre la politique de « paix sociale » avec l'assentiment de la direction du parti, trop heureuse d'offrir cet exutoire à la mauvaise humeur qui couvait dans ses rangs. Pour écarter le danger d'une radicalisation de la « base », Kautsky aurait voulu que, dès août 1914, les députés socialistes demandent, en votant les crédits de guerre, que ceux-ci servent uniquement à des opérations de défense contre... le barbare agresseur, afin de garantir les chances d'une « paix juste ». En avril 1916, après la Conférence nationale de la Gauche organisée par les spartakistes (janvier 1916) et après la Conférence internationale de Kienthal (avril 1916) qui avait suivi celle de Zimmerwald (septembre 1915), les députés « rebelles » organisèrent au Reichstag un « collectif de travail » social-démocrate (*Sozialdemokratische Arbeitsgemeinschaft*) réclamant la cessation des hostilités puisque la... sécurité nationale était désormais assurée. En avril 1917, alors que R. Luxembourg était en prison depuis deux ans et K. Liebknecht depuis un an, alors qu'en Russie la première révolution avait déjà éclaté, l'aile « gauche » de la social-démocratie se constitua en parti autonome, l'U.S.P.D. précisément, au congrès de Gotha.

Son programme comportait la « paix entre les peuples, sans annexions directes ou déguisées », la limitation des armements et l'institution de juridictions d'arbitrage obligatoire. Il se terminait par un slogan vraiment professoral : « Le pain et le *savoir* pour tous ! La paix et la liberté pour tous les peuples ! » Le lendemain de l'abdication du Kaiser, alors que toute l'Allemagne était déjà en ébullition, Scheidemann crut voir devant lui le spectre horrible de la révolution bolchevique du balcon des Hohenzollern où il était monté pour haranguer l'immense foule rassemblée (c'est lui-même qui le raconte) et, sous le coup d'une brusque inspiration, il proclama la République, que ses camarades n'avait nullement voulue. Le même jour, c'est-à-dire deux semaines après avoir offert à Liebknecht de participer à la direction du parti, puis essayé de l'attirer dans une combinaison ministérielle, l'U.S.P.D. forma avec le S.P.D. (majoritaires) qu'il prétendait haïr, un gouvernement paritaire, appelé « Conseil des Commissaires du Peuple » et soi-disant élu par les conseils (Räte) de députés des ouvriers et des soldats qui s'étaient constitués partout selon l'exemple russe.

Bras dessus bras dessous, les deux partis complices assurent le passage indolore du régime de Guillaume à celui d'Ebert qui dura pendant cinq ans. Ils veillent à ce que le retour, puis la démobilisation des soldats se fassent pacifiquement, font tout pour éteindre les ardeurs « inconsidérées » des masses prolétariennes, soutiennent à bout de bras l'appareil bureaucratique et militaire en place, quitte à opérer quelques

changements au sommet, et en décembre 1918, ils poussent le congrès de décembre des Conseils d'ouvriers et de soldats (Räte) à décider l'organisation à bref délai d'élections à l'Assemblée nationale et le puissant Exécutif ouvrier de Berlin à se subordonner lui-même au « Conseil des Commissaires du Peuple » et à son cortège de généraux et de fonctionnaires de l'époque impériale. (1)

Mais le 29 décembre, l'U.S.P.D. prend prétexte du massacre de Noël (2) qui n'était pourtant pas pire que ceux dont il avait été antérieurement complice avec le S.P.D. pour retourner à l'opposition : comme par hasard, c'était la veille même de la fondation du parti communiste et des tragiques événements berlinois de janvier 1919.

L'U.S.P.D. retournera-t-il au gouvernement ? Evidemment non, car sa fonction consiste à empêcher la radicalisation *politique* des masses poussées à la lutte par des conditions de vie insupportables (3). La social-démocratie majoritaire étant discréditée, l'U.S.P.D. doit de toute

(1) Le communiqué diffusé le 10 novembre 1918 par les représentants des S.P.D. et de l'U.S.P.D. déclarait : « Le gouvernement est formé exclusivement de sociaux-démocrates qui ont tous les mêmes droits en tant que *délégués du peuple* (...) Le *pouvoir politique* réside dans les conseils des ouvriers et des soldats », dont le gouvernement n'était donc qu'un simple délégué. Mais grâce aux artisans de la « non-révolution » allemande, le congrès effectue une volte-face complète en votant le 18 décembre une motion qui proclame au contraire : « Le Congrès général des conseils des ouvriers et des soldats d'Allemagne, qui représente le pouvoir tout entier (!!!), transmet le *pouvoir législatif et exécutif* (donc tout le pouvoir) au Conseil des Commissaires du Peuple, tant que l'Assemblée constituante n'en aura pas décidé autrement ». Il ne reste au Conseil central qu'un pouvoir de... « surveillance parlementaire » sur le gouvernement.

(2) Il s'agit du célèbre conflit entre le gouvernement et la division de marine populaire (*Volksmarinedivision*) qui est cantonnée au château et au Marstall (écuries royales) et à laquelle les autorités refusent de verser la solde tant qu'elle n'aura pas réduit ses effectifs de 3.000 à 600. Ayant évacué le château le 23 décembre, les marins se rendent à la chancellerie pour réclamer leur solde, et ne trouvant pas Ebert, « ferment les portes, bloquent le central téléphonique et marchent sur la Kommandantur » ; « les forces de l'ordre » interviennent, et il y a trois morts et de nombreux blessés. La chancellerie est reprise, mais les marins se replient sur le Marstall avec des otages. Sous prétexte de délivrer ceux-ci, le Marstall est encerclé et bombardé pendant deux heures le 24 décembre au matin. « Le bruit de la canonnade a alerté les ouvriers berlinois qui se rassemblent dans les quartiers et marchent vers le centre » ... « en un clin d'œil le barrage est rompu et la foule se précipite en hurlant dans le dos des cavaliers de la Garde postés devant le Marstall » (citations de « Révolution en Allemagne » de P. Broué, Ed. de Minuit). Les officiers et le gouvernement sont contraints de céder.

(3) La division de marine, par exemple, s'était « jointe au défilé des spartakistes et de la Ligue des soldats rouges le 21 décembre » et c'est cette radicalisation qui détermina le gouvernement à la dissoudre.

urgence préparer une « alternative » (terme cher aux super-opportunistes d'aujourd'hui) qui ne soit pas le spartakisme. Voilà pourquoi l'U.S.P.D. se met à « jouer » à la révolution à Berlin, en janvier et en mars, et à Munich en avril, lui qui s'était fait le paladin de l'intégration des conseils (« Räte ») dans la constitution de Weimar, et donc de leur castration ; lui qui fournit des « économistes » et des « experts » comme Hilferding et Karl Korsch pour dresser ces plans de « socialisation » des mines et de l'industrie lourde avec lesquels on amusera les ouvriers pendant plus d'un an ; lui enfin dont les « théoriciens » pontifiants, Kautsky en tête, ont dénié la dictature bolchevique et condamné la terreur rouge !

Déclenchant des soulèvements pour les trahir aussitôt, que veut donc l'U.S.P.D., si ce n'est compromettre les généreux et trop naïfs Spartakistes ? Pour cela, il s'appuie sur les groupes armés des délégués révolutionnaires (*Revolutionäre Obleute*) comme en 1918, année cruciale, descendant de la chaire professorale et se mêlant aux ouvriers pour mieux en désamorcer les poussées subversives. Son programme de « réformes de structure » est à peine plus radical que celui des majoritaires, mais il l'enveloppe cyniquement dans un tissu de proclamations qui peuvent tromper les ouvriers par leur ressemblance extérieure avec celles de l'Octobre russe.

Il procède avec une habileté incontestable : lorsque la tension sociale est au plus haut point, il lance le mouvement, puis se place immédiatement sur la touche ; dans les moments de reflux, au contraire, il mobilise de grands pontes du « marxisme » pour fabriquer des thèses et des programmes susceptibles de concurrencer ceux du K.P.D. ou de l'I.C. A la différence du maximalisme italien qui maintint son emprise sur les masses grâce, essentiellement, à une rhétorique creuse et à des déclarations programmatiques éclectiques qui ne pouvaient que freiner la sélection d'une avant-garde révolutionnaire, le centrisme « indépendant » se livra à de savantes acrobaties doctrinales beaucoup plus efficaces, sans cesser d'être gradualiste, parlementariste et démocratique dans son action pratique. Et tandis que le spartakisme subissait les pires persécutions, il bénéficia d'une relative impunité, et put ainsi renforcer son contrôle sur les syndicats et par-dessus le marché son prestige parmi les électeurs. C'est ainsi qu'ayant obtenu 2.186.305 voix aux élections pour la Constituante en février 1919, contre 11.112.450 au S.P.D., il en récoltera 4.894.317 en juin 1920, contre 5.614.452 au P.P.D., le nombre de ses adhérents passant en même temps, de 100.000 environ à plus de 300.000.

Au Congrès extraordinaire des 2-6 mars 1919 à Berlin, l'U.S.P.D. avait fait une « déclaration programmatique » dans laquelle il prenait acte du fait que « en novembre 1918, les ouvriers et soldats révolutionnaires d'Allemagne ont conquis le pouvoir d'Etat (!!), mais n'ont pas consolidé leurs positions ni vaincu la domination de classe du capitalisme » et que « la lutte d'émancipation (du prolétariat) ne pouvant être menée que par le prolétariat lui-même et pas seulement (!) par les orga-

nisations existantes, il fallait aussi (!) une nouvelle organisation prolétarienne de combat » ; cette organisation était « le système des Conseils », qui « rassemble les masses ouvrières dans les entreprises en vue d'une action révolutionnaire, assure au prolétariat le droit à l'auto-gouvernement (!!) dans les usines, dans les communes et dans l'Etat, et réalise la transformation du système économique capitaliste en système socialiste ». Porte-drapeau prétendu du prolétariat révolutionnaire dans sa lutte d'émancipation, « l'U.S.P.D. se place sur le terrain du système des Conseils, les soutient dans leur lutte pour le pouvoir économique et politique, aspire à la dictature du prolétariat, représentant la grande majorité du peuple, comme à la condition nécessaire pour réaliser le socialisme qui seul conduira à la fin de toute domination de classe, à la suppression de toute dictature, à la véritable démocratie. Et « pour atteindre ce but (l'U.S.P.D.) se sert de tous les moyens de combat politiques et économiques, y compris les parlements ; il rejette les actes de violence désordonnés et inconsiderés ; son but n'est pas l'élimination des personnes, mais la suppression du système capitaliste ». Après quoi, la motion énumère tous les points d'un programme minimum de réformes, dont la toute première (et la seule réaliste) est « l'insertion du système des conseils dans la constitution allemande et la participation déterminante des conseils à la législation, à l'administration de l'Etat et des municipalités, et au fonctionnement des entreprises » qui signait leur condamnation à mort en tant qu' « organes révolutionnaires ». Quant aux autres points, ce n'était qu'une litanie de propositions en partie démagogiques, en partie radicales (du moins apparemment) et absolument compatibles pour la plupart avec un statu-quo à peine rafraîchi par les Kautsky-Hilferding.

Toutefois, c'est au congrès extraordinaire qui suivit et se tint du 30 novembre au 6 décembre 1919 à Leipzig que le comble de la mystification fut atteint. Le congrès approuva en effet un « programme d'action » développant les points cités ci-dessus qui se terminait par la déclaration suivante :

« La dictature du prolétariat est un moyen révolutionnaire pour l'abolition de toutes les classes et la suppression de toute domination de classe, pour la conquête de la démocratie socialiste (??). Une fois la société socialiste consolidée, la dictature du prolétariat cesse, et la démocratie socialiste (encore !) atteint son plein développement. L'organisation de la société socialiste se fait sur la base du système des Conseils qui, dans sa signification la plus profonde (voir plus loin), atteint aussi son plus haut degré de perfection. La signification la plus profonde du système des Conseils est qu'il fait des travailleurs, qui sont les détenteurs de l'économie, les créateurs de la richesse sociale, les promoteurs de la culture » (au sens allemand de Kultur : il eût été étonnant que l'USPD oublie de sacrifier à cette divinité bismarkienne), « également les détenteurs responsables de toutes les institutions juridiques (??) et de tous les pouvoirs politiques. Pour atteindre ce but, l'U.S.P.D. se sert systématiquement de tous les moyens de lutte politique, parlementaire et écono-

mique, en liaison étroite avec les syndicats révolutionnaires (??) et avec l'organisation prolétarienne des Conseils » (il s'agit comme on voit d'une nouvelle Trinité, mais qui est le Père, qui le Fils et qui le Saint-Esprit ?). Le moyen de lutte essentiel et décisif est l'action de masse (sans autre précision). L'U.S.P.D. repousse l'action violente des personnes et des groupes isolés. Son but n'est pas la destruction des moyens de production « (l'allusion aux personnes, sans doute peu appréciée par la « base » est remplacée par une allusion... aux machines), mais la suppression du système capitaliste ».

En outre, le parti est convaincu que « grâce au regroupement des masses prolétariennes auquel il vise, la victoire complète et durable du prolétariat sera obtenue plus rapidement et sûrement : c'est pourquoi l'U.S.P.D. se fixe aussi comme tâche la création d'une Internationale révolutionnaire efficace des ouvriers de tous les pays ». Si les Indépendants désavouent la II^e Internationale (puisqu'ils repoussent « toute politique se proposant uniquement (!!!) des réformes dans le cadre de l'Etat de classe capitaliste ») et s'ils sont d'accord avec la III^e Internationale pour ce qui est de « la réalisation du socialisme au moyen de la dictature du prolétariat sur la base du système des Conseils » (insérés dans la Constitution !), ils estiment que cette Internationale n'est encore qu'un fantôme et qu'elle ne prendra corps que le jour où l'U.S.P.D. en fera partie, après avoir obtenu les garanties d'usage.

La motion finalement approuvée « *donne mandat à la direction d'entamer sans tarder des pourparlers avec la III^e Internationale et avec les partis social-révolutionnaires sur la base du programme du parti, afin que... la III^e Internationale puisse devenir une Internationale prolétarienne compacte et capable d'action (aktionsfähig) » qui soit, dans la lutte pour l'émancipation de la classe ouvrière du joug du capital international, une arme décisive pour la révolution mondiale » (1). Comme on voit, l'U.S.P.D. prétendait non seulement traiter d'égal à égal avec l'In-*

(1) La question de l'adhésion à Moscou avait fait l'objet d'un débat animé. Hilferding avait estimé que ni la tentative de Bruxelles, discréditée par l'adhésion des réformistes à la guerre impérialiste, ni celle de Moscou n'étaient des solutions satisfaisantes du problème de la reconstruction de l'Internationale, parce que l'I.C. avait « un caractère communiste, sectaire et n'avait aucune chance de regrouper les grandes masses populaires de l'Occident industriel, décisives pour la lutte socialiste ». Il avait donc laissé la porte ouverte à des pourparlers avec les... deux Internationales, mises sur le même plan.

Au nom de la gauche indépendante, Stöcker avait proposé une adhésion à Moscou, accompagnée d'un engagement à obtenir que « les partis social-révolutionnaires » (sans autre précision !) « de tous les pays » y adhèrent. Ledebour avait mis un peu d'eau dans le vinaigre d'Hilferding, en proposant les habituels pourparlers « avec toute organisation social-révolutionnaire *quelle qu'elle soit*, pourvu qu'elle se déclare pour l'organisation des conseils et la dictature du prolétariat ». C'est une motion de compromis qui fut adoptée et nous en avons cité quelques passages. Pour

ternationale et les « partis social-révolutionnaires », mais encore les contraindre à accepter son propre programme comme base de négociation. En outre, Messieurs les professeurs de l'austro et du germano-marxisme estimaient manifestement qu'en dehors d'eux, il n'y avait que des larves « incapables d'action »...

Comme d'habitude, ces délibérations ne furent connues qu'avec retard en Italie où, malgré l'hypocrisie de leurs formules tarabiscotées, elles provoquèrent l'enthousiasme sans restrictions de l'« *Avanti* ». Cela confirmait en plein la deuxième lettre de la Fraction communiste abstentionniste à l'Internationale affirmant que le maximalisme italien était issu du même tronc que le centrisme allemand (1). A la différence de l'« *Avanti* », « *Il Soviet* » publia un commentaire féroce (2) des débats et décisions centristes dans un article intitulé « *Le nouveau programme des Indépendants* » : « *Le Congrès de Leipzig du Parti Socialiste Indépendant d'Allemagne a approuvé en décembre dernier un nouveau programme dont nous reproduisons les parties essentielles (...)*

De toute évidence, le souci dominant chez ceux qui ont rédigé ce document a été de se rapprocher des formulations du programme communiste, tout en se cantonnant prudemment dans les affirmations générales.

« C'est ainsi que le programme va jusqu'à affirmer que le prolétariat doit conquérir le pouvoir politique, c'est-à-dire abolir la domination de l'Etat capitaliste, pour la remplacer par l'organisation du pouvoir prolétarien sur la base du système soviétique. Mais il n'ose pas dire que ce pouvoir est précisément la dictature du prolétariat. Celle-ci serait non pas la fin, mais seulement le « moyen révolutionnaire pour éliminer toutes les classes et arriver à la démocratie socialiste. »

« Cette formule est on ne peut plus ambiguë. En premier lieu, on ne dit pas de façon explicite que le pouvoir prolétarien, le système des Conseils ou la dictature du prolétariat, comme on voudra, sont fondés

montrer le sérieux de la « gauche » indépendante, il suffira de noter qu'au II^e Congrès de Moscou, Stöcker défendra « la pratique entièrement révolutionnaire de son parti », exaltera « le développement théorique » réalisé par lui depuis 1918 et promettra un rapprochement avec le K.P.D., maintenant que celui-ci s'est placé clairement sur des positions marxistes (!!) ». Le même Stöcker sera en outre de ceux qui déclareront qu'« ils peuvent très bien imaginer des situations où les mesures terroristes seront inévitables », mais qu'ils ne peuvent faire de la terreur une norme de la pratique « révolutionnaire » !

(1) Cf. 13 - *Premières tentatives de contacts internationaux*, ci-dessous.

(2) Dans le même numéro, la rédaction avait ajouté à un article très critique de F. Misiano sur l'U.S.P.D. la note suivante : « Le seul point sur lequel nous soyons en désaccord avec l'auteur de cet article est la grande différence qu'il y aurait, selon lui, entre les Indépendants et les maximalistes électoralistes-unitaires italiens ».

sur la suppression de tout droit politique pour les membres de la classe bourgeoise.

« On préfère sauter par-dessus cette définition qui exprime tout le contenu historique de la révolution prolétarienne, et passer en hâte au but final, c'est-à-dire à l'élimination des classes, avec laquelle tout le monde est d'accord, du social-démocrate à l'anarchiste.

« Selon la formidable dialectique marxiste, que les élèves de Kautsky ont troquée contre la plus déplorable indécision théorique, cette finalité ultime n'exclut pas que, dans la phase historique actuelle, le prolétariat révolutionnaire ait réellement pour but de former un Etat de classe qui, au mépris de tout préjugé démocratique, mettra les membres de la classe capitaliste dans une situation d'infériorité politique pendant la longue période historique qu'exigera son élimination.

« Mais les Indépendants préfèrent fermer les yeux sur de telles horreurs et passer tout de suite par la pensée à la société socialiste telle qu'elle sera après l'abolition des classes, pour dire que la démocratie socialiste y sera réalisée. Ils auraient mieux fait de dire qu'alors, c'est le pouvoir politique et l'Etat comme organe de domination d'une classe sur une autre qui auront disparu.

« Au contraire, le programme affirme que c'est précisément dans la société socialiste (entendez par là après la fin de la pénible période de la dictature) que le système soviétiste connaîtra son plein épanouissement et que les travailleurs seront les dépositaires de l'autorité politique. A ce moment-là, au contraire, il n'y aura pas besoin d'autorité politique et le système soviétique aura peut-être des formes très différentes de celles que nous lui connaissons.

« Ce que les communistes proclament et que les Indépendants s'efforcent hypocritement de taire sans en avoir l'air, c'est que c'est justement pendant la période de transition, c'est-à-dire quand il y a encore des bourgeois, que les conseils de travailleurs doivent avoir toute l'autorité politique, puisque les bourgeois doivent en être entièrement privés.

« Nous prions les camarades de considérer que cette partie du programme a été habilement rédigée de façon à se prêter à deux interprétations et à essayer de satisfaire aussi bien ceux qui s'en tiennent aux canons social-démocratiques que ceux qui tendent vers le communisme.

« La partie finale, où il est question des moyens tactiques, est encore plus vague. La fameuse idée de l'adoption de tous les moyens rappelle étrangement notre intégralisme italien, dont l'héritier est aujourd'hui le maximalisme électoraliste.

« On parle d'actions de masse, mais on exclut l'action violente de groupes ou d'individus, sans dire que l'on préconise la méthode de l'action violente du prolétariat, disciplinée et dirigée par le parti de classe.

« Enfin, on vient nous chanter la stupide chanson de l'unité prolétarienne, ce qui permet de mesurer toute la distance qui sépare les socialistes indépendants d'Allemagne des méthodes de la III^e Internationale, qui ont pour pivot la séparation intransigeante des communistes et de tout autre mouvement n'obéissant pas aux mêmes directives programmatiques rigoureuses. »

Le jugement du Comité Exécutif de la III^e Internationale n'avait pas été moins sévère dans la lettre envoyée le 5 février 1920 au Comité central du K.P.D. et au présidium de l'U.S.P.D. (1) et qui est restée longtemps inconnue, même en Allemagne. Cette lettre reprend le « *Projet de réponse du P.C.R. à la lettre de l'U.S.P.D.* » rédigé par Lénine (2), démasquant les réticences dont les Indépendants entourent leur adhésion au principe de la dictature prolétarienne incarnée dans le « pouvoir des Soviets » et qui les assimilait aux « reconSTRUCTEURS » du type Longuet en France. Il est vain et contre-révolutionnaire, dit ce texte, de cacher que « le système des Soviets, c'est la destruction du mensonge bourgeois qui appelle « liberté de la presse » la liberté de soudoyer la presse, la liberté pour les riches, pour les capitalistes, d'acheter les journaux, la liberté pour les capitalistes (...) de truquer ainsi " l'opinion publique " », la même chose valant pour la liberté de réunion, pour « l'armement du peuple, la liberté de conscience (...) et pour toutes les autres libertés bourgeoises ». Il est vain et contre-révolutionnaire de cacher que « la dictature du prolétariat, c'est le renversement de la bourgeoisie par une classe, le prolétariat, et précisément par son avant-garde » (et « exiger de cette avant-garde la conquête préalable de la majorité du peuple au moyen d'élections sous le régime de l'esclavage salarié (...) exiger ou supposer possible cette conquête, c'est en réalité abandonner complètement le point de vue de la dictature du prolétariat pour adopter en fait celui de la dictature bourgeoise »). Il est vain et contre-révolutionnaire de cacher que « la dictature du prolétariat implique la nécessité de réprimer par la force la résistance des exploités et la volonté, la capacité et la décision de le faire » (« répudier (...) la violence, la terreur, c'est répandre les illusions réactionnaires de la petite-bourgeoisie sur la paix sociale »). Il est vain et contre-révolutionnaire de cacher que « ceci vaut également pour la guerre civile, (car), après la guerre impérialiste, face aux généraux et aux officiers réactionnaires qui usent de la terreur contre le prolétariat, face au fait que de nouvelles guerres impérialistes sont préparées dès à présent par la politique actuelle de tous les Etats bourgeois — et que non seulement ces guerres sont préparées en toute connaissance de cause, mais qu'elles découlent aussi, avec une logique objective et inéluctable, de toute la politique de ces Etats — bref, dans

(1) Elle est reproduite dans « Die kommunistische Internationale », No 9, p. 152 et suivantes.

(2) Lénine, Œuvres, tome 30, pp. 348-355.

une telle situation, déplorer la guerre civile contre les exploités, la condamner, la redouter, c'est en réalité se faire réactionnaire » (et « l'attitude doucereuse, petite-bourgeoise et sentimentale des Indépendants allemands et des longuettistes français dans la question de la guerre civile a précisément ce caractère réactionnaire »). Enfin, il est vain et contre-révolutionnaire de cacher que « la dictature du prolétariat et le pouvoir soviétique, c'est la claire conscience de la nécessité de briser, de démolir de fond en comble l'appareil de l'Etat bourgeois (fût-il démocratique et républicain) ». Il faut au contraire expliquer *dès maintenant* aux ouvriers et aux paysans que « toute révolution (à la différence des réformes) signifie elle-même une crise, et une crise très grave, à la fois politique et économique » ; et que l'on doit « affronter courageusement cette crise et trouver dans les mesures révolutionnaires » (on remarquera la puissance de cette affirmation), « la source des forces nécessaires pour la surmonter », sans craindre de faire « les plus durs sacrifices ». Sans cela, entre autres, « la reconnaissance de la dictature du prolétariat reste purement verbale ».

C'était exactement ce que la Gauche italienne proclamait, mais le ton de sa critique (1) est plus dur. Il est vrai que Lénine écrit :

« La seule attitude juste est de ne pas s'unir aux Indépendants et aux longuettistes dans une même Internationale, et d'attendre que les masses révolutionnaires des ouvriers français et allemands aient corrigé les faiblesses, les erreurs, les préjugés, l'esprit d'inconséquence de partis tels que ceux des Indépendants et des longuettistes », mais il ajoute :

« Le Parti communiste russe ne se refuse cependant pas à conférer avec tous les partis désireux de s'entretenir avec lui et de connaître son opinion. »

De son côté, l'Exécutif de l'I.C. exige bien l'expulsion de la droite de l'U.S.P.D. comme condition préalable à des rencontres éventuelles, mais il renchérit encore sur Lénine en remplaçant le terme « conférer » par « entrer en pourparlers avec les partis qui se déclarent prêts à rompre définitivement avec la II^e Internationale » et leur demande d'envoyer pour cela des représentants à Moscou.

Il résulte de ces faits que, même si les bolcheviks ont toujours fait une dure critique du centrisme, l'objectif de Moscou était de favoriser

(1) Cf. aussi les deux articles reproduits ci-dessous en appendice : « *La pensée du Parti indépendant* » et la première partie de « *La situation en Allemagne et le mouvement communiste* » parus dans « *Il Soviet* » respectivement le 25 avril et le 11 juin 1920. La géniale proposition de permettre à Kautsky et à d'autres dirigeants indépendants de rejoindre les majoritaires au gouvernement après le putsch de Kapp, mais en les obligeant auparavant à quitter le parti, y est clouée au pilori comme elle le mérite.

une rupture au sein de l'U.S.P.D. entre la direction et la base, la droite et la gauche. En dépit des meilleures intentions, c'était là inaugurer une méthode aussi improductive que le fameux travail des Danaïdes, même si on en attendait des effets rapides. Chose pire encore, cette méthode risquait de dissimuler entièrement aux yeux des ouvriers, la frontière infranchissable séparant le communisme du centrisme. Or selon la Gauche italienne (et selon toute la pratique des bolcheviks) cette frontière ne devait en aucune façon être estompée, car c'est l'histoire elle-même qui l'avait tracée avec le sang de milliers de prolétaires.

Tout d'abord, Moscou surestimait la force de la « gauche » indépendante que pour notre part nous jugions squelettique et, de toutes façons, équivoque (1). Mais même en dehors de cette fausse appréciation du rapport des forces, Moscou faisait preuve de naïveté en croyant pouvoir se rapprocher des grandes masses par l'intermédiaire d'un tel parti, et de faiblesse en « traitant » avec sa direction sur pied d'égalité. La manœuvre finit d'ailleurs en queue de poisson, les gros bonnets de l'U.S.P.D. ne répondant même pas à la lettre à cause de leurs absorbantes occupations électorales, et ne la publiant pas davantage sous prétexte que le papier était rationné. Les élections avant tout !

Même à supposer que cette lettre ait été publiée et que cela ait pu favoriser une clarification parmi les Indépendants, l'avantage eût été négligeable face à la grave désorientation que l'initiative n'aurait pas manqué de provoquer dans l'avant-garde communiste qu'une cruelle expérience avait habituée à voir dans le parti de Kautsky et Hilferding l'ennemi déclaré de la révolution et de la dictature prolétarienne, et qui considérait comme tout simplement *inimaginable* de le sonder sur ses intentions et de lui faire des avances.

En se déclarant « conscient de la complexité des situations et des particularités spécifiques du développement de la révolution dans les différents pays », l'Exécutif de l'I.C. ouvrait la porte à des atténuations, concessions et exceptions au programme *unique* du parti mondial qui, en phase de reflux de la lutte de classe, devaient rendre plus difficile la lutte contre « l'engouement pour les Soviets » que l'I.C. avait pourtant déclarée urgente et indispensable, donnant libre accès dans ce parti aux pires opportunistes.

(1) Ce jugement fut amplement confirmé lorsqu'un an seulement après l'entrée de cette « gauche » dans le K.P.D. en décembre 1920, ses principaux dirigeants quittèrent leur nouveau parti et beaucoup plus tard, quand les comparses qui y étaient restés, les Thaelmann et C^o, servirent d'hommes de main au stalinisme pour liquider le mouvement communiste international. C'est à ce titre que, quand ils auront été à leur tour frappés par le nazisme, Moscou les placera dans le panthéon des saints martyrs de la contre-révolution.

Enfin, en passant par-dessus la tête du parti communiste local, on admettait pratiquement l'existence d'organisations *parallèles* au lieu de n'en reconnaître publiquement qu'une seule et d'inviter les militants réellement convertis au communisme révolutionnaire à y adhérer individuellement, selon la démarche normale. Ainsi on discréditait objectivement le K.P.D. au bénéfice d'un « allié » plus que douteux. Cette méthode faisait obstacle à la préparation révolutionnaire des militants parce qu'elle les désorientait politiquement et les désorganisait pratiquement : l'indignation des délégués au II^e Congrès quand ils se trouvèrent en présence des Crispin, Dittmann, Cachin et Frossard n'avait rien de réthorique ni de moralisant : elle constituait une réaction de classe saine et légitime.

La lettre et l'invitation à envoyer une délégation en Russie (1), exprimaient certainement les inquiétudes de l'Exécutif de l'I.C. sur la possibilité de faire entendre sa voix par l'intermédiaire d'un parti réduit à une quasi-illégalité comme le K.P.D., son truchement naturel ; il croyait pouvoir tourner la difficulté en jetant cette « bombe » au sein de l'U.S.P.D., empruntant ainsi « le chemin le plus court », sans se demander si cela n'entraverait pas le processus déjà difficile de formation du parti révolutionnaire mondial du prolétariat au lieu de l'accélérer : c'est précisément la méthode que nous avons toujours combattue, non par scrupule moral, mais pour des raisons de continuité et d'efficacité.

Fait notable, bien qu'ignorant cet échange épistolaire, « *Il Soviet* » lança dès février 1920, de concert avec l'organe communiste de la Suisse romande « *Le Phare* » (2), un cri d'alarme à propos de « l'entrée dans l'Internationale communiste de partis et de fractions socialistes *centristes* qui ont jusqu'à présent oscillé de façon déplorable entre la Deuxième et la Troisième Internationales », et pour demander qu'on fasse preuve à leur égard de la plus grande intransigeance et du plus extrême sectarisme (le terme ne nous a jamais effrayés). L'épuration ou plus exactement la scission des sections nationales était pour nous la première condition d'adhésion au Comintern et nous disions que « mieux que les tractations avec les centristes », c'étaient « les principes de Moscou » qui permettraient d'atteindre ce but. De son côté, « *Le Phare* » concluait : « La III^e Internationale n'a d'ailleurs pas besoin des Indépendants allemands pour attirer à elle la masse ouvrière. L'évolution économique et la situation historique s'en chargeront elles-mêmes » (nous aurions ajouté : la fermeté dans l'organisation et la rigueur des positions programmatiques de l'Internationale).

(1) Cette invitation sera répétée les 27 mai, 2 juin et 15 juillet 1920, mais adressée cette fois uniquement aux membres de l'U.S.P.D., et enfin « courtoisement » acceptée (Cf. « *Die kommunistische Internationale* », N^o 12, pp. 324-26).

(2) Dirigé par Humbert-Droz qui, lui aussi (mais peu importe ici), se montrera bien vite incapable de finir dans la peau d'un marxiste.

Ainsi donc, Moscou a cru pouvoir se frayer *une voie plus brève* vers la victoire à la faveur des circonstances et au prix d'efforts désespérés pour encadrer des récalcitrants (1) : l'histoire prouvera qu'une telle voie *n'existe pas*. Quand on croit l'avoir trouvée, on s'aperçoit qu'elle conduit dans une direction opposée à celle qu'on prévoyait, mais il est déjà trop tard. Après la victoire de la contre-révolution, nous avons la tâche amère de répéter que la preuve est faite.

10) Le calvaire de Spartacus

En dehors des Indépendants, il existait certes en Allemagne un parti communiste, mais il n'était pas de force à leur faire contrepoids, et cela ne pouvait échapper aux bolcheviks. Constitué en décembre 1918, il avait été plongé dès l'hiver et le printemps 1919 dans un bain de sang dont il avait beaucoup de peine à se remettre. Par ailleurs, issu du Spartakisme qui ne réussit jamais à rompre avec le passé de la II^e Internationale, il avait suivi un processus de formation tourmenté, en partie déjà avant la guerre, mais surtout pendant les années du conflit impérialiste.

Ce qui est au fond de la pensée de Rosa Luxembourg, qui le dirigeait et en était la théoricienne, c'est la vision suivante, qui apparaît dès ses polémiques de 1906 contre les réformistes, dans « *Grève de masse, parti et syndicats* », mais surtout face à leur adhésion à la guerre, et qui, si on la considère à l'échelle supra-historique, ne manque pas de grandeur : le chemin de la classe ouvrière est un « chemin de Golgotha » fait d'errements, d'aveuglements, de trahisons et de résurrections, mais elle finira par reconquérir *dans l'action* le trésor perdu de son but maximum, de son programme et de sa « conscience théorique ». Elle se retrouvera donc elle-même *dans son ensemble*, récupérant et régénérant non seulement le parti, mais les *nombreux* partis engendrés par elle et perdus le long de ce chemin tourmenté. Ainsi la grève générale (ou grève de masse), dans laquelle Rosa Luxembourg vit la leçon suprême de la révolution de 1905 en Russie, devait selon elle rajeunir par contrecoup les structures sclérosées des organisations syndicales même en Occident et rendre son élan au parti tombé dans le lourd sommeil d'une orthodoxie purement acadé-

(1) Que les bolcheviks aient considéré avec un optimisme excessif, quoique compréhensible pour les raisons indiquées ci-dessus, les délibérations du Congrès de Leipzig ressort clairement (entre autres) du discours de Lénine « *En l'honneur de l'anniversaire de la III^e Internationale* » (Œuvre, tome 30, p. 429) disant que « même les chefs » de l'U.S.P.D. et de la S.F.I.O. « se voient contraints de reconnaître la dictature du prolétariat et le pouvoir des Soviets », « parce que les masses ouvrières, qui manifestent leur présence, les y obligent ». Loin d'être « le dernier coup décisif porté à la II^e Internationale », cette reconnaissance était en réalité l'ultime moyen de la sauver, ne fût-ce que sous la forme de l'Internationale Deux et demie.

mique et pourrie en réalité d'opportunisme. Ainsi, la reprise de la lutte de classe au cours de la guerre impérialiste, malgré et contre la paix sociale, devrait faire surgir, tel le phénix de la légende, une nouvelle Internationale *vraiment* socialiste des cendres de l'ancienne, détruite par l'abjuration scandaleuse des « chefs ». La Gauche aurait participé à ce processus non tant pour l'animer que pour l'enregistrer théoriquement, et elle devait non tant le devancer que le suivre, et en tout cas attendre que les masses lui dictent l'initiative.

Comme Lénine le fit remarquer, une telle vision faisait de la révolution un processus *purement* objectif. D'autre part, elle tombait inconsciemment dans l'idéalisme : elle considérait en effet la prise et l'exercice révolutionnaires du pouvoir (Luxembourg ne crut jamais, bien entendu, qu'elles se feraient par les moyens parlementaires) qui sont la condition et le point de départ du processus long et tourmenté qui conduit à la réalisation des buts communistes, comme l'aboutissant d'un processus au cours duquel l'ensemble de la classe ouvrière prendrait peu à peu conscience de la mission historique qui lui est *objectivement* assignée sans qu'elle le sache. Or la prise et l'exercice révolutionnaires du pouvoir qui détruiront sans pitié tout l'ordre social et politique en vigueur a au contraire deux conditions : la première est que, bien avant le « grand jour » (et ce qui vaut pour cette époque vaut à plus forte raison pour aujourd'hui) une avant-garde, même peu nombreuse, mais *consciente*, se détache de la majorité de la classe encore encadrée dans des partis et des syndicats compromis avec le régime, c'est-à-dire que le parti révolutionnaire rompe avec les partis opportunistes : la révolution n'est donc pas un processus *purement* objectif. La seconde condition est que les grandes masses, rompant avec l'arrière-garde obtuse, récalcitrante, réactionnaire de l'aristocratie ouvrière, des couches prolétarisées, mais suspectes, de la petite-bourgeoisie et du sous-prolétariat, soient poussées à se lancer à l'assaut du pouvoir bourgeois ; mais ce qui les y poussera ne sera pas la connaissance des buts à atteindre : ce seront des *déterminations matérielles* plus fortes que leur conscience du moment. Ce processus de décanation au sein du prolétariat n'est pas un processus de « prise de conscience » par la *totalité* de la classe, ni même par sa majorité. Le véritable problème est donc celui de la *rencontre* entre, d'une part, le parti d'avant-garde, porteur d'une conscience et d'une connaissance anticipant sur l'action et la prise du pouvoir effectives, et de sa « previous organization » (expression de Marx qui signifie « organisation préalable ») et d'autre part les détachements combattants de la classe qui ne pourront atteindre cette conscience et cette connaissance qu'après et même bien après la lutte et la victoire, et qui par ailleurs seront d'autant moins freinés dans leur action qu'ils auront moins conscience des avantages matériels à sacrifier, et qu'ils sacrifieront en effet.

La révolution est un « cataclysme » qui exige l'intervention « spontanée » des grandes masses, mais elle a pour condition préalable la formation d'un parti, même petit, libre de toutes les scories du passé, car

faute de les avoir toutes brûlées, il serait condamné à la défaite. Dans ce sens, comme le disait Lénine, la dictature, la guerre civile et la terreur sont indispensables non seulement pour *abattre* la classe dominante, mais pour détruire l'inertie de l'ancienne classe dominée, sa dépendance « spirituelle » à l'égard de la première, ses limitations matérielles. Elles sont donc pour le prolétariat la *source* d'une force toute nouvelle et, si l'on veut, le prélude de sa « prise de conscience » intégrale.

C'est, il est vrai, un lieu commun d'affirmer que les Spartakistes ont trop tardé à se séparer des socialistes majoritaires d'abord et des Indépendants, et de le déplorer. S'ils l'ont fait, ce n'est pourtant pas par hasard, mais à cause de leur manière de concevoir le processus de la lutte d'émancipation du prolétariat. Payant héroïquement de leur personne, Luxembourg et Liebknecht se sont insurgés contre une Union Sacrée ignominieuse, mais dans toutes leurs proclamations de 1914 à 1918, ils n'ont cessé d'affirmer que ce n'étaient pas eux, mais les chefs réformistes qui avaient rompu avec le parti, et que la *base* de celui-ci devait se ranger avec eux contre les dirigeants. En somme, la base devait se séparer du sommet avant que les Spartakistes se décident à le faire. En d'autres termes, ce n'est pas les Spartakistes qui prirent l'initiative de la scission, ni, une fois mis à la porte en janvier 1917, celle de repousser les propositions des Indépendants. Pourquoi cela ? Ce n'est certes pas le courage qui leur a manqué, puisqu'ils eurent bien celui de se faire mettre en prison en 1915-18 et de subir le martyre en janvier 1919. La raison en est que, dans leur conception, cette initiative incombait à l'ensemble de la classe ouvrière et non pas à eux : elle devait être l'aboutissant — et non le commencement — de sa « prise de conscience » (de sa catharsis), et si l'avant-garde devait contribuer à celle-ci, ce n'est pas elle qui y jouait le premier rôle.

La social-démocratie toléra la Ligue Spartacus dans ses rangs. Les vieux renards du réformisme savaient bien qu'en l'expulsant trop tôt, ils accroîtraient dangereusement sa popularité : en acceptant de rester dans le parti, elle fit donc inconsciemment leur jeu. Après son exclusion, l'U.S.P.D. l'accueillit dans ses rangs en lui accordant une autonomie apparente, et elle continua le même « chemin de Golgotha », favorisant du même coup les illusions des masses à l'égard de ce parti qui, en réalité, ne s'était converti à la « phrase » révolutionnaire que pour empêcher Spartacus de triompher. Les Spartakistes restent *deux longs mois* dans l'U.S.P.D. dont les dirigeants Haase, Dittmann et Barth partageaient avec Ebert, Scheidemann et Landsberg la responsabilité d'un pouvoir qui se montrait d'une rigueur d'acier avec les prolétaires en ébullition, mais de la plus grande mollesse à l'égard des grands bourgeois, des junkers, des généraux et de la haute bureaucratie du régime impérial déchu.

Pour qu'enfin la Ligue Spartacus se décide à se constituer en *Parti Communiste d'Allemagne* (K.P.D. [s]) il faudra que l'U.S.P.D. refuse de convoquer le congrès extraordinaire qu'elle avait demandé le 15 décembre et que le scandaleux congrès des conseils ouvriers des 16-21 décembre

qui s'était réuni pour fixer les élections à l'Assemblée constituante au 19 janvier 1919 et liquider ainsi les dernières apparences de double pouvoir interdise à Luxembourg et Liebknecht d'assister à ses séances : de toute évidence, ils auraient été des hôtes gênants et dangereux. Elle ne le fit d'ailleurs pas sans mille hésitations et remords, mais ce fut pour constater avec désespoir, quelques jours plus tard, qu'elle était terriblement en retard sur le mouvement instinctif des masses berlinoises, aussi chaotique que puissant. Isolés, mais emportés par la marée, les Spartakistes seront aussi impuissants à la diriger que, comme les bolcheviks en juillet 1917, à la freiner, avant d'être entraînés dans l'irréparable désastre de janvier et de mars 1919.

Bien entendu, notre jugement critique sur le Spartakisme doit être porté dans l'esprit qui était celui de Lénine lorsqu'il commentait, en octobre 1916 (1), les thèses Junius-Luxembourg contenues dans la brochure *La crise de la social-démocratie*, c'est-à-dire de révolutionnaires à révolutionnaires. Dans la fatale hésitation des Spartakistes à rompre avec le centre, à reconnaître le lien entre « social-démocratie et opportunisme, entre les Legien et les Kautsky », à « donner une forme complète aux mots d'ordre révolutionnaires et à éduquer systématiquement les masses dans cet esprit », nous devons savoir reconnaître un fait qui n'était pas *subjectif*, mais *objectif* : la « faiblesse » d'une gauche « enfermée de toutes parts dans l'ignoble filet de l'hypocrisie kautskyste » et soumise à la pression ou même à la seule force d'inertie d'un milieu hostile. C'est cette tragédie collective qui poussa les Spartakistes, qui avaient pourtant défendu héroïquement le socialisme contre la meute chauviniste, à se ranger sur le front unique de la majorité de Zimmerwald et de Kienthal (incluant jusqu'aux Indépendants allemands et aux socialistes italiens, même de droite). Or cette majorité adopta une résolution imprécise appelant les prolétaires à se battre non pas pour « la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile » selon la formule tranchante de Lénine, mais pour « une paix sans annexions ni indemnités » (2). C'est cette tragédie collective qui, à la grande indignation de Lénine, suggéra à Rosa Luxembourg elle-même d'opposer au défensisme des majoritaires un *autre* défensisme, fondé sur la revendication d'une « république une et démocratique », seule patrie « véritable » digne d'être défendue,

(1) *A propos d'une brochure de Junius* (dans *Contre le courant*, traduction Serge et Parijanine, Maspéro, 1970).

(2) Ce phénomène est à ce point collectif qu'il concerne également Trotsky avant son entrée dans le parti bolchevik et sa magnifique renaissance ultérieure. Le centrisme des Indépendants, la répugnance de la grande majorité des délégués à Zimmerwald et à Kienthal, les Spartakistes et Trotsky y compris, à rompre avec lui ne firent pas plier Lénine et son petit groupe, mais ils le conditionnèrent sur le *plan organisatif* (de la même façon que l'anti-bellicisme du Parti Socialiste Italien, puis sa prompte adhésion à l'I.C., conditionna la Gauche communiste sur ce plan) en l'obligeant à signer un manifeste en commun avec un Modigliani et un Ledebour.

retardant à l'échelle internationale ce qui avait été le secret de l'Octobre bolchevique : la séparation rigoureuse entre les forces saines du socialisme et le social-chauvinisme putride. On ne « fait » pas la révolution sans les masses, c'est vrai ; mais pour se retrouver *avec* les masses au rendez-vous de la révolution, il faut que, dans les périodes de réaction voire simplement de reflux, on ait su aller *contre le courant*, c'est-à-dire contre les partis ouvriers bourgeois qui expriment et entretiennent la mentalité momentanée des masses : et cela, Lénine l'a montré *dans les faits*, après l'avoir proclamé en théorie. Le Spartakisme attendait au contraire des masses qu'elles condamnent elles-mêmes sur le plan théorique et programmatique le pacte secret infâme qui liait le social-chauvinisme à l'opportunisme et qu'elles rompent avec lui sur le plan pratique et organisatif. Le résultat fut qu'il perdit ses meilleurs militants dans des mouvements déclenchés non pas par eux, mais justement par les Indépendants, à leurs fins exclusives de boutique. Et tandis que ces derniers battaient en retraite juste à temps, Liebknecht, Luxembourg, Jögisches et tant d'autres restaient à découvert sous les balles de Noske, sans même la protection de masses qui se seraient reconnues en eux.

En 1916, Lénine pouvait se demander si *ce retard* par rapport à la marche impétueuse des faits réels n'était pas un « hasard » et souhaiter que c'en fût un. Après coup, nous devons malheureusement affirmer que ce n'en était pas un. Dans un autre passage extraordinairement lucide également écrit pendant la guerre, Lénine rappelait la mémorable bataille conduite par Rosa Luxembourg en 1905-1906 qui avait amené la social-démocratie allemande à reconnaître plus ou moins explicitement la grève de masse (ou générale) comme une des armes fondamentales de la lutte de classe. Mais ajoutait-il, en temps de guerre (et cela vaudra pour lui tout autant dans l'ardente période d'après-guerre) la grève générale se transforme nécessairement en *guerre civile* et si la guerre civile implique nécessairement la grève, elle ne peut cependant s'arrêter là, mais doit aboutir à *l'insurrection armée*.

C'est à juste raison que, parlant des « nombreux communistes occidentaux qui ne se sont toujours pas libérés de leur manière fataliste et passive d'aborder les principaux problèmes de la révolution », Trotsky affirmait en 1924 :

« Rosa Luxembourg représente encore cette façon de voir d'une manière particulièrement nette et avec beaucoup plus de talent que personne. Son attitude est, du point de vue psychologique, aisément compréhensible. Elle s'est formée, pour ainsi dire, dans la lutte contre l'appareil bureaucratique de la social-démocratie et des syndicats allemands. Sans trêve, elle a démontré que cet appareil étouffait l'initiative du prolétariat. Elle ne voyait d'issue à cette situation, elle n'envisageait de salut que dans une poussée irrésistible des masses qui balayerait toutes les barrières et défenses édifiées par la bureaucratie social-démocrate. Aussi la grève générale révolutionnaire, débordant par-dessus les rives de la société bourgeoise, est-elle devenue pour Rosa Luxembourg synonyme

de révolution prolétarienne. Mais, quelle que soit sa puissance, la grève générale ne résout pas le problème du pouvoir, elle ne fait que le poser. Pour prendre le pouvoir, on doit, en s'appuyant sur la grève générale, organiser l'insurrection » (1).

Or la vision spartakiste est tout autre. Rien ne le montre mieux que le discours de Rosa Luxembourg au congrès de fondation du K.P.D., le 1^{er} janvier 1919, discours qui est pourtant le rappel vigoureux de l'essence révolutionnaire du marxisme, et la revendication vibrante d'un « retour au *Manifeste du Parti Communiste* » contre la répugnante pratique parlementariste et gradualiste de la II^e Internationale. Ce discours est, en effet, la démonstration éclatante que, dans la perspective spartakiste, la *grève générale* n'est pas une des manifestations et un des moyens de la révolution prolétarienne : elle est son *unique* manifestation et son *unique* moyen, au point de cacher aux yeux des prolétaires (c'est-à-dire, pour les communistes, d'exclure) l'insurrection armée et la fonction centrale et centralisatrice du parti, de l'*unique* parti révolutionnaire marxiste, dans l'insurrection.

Ce point est d'une importance vitale. Pour Rosa Luxembourg (2), la remise des pouvoirs de l'équipe de Guillaume II, en passant par Max von Baden, à celle d'Ebert et de Scheidemann (et pourquoi ne pas dire celle d'Ebert-Haase, c'est-à-dire des majoritaires et des Indépendants ? Ce silence, encore une fois, n'est pas un hasard) et la proclamation de la République (la grande revendication du « programme démocratique » de 1848 ?) étaient déjà une *révolution* et non une relève de la garde accomplie *contre* la révolution frémissant dans les entrailles de l'Allemagne ; elles étaient une révolution, avec tout « le caractère embryonnaire, insuffisant, incomplet », avec le « manque de conscience » de toute révolution purement *politique*. La « lutte pour le socialisme » ne commence que maintenant, c'est-à-dire lorsque la révolution « devient une *révolution économique* », tendant au bouleversement des rapports économiques, et par là même, et alors seulement, une « révolution socialiste ». Le socialisme ne s'instaure pas à coups de décrets, fussent-ils promulgués par « le plus beau gouvernement socialiste ». Ebert est donc, malgré tout, un gouvernement socialiste, et ses mesures sont « des mesures socialistes » ?

« Le socialisme doit être fait par les masses, par chaque prolétaire ; là où les chaînes du capital sont forgées, c'est là qu'elles doivent être brisées. Cela seulement est du socialisme, c'est ainsi seulement qu'on peut faire le socialisme. *Et quelle est la forme extérieure de la lutte pour le*

(1) Cité dans Trotsky, *L'Internationale Communiste après Lénine*, PUF, 1969, p. 257.

(2) Nous suivons le texte officiel du *Bericht über den Gründungsparteitag der K.P.D. (s)* (Rapport sur le congrès de fondation du Parti communiste d'Allemagne), 1919.

socialisme ? La grève. C'est pourquoi nous avons vu que maintenant, dans la deuxième période de la révolution, c'est la phase économique du mouvement qui est passée au premier plan ».

Le processus révolutionnaire est donc le suivant : retour aux méthodes de la lutte de classe ouverte et intransigeante ; extension des grèves à une échelle toujours plus large, depuis les villes jusqu'aux campagnes ; sous l'impulsion de ces grèves, les conseils des ouvriers et des soldats acquièrent « un tel pouvoir que, lorsque le gouvernement Ebert-Scheidemann ou tout autre gouvernement similaire s'écroulera, ce sera véritablement *le dernier acte* ». Déduction logique :

« La conquête du pouvoir ne doit pas se faire d'un seul coup, mais de façon progressive, en ouvrant une brèche dans l'Etat bourgeois jusqu'à en occuper toutes les positions et à les défendre pied à pied... Il s'agit de lutter pas à pas, au corps à corps, dans chaque région, dans chaque ville, dans chaque commune, pour arracher morceau par morceau à la bourgeoisie tous les instruments du pouvoir de l'Etat, et les transmettre aux Conseils des ouvriers et des soldats. »

La lutte doit, sans doute, être menée avec une intransigeance et une dureté implacables ; mais son but *n'est pas la destruction du pouvoir d'Etat bourgeois, mais sa destitution*, et le moyen qui y conduit c'est de « *miner le terrain*, afin de le rendre mûr pour le bouleversement qui couronnera notre œuvre ». La révolution se fait donc « par en bas » : « par en bas » où *chaque* patron se dresse face à ses esclaves salariés ; « par en bas » où tous les organes exécutifs de la domination politique de classe se dressent face aux objets de cette domination, les masses. C'est là, en bas, que nous devons « *arracher pas à pas* à ceux qui dominent, leurs instruments de pouvoir et les prendre entre nos mains » : tâche bien plus difficile que celle des révolutions bourgeoises, « *où il suffisait d'abattre le pouvoir officiel en son centre* » !

Il s'agit là, *dans l'ensemble*, d'une représentation *inversée* du processus révolutionnaire : au lieu de la prise du pouvoir politique au niveau central (qui est également, et inséparablement, destruction de l'appareil d'Etat de la bourgeoisie), comme prémisses de la transformation économique, on a la conquête du pouvoir politique au niveau *local*, par les moyens de la lutte de classe poussée à son point culminant (la grève générale), comme acte *ne faisant qu'un* avec le « *bouleversement des rapports économiques* ». *Au terme de ce processus*, la catastrophe du régime bourgeois se produit comme la chute fracassante d'un arbre, sous lequel on a « *miné le terrain* ». Elle consiste, selon le « Programme » voté au congrès, en ce que les ouvriers « *s'emparent du contrôle de la production et enfin de la direction effective de celle-ci* ». Ce qui revient comme un leitmotiv obsédant dans cette conception des spartakistes, c'est la vision des « *masses prolétariennes qui, de machines sans vie appliquées par le capitaliste au processus de production, apprennent à devenir les gérants (Lenker) pensants, libres, autonomes, de ce processus* » ; qui acquièrent « le sens

de leurs responsabilités qui est le propre des membres actifs de la collectivité à laquelle seule revient la possession de toute la richesse sociale » ; et qui, dans et par la lutte, acquièrent les « vertus socialistes » de « l'assiduité sans le knout du patron, du rendement maximum sans les gardes-chiourme du capitaliste, de la discipline sans le joug, de l'ordre sans la soumission » (en assimilant en outre les « connaissances et les capacités indispensables pour diriger les entreprises socialistes »), car sans ces vertus, l'émancipation de la classe ouvrière ne serait pas « l'œuvre des travailleurs eux-mêmes ».

On comprend donc pourquoi le programme de la Ligue Spartakus devenue Parti communiste d'Allemagne *ne mentionne ni la guerre civile (avant et après la révolution), ni l'insurrection armée*. On comprend pourquoi un chapitre entier sur les trois que comporte le programme est consacré à démontrer que « la révolution prolétarienne n'a pas besoin d'utiliser la terreur (...) parce qu'elle ne combat pas des individus, mais des institutions, parce qu'elle ne descend pas dans l'arène avec de naïves illusions dont elle devrait venger dans le sang le démenti », parce qu'elle n'est pas « la tentative désespérée d'une minorité pour modeler le monde selon son idéal par la violence, mais l'action des masses gigantesques du peuple, appelées à remplir leur mission historique et à transformer la nécessité historique en réalité ». On comprend pourquoi la « dictature du prolétariat » n'apparaît dans le programme que comme le moyen de « briser avec une énergie impitoyable et une poigne de fer » la *résistance acharnée et féroce de la bourgeoisie retranchée dans ses innombrables Vendées et aidée par ses conseurs étrangères, c'est-à-dire avec un rôle purement défensif*, et pourquoi elle se réduit, de façon générale, à l'« armement du prolétariat » et au « désarmement de la bourgeoisie », considérés comme un aspect de la *claire vision des buts, de la vigilance et de l'activité* toujours en éveil des masses prolétariennes. On comprend pourquoi le parti, en tant que force non seulement agissante, et à plus forte raison éclairante, *mais dirigeante*, est absent et pourquoi la dictature du prolétariat est identifiée à la « véritable démocratie ». On comprend enfin pourquoi, dans sa trop célèbre critique de la révolution d'Octobre, Rosa Luxembourg revendique le partage du pouvoir par tous les partis « ouvriers », ou du moins la liberté pour eux de vivre et de faire de l'agitation. On comprend pourquoi le programme s'achève sur ces célèbres paroles :

« La Ligue Spartakus n'est pas un parti qui voudrait prendre le pouvoir *en se servant des masses des travailleurs et en passant par-dessus leur tête*. Elle n'est que la partie du prolétariat la plus consciente du but, qui indique à chaque instant aux grandes masses ouvrières leurs tâches historiques, et qui dans chacune des étapes de la révolution représente le but final socialiste et dans chacune des questions nationales, les intérêts de la révolution mondiale (...) La Ligue Spartakus refuse également de prendre le pouvoir *pour la seule raison* que les Scheidemann et Ebert ont fait faillite et que les indépendants se sont engagés dans une impasse en collaborant avec eux. *Elle ne prendra jamais le pouvoir autre-*

ment que portée par la claire et indubitable volonté de la grande majorité de la masse prolétarienne en Allemagne, par l'adhésion consciente de celle-ci aux idées, aux buts et aux méthodes de lutte de la Ligue Spartakus. La victoire de la Ligue Spartakus ne se situe pas au début, mais à la fin de la révolution ; elle s'identifie à la victoire des masses gigantesques du prolétariat socialiste ».

Nous sommes revenus au point de départ. La conquête du pouvoir politique central n'est pas ici la *prémisse nécessaire, indispensable* de la transformation économique (qui est aussi, mais à plus longue échéance, une « transformation des hommes », une révolution des « consciences ») ; elle est le *point d'arrivée* d'un processus de conquête des leviers de commande politiques mais surtout économiques « de bas en haut », par la force brute de l'action revendicative poussée à son plus haut niveau, la grève générale. Elle *ne précède pas* la réalisation, nécessairement longue et complexe, du socialisme, mais elle *coïncide* avec cette réalisation même. Elle exprime l'adhésion *complète* de la classe ouvrière dans son ensemble aux buts du socialisme ; et le parti est le *reflet* de cette « prise de conscience » globale, et *non l'organe* de la conquête révolutionnaire préalable du pouvoir politique et de l'exercice dictatorial du pouvoir, en conjonction avec l'élan des masses laborieuses, élan instinctif mais influencé par le travail de propagande, d'agitation et d'encadrement du parti ; sinon, la révolution ne serait pas socialiste, puisqu'elle ne serait pas « l'œuvre des prolétaires eux-mêmes » !

Cette introduction peut sembler trop longue. Ce qu'elle montre en réalité, c'est avant tout que la conception « luxembourgeoise » *s'écarte* radicalement du marxisme restauré par la révolution bolchevique et, déjà, par la lutte théorique du parti de Lénine. Elle est au contraire une convergence (presque un magma) de courants étrangers au marxisme, qui vont du spontanéisme au socialisme d'entreprise, du conseilisme au syndicalisme révolutionnaire, de l'ouvriérisme à l'éducationnisme idéaliste et humaniste. C'est pourquoi il n'y a pratiquement pas de ligne de démarcation, à l'origine, entre le K.P.D. et le courant qui formera plus tard le K.A.P.D., d'une part, entre le K.P.D. et les multiples variantes du syndicalisme ou mieux de l'« unionisme » à la De Leon (y compris dans la version sans parti des I.W.W. ou des « Shop Stewards ») d'autre part.

En deuxième lieu, puisque ce qui nous intéresse n'est pas de rétablir la « vérité historique », mais de comprendre le « sens » et la direction d'un cycle de la lutte de classe, et d'en tirer les leçons, ces quelques remarques nous permettent de comprendre le point de départ de la parabole ultérieure du mouvement communiste en Allemagne qui, si l'on ne remonte pas aux racines *théoriques et politiques*, si l'on s'arrête à la surface des choses, au jugement des individus, aux commérages sur les « rivalités pour le pouvoir », reste incompréhensible.

Nous avons dit qu'il n'y avait *pratiquement* pas de ligne de démarcation entre le spartakisme et le futur kaapédisme : en effet, le congrès

de fondation révéla que si le spartakisme était vulnérable à des influences *immédiatistes* (terme plus adéquat que celui de « syndicalistes » utilisé à l'époque, y compris par notre courant), d'autres courants qui avaient convergé dans le K.P.D. s'en faisaient les porte-parole sans avoir les « anti-corps » théoriques qui empêchaient Rosa Luxembourg, Léo Jögisches et d'autres de se laisser emporter : il s'agit, en particulier, des I.K.D. (communistes internationalistes d'Allemagne) de Hambourg et de Brême.

Ces deux groupes, mais surtout le second, avaient une longue tradition de critique radicale non seulement du social-chauvinisme majoritaire, mais même de l'opportunisme kautskien. Dès 1916, mais surtout depuis 1917, ils avaient opposé à la formule spartakiste « ni scission, ni unité, mais *reconquête du parti d'en bas* », le mot d'ordre de la scission ouverte et immédiate, déplorant vivement l'adhésion, même conditionnelle, du groupe *die Internationale* (c'était alors le surnom des Spartakistes) à l'U.S.P.D. Dans cette prise de position, Karl Radek avait joué un rôle essentiel et c'est lui qui les avait amenés plus ou moins officiellement à se ranger dans le camp de la gauche de Zimmerwald. Tout en reconnaissant que les Spartakistes étaient la seule force révolutionnaire ayant survécu au naufrage du mois d'août 1914, et la seule disposant d'un réseau national au moins embryonnaire, ils éprouaient une forte méfiance, suscitée par la répugnance des Spartakistes à faire la scission, à l'égard de ces derniers : c'est pourquoi c'est seulement à la conférence des 15-17 décembre 1918 à Berlin que les I.K.D. décidèrent de fusionner avec la Ligue Spartakus, car alors l'obstacle constitué par l'adhésion de celle-ci à l'U.S.P.D. était tombé. Il y eut donc 29 délégués des I.K.D. aux côtés des 83 Spartakistes au congrès de fondation du K.P.D. Ce qu'ils apportaient dans le nouveau parti, c'était d'une part, le prestige d'une intransigeance beaucoup plus ancienne que celle des autres gauches de la social-démocratie, mais aussi le poids d'une idéologie beaucoup plus proche de celle de l'Américain De Leon ou du syndicalisme révolutionnaire des pays latins que du marxisme : culte de la spontanéité, « sans centralisation, et donc sans efficacité », comme aurait dit Engels (1) ; opposition masses-chefs, fédéralisme organisationnel (2), exaltation de la « démocratie ouvrière » incarnée dans les conseils, accent mis sur la lutte économique aux dépens de la lutte politique, réduction de la fonction du parti à un rôle d'éducation des consciences (et même, dans certains groupes, négation du parti), etc.

(1) Cf. *Révolution et contre-révolution en Allemagne* (ch. XVIII).

(2) Radek rappelle que Knieff lui avait fait part de ses doutes sur la possibilité de se fondre avec les spartakistes : « Ce ne sont pas des léninistes ; ils sont pour la centralisation (!) » — ce qui est d'autant plus stupéfiant que le Spartakusbund avait et revendiquait une structure *constitutionnellement* élastique et, si on la compare au centralisme bolchevik, quasi fédéraliste. L'ébahissement de Radek n'eut d'égal que celui qu'il avait éprouvé devant le refus par principe de la terreur chez Rosa Luxembourg, qui s'indignait du fait qu'un vieux camarade de lutte comme Dzerjinsky ait pu accepter de diriger... la Tchéka !

Mais malgré les résistances, de Rosa Luxembourg en particulier, devant des formulations de toute évidence étrangères au marxisme, le terrain spartakiste était prêt dans une certaine mesure à en recueillir et à en cultiver le germe dans le climat brûlant de la fin de l'année 1918. C'est ce qu'on peut voir d'après les discussions au sein du K.P.D. sur les trois points suivants : attitude face aux organisations économiques traditionnelles (les syndicats de métier), parlementarisme révolutionnaire, organisation du nouveau parti. En ce qui concerne le premier point, après qu'au nom des I.K.D. Fröhlich eût soutenu la thèse de l'abandon immédiat des syndicats pour des organisations unitaires économique-politiques « dont la base est constituée par les groupes de nos militants dans les usines » et que Rosa Luxembourg lui eût opposé la thèse suivante — analogue, mais pour d'autres raisons — : « Les fonctions des syndicats sont désormais assurées par les Conseils des ouvriers et des soldats et par les conseils d'usine », la question fut renvoyée à une commission spéciale, le congrès ayant considéré qu'elle réclamait un examen plus approfondi, tout en étant par ailleurs accessible à la démagogie facile du mot d'ordre : « Hors des syndicats ! ». Sur le second point, étant donnée l'aversion commune à l'égard du parlementarisme et la volonté unanime de travailler à sa destruction, la thèse qui l'emporta nettement fut celle de l'abstentionnisme. Celui-ci n'était pas fondé sur les arguments purement marxistes développés à la même époque par notre fraction, mais sur l'éternelle *horreur pour les chefs* qui foulent aux pieds « l'auto-détermination des masses ». Sur le troisième point, le Congrès adopta à l'unanimité la motion Eberlein qui faisait reposer la nouvelle structure organisationnelle du parti : 1) « sur le modèle des conseils d'usine, à partir des groupes communistes constitués en leur sein » ; 2) sur « la totale autonomie des organisations (locales) », qui « ne doivent pas attendre les mots d'ordre d'en haut, mais travailler de leur propre initiative » (« la structure du parti ne doit pas être *uniformisée* »), la Centrale n'ayant plus qu'un rôle d'« unification de ce qui se produit en dehors d'elle, et de direction politique et spirituelle ».

Le fond idéologique de cet ensemble de positions (dont nous nous sommes bornés à fournir un schéma, qui serait utilement complété par une étude des théories économiques particulières de Rosa Luxembourg) ne nous est peut-être pas apparu à l'époque aussi clairement qu'il était apparu, dans ses grandes lignes, aux bolcheviks, d'une part parce que nous ne connaissions pas leur vaste littérature, d'autre part parce que les quelques nouvelles qu'on pouvait en avoir en Italie en 1919-1920 étaient obscurcies par les « rectifications de tir » successives. Mais, comme nous allons le voir, nous avons compris quelles graves conséquences pratiques pouvaient en découler, et nous en dénonçâmes les dangers. Il n'est que trop clair qu'un parti constitué tardivement sur des bases aussi peu sûres que le parti communiste allemand ne pouvait que traîner derrière lui un lourd héritage d'incertitudes et même de confusion : sa « base » était combative, mais avait des tendances barricadières ; quant à son « sommet », contre lequel se déchaînaient sauvagement toutes les forces

de la contre-révolution, dirigées par le gouvernement des socialistes majoritaires (ce que la participation des Indépendants dissimulait à l'extérieur), il restait assujéti à la fascination de l' « unité ouvrière ». Mais nous devons nous arrêter un moment sur ce point, car c'est le seul moyen de comprendre la tragédie du prolétariat allemand dans ce premier après-guerre où il mena pourtant des luttes grandioses.

Durant de longs mois, de la fin de 1918 au printemps de 1919, le jeune parti et les masses prolétariennes qui menaient une lutte confuse certes, mais farouche, payèrent de leur sang un tribut plus lourd encore qu'en Finlande et en Hongrie, malgré le cynisme féroce de la réaction après l'échec des tentatives révolutionnaires dans ces pays ; et ils le payèrent non pour une révolution *achevée*, mais pour une révolution que la classe dominante et ses sbires étaient bien décidés à *empêcher*, et durant ces mois de cauchemar, le jeu macabre qui se reproduira à Budapest et que nous rappelons ici surtout pour les jeunes militants, se répéta continuellement.

Janvier, Berlin. Les mouvements éclatent sous l'égide des Indépendants, pour protester contre la destitution de « leur » préfet de police, Eichhorn. Non seulement le K.P.D. accepte de souscrire à des proclamations communes avec l'U.S.P.D. et les « hommes de confiance » des ouvriers (« *révolutionäre Obleute* »), mais il entre dans un « Comité révolutionnaire » hybride, oscillant entre un putschisme inconsideré (directives pour le « combat de rues ») et une pratique douteuse de négociations en coulisse avec le gouvernement. De sa propre initiative, Liebknecht accepte même de faire partie du triumvirat de direction avec un indépendant, Ledebour, et un R.O., Scholze, dans l'illusion de pouvoir ainsi renverser le gouvernement et prendre le pouvoir (Rosa Luxembourg déplorera vivement cette initiative, mais seulement parce que la situation n'est pas mûre, *non pour des raisons de principe*). Le 10 janvier, les représentants spartakistes sortent de ce Comité pompeux et impuissant en dénonçant sa complicité avec l'ennemi. Mais à cette date, les mercenaires recrutés par Noske parmi les pires épaves de l'armée prussienne, et auxquels se sont joints des volontaires sociaux-démocrates (1) ont réussi à déloger les manifestants des sièges de journaux (ils avaient occupé seulement des journaux !), en profitant de la défection des Indépendants et de la lassitude des ouvriers désorientés par les mots d'ordre contradictoires. Mais

(1) On ne peut pas lire sans horreur ce récit, dont l'auteur, l'ex-communiste A. Rosenberg, ne se scandalise guère : « Les événements des dernières semaines avaient convaincu de nombreux ouvriers et permanents du parti socialiste majoritaire qu'on ne pouvait aboutir à rien sans un pouvoir armé. C'est ainsi que se formèrent à Berlin de nombreux corps de volontaires composés presque exclusivement d'ouvriers socialistes majoritaires. Kuttner, le rédacteur du « Vorwärts », fut un de ceux qui s'occupèrent le plus activement de la constitution de ces troupes. Les volontaires socialistes furent organisés en trois régiments, qui entreprirent de lutter contre les Spartakistes ». (D'après A. Rosenberg, *Storia della Repubblica tedesca*, trad. it., Rome, 1945, p. 72.)

c'est seulement contre les « bandits armés », contre les « fous et les criminels de la Ligue Spartakus » que la féroce flicaille aux ordres du gouvernement se déchaîne sans frein ni scrupule. Fidèles jusqu'au bout à une « spontanéité » des masses, certes héroïque, mais « dépourvue de centralisation » parce que dépourvue de ligne politique, K. Liebknecht et R. Luxembourg tombent victimes d'un double crime perpétré de sang-froid (le plus horrible de ces mois et années cruels) après de terribles tortures.

Février, Ruhr. Après l'éclatement puis la répression par les balles social-démocratiques des tentatives révolutionnaires de Hambourg, Brême, Halle, Dusseldorf, la campagne pour la « socialisation » (!!!) des mines s'ouvre dans la Ruhr. Elle est dirigée *de concert* par les communistes, les indépendants, et des représentants de la « base » des socialistes *majoritaires*. Ceux-ci se retirent juste à temps pour laisser le champ libre à la répression féroce de la Reichswehr, que Noske avait reconstituée pour lui confier des fonctions policières exceptionnelles. Peu après, dans la région de Halle, spartakistes, indépendants *et majoritaires* proclament une nouvelle fois la grève générale pour une « socialisation par en bas » (!!!) et pour la « démocratisation des entreprises » : nouvelle désertion des sociaux-démocrates, nouvelles hésitations des indépendants, massacre final des spartakistes.

Mars, Berlin. L'immense vague de grèves reflue de l'Allemagne centrale sur la capitale, où naît un enième comité de grève à trois, dont les majoritaires se retirent rapidement. L'agitation est puissante, mais confuse. Elle est dirigée par les spartakistes et, au début, par les « hommes de confiance » qui finiront par les abandonner. Le comité s'efforce tant qu'il peut d'empêcher que le mouvement ne tombe dans un putchisme aventuriste, mais aux grévistes se mêlent toutes sortes d'épaves, soldats démobilisés, déracinés provenant de la petite ou grande bourgeoisie. Noske s'écrie : « *La brutalité et la férocité des Spartakistes* qui se battent contre nous me forcent à donner l'ordre suivant : quiconque sera pris les armes à la main et combattant le gouvernement sera fusillé séance tenante », et il lâche ses tueurs sur la capitale. Il y aura de 1.500 à 3.000 morts, parmi lesquels Léo Jögisches.

Avril, Munich. Tandis qu'une « répression simple et sanglante » s'abat encore sur la Ruhr, puis sur la Saxe (avec des séquelles qui se prolongeront jusqu'à la mi-mai), un groupe d'indépendants et de majoritaires en mal de popularité monte *la farce* atroce consistant à proclamer une République des Conseils en Bavière. Les communistes dénoncent cette ignoble manœuvre démagogique, mais ils cèdent ensuite aux pressions des Indépendants, mêlés à des anarchistes et à des aventuriers de provenance diverse : ils se mettent alors à défendre le « pouvoir des conseils », que leurs alliés se préparent en sous-main à livrer au ministre majoritaire Hoffmann, alors général en chef des forces de répression. Le 1^{er} mai, restés seuls à la tête d'une République

des Conseils improvisée par d'autres (1), les Spartakistes seront féroce-
ment éliminés.

Avec un superbe mépris de la mort, Eugen Léviné affronte le peloton d'exécution au milieu des hurlements d'une petite-bourgeoisie assoiffée de vengeance. Les quelques exécutions d'otages auxquelles le « pouvoir des conseils » a procédé et qui ont frappé les lâches adhérents de la « Société de Thule » (représentants de cette lie raciste qui fera plus tard la fortune du nazisme) fournissent le prétexte d'un en-nième carnage. Trois mois plus tard, la république soviétique hongroise de Bela Kun tombera, elle aussi victime de « l'unité », simple paravent de la politique de trahison des sociaux-démocrates *de gauche*, la seule dont ils fussent congénitalement capables.

La hantise de l' « unité prolétarienne » à tout prix coûte cher écrivait « Il Soviet » au sujet des événements de Munich et de Budapest. Le jeune parti allemand, lui, la paya du sacrifice de ses meilleurs militants, de la désorganisation des survivants et de l'isolement du parti par rapport aux masses qui étaient toujours sur le pied de guerre, mais cruellement décimées et désorientées. Et cette hantise fut d'autant plus forte qu'après le remplacement de Karl et de Rosa par des dirigeants qui n'avaient pas leur trempe révolutionnaire comme Lévi et Zetkin, l'horreur dont la direction du parti avait toujours témoignée à l'égard du « putschisme » (et qui était justifiée en tant que réaction contre la tendance à « jouer avec l'insurrection », comme aurait dit Engels) s'accrut au point de se transformer au cours de l'année 1920 en une renonciation à la perspective même de l'insurrection et en un légalisme timoré et dégradant, qui, par une tragique ironie, ne pouvait que raviver les nostalgies d'unité. Lévi sera exclu en 1921 pour avoir répudié publiquement la scission de Livourne comme « trop à gauche » et dénoncé l'action de mars en Allemagne comme putschiste et téméraire ; Zetkin restera, mais ce sera pour se porter garant, en 1926, de la possibilité de construire « le socialisme dans un seul pays », selon les volontés du père des peuples, Joseph Staline.

Cette question n'est ni secondaire, ni anecdotique : on y trouve en germe tout le calvaire du prolétariat allemand et de son avant-garde dans les années suivantes, particulièrement en 1921 et 1923, et dont les répercussions se feront sentir jusqu'à l'accession pacifique du nazisme au pouvoir. Cette attitude typique du parti communiste allemand s'explique par deux traditions héritées de la II^e Internationale, d'une part le spontanéisme et de l'autre ce « fatalisme révolutionnaire » dont parlait Trotsky dans le passage ci-dessus cité. C'est par spontanéisme que ce parti attendait toujours que les masses donnent le si-

(1) On connaît le télégramme anxieux de Lénine indiquant les mesures élémentaires et indispensables qui doivent être prises, mais qui ne le seront jamais, ne serait-ce qu'en raison du manque de temps.

gnal de l'action, sans jamais s'y préparer lui-même ; aussi se retrouvait-il désarmé et désemparé à la première agitation un peu importante des masses, ce qui ne l'empêchait pas de lancer alors les mots d'ordre maximum, comme « tout le pouvoir aux Soviets » pendant le putsch de Kapp (mars 1920) et « dictature du prolétariat » pendant les événements de mars 1921, quitte à se renfermer à nouveau dans sa coquille parlementaire et minimaliste lors du reflux. Quant au « fatalisme révolutionnaire », toujours selon Trotsky, il amenait le parti à tenir des raisonnements de ce genre : « la révolution approche (...) elle apportera l'insurrection et nous donnera le pouvoir ; quant au parti, son rôle est, dans un tel moment, de faire de l'agitation et d'en attendre les effets ». Les deux facteurs s'unissaient en outre pour engendrer la tendance au légalisme, au gradualisme et, en définitive, à cette espèce de « menchévisme » que, se référant précisément aux événements de 1923, eux-mêmes épilogue de trop d'événements analogues et sanglants, Trotsky dénonçait (1) comme la tendance à « voir sur le chemin de la révolution avant tout les difficultés et les obstacles, et à considérer toutes les situations avec l'intention *a priori*, mais pas toujours consciente, d'éviter l'action » et à se servir du marxisme uniquement pour « justifier l'impossibilité de l'action révolutionnaire », en consacrant les quatre cinquièmes de l'activité du parti à conjurer le « danger putschiste », véritable obsession d'une part et de l'autre, paravent pur et simple de la passivité. Trotsky assimile cette mentalité à celle, opposée en apparence, des « agitateurs superficiels qui ne voient jamais aucun obstacle tant qu'ils ne se sont pas heurté la tête contre un mur, qui sautent par-dessus toutes les difficultés, ont l'art de contourner les obstacles réels à l'aide de phrases habiles, montrent dans toutes les questions un maximum d'optimisme qui, malheureusement, se transforme inévitablement en son contraire dès que l'heure décisive a sonné ». Peut-être pensait-il à l'horrible amalgame du maximalisme italien qu'ainsi que Lénine, il avait lui-même trop longtemps pris au sérieux, et cru capable de se convertir ? Serrati n'était-il pas la personification même du déterminisme vulgaire, attendant perpétuellement la « chute inévitable » du capitalisme et pratiquant constamment une politique faite tout exprès pour ne pas y préparer le parti, ou plutôt pour détruire sa préparation ? Et Bombacci n'incarnerait-il pas le « gauchisme » stérile et irresponsable ? Certes, le parti communiste allemand était à cent coudées au-dessus du monstrueux maximalisme italien, et il eut en tout cas le mérite de *se battre* le moment venu, mais il traînait derrière lui le boulet du « fatalisme révolutionnaire », et c'est cette tendance qui fut son « talon d'Achille » (2).

(1) Dans « Les leçons d'Octobre ».

(2) Par contre, les *Thèses de Rome* de 1922 montrent bien avec quelle clarté la Gauche « italienne » posait le problème de la préparation révolutionnaire dans une double perspective, offensive et défensive, l'une n'excluant pas mécaniquement l'autre, mais les deux devant être considérées dans leurs différents effets sans que la disposition naturelle du Parti à l'attaque en soit jamais diminuée. (Le lecteur trouvera les *Thèses de Rome* dans notre brochure *Défense de la continuité du programme communiste*.)

Le « putschisme » fut liquidé officiellement à la Conférence nationale des 14 et 15 juin à Berlin. Polémiquant avec les syndicalistes révolutionnaires qui se trouvaient au sein du K.P.D., cette même Conférence affirma la nécessité « pour les exigences de la lutte en ce moment (seulement *en ce moment* ?) : 1° que le prolétariat s'organise en parti politique ; 2° que dans le stade actuel (encore !) de la lutte révolutionnaire, l'organisation de ce parti soit rigoureusement centraliste ». Le K.P.D. était évidemment en train de se ressaisir sous l'impulsion énergique des bolcheviks. Dans un des magnifiques articles écrits peu avant sa mort, Rosa Luxembourg affirmait en toutes lettres : « L'état actuel du prolétariat berlinois, dépourvu d'une direction et d'un centre d'organisation, ne peut plus durer » (*La démission des chefs*, dans « Die rote Fahne », 11 janvier). Mais la reconnaissance de cette nécessité n'était jamais allée au-delà de l'affirmation que « si la victoire du prolétariat, si le socialisme ne doit plus rester un rêve, les ouvriers révolutionnaires doivent se créer des organes dirigeants capables de guider et d'utiliser l'énergie combative des masses » ; elle n'était donc jamais allée jusqu'à reconnaître le rôle *central* du parti (1) et moins encore d'un parti centralisé. Quant aux dangers du putschisme, il ne fait pas de doute que Rosa Luxembourg en avait une conscience aiguë, et pourtant ce n'est pas à elle, mais à Radek que, non comme individu, mais comme porte-parole du parti bolchevik et de l'Internationale, revient le mérite de les avoir dénoncés. Dès le 9 janvier, il mettait en garde le parti communiste allemand contre le manège des forces convergentes de la contre-révolution, l'adjurant de ne pas se laisser entraîner à prendre la responsabilité de mouvements prématurés dans une situation où « ce ne sont pas les communistes, mais les sociaux-patriotes ou les indépendants qui dominent les conseils des ouvriers et des soldats », et l'invitant, puisque l'action était désormais décidée et qu'il ne pouvait éviter de se battre, à lui donner « le caractère d'une action de protestation », et non d'une attaque insurrectionnelle (2). Seul Radek pouvait rappeler que dans la phase pré-révolutionnaire, de février à octobre 1917, les bolcheviks n'avaient pas eu « à soutenir des combats aussi durs que ceux de janvier... où l'on sacrifie absurdement tant de vies » ; en effet les bolcheviks possédaient des organisations de masse, ils ne se heurtaient pas à des organisations ouvrières devenues « la base de la contre-révolution » et ils n'avaient pas en face d'eux une bourgeoisie encore *terriblement puissante* comme la bourgeoisie allemande. Aucun représentant de la gauche allemande n'aurait pu faire la prévision lucide de Radek : « La guerre civile en Allemagne (nous aurions dit, avec Lénine : *dans tout l'Occident*) sera beaucoup plus féroce et destructrice que chez nous en Russie ».

(1) Dans son article fameux *L'ordre règne à Berlin*, ne disait-elle pas : « Il a manqué une direction, mais la direction peut et doit être créée ex-novo par les masses seules, et dans les masses : les masses sont l'élément décisif, elles sont le roc sur lequel on bâtit la victoire de la révolution ! » ?

(2) Lettre reproduite dans « *November, Eine kleine Seite aus meinen Erinnerungen* ». Dans « *Archiv für Sozialgeschichte* », 1962, pp. 138 sq.

C'est cette conscience du danger mortel du putschisme, ainsi qu'une vision théorique supérieure, qui inspira les thèses du Congrès de Heidelberg d'octobre 1919 dont « Il Soviet » souligna, aussitôt après en avoir pris connaissance, la parfaite orthodoxie marxiste (1), mais qui sont extrêmement éloignées du courant authentiquement luxembourgien.

Dès le début, les « thèses sur les principes et la tactique communistes » mettent au premier plan la prise du pouvoir et la dictature prolétarienne comme condition de « la substitution de l'organisation socialiste de la production aux rapports capitalistes d'exploitation ». Elles affirment qu'à tous les stades qui précèdent la conquête révolutionnaire du pouvoir par le prolétariat, « la révolution est une lutte politique des masses prolétariennes pour le pouvoir politique ». Elles confient « la direction de la lutte révolutionnaire de masse » au parti. Elles définissent comme « contre-révolutionnaire le fait de renoncer à s'organiser en parti ou de confiner le parti à une tâche de pure propagande » ; elles réclament « la centralisation la plus rigoureuse », condition pour que le parti puisse accomplir ses tâches historiques en période révolutionnaire (précision restrictive qui est peut-être un écho de nostalgies fédéralistes ?), et la revendiquent également pour les organisations économiques (2).

Reconnaissant l'importance capitale des Conseils ouvriers dans le processus révolutionnaire, les thèses affirment que ce ne sont pas des statuts, des règlements électoraux, etc., qui peuvent leur donner vie, mais l'élan des prolétaires en lutte pour la conquête du pouvoir. Elles affirment que les communistes doivent travailler dans les organisations économiques pour les élever au niveau d'instruments de la lutte politique ; elles qualifient d'utopie petite-bourgeoise « l'idée qu'on puisse les produire au moyen d'une formule d'organisation spéciale des mouvements de masse, et donc que la révolution soit une question de forme d'organisation ».

Les Thèses sur le parlementarisme ne laissent aucun doute sur la nécessité d'abattre le parlement en tant qu'organe de domination de la bourgeoisie ; elles nient que le parlementarisme soit un moyen pour la conquête et l'exercice du pouvoir de classe du prolétariat, et le suggèrent comme un pur expédient tactique pour élargir l'influence du parti sur les masses au moyen des élections et de la tribune parlementaire.

L'inspiration des thèses sur la question syndicale est également correcte et en accord avec la nôtre. Elles repoussent la théorie syndicaliste, qui propose des organisations unitaires, c'est-à-dire à la fois politiques et économiques, et nie la fonction du parti. Elles réaffirment la nécessité d'élever la lutte économique au niveau d'une lutte politique pour la conquête du pouvoir. Enfin, elles condamnent aussi bien la désertion par

(1) (cf. *Le parti communiste allemand*, dans « Il Soviet » du 11 avril 1920.) Voir plus loin, p. 175.

(2) Nous citons d'après « Bericht über den II. Parteitag der K.P.D. (s) vom 20. bis 24. Oktober 1919 ».

les communistes des syndicats dirigés par des opportunistes, qui équivaudrait à abandonner les larges masses au joug impitoyable des forces contre-révolutionnaires, que la prétention des « dissidents » qui constitueront plus tard le K.A.P.D. à former des organisations économiques restreintes sur la base de l'affiliation au parti politique ou, plus généralement, d'une profession de foi idéologique déterminée. Comme on voit, toutes ces thèses annoncent les positions prises plus tard par le II^e Congrès de l'Internationale et s'écartent fondamentalement de la plateforme du congrès constitutif du K.P.D. On peut regretter seulement l'imprécision de certaines formules comme « la lutte des masses prolétariennes pour le pouvoir est menée par *tous* les moyens politiques et économiques » (formule déjà condamnée par « Il Soviet » dans le programme des Indépendants). On peut aussi regretter qu'elles justifient le « parlementarisme révolutionnaire » en distinguant les « petits » moyens (précisément la lutte parlementaire *pour* la propagande *contre* le parlement) et les « grands » moyens (le boycott du parlement et des élections), car cette distinction rappelle la vieille et absurde dichotomie entre programme maximum et programme minimum. La formule même de parlementarisme révolutionnaire était d'ailleurs non seulement insuffisante, mais dangereuse, comme le rappelle l'article du « Soviet » cité plus haut, car nous devons toujours montrer clairement au prolétariat l'antithèse radicale entre la dictature communiste et la démocratie, qui est « *à la fois le masque et le rempart de la dictature du capital* ».

Mais le meilleur des programmes ne peut suffire pour redresser un parti hétérogène de naissance, et tiraillé depuis le début entre des exigences contradictoires à l'intérieur et surtout à l'extérieur. La condamnation du « syndicalisme » sous sa forme la plus idéaliste (dont nous parlerons à propos du K.A.P.D.) au congrès de Heidelberg avait été correcte et énergique. Mais les sections de Hambourg et de Brême, qui étaient théoriquement confuses et peu orthodoxes, mal définies, mais par ailleurs animées d'un instinct révolutionnaire généreux et sincère, furent invitées à accepter sans discussion les thèses officielles ou à s'en aller. Dans un parti qui avait encore besoin de se former *théoriquement*, pareil ultimatum incitait à soupçonner la direction d'avoir voulu se débarrasser de contradicteurs gênants pour donner libre cours à une pratique essentiellement légalitaire (soupçon que notre fraction ne manqua pas d'exprimer) (1) et constituait de toute façon un signe d'intolérance... caporalesque, que les bolcheviks furent les premiers à déplorer. De même, la condamnation de l'hypocrisie des Indépendants semblait irrévocable, mais les mois qui suivirent démontrèrent qu'on n'avait pas vraiment assimilé le cri final de Rosa Luxembourg : « Le règlement de comptes avec les scheidemanniens présuppose la liquidation de l'U.S.P.D., qui sert de bouclier protecteur aux Ebert et Scheidemann », et que l'isolement dans

(1) Cf « *Les tendances au sein de la III^e Internationale* », article de « Il Soviet » du 23 mai 1920, reproduit ci-dessous en annexe, p. 181.

lequel une persécution féroce enfermaît chaque jour davantage les Spartakistes ravivait — du moins au « sommet » — le vieux regret d'avoir rompu avec l'U.S.P.D. Le centralisme est un des piliers de la doctrine communiste ; mais le fait que la Centrale allait l'adopter après une longue tradition à demi-fédéraliste et sans une préparation sérieuse au sein du parti pouvait bien faire penser qu'elle voulait surtout avoir les coudées franches pour manœuvrer en direction des « cousins » indépendants. C'est une chose compréhensible que, persécuté, décimé, réduit à un minimum de contacts avec les masses encadrées dans les deux partis sociaux-démocrates et dans leurs gigantesques syndicats, le K.P.D. ait souffert de son isolement. Mais c'est par contre une chose monstrueuse qu'il en ait tiré des conclusions comme celles qui s'exprimeront, quelque temps plus tard, dans le rapport de Lévi à Moscou : « De tout ceci, nous tirons la même leçon que le deuxième Congrès de l'Internationale Communiste a tirée pour les prolétaires de tous les pays [!!] : *dans des périodes révolutionnaires* où les masses se radicalisent, *contrairement* aux périodes où le processus de transformation dans un sens révolutionnaire est plus lent et plus pénible, il est avantageux [!!] pour les groupes d'opposition radicaux et communistes de rester dans les grands partis, pourvu qu'ils aient la possibilité de se montrer à visage découvert et de mener leur agitation et leur propagande sans obstacles. Aujourd'hui, le problème le plus important pour le développement du prolétariat en Allemagne dans un sens révolutionnaire est de savoir comment arracher à la direction de l'U.S.P.D. les masses révolutionnaires militant dans ses rangs qui sont profondément communistes et ont déjà livré des centaines de combats. *Ce problème ne se poserait pas si le Spartakusbund (et ici Lévi regrette que cela ne se soit pas produit, malgré l'avis de Jögisches) avait utilisé la possibilité qu'il avait de continuer à développer son activité au sein de l'U.S.P.D.* » (1).

Il était juste de condamner l'abandon des syndicats traditionnels, c'est-à-dire des grandes masses organisées, et leur remplacement par des « unions » sur la base étroite d'une affiliation même générale aux idées

(1) *Bericht z. Kongress der Komm. Internationale, Hambourg, 1921, pp. 23-24.* Il s'agit d'un cas typique d'interprétation *pro domo* du point 16 des *Thèses sur les tâches fondamentales du II^e Congrès de l'I.C.* rédigées par Lénine. Voici ce qui est dit dans ces thèses aux communistes qui « se trouvent actuellement en minorité aux postes responsables des partis qui ont rompu avec la II^e Internationale et entendent se rapprocher de la III^e » : « Compte tenu des sympathies sincères sans cesse croissantes à l'égard du communisme que manifestent les ouvriers membres de ces partis, il *n'est pas souhaitable* que les communistes les quittent *tant* qu'il leur est possible d'y mener une action pour y faire reconnaître la dictature du prolétariat et le pouvoir des Soviets, et de s'y livrer à la critique des opportunistes et des centristes qui y demeurent ». (Lénine, *Œuvres*, tome XXXI, p. 201.) C'est une directive dictée par une *nécessité* contingente, et en aucun cas une solution considérée comme *idéale* en général, et en particulier pour les « *périodes révolutionnaires* ». C'est une reconnaissance de la faiblesse du mouvement ouvrier dans la plupart des pays européens, et en aucun cas de sa force.

communistes. Mais, contrairement à ce que feront les thèses du II^e Congrès de Moscou, les thèses de Heidelberg ne faisaient même pas allusion au fait que, pour reprendre nos paroles de l'époque (1), « dans certains cas, la corruption des chefs réformistes peut atteindre un niveau tel qu'il devient nécessaire d'abandonner à lui-même un organe qui est déjà pourri », comme par exemple l'énorme confédération syndicale allemande dirigée par les réformistes. Et cela était une lacune grave.

La... bolchévisation du K.P.D. était donc peu solide, et le fameux putsch de Kapp-Lüttwitz des 13-17 mars 1920 ne le prouva que trop. On sait que ce coup de main, œuvre des partisans du Kaiser et du pouvoir des junkers et donc mal vu de la grande bourgeoisie elle-même, échoua misérablement grâce à la grève immédiate des ouvriers, d'une part, et à la ferme décision des syndicats de sauver la jeune République de Weimar, d'autre part, dans une situation qui ressemblait, surtout dans la Ruhr, à la veille d'une guerre civile. Or la Centrale du parti communiste (il est vrai que Lévi était en prison) fit preuve d'abord d'une regrettable passivité, et ensuite d'une incroyable précipitation dans l'action. Elle commença par déclarer que la querelle entre république et monarchie n'intéressait pas directement les ouvriers (mais la question était bien plus vaste : derrière Kapp-Lüttwitz se tenaient les corps francs décidés à en finir avec l'« insubordination » chronique du prolétariat allemand !) ; elle commença aussi par mettre en garde contre les dangers d'une grève générale que la classe ouvrière aurait raison de déclencher et déclencherait sûrement « dans les circonstances et avec les moyens qu'elle jugerait les plus opportuns » (comme s'il était *toujours* possible à la classe opprimée de choisir le *bon* moment pour agir, et comme si on ne devait recourir à la grève générale que pour les objectifs politiques *finaux* !) ; ensuite, sous la pression de la formidable levée en armes de la classe ouvrière, elle opéra un tournant à 180° en mobilisant les ouvriers sur le mot d'ordre « tout le pouvoir aux Conseils ! », comme si le problème était d'abattre l'Etat bourgeois, de but en blanc et sans aucune préparation, et non de *se défendre par les armes*. Le candidat à la dictature, Kapp, s'enfuit sur le conseil des industriels eux-mêmes : « L'unanimité est si grande au sein de la classe ouvrière, lui avait dit Ernst von Borsig (2) qu'il est impossible de distinguer les meneurs des millions d'ouvriers qui ont quitté le travail. » Le mandarin syndical n° 1, Legien, sensible à l'état d'esprit des ouvriers, décida alors de prolonger la grève jusqu'à ce que le gouvernement de ses compères sociaux-démocrates ait donné de sérieuses garanties de réforme : avant tout, éliminer Noske, et prendre des mesures énergiques pour prévenir les attaques contre la république et contre les associations politiques et économiques du prolétariat. Pour renforcer et concrétiser ces revendications, Legien se fit le promoteur auprès de

(1) Cf. *Les tendances au sein de la III^e Internationale*, publiée dans l'Annexe, p. 181.

(2) Cité par P. Broué, dans *Révolution en Allemagne (1919-23)*. Les Editions de Minuit, p. 347.

l'U.S.P.D. de la constitution d'un « gouvernement ouvrier » où devaient être représentés les trois partis issus du vieux tronc de la social-démocratie d'avant-guerre, ainsi que les syndicats.

C'est à partir de ce moment que le magnifique prolétariat allemand, qui s'est lancé à corps perdu dans la lutte dans tous les centres industriels, du Nord au Sud, de l'Est à l'Ouest, assiste désorienté à un pénible carrousel d'ordres et de contre-ordres, de manœuvres et de contre-manœuvres, d'avances et de reculs. L'U.S.P.D., pour ne pas perdre la face à gauche et pour ne pas se brûler à droite, repousse la proposition qu'on lui fait de participer au gouvernement. Les délégués du K.P.D., en particulier W. Pieck (premiers pas... glorieux d'une future gloire stalinienne) se déclarent « disponibles », mais ils sont aussitôt démentis par la Direction qui affirme n'avoir « jamais soutenu la proposition de former un gouvernement de coalition avec les syndicats et les Indépendants ». Le soir du 22 mars, ces derniers, tout en répétant qu'ils ne veulent pas assumer de charges ministérielles, proclament que les contre-propositions « pacificatrices » du nouveau cabinet social-démocrate, le cabinet Müller, sont acceptables, et ils votent pour la cessation de la grève ce qui d'ailleurs se produira (plus subtile, la prétendue « gauche » suggère qu'elle soit « interrompue » !). Mettant fin au jeu de bascule entre la léthargie et la politique de conciliation, le K.P.D. invite les ouvriers à dénoncer la trahison social-démocrate et à poursuivre la grève. Le jour suivant, cependant, il annonce que, puisque « les bases objectives pour la dictature du prolétariat » font défaut, et qu'il est nécessaire d'abord de travailler à la conquête des masses laborieuses au communisme, il considère comme « de la plus grande importance [...] une situation où on puisse utiliser la liberté politique sans limites ni interdictions, et où la démocratie bourgeoise n'ait pas la possibilité [!!!] d'agir comme la dictature du capital ». S'inspirant de ces considérations... stratégiques, le K.P.D. déclare qu'il considère « la formation d'un gouvernement social-démocrate dont seraient exclus les partis capitalistes-bourgeois, comme une condition pour l'action autonome des masses et pour qu'elles se préparent à exercer la dictature prolétarienne. Il pratiquera [donc] à l'égard de ce gouvernement une *opposition loyale*, tant que celui-ci fournira les garanties nécessaires pour l'entrée en fonction des masses, tant qu'il combattra [attends toujours] la contre-révolution bourgeoise par tous les moyens à sa disposition, et ne s'opposera pas au renforcement social et organisationnel de la classe laborieuse ». Enfin le K.P.D. ajoute que « *par opposition loyale il entend la renonciation à préparer une action violente, tout en gardant bien entendu sa liberté d'agitation politique pour ses propres buts et pour ses propres mots d'ordre.* » (1)

(1) Nous citons d'après le volume VII/I des *Dokumente und Materialien zur Geschichte der deutschen Arbeiterbewegung*, Berlin, 1966.

Cette déclaration, qui remplit d'horreur Paul Lévi lui-même dès qu'il l'apprend dans sa prison, provoque une tempête d'indignation dans le parti. Ayant les mains libres, le gouvernement social-démocrate offre à la Reichswehr de von Seeckt l'occasion de prendre sa revanche en éteignant par la force les foyers insurrectionnels dans la Ruhr et ailleurs, et en versant à nouveau le sang des prolétaires malgré les scandaleux accords de... pacification de Bielefeld (1) et les efforts des dirigeants communistes locaux et centraux pour empêcher les manifestants d'aller trop loin (mais, dans de telles conditions, la répression se déchaîne aussi, et peut-être *surtout*, si on se tient tranquille !). Attaqués par les majoritaires, trahis par les indépendants, désorientés par les spartakistes, les ouvriers finissent par céder les armes au bout de quelques jours. C'est maintenant aux tribunaux de guerre de jouer !

Ces tristes événements suscitent dans le parti une kyrielle de récriminations, d'accusations, de défections. Peu de militants comprennent qu'en réalité le mal vient de plus loin. Dans une violente philippique, Radek écrit — et il n'a pas tort — que « l'antiputschisme [des dirigeants du parti] les a conduits à une sorte de *quiétisme* : de l'impossibilité, démontrée expérimentalement en 1919, de conquérir le pouvoir en Allemagne, ils ont déduit, en mars 1920, l'impossibilité de l'action en général, conclusion qui était déjà fautive l'année dernière ». (2) Peu après, au IV^e

(1) L'accord, signé également par deux délégués communistes, prévoyait que « dans une première étape, les ouvriers garderont sous les armes des troupes aux effectifs limités [un embryon d'armée rouge s'était constitué dans la Ruhr], contrôlées par les autorités qui les reconnaîtront comme forces auxiliaires de police. En tout état de cause, les combats devront prendre fin immédiatement. » (In Broué, cit., p. 361.) Accueilli avec une violente hostilité par la base, cet accord sera immédiatement violé par les « autorités » et il sera trop tard pour réagir.

(2) Cf. « *Die kommunistische Internationale* », N° 12/1920. Quant à Lévi qui est sorti de prison, son jugement est sévère pour la passivité de la Centrale, mais beaucoup plus nuancé et possibiliste en ce qui concerne le mot d'ordre d'« opposition loyale », qu'il considère comme la conséquence logique de l'erreur de départ. D'ailleurs, le 16 mars, il affirme que si on lançait les mots d'ordre suivants : 1) armement du prolétariat pour la sûreté de la république ; 2) capitulation sans conditions de Kapp et Lüttwitz ; 3) arrestation immédiate et procès de Kapp et Lüttwitz devant un tribunal d'exception, et si l'on obtenait satisfaction sur ces points, « le prolétariat deviendrait le pilier de la république, et le nouveau gouvernement, quel que soit son nom, ne serait qu'une étiquette recouvrant un changement radical dans les rapports entre les anciennes forces sociales ; alors, après six mois de *développement normal*, nous aurions la république des Soviets. » Cette thèse était un mélange de gradualisme *bien réel* et de radicalisme abstrait.

Le IV^e congrès du K.P.D., tenu à Berlin les 14 et 15 avril, donnera sans doute un coup de barre salutaire, mais il révélera aussi une horreur désormais invétérée pour les manifestations de violence prolétarienne instinctive, démentant d'une part les « calomnies bourgeoises » sur les sabotages, vols, pillages perpétrés pendant les journées de mars, mais rappelant d'autre part les héroïques ouvriers de la Ruhr à l'« autodiscipline », ce qui revenait à donner à ces calomnies une apparence de vérité.

Congrès du K.P.D., il les accuse d'avoir agi en « raisonneurs plutôt qu'en combattants », en substituant au « crétinisme parlementaire » social-démocrate une sorte de « crétinisme gouvernemental », une variante communiste du « possibilisme ». Quelques jours plus tard, bénéficiant d'une gloire imméritée pour n'avoir pas participé à la déplorable manœuvre, les « extrémistes » naguère expulsés au congrès de Heidelberg se constituent en Parti Communiste Ouvrier d'Allemagne (K.A.P.D.). C'était la fin d'un cycle. Un autre plus heureux allait-il commencer ?

Comme d'ailleurs toute la presse socialiste en Italie, « Il Soviet » n'avait pu suivre les tragiques événements de mars qu'avec retard et de seconde main. Mais il avait aussitôt dénoncé la trahison des majoritaires et des Indépendants réunis, et tout en étant d'accord avec les thèses votées par le K.P.D. à Heidelberg cinq mois auparavant, il n'avait pas manqué de déplorer les incertitudes, les oscillations, les tendances légalistes de la centrale du Parti. Le 28 mars il s'était demandé : « Spartacus parviendra-t-il à se relever, à travers la réaction ouvertement militariste, contre la réaction des renégats du socialisme ? Le prolétariat allemand vengera-t-il ses morts héroïques de janvier 1919 ? ». Mais il avait aussitôt ajouté que « une fois encore les socialistes indépendants, avec leur attitude équivoque d'oscillation, ont trahi la cause de la révolution », et il en avait tiré une confirmation de notre vieille thèse qui affirmait que « malgré leur programme hypocrite, que beaucoup prennent pour un programme communiste, [les centristes] sont toujours les fauteurs du régime bourgeois et méritent plus de méfiance encore que les majoritaires » (1) : il n'y avait donc aucune raison de regretter, comme le faisaient à tout bout de champ les maximalistes de l'« Avanti ! » et de « Comunismo », « la scission entre ces girouettes notoires et nos héroïques camarades communistes. » Le 23 avril, il avait reproduit un article de la revue viennoise « Der Kommunismus », qui stigmatisait l'absurde « combinaison de négociations, de grève et d'armement » dont l'U.S.P.D. s'était fait le porte-parole dans la dernière phase de l'affaire Kapp-Lüttwitz, et qui avait arrêté définitivement le destin de ce grandiose mouvement ouvrier. Le 16 mai, tout en justifiant la prudence avec laquelle les spartakistes avaient agi dans une situation grosse de poussées chaotiques et de vellétés incontrôlées, « Il Soviet » avait fait sienne la critique de Bela Kun à la Centrale. En effet « bien que préparer la révolution ne signifie pas avoir toujours les armes à la main, cela implique cependant qu'on se tienne constamment sur le terrain de la lutte, ce qui a à son tour pour conséquence la construction de l'organisation et la disposition à prendre les armes à tout moment. « Aucune préparation d'actions violentes » signifie

(1) Sur les Indépendants et sur leurs manœuvres acrobatiques pour garder un pied dans le gouvernement et un autre dehors à seule fin de mieux fourvoyer les prolétaires, on lira dans l'appendice, les articles *La pensée des Indépendants* et *La situation en Allemagne et le mouvement communiste*, reproduits pp. 179 et 186.

qu'on renonce à la préparation révolutionnaire ». Enfin, écrivant de Berlin, étape sur la route de Moscou, notre délégué au II^e Congrès de l'I.C., tout en réitérant les critiques de fond faites par notre fraction au jeune K.A.P.D., ne taira pas pour autant son jugement sévère sur la passivité du parti communiste et sur ses dangereuses tendances parlementaristes. (N^o du 11 juillet.)

Si nous nous sommes arrêtés si longuement sur cet épisode, c'est qu'il aura des répercussions à long terme. Toute l'histoire du K.P.D. dans les mois et même dans les années suivantes, portera les stigmates de la fragilité et de l'incohérence héritées de sa naissance tardive, avec de brusques passages de la passivité à l'ultra-activisme, de la praxis parlementaire et légaliste à la découverte d'une « théorie de l'offensive » basée sur une appréciation abstraitement économiste de la crise du capitalisme allemand et du capitalisme mondial en général, du lancement de propositions d'action commune à l'U.S.P.D. au refus de l'action commune *même* dans les luttes revendicatives et au sein des syndicats. Les pires innovations tactiques du K.P.D. (lettres ouvertes, fronts uniques, appui à des gouvernements soi-disant ouvriers) finiront par contaminer l'Internationale elle-même, accentuant la crise de celle-ci et l'alimentant au fur et à mesure. Quant au principe du centralisme et de la discipline, qui avait été hâtivement plaqué sur la vieille souche spontanéiste et fédéraliste et ne se rattachait pas à de solides positions programmatiques, tantôt il servira de couverture à des manœuvres équivoques (y compris à une sorte de « national-bolchevisme », qui, d'abord condamné dans le K.A.P.D., sera ensuite adopté par ses propres censeurs), tantôt il sera violé par les innombrables coteries de nature contingente et personnelle plutôt que théorique et politique, dont le K.P.D. donnera le triste spectacle jusqu'au moment où il se précipitera dans les bras accueillants du stalinisme. (1)

Devant ce véritable désastre, qui devait peser sur tout le mouvement communiste mondial, il faut constater avec amertume que nous n'avions que trop raison et que nous n'étions que trop réalistes quand nous répétions obstinément qu'une sélection véritablement « chirurgicale » des jeunes sections de l'Internationale, et surtout de celles de l'Europe centrale, aire cruciale pour la révolution, était nécessaire. A la fin de l'année 1920, au nom d'une illusoire « conquête des larges masses », le K.P.D. accueillera dans son fragile bateau la « gauche » (devenue d'ailleurs la majorité !) de l'U.S.P.D. quitte, un an après, à devoir en rejeter une grande partie par-dessus bord comme un lest encombrant. Mais la voie que suit un parti n'a rien à voir avec celle d'un navire. Les fusions faites et défaites, les zigzags tactiques, les tournants programmatiques peuvent apparemment redresser la proue du vaisseau à la dérive, mais ils ne peuvent pas empêcher que l'équipage en soit désorienté et déçu, que la

(1) Il est caractéristique que dans l'Internationale déclinante, aucun courant ne nous ait paru plus équivoque que la prétendue « gauche » allemande, cancanière, manœuvrière et faisant de la politique une question d'individus.

discipline nécessaire se relâche, que ceux qui le suivent s'éloignent, et que la proue elle-même finisse par aller dans une mauvaise direction. La rigueur est une condition *d'efficacité* à condition de ne pas être une rigueur formelle et « administrative », mais une continuité dans l'action et une cohérence dans la poursuite d'un but *propre*. C'est une leçon que nous tirions dès cette époque, et que nous devons aujourd'hui nous mettre dans la tête et dans le cœur pour qu'elle ne soit pas perdue une fois de plus !

11) La confirmation historique de la fonction de la social-démocratie

L'analyse critique que nous avons développée ici en entrant dans le détail plus qu'on ne pouvait le faire à l'époque, n'est pourtant pas une analyse posthume : l'épisode de Kapp-Lüttwitz suscita des polémiques et des réexamens théoriques et tactiques non seulement dans la direction de l'Internationale ou dans notre Fraction, mais aussi dans des partis et courants en Autriche, Hollande, Hongrie, et bien sûr en Allemagne. Lénine en parla également dans la *Maladie infantile*, et il est intéressant de le citer pour montrer à quel point les reconstructions des historiens peuvent être jésuitiques, lâches et mensongères. Lénine dit (Appendice II) qu'il est parfaitement juste *sur le plan théorique* de constater qu'à un certain moment il manque les bases objectives pour l'instauration de la dictature du prolétariat, et tout aussi juste, *sur le plan tactique*, d'annoncer publiquement qu'on renonce, *dans ce stade* bien précis de la lutte, à abattre par la violence le gouvernement en place et à détruire l'appareil d'Etat. Mais il ajoute aussitôt :

« Si l'on ne doit pas s'arrêter aux inexactitudes de détail dans la formulation, il est cependant impossible de passer sous silence le fait qu'on ne saurait appeler " socialiste " (dans une déclaration officielle du parti communiste) un gouvernement de social-traitres ; qu'on ne saurait parler de l'exclusion des " partis capitalistes bourgeois ", puisque les partis de Scheidemann et de MM. Kautsky-Crispien sont des partis démocrates petits-bourgeois ; qu'on ne saurait enfin écrire des choses telles que le paragraphe 4 de la déclaration [du 23 mars] où il est dit : " Un état de choses où la liberté politique puisse être utilisée sans limites et où la démocratie bourgeoise ne puisse pas agir en qualité de dictature du capital aurait du point de vue du développement de la dictature du prolétariat une importance considérable pour la conquête ultérieure des masses prolétariennes au communisme ". Un tel état de choses est impossible. Les chefs petits-bourgeois, les Henderson allemands (les Scheidemann) et les Snowden allemands (les Crispien), ne sortent pas et ne peuvent pas sortir du cadre de la démocratie bourgeoise, laquelle à son tour ne peut être qu'une dictature du capital. Du point de vue des résultats

pratiques que le C.C. du K.P.D. se propose, à juste titre, d'atteindre, il ne fallait pas du tout écrire ces assertions *fausses en leur principe et politiquement nuisibles* (1). Il suffisait de dire, pour être poli à la façon parlementaire (notez l'ironie !) : tant que la majorité des ouvriers des villes suit les indépendants, nous, communistes, ne pouvons pas empêcher ces ouvriers de se débarrasser de leurs dernières illusions démocratiques petites-bourgeoises (c'est-à-dire aussi *capitalistes, bourgeoises*) en faisant l'expérience de " leur " gouvernement. Il n'en faut pas plus pour justifier un compromis (2) qui est réellement nécessaire et qui doit consister à renoncer pour un temps aux tentatives de renverser par la force un gouvernement auquel la majorité des ouvriers des villes fait confiance » ; ce qui signifie laisser que « leur gouvernement " pur " accomplisse de la façon la plus " pure " ce travail de " purification " des écuries d'Augias du socialisme, de la social-démocratie et autres formes de social-traïhison », c'est-à-dire « révèle dans la pratique à quel point ces gredins de Scheidemann et ces philistins de Kautsky-Crispien [...] mystifient les ouvriers ».

Et c'est dans ce même passage, disons-le entre parenthèses, que Lénine définit les chefs indépendants — d'une façon tout à fait semblable à la nôtre dans les mêmes circonstances — comme « des démocrates petits-bourgeois pleurards, mille fois plus dangereux pour le prolétariat s'ils se déclarent partisans du pouvoir des Soviets et de la dictature du prolétariat, car dans la pratique, ils ne manqueront pas de commettre, à chaque instant difficile et dangereux, une traïhison ».

Et pourtant il se trouve toujours des historiens, y compris des érudits comme le solennel Carr et le troskyste Broué, pour présenter Lénine soit comme celui qui a avalisé la déclaration d' « opposition loyale » des camarades allemands, soit comme celui qui a frayé la voie à la malheureuse formule d'un « gouvernement ouvrier » qu'il aurait fallu appuyer plus ou moins de l'extérieur, alors que précisément dans la *Maladie infantile* il en montre sans ambages toute l'inconsistance !

Voici ce que nous écrivions, quant à nous, dans nos *Thèses de Rome* (1922), si critiquées pour leur « talmudisme » et leur sectarisme, et nous défions les philistins d'y trouver la moindre différence avec les paroles de Lénine, si ce n'est celle d'offrir moins de prise aux spéculations :

« Si l'avènement d'un gouvernement de la gauche bourgeoise ou même d'un gouvernement social-démocrate peut être considéré comme un

(1) On remarquera une fois de plus que Lénine rattache toujours les questions de tactique aux questions de principe. Par ailleurs, l'équation Henderson = Scheidemann et Snowden = Crispian montre qu'en donnant aux communistes anglais la directive (*d'ailleurs discutabile et discutée par nous*) d'adhérer au Labour Party et même d'appuyer un gouvernement travailliste contre les conservateurs, Lénine attendait d'eux qu'ils contribuent à le faire sauter.

(2) On remarquera ce que Lénine appelle un « compromis » : simplement ne pas prétendre faire la révolution prolétarienne quand les conditions *objectives* de celle-ci font défaut, et le dire.

pas vers la lutte finale pour la dictature du prolétariat, *ce n'est pas dans le sens* qu'il fournit des bases économiques ou politiques utiles, et *moins encore* qu'il accorde au prolétariat une plus grande liberté d'organisation, de préparation et d'action révolutionnaires [...]. C'est dans un tout autre sens que l'avènement de ces gouvernements peut être utile : à savoir *dans la mesure où leur œuvre constituera pour le prolétariat une expérience réelle lui permettant de conclure que seule sa propre dictature peut provoquer la défaite du capitalisme*. Il est évident que le parti communiste ne sera en mesure d'utiliser efficacement cette expérience *qu'autant qu'il aura dénoncé par avance la faillite de ces gouvernements* et conservé une solide organisation indépendante autour de laquelle le prolétariat pourra se regrouper lorsqu'il se verra contraint d'abandonner les groupes et les partis dont il avait initialement soutenu en partie l'expérience gouvernementale ». (1)

D'autre part, reconnaître et illustrer les insuffisances, les erreurs, les effrayants zigzags du parti allemand, et en voir la racine au-delà des événements contingents de tel mois ou de telle année, ne veut pas dire qu'on en attribue la cause uniquement à des facteurs *internes* ou, comme on dit, *subjectifs* ; ceux-ci sont, en effet, inséparables d'un ensemble de facteurs matériels, ils en sont le produit autant qu'une des causes. Cela ne veut pas dire non plus qu'on diminue l'héroïque fermeté de militants qui, même s'ils se sont trompés de ligne de tir, se sont battus sans compter, et dans des années extrêmement dures. Cela ne veut pas dire non plus s'abandonner à de vaines hypothèses, en se demandant ce qu'aurait été le parti s'il avait pu disposer jusqu'au bout de la direction de Luxembourg, Liebknecht, ou Jögisches. Le nœud de la question est ailleurs, et il est vital pour la compréhension *générale* des problèmes de la tactique communiste. Quand on a fait la part des déterminations objectives, il reste à bien comprendre — comme le dira Trotsky — que « la réalité ne pardonne aucune erreur *théorique* ». Une fois commises et traduites *en action*, ces erreurs deviennent des faits *objectifs*, durs comme des rocs, qui conditionnent ceux qui y sont tombés et qui s'en apercevront peut-être un jour ou l'autre, mais de toute façon trop tard. Pire encore, elles ont le pouvoir de polariser autour d'elles des hommes et des groupes qui par tradition sont déjà enclins à *ne pas* les reconnaître pour des erreurs. Les individus, *en soi*, ne comptent pas ; mais ce n'est pas un hasard, justement parce qu'il s'agit d'un phénomène social *objectif*, si les tactiques, comme les situations, se choisissent leurs instruments, leurs machines-hommes ; ce n'est pas un hasard si un Lévi a déploré la scission de Livourne et s'il a honteusement dénoncé comme aventuristes, au cours même de la lutte, les combattants de mars 1921 ; ce n'est pas un hasard si les rares militants qui en 1920 s'étaient opposés aux manœuvres du type « opposition loyale », ceux-là même qui formeront plus tard la douteuse gauche de R. Fischer et de Maslow, ont dans les années sui-

(1) *Thèses sur la tactique* présentées au II^e Congrès du Parti Communiste d'Italie, § 33 ; cf. *Défense de la continuité du programme communiste*, cit., pp. 52-53.

vantes *accepté* le mot d'ordre de l'appui extérieur ou même intérieur aux gouvernements « ouvriers » de Saxe et de Thuringe, en en déplorant seulement la... technique d'application. *Personne*, dans le K.P.D., ne comprit jamais — si tenace était le vieux fétichisme de l'« unité » — la leçon que la Gauche italienne avait déjà tirée de la dure réalité des années 1918 et 1919 et qu'elle condensa en 1921 dans l'article *La fonction de la social-démocratie*, désignant par ce terme aussi bien le *centre* que la *droite*.

Nous en reproduisons ci-dessous les passages les plus importants, car ils sont une leçon valable pour tous les pays où « le régime typiquement démocratique existe depuis longtemps, et même est entré dans une phase de décadence après avoir épuisé sa vie historique », et où par conséquent « pour nous, il ne peut y avoir d'autre passage révolutionnaire du pouvoir que des mains de la bourgeoisie dominante à celles du prolétariat, de même qu'on ne peut concevoir d'autre forme de pouvoir prolétarien que la dictature des conseils ». Cette leçon, c'est que :

« La social-démocratie a une fonction *spécifique* dans ce sens qu'il y aura probablement, dans les pays occidentaux, une période où les partis sociaux-démocrates iront au gouvernement, seuls ou en collaboration avec des partis bourgeois. Mais là où le prolétariat n'aura pas la force de l'éviter, un tel intermède ne représentera pas une condition positive, une condition nécessaire de l'avènement des formes et des institutions révolutionnaires, une préparation utile à celles-ci : ce sera au contraire une tentative désespérée de la bourgeoisie pour diminuer et dévier la force de choc du prolétariat et, au cas où il resterait à la classe ouvrière assez d'énergie pour oser se révolter contre le légitime, l'humanitaire, le bon gouvernement social-démocrate, pour l'écraser impitoyablement sous les coups de la réaction blanche [...]. Quant aux propositions tactiques tortueuses de prétendus communistes passés de l'autre côté de la barricade, et qui consistent à favoriser l'accession des sociaux-démocrates au pouvoir, non seulement elles montrent une totale incompréhension des problèmes tactiques tels que la méthode marxiste les pose, mais elles dissimulent à leur tour un piège encore plus dangereux. Il faudra détacher le prolétariat des hommes et du parti destinés à remplir la fonction contre-révolutionnaire de la social-démocratie en séparant par avance les responsabilités de la façon la plus tranchée. Naturellement, cela découragera ces hommes et ces groupes et retardera le moment où ils accepteront l'invitation de la bourgeoisie à assumer le pouvoir ; et il sera bon qu'ils ne s'y décident qu'à la dernière extrémité, lorsque même cette manœuvre sera impuissante à enrayer le processus de décomposition de l'appareil d'Etat bourgeois. [Telle était et telle est, pour nous, la condition — et la limite — de l'utilité possible d'une expérience social-démocrate que nous subirions. Mais nous sommes plus que certains qu'il en était de même pour Lénine.] Nous savons que la bataille finale sera presque certainement livrée à un gouvernement d'ex-socialistes ; mais notre tâche n'est nullement de leur faciliter l'accession au pouvoir : elle

est ou contraire de préparer le prolétariat à l'accueillir d'emblée *comme une déclaration de guerre, et non comme une promesse de trêve dans la lutte des classes et un début de solution pacifique des problèmes de la révolution*. Or on ne peut préparer les masses à cela qu'à condition d'avoir par avance dénoncé devant elles le mouvement social-démocrate, ses méthodes, ses desseins, si bien que ce serait une erreur colossale de sembler consentir à une expérience de gouvernement social-démocrate. Pour toutes ces raisons, nous disons que la tactique révolutionnaire doit être fondée sur une expérience non seulement nationale, mais internationale, et que *le martyre des prolétaires de Hongrie, de Finlande et d'autres pays devrait suffire à épargner aux prolétaires d'Occident*, grâce à l'œuvre infatigable des partis de l'Internationale communiste, la nécessité d'apprendre à leur tour au prix de leur sang quelle est la véritable fonction de la social-démocratie dans l'histoire. La social-démocratie tentera fatalement de suivre sa voie jusqu'au bout, mais les communistes doivent se proposer de la lui barrer le plus tôt possible, et avant qu'elle ne soit parvenue à planter le poignard de la trahison dans les reins du prolétariat. » (1)

Malheureusement, non seulement le parti allemand n'assimila pas cette leçon, mais les débats animés de son 4^e Congrès montrèrent, d'une part, que le quiétisme parlementaire et légaliste sous couvert d'antiputschisme était loin d'être dépassé et que, d'autre part, le problème dominant au sein du parti tendait de plus en plus à devenir, malgré les protestations de certains délégués en contact avec la dure expérience de la lutte à Hambourg et dans la Ruhr, celui de la récupération d'une « gauche » indépendante qu'on couvrait de louanges alors qu'au 3^e Congrès (Karlsruhe, 25-26 février) on l'avait condamnée pour sa capitulation face à la droite qui avait ouvertement trahi (2). La fusion du K.P.D. avec la gauche du parti indépendant, qui se réalisa au cours de l'automne qui suivit le Congrès de Halle, et que notre fraction de Gauche communiste déplora comme un dangereux précédent de relâchement des conditions d'adhésion à l'Internationale Communiste (3) était dans l'air dès le mois d'avril : l'obsession de l'unité à la vie dure !

(1) « Il Comunista » du 6-2-1921. Reproduit dans notre brochure *Communisme et fascisme*, pp. 35 sq.

(2) Cf. surtout le discours de Paul Lévi, *Bericht über den 4. Parteitag etc.*, pp. 51 sq.

(3) Cf. dans « Il Soviet » du 20 octobre 1920, ce commentaire de la scission de l'U.S.P.D. et de la prochaine fusion de son aile gauche (la majorité du parti !) avec le K.P.D. : « Cette réunion de deux partis en un seul, cette fusion, ne peut être acceptée que comme quelque chose d'*exceptionnel*, qui n'est admissible que dans la phase de constitution de l'Internationale Communiste. Ce que nous devons hériter du II^e Congrès, c'est l'organisation du mouvement communiste dans tous les pays, après quoi on ne pourra plus admettre d'autre type d'adhésion à la III^e Internationale que l'adhésion individuelle normale aux Partis qui en constitueront les sections dans les différents pays ». Malheureusement cette norme saine a été bientôt abandonnée au profit du procédé qui aurait dû rester l'exception.

LE K.A.P.D., SES THEORICIENS PANNEKOEK ET GORTER, ET NOUS

Un des aspects caractéristiques du mouvement ouvrier allemand a été sa fragmentation en plusieurs noyaux urbains puissants et concentrés, mais relativement isolés les uns des autres. Cette situation, bien différente de celle de la France par exemple, résultait de l'absence d'une capitale politique unique : sans doute Berlin était-il un pôle de forte concentration ouvrière, mais beaucoup moins que Paris au XIX^e siècle et Petrograd au début du XX^e. En revanche, elle attestait que la grande industrie capitaliste avait pénétré l'Allemagne par tous ses pores. Enracinée dans toute l'histoire antérieure de l'Allemagne, donc, cette caractéristique se manifesta en 1919 par la formation de foyers révolutionnaires vivaces et par la naissance de Communes embryonnaires vite écrasées, un peu partout dans le pays. Mais avant et pendant la guerre, elle s'était déjà reflétée dans la constitution d'une myriade de groupes relativement autonomes au sein du S.P.D., dont la pire conséquence fut que les forces qui auraient pu exprimer l'élan et la combativité des masses prolétariennes poussées à la lutte sociale par le conflit impérialiste et la crise qui suivit eurent tendance à théoriser cet état de fait négatif.

Dans un sens, donc, la prolifération d'immédiatismes soi-disant de gauche en 1919-1920 fut le reflet d'un localisme *objectif* impuissant à briser ses propres limites pour parvenir à une vision globale des problèmes de la révolution prolétarienne, et les spartakistes en ressentirent eux-mêmes les effets, quoiqu'à un degré bien moindre, ce qui rendit leur position beaucoup plus forte. Le prétendu radicalisme de gauche qui suscita le K.A.P.D. en avril 1920 avait pour centres Hambourg, Brême, Berlin et Dresde ; dans le cadre d'une vision générale de type syndicaliste, il présentait une multitude de nuances qui étaient autant de sources de conflits et de scissions futurs ou imminents.

La caractéristique commune qui sautait alors aux yeux (et sur ce point, Lénine n'en savait guère plus que notre Fraction) était la tendance de tous ces groupes à chercher dans des *formes d'organisation économique immédiate* supposées exprimer directement, sans intermédiaires déformants, la volonté de l'ensemble de la classe ouvrière la clé de la victoire contre l'opportunisme, le moyen infaillible d'amener les ouvriers sur le front de la révolution et donc le secret du triomphe final du prolétariat sur le capitalisme. Ces formes avaient beau être, pour les uns, les conseils d'usine (*Betriebsräte*), pour les autres, des syndicats d'industrie au lieu des traditionnels syndicats de métier, et pour d'autres encore, des « Unions » (*Unionen*) supposées « dépasser » l'opposition entre lutte économique et lutte politique à la façon de l'« *One Big Union* » des I.W.W., elles avaient *toutes en commun* une structure *fédéraliste*, afin d'éviter l'odieuse *dictature des chefs*, c'est-à-dire le danger d'un étouffement de la « volonté des masses » par une clique légiférant « d'en haut » (*Führerschaft*).

La question de la révolution était donc réduite à une « question de

formes d'organisation » — et de plus, de formes *économiques* — considérées comme révolutionnaires par elles-mêmes, précisément parce qu'il s'agissait d'organisations *immédiates*, calquant fidèlement la *volonté* de lutte et la « conscience » de classe du prolétariat. Celui-ci n'était donc pas « séparé » pour ainsi dire de lui-même à cause de la médiation du parti, dont certains groupes niaient la fonction, alors que d'autres la réduisaient à « éclairer » théoriquement les masses et à faire un travail de propagande intellectuelle, et que d'autres, enfin, la repoussaient avec horreur. C'est de là que dérivait les manifestations les plus frappantes du « gauchisme » allemand : le mot d'ordre de sortir des syndicats traditionnels, considérés comme des organismes bureaucratiques, et donc contre-révolutionnaires *par nature*, et du parlement, considéré comme le temple non tant du mensonge démocratique, que de la suprématie des « dirigeants » sur les « dirigés », de ceux qui guident (les « *Führer* » parlementaires d'une part, les « *Bonzen* » syndicaux de l'autre) sur ceux qui sont guidés, c'est-à-dire justement comme la négation de la « démocratie », fût-elle « ouvrière » ; la surestimation de la lutte économique aux dépens de la lutte politique, la lutte économique étant considérée comme un processus graduel (bien que violent dans chacune de ses étapes) de conquête du mécanisme productif à sa « source », c'est-à-dire à l'usine ; l'oubli de cette thèse marxiste fondamentale, et que nous avons toujours réaffirmée, qu' « avant d'être un processus de transformation sociale, la révolution prolétarienne est, dans sa phase aiguë, une lutte pour le pouvoir entre la bourgeoisie et le prolétariat, lutte qui culmine dans la constitution d'une nouvelle forme d'Etat dont les conditions sont l'existence des conseils prolétariens comme organes *politiques*, et la suprématie du parti communiste dans ces conseils », et que ce passage historique décisif présuppose pour sa réalisation une « action centralisée et collective *dirigée par le parti* sur le terrain politique », par « le parti marxiste, fort et centralisé, comme le dit Lénine (1). Reflet d'une fragmentation objective du mouvement ouvrier, l'immédiatisme aggravait donc cette fragmentation *en la théorisant* comme un facteur de force alors qu'elle était un facteur de faiblesse.

Ce serait une erreur de croire que ce courant n'exprimait qu'une révolte exaspérée face à la trahison social-démocrate pendant la guerre et, donc, l'après-guerre : bien plus que d'une *déviaton*, il s'agissait d'un courant radicalement *étranger* au marxisme, résurgence d'une vieille maladie du mouvement ouvrier dont il est inutile de relever les affinités avec l'antipartisme et l'antipolitisme syndicalistes-révolutionnaires, et les origines foncièrement idéalistes et qui avait certains précédents en Allemagne (moins nets, toutefois, que dans le mouvement ouvrier des pays latins) puisqu'elle remontait à une époque bien antérieure à la guerre. Pour sortir de l'impasse d'une organisation qui ne « devait » pas être une...

(1) Cf. *Les tendances au sein de la III^e Internationale et Le Parti communiste allemand*, pp. 181 et 175.

organisation et d'une lutte de classe qui ne « devait » pas être... politique, ces courants devaient nécessairement aboutir à des solutions contradictoires : ou bien s'appuyer sur tel ou tel parti, *malgré leur antipartisme*, quoique toujours de l'extérieur ; ou bien nier la fonction originelle de l'organisation économique de masse, qui est de regrouper à la limite tous les salariés ; et c'est bien à ce dernier résultat qu'ils aboutirent, en prétendant, *malgré leur antiautoritarisme*, qu'aux Unions et aux conseils d'usine ne pouvaient adhérer que les prolétaires acceptant « la dictature du prolétariat et le système des Soviets » (rien de moins !), car c'était bien là transformer les organisations de masse en associations ouvrières *d'élite* (1). Aussi faible et enclin au légalisme qu'ait pu être le K.P.D., les thèses théoriques défendues par sa centrale et combattues par les dissidents se plaçaient au contraire « sur la juste base marxiste », et nous le reconnûmes tout autant que l'Internationale (2).

C'étaient ces mêmes groupes qui, au congrès de fondation du K.A.P.D. avaient lancé le mot d'ordre de « sortir des syndicats ». Dans la question des élections ils avaient remporté la victoire, toujours au nom du refus de la dictature des chefs, et ils avaient insisté pour que la structure organisationnelle du parti laisse la plus large autonomie aux sections locales. Tout au long de l'année 1919, le groupe de Hambourg avait été le porte-parole le plus actif de cet immédiatisme aux contours encore imprécis. C'est lui qui avait lancé l'appel des dix-huit délégués exclus au congrès de Heidelberg :

« Toutes les organisations du K.P.D. qui pensent que la dictature prolétarienne doit être la dictature de la classe et non la dictature de la direction d'un parti, et qui estiment que les actions révolutionnaires de masse ne doivent pas être ordonnées *d'en haut* par une *ligue secrète de chefs* (« *geheime Führerbund* »), mais être proposées et préparées par la *volonté des masses elles-mêmes*, au moyen du regroupement des prolétaires révolutionnaires dans des organisations révolutionnaires de masse sur la *base démocratique la plus large*, sont invitées à se mettre en rapport (...) avec la section de Hambourg ».

C'est encore ce même groupe qui inspira le statut de l'« Union générale des ouvriers d'Allemagne » (*Allgemeine Arbeiter-Union Deutschlands*, en abrégé A.A.U.D.) dont nous reparlerons et qui se constitua le 14 février 1920 à Hanovre. Ce statut déclarait :

(1) A propos des groupes d'entreprise (*Betriebsorganisationen*) qui formaient la base des organisations syndicales de l'« opposition communiste », « *Il Soviet* » observait qu'ils ne sont plus « des organes économiques, du fait même que tous les ouvriers n'y ont pas accès », et qu'ils « ne sont pas encore des organes politiques », ce qui contredit l'affirmation selon laquelle ils « conduisent tout le prolétariat sur la véritable voie révolutionnaire ». (Cf. *La situation en Allemagne et le mouvement communiste* reproduit dans l'appendice ci-dessous.) En effet, le programme d'une de ces Unions affirmait explicitement que les groupes d'entreprise qu'elle réunissait n'étaient « ni un parti politique ni un syndicat ».

(2) Cf. également *La situation en Allemagne*, etc., p. 186.

« L'A.A.U.D. organise les salariés pour la lutte finale contre le capitalisme et pour l'instauration par la force de la République des Conseils. C'est dans ce but qu'elle appelle les salariés à s'unir sur le terrain de l'organisation unitaire révolutionnaire, à former une *grande Union* ». L'A.A.U.D. repoussait par principe « les organisations qui : 1) participent à l'application de la loi sur les conseils d'usine [loi qui reconnaissait juridiquement les conseils d'usine et les insérait dans la nouvelle structure de l'Etat républicain] ; 2) refusent la dictature du prolétariat ; 3) ne reconnaissent pas comme base l'organisation par entreprises ». (1)

Tandis que, dès la fin de l'année 1919, le groupe de Hambourg développait la théorie qu'on appellera plus tard le « national-bolchevisme » et qui, en même temps que d'autres raisons, lui fit perdre la prédominance dont il jouissait lors de la fondation de l'A.A.U.D. et pendant les mois suivants, l'organisation de Dresde et de la Saxe orientale portait à ses ultimes conséquences son antiautoritarisme et son antipartisme de principe. Au congrès de fondation du K.A.P.D. en avril 1920, Otto Rühle, qui n'en sera exclu qu'en novembre de la même année, affirmait que « le parti en tant que structure organisationnelle se rattache, dans la justification de son existence historique, au postulat du parlementarisme bourgeois que, dans l'ère de la révolution, nous repoussons par principe. Si la démocratie est la forme classique de la domination bourgeoise, le parti est la forme classique d'affirmation et de représentation des intérêts bourgeois ». La politique de *tout* parti conduit donc nécessairement « à l'opportunisme et aux méthodes tactiques *correspondantes* (négociations, compromis, réformes), que nous repoussons par principe » (2). En 1921, il déclarait : « Etat de classe bourgeois-capitaliste, parlement et parti sont une seule et même chose ; ils naissent et se développent ensemble. Ils se conditionnent l'un l'autre ; ils ne fonctionnent qu'en relation les uns avec les autres ». Il ne s'agissait plus seulement de « détruire les syndicats » qui, tout comme le parti, auraient été le produit du régime bourgeois, et contre-révolutionnaires « *par nature* », parce que fondés sur le centralisme. Il s'agissait bel et bien de « détruire les partis politiques, ces obstacles fondamentaux à l'unification de la classe prolétarienne et au développement ultérieur de la révolution sociale, qui ne peut être la

(1) Il est impossible de donner un tableau même approximatif des innombrables « Unions » surgies en opposition à la grande confédération réformiste et s'inspirant toutes d'une manière ou d'une autre des notions-clés de l'immédiatisme. Comme en témoigne le statut d'août 1919 de l'A.A.U., elles prétendaient toutes que le « pur système des conseils » dont elles étaient la base et le point de départ serait l'organisation économique typique de la nouvelle société. Les groupes d'entreprise qu'elles rassemblaient étaient composés d'ouvriers et d'employés élisant des délégués à l'échelon supérieur. On trouve tous les renseignements concernant ces organisations bigarrées dans l'appendice de *Syndikalismus und Linkskommunismus von 1918-1923* de H.M. Bock, Meisenheim a.G. 1969.

(2) Cf. H.M. Bock, *cit.*, p. 289.

tâche ni des partis, ni des syndicats », pour les remplacer par « le regroupement du prolétariat révolutionnaire dans les entreprises, qui sont les cellules originelles de la production, et le fondement de la société future » (1). C'est à cette fin que devait travailler l'A.A.U. (E), (*Allgemeine Arbeiter-Union [Einheitsorganisation]*), le syndicat scissionniste fondé par le groupe de Dresde après sa sortie du K.A.P.D.

Les positions que nous venons de rappeler sont celles qui vont le plus loin dans le sens du syndicalisme-révolutionnaire et même de l'anarchisme, et donc les plus aberrantes. Mais la position intermédiaire des groupes de Brême et de Berlin-Brandebourg et de leurs théoriciens Anton Pannekoek et Herman Gorter, idoles de certains groupuscules « gauchistes » d'aujourd'hui, ne vaut pas mieux, même si elle est plus subtile et se targue d'une obédience « marxiste » toute formelle. Nous devons donc nous y arrêter, car c'est précisément d'elle que notre Fraction et l'Internationale eurent surtout à se délimiter (2), ce qui n'empêche évidemment pas les historiens à la mode d'assimiler notre position à celle des « gauchistes » allemands ou, dans le meilleur des cas, de leur prêter la même origine.

Contrairement au groupe de Hambourg et surtout à celui de Saxe, « les communistes de gauche » (*Linkskommunisten*) de Brême et de Berlin, loin de se résigner à leur exclusion du parti, avaient au contraire proposé des amendements aux thèses de celui-ci qui, s'ils avaient été acceptés, leur auraient permis de rester dans l'organisation.

En maintenant intégralement le programme voté à Heidelberg, le 3^e Congrès du K.P.D. confirma au contraire l'exclusion des opposants, que la conduite ultérieure du parti pendant « l'épopée » de Kapp dissuada par ailleurs de tout rapprochement avec lui.

Ces opposants n'en avaient pourtant pas déduit de façon catégorique que *tout* parti incarne, en tant que parti, le principe du Mal, ni que ce principe avait élu domicile à Moscou, comme le décréteront bientôt O. Rühle et D. Pfemfert à Dresde. C'est la section de Berlin, aussitôt après les événements de mars, qui convoqua dans la capitale, pour les 4 et 5 avril, les représentants de tous les courants d'« opposition communiste ». C'est alors que naquit ce qui devait être, finalement, un *nouveau* parti, le *Kommunistische Arbeiter-Partei Deutschlands* (K.A.P.D.). Ses bastions les plus forts, numériquement, étaient à Berlin et en Rhénanie-Westphalie, l'A.A.U.D., qu'il inspirait, lui servant d'appendice syn-

(1) Cf. H.M. Bock, cit., pp. 397 et 405.

(2) Cf. en particulier les trois articles sur l'Allemagne, reproduits ci-dessous dans l'appendice.

dical (1), et il possédait les premiers noyaux d'une « organisation de combat » (à la vérité éphémère) qui constituait son réseau militaire dans les usines. Il est probable — impression confirmée également par un article du « Soviet » — que dans le premier semestre de son existence et peut-être encore au début de 1921, le K.A.P.D. a drainé un nombre considérable de prolétaires parmi les plus combatifs et sans aucun doute les plus sensibles à l'humeur des grandes masses. Ceux-ci étaient peut-être moins attirés par les caractères spécifiques du programme du K.A.P.D., que dégoûtés de la tendance au légalisme et des éternelles hésitations du parti officiel. De même, il est tout aussi probable que l'A.A.U.D. dépendant du K.A.P.D. rassemblait les salariés révoltés contre les directives archiconformistes de la grande centrale réformatrice. Ces deux facteurs expliquent aussi bien les efforts de l'Internationale Communiste, jusqu'au III^e congrès (qui se tiendra l'année suivante), pour tendre la main au K.A.P.D., que l'opposition décidée et inconditionnelle du K.P.D. à toute perspective, même lointaine, de réunification.

Au-delà des divergences tactiques sur la question parlementaire et sur la question syndicale, il était clair *et* pour les bolcheviks *et* pour nous — surtout lorsque les positions des anciens dissidents furent théorisées par Pannekoek et Gorter — que ce qui nous séparait de *tous* les courants d'opposition qui avaient convergé dans le K.A.P.D., était des questions fondamentales *de principe*. Ces divergences de principe n'avaient pas empêché les « socialistes [devenus plus tard communistes] internationalistes » de Hambourg et de Brême de se ranger aux côtés de la Gauche de Zimmerwald et de Kienthal pendant la guerre et de mener contre le kautskysme une lutte parallèle à celle de Lénine ; mais les *réalités* de la dictature prolétarienne en Russie ne pouvaient manquer de

(1) Le nouveau programme de l'A.A.U.D., voté à la conférence nationale de Leipzig des 12-14 décembre, montre bien qu'elle était devenue, surtout du fait des Berlinoises, une sorte d'organisation *parallèle* du K.A.P.D. Certes, elle nie que l'existence des partis politiques soit justifiée, « car le développement historique conduit à leur dissolution » ; mais par ailleurs, elle déclare qu'elle ne luttera pas « contre l'organisation politique du K.A.P.D. qui partage son but et ses méthodes de combat, et qu'elle se propose même d'agir en accord avec lui dans la lutte révolutionnaire ». Le but, c'est « la société sans classes, et la première étape qui y conduit est la dictature du prolétariat, c'est-à-dire *la suprématie exclusive de la volonté du prolétariat* sur celle de toutes les organisations politiques et économiques de la société, et son affirmation au moyen de l'institution des conseils ». Quant à « l'affirmation graduelle de l'idée des conseils », elle s'identifie avec le « développement progressif de *la conscience de soi de la classe prolétarienne* ». En s'appuyant sur les organisations illégales d'entreprise, l'A.A.U.D. se charge de la « révolution dans l'usine » et se propose de veiller à ce que « le pouvoir politique soit toujours exercé uniquement par l'Exécutif des conseils », dont les délégués, révocables à tout moment, sont les seuls « dictateurs » au sens étroit du terme, c'est-à-dire des « chefs », mais uniquement dans le sens de « conseillers » (*Berüher*). De tout ce fatras, il ressort clairement que l'A.A.U.D. n'est qu'une simple doublure du K.A.P.D. dont elle approuve entièrement les bases programmatiques. (Cf. in Bock, cit., pp. 395-396, la motion de Leipzig.)

les rejeter de l'autre côté de la barricade. Ne connaissant guère que leurs conceptions tactiques, notre Fraction abstentionniste remarqua que les dissidents du K.P.D. péchaient par « hétérodoxie syndicaliste » (1), en ce sens que d'une part, ils dévalorisaient le rôle du parti et affirmaient la suprématie de la lutte économique sur la lutte politique et que, d'autre part, ils partageaient « la conception anarchiste petite-bourgeoise selon laquelle la nouvelle économie résulterait de l'apparition d'entreprises administrées par les ouvriers qui y travaillent ». (2)

Pourtant, en réalité, la divergence portait sur *tout* le bagage théorique du K.A.P.D. qui était foncièrement *idéaliste* et que seule l'adoption de quelques règles d'interprétation du mode de production capitaliste et de la structure de la société bourgeoise pouvait faire passer pour marxiste. En fait, ce bagage était composé d'ingrédients empruntés, à des degrés divers à l'anarchisme, au syndicalisme-révolutionnaire, au socialisme d'entreprise, au conseillisme et à l'ordinovisme, tous membres de la même grande famille idéologique. Et c'est leur idéalisme commun qui, malgré leurs désaccords initiaux, devait à la longue amener tous ces courants à se ranger sur un même front, celui de la négation du marxisme ou, comme ils préféreront dire par la suite, du « bolchevisme », car ils étaient convaincus qu'il s'agissait de deux doctrines différentes et même incompatibles. Sur le front opposé, nous nous retrouvions avec les bolcheviks (3), tout en estimant que si des prolétaires instinctivement communistes militaient dans les rangs du K.A.P.D., ce n'était pas tellement à cause de ses mérites, que par la faute du K.P.D., et en n'ayant pas la même opinion que Moscou sur les moyens de les ramener à notre cause.

Pour le marxisme, le processus révolutionnaire est essentiellement un heurt physique entre deux classes. Ce sont des déterminations matérielles qui poussent la classe opprimée à l'assaut du pouvoir de la classe ennemie, et elle agit *sans* connaître le but final vers laquelle elle tend, et *avant* de le connaître. C'est sur cette voie qu'elle rencontre le parti qui, par son programme, représente la « conscience » de l'objectif final et des étapes par lesquelles il faudra obligatoirement passer pour l'atteindre et qui offre en outre une organisation à la minorité communiste regroupée sur la base de ce programme. Au contraire, le processus révolutionnaire apparaît à Pannekoek, autant sinon plus qu'à Gorter, comme une prise de conscience *collective* de la voie et du but révolutionnaires par les exploités qui, à leurs yeux, est la *condition préalable* de toute action. Chez les Spartakistes de janvier 1919, on n'avait encore qu'une déviation par

(1) Cf. en appendice « *Les tendances au sein de la III^e Internationale* ».

(2) *Ibidem*, *Le Parti Communiste allemand*.

(3) Cf. l'appendice ci-dessous et notre brochure *Parti et classe* (textes de 1921-1922) qui non seulement rétablit la conception marxiste des rapports entre l'un et l'autre, mais explique à *quelles conditions* le parti peut exercer une influence réelle sur la classe dont il est l'organe de combat révolutionnaire.

rapport à la doctrine correcte : ici, le marxisme est purement et simplement renversé. Dès 1909, Gorter avait écrit (1) que la société nouvelle ne pouvait être que le produit d'un *homme nouveau*, auto-conscient et auto-agissant : « *Il faut révolutionner l'esprit !* » En 1920, Pannekoek ira jusqu'à affirmer qu'« il est nécessaire que le prolétariat, les masses immenses, *discernent clairement la voie et le but* » pour que la révolution s'accomplisse. Si l'opportunisme s'est emparé de la classe ouvrière, le phénomène n'a pas à leurs yeux des racines *matérielles* que les marxistes doivent rechercher ; il est simplement dû au fait que ce processus d'émancipation *spirituelle* ou intellectuelle n'est pas arrivé à son terme. C'est justement, disent-ils « parce que les masses sont encore entièrement soumises à un *mode de pensée* bourgeois qu'après l'effondrement de la domination bourgeoise (N.D.R. : sic !), *elles l'ont rétablie de leurs propres mains* » (2). Ce qu'exagérant jusqu'à l'absurde la formule de « révolution *politique* » employée par R. Luxembourg et critiquée par nous ci-dessus, Pannekoek appelle ici « effondrement de la domination bourgeoise », ce sont les mouvements d'octobre-novembre 1918 qui ont conduit à l'investiture d'Ebert et de l'U.S.P.D. ! Non seulement les masses doivent conquérir la conscience *avant* la révolution (les deux choses coïncidant, tout au moins, à l'apogée du processus), mais elles doivent la conquérir par leurs seules forces, le sujet-classe accomplissant *dans son ensemble* un « bond qualitatif ». La révolution est donc le résultat d'une « *Selbstbewusstsein* » et d'une « *Selbstbetätigung* », c'est-à-dire d'une auto-conscience, auto-activation, auto-motivation, auto-affirmation dans la vie pratique, etc. ! Autrement, on retomberait dans l'opposition *masses-chef*, grand sujet de scandale pour les tribunistes hollandais et les kaapédistes allemands. Pour eux, la « véritable » raison de la capitulation du prolétariat lors du déclenchement de la guerre aurait été d'abandonner aux « chefs » *l'initiative historique* qui lui appartenait en propre en tant que sujet conscient et agissant : ils ne voyaient pas que cela revenait à élever ceux-ci au rang d'artisans de l'histoire, alors qu'ils n'en sont jamais que les instruments.

Si Pannekoek reconnaît encore au parti le droit à l'existence, c'est uniquement pour « propager à l'avance des connaissances claires, pour qu'au sein des masses apparaissent des éléments capables de *savoir* ce qu'il convient de faire dans les grands moments de la politique mondiale, et de *juger* de la situation *par eux-mêmes* ». La tâche du parti se réduit à *conseiller, éduquer, éclairer* les masses ou plutôt à les aider à *prendre*

(1) *Der historische Materialismus, für Arbeiter erklärt von H. Gorter, Stuttgart, 1909.*

(2) « *Weltrevolution und kommunistische Taktik in Der Kommunismus* », n° 28-29, août 1920. Les autres citations de Pannekoek sont également tirées de cet article, ou encore de *Der neue Blanquismus*, in « *Der Kommunismus* », Brême 1920, n° 27. De Gorter, nous citons des extraits de brochure *Réponse à Lénine* (cf. en français, l'édition Librairie Ouvrière, 1930).

conscience d'elles-mêmes, à redécouvrir cette science qu'est le marxisme. Elle n'est au grand jamais de les guider comme organe de lutte, d'unifier les révoltes instinctives, d'orienter le mouvement réel dans une direction que, du moins comme collectivité, il connaît par avance, et surtout pas d'exercer le pouvoir en leur nom. Pour les « marxistes » de son espèce, il était en effet impossible de saisir que la classe ne pourrait comprendre sa propre action qu'après avoir agi et se libérer de l'asservissement intellectuel (de toutes ses chaînes, la plus dure à briser) qu'après avoir détruit tout l'appareil de l'exploitation économique et de l'oppression sociale.

On comprend alors pourquoi, pour les kaapédistes, les conseils (*Räte*) et à un niveau plus élevé les Soviets sont l'expression authentique d'un cours révolutionnaire et en outre les moyens de réaliser le socialisme : ils sont en effet à leurs yeux des formes d'organisation révolutionnaires en soi parce qu'ils réalisent de façon complète et transparente la soudure entre les masses et leur « auto-conscience » - « auto-activité », en d'autres termes parce qu'ils permettent aux travailleurs de décider par eux-mêmes de tout ce qui les concerne. En admettant que le parti les flanque en tant qu' « expert » et « conseiller », les kaapédistes font la concession la plus extrême dont ils soient capables. Pour la même raison, Pannekoek considère la dictature du prolétariat telle que la conçoivent les bolcheviks comme la dictature arbitraire d'une « étroite minorité révolutionnaire » ou plutôt de « son centre », « une dictature exercée à l'intérieur même du parti, dont il expulse qui bon lui semble et exclut toute opposition par des moyens mesquins », bref, comme une nouvelle forme de blanquisme, comme une résurrection de la dictature des chefs (*Führerschaft*) foulant aux pieds les sujets sans défense. Il lui oppose l'idée d'un parti ou plutôt d'une secte composée de gens éclairés « à cent lieues d'avoir le but de tout parti politique (...), prendre directement en main la machine de l'Etat ». Ici Pannekoek rejoint par anticipation Otto Rühle, dont il deviendra effectivement un camarade d'idées quelques années plus tard.

L'antagonisme entre les classes est ainsi remplacé par l'antithèse masses-chefs. Si Pannekoek et Gorter repoussent le parlement, ce n'est pas parce qu'il est l'organe spécifique de la domination de classe de la bourgeoisie : c'est sous le prétexte qu'il est « la forme typique de la lutte par l'intermédiaire des chefs, dans laquelle les masses n'ont qu'un rôle subalterne ». Par son intermédiaire, « le communisme, au lieu de comprendre toute la classe, devient un nouveau parti, avec ses propres dirigeants, qui s'ajoute aux partis existants et perpétue du même coup la division politique du prolétariat » ; et c'est pourquoi sa destruction est « une étape essentielle sur la voie qui conduit à l'autonomie et à l'auto-libération ». De même, en ce qui concerne les syndicats, « c'est leur forme d'organisation elle-même qui interdit d'en faire des instruments de la révolution prolétarienne », qui « réduit les masses à l'impuissance », qui « les empêche d'en faire des instruments de leur volonté ». Dans les orga-

nisations d'usine, au contraire, comme l'explique Gorter, « les ouvriers ont les chefs en main et, par eux, l'orientation elle-même (...) ; ici, chacun des ouvriers reçoit un pouvoir ; autant que cela est possible sous le capitalisme, il est l'artisan et le maître de sa propre destinée, et comme il en va ainsi pour chacun, la masse livre et dirige son propre combat ».

On remarquera que ni Pannekoek ni Gorter ne nient que l'idée « bolchevique » (autrement dit l'idée marxiste, *notre* idée) du parti ait une justification. Mais pour eux, elle correspond à la situation historique de la Russie, engagée dans une révolution double, mi-prolétarienne, mi-bourgeoise, soit que la masse inerte de la paysannerie ait eu besoin d'être dirigée (d'où la nécessité d'un « nouveau blanquisme »), soit que le croisement de deux poussées révolutionnaires différentes ait rendu nécessaire l'art de la manœuvre, privilège des « chefs ». Cette idée du parti n'aurait pas été applicable par contre en Occident, où « le prolétariat est seul et doit faire la révolution seul contre toutes les autres classes », où « il doit posséder les armes les meilleures pour la révolution », et où, « devant faire la révolution tout seul et sans aucune aide, il doit s'élever spirituellement et intellectuellement à une grande hauteur », en se débarrassant des chefs, des partis politiques au sens courant du terme, des syndicats de métier et, pour la même raison, des institutions parlementaires. Répandus dans les rangs du prolétariat, les communistes « s'efforcent avant tout d'élever les masses, comme unité et comme somme d'individus, à un degré de maturité beaucoup plus élevé ; d'éduquer les prolétaires, un à un, pour en faire des lutteurs révolutionnaires, en leur montrant clairement (non seulement par la théorie mais surtout par la pratique), que tout dépend de leurs propres forces, qu'ils ne doivent rien attendre de l'aide extérieure des autres classes, et très peu des chefs ». On remarquera que, tout en courtisant les masses, Pannekoek les réduit à n'être qu'un troupeau d'inconscients qu'on doit éduquer à... ne plus avoir besoin d'aucun éducateur ! D'où la célèbre opposition, dont Lénine se moque dans *La maladie infantile* :

« Deux partis communistes se trouvent maintenant en présence : l'un est le parti des chefs, qui entend organiser la lutte révolutionnaire et la diriger par en haut [...] ; l'autre est le parti des masses, qui attend l'essor de la lutte révolutionnaire d'en bas [...]. Là, c'est la dictature des chefs ; ici, c'est la dictature des masses ! Tel est notre mot d'ordre ». (1)

C'est de cette idéologie, dont l'homogénéité n'est pas diminuée par des nuances personnelles insignifiantes, que s'inspirent l'« appel » et le « programme » approuvés au congrès constitutif du K.A.P.D. L'appel

(1) Cf. *Die Spaltung der K.P.D.* (Spartakusbund, Francfort, 1920). Pour une analyse plus complète de la pensée de Gorter et de Pannekoek, cf. *Gorter, Lénine et la Gauche* dans *Programme communiste*, N° 53-54 (octobre 1971 - mars 1972) et *Sur Anton Pannekoek : Marxisme contre idéalisme, ou le parti contre les sectes* dans le même organe, N° 56 (juillet-septembre 1972).

prend acte de la « faillite politique et morale » du K.P.D. qui est devenu la proie d'une « clique de chefs agissant par tous les moyens de la corruption » et décidés à « saboter la révolution dans l'intérêt de leurs *buts égoïstes* ». Il déclare que le nouveau parti n'est pas un parti « *au sens traditionnel* » (1). « *Il n'est pas un parti de chefs ; son principal [nota bene !] travail consistera à appuyer de toutes ses forces le prolétariat allemand dans sa lutte pour se libérer de toute dépendance par rapport aux chefs* », — moyen le plus efficace pour cette « unification du prolétariat dans l'esprit du conseillisme » qui est le « *véritable but* de la révolution ». Quant au programme, il refait l'historique des luttes de classe dans le monde depuis la fin de la guerre et, dénonçant la crise mortelle dans laquelle le capitalisme se débat, il voit la cause du retard des facteurs subjectifs de la crise révolutionnaire sur les facteurs objectifs dans le fait que « *la psychologie du prolétariat allemand est encore sous l'influence de facteurs idéologiques bourgeois ou petits-bourgeois* ». C'est pourquoi « *le problème de la révolution allemande est le problème du développement de l'auto-conscience du prolétariat allemand* ». Déclarant la guerre aux méthodes de lutte opportunistes, au parlement et aux syndicats (« *seule la destruction des syndicats donnera le champ libre à la marche en avant de la révolution* »), le programme met au centre de l'action révolutionnaire « l'organisation d'entreprise » (*Betriebsorganisation*) où « la masse est l'appareil moteur de la production », où « la lutte intellectuelle, le *révolutionnement des consciences* s'accomplit, dans un affrontement incessant *d'homme à homme, de masse à masse* », et qui a pour tâche essentielle, entre autres, « la préparation à la construction de la société communiste », dont elle est « *le commencement* ». A cette organisation, « *épine dorsale des conseils d'usine* », peuvent appartenir « *tous les ouvriers qui se déclarent pour la dictature du prolétariat* » ; le K.A.P.D. y fera sa propagande en « *décidant avec elle les mots d'ordre* » et en s'organisant de façon à ce que « le parti lui aussi prenne de plus en plus *un caractère prolétarien* [...] et obéisse aux critères de la *dictature par en bas* ». On permettra ainsi — « *et l'organisation d'usine en est la garantie* — qu'avec la victoire, c'est-à-dire avec la conquête du pouvoir par le prolétariat, commence la dictature de la classe, *et non la dictature de quelques chefs de parti et de leur clique* ». Il est inutile d'ajouter que « la forme d'organisation politique de la communauté communiste sera le système des conseils » ; les kaapédistes tombent ici dans la même erreur que les Indépendants, dont la bonne ou mauvaise foi importe peu en l'occurrence : ils supposent que la « société communiste » aura une *forme d'organisation politique* particulière, calquée de surcroît sur un « *type d'organisation* » né de la lutte des classes en plein régime bourgeois.

(1) « *Exprimer en toutes circonstances l'autonomie de l'ensemble des adhérents, tel est le principe fondamental d'un parti qui n'est pas un parti au sens traditionnel.* » Le lecteur qui a lu attentivement ces pages a déjà compris qu'on ne fait ici que revenir d'une part à Bakounine, d'autre part à Proudhon, bref à la vieille polémique contre l'« *autorité* », le « *Conseil général* », la « *dictature de Marx* », etc.

De cette rapide analyse de l'idéologie kaapédiste, il résulte qu'en matière de théorie, de principes et de tactique, elle est, comme nous le disions dès cette époque, *aux antipodes* des positions que la Fraction communiste abstentionniste d'Italie a constamment défendues et condensées dans ses thèses de juin 1920, dans sa polémique avec l'« Ordine nuovo » de Gramsci sur la constitution des Soviets en Italie et dans d'autres articles de la même période. Entre les positions du kaapédisme et les nôtres, il n'y a aucun point de contact, *pas même* sur la question de l'abstentionnisme (1). Pour Gorter et Pannekoek, celui-ci a la valeur d'un *principe*, comme la « négation de l'autorité » dont il procède en a une pour les anarchistes. Pour nous, au contraire, l'abstentionnisme est une *solution tactique* qui doit être mise en relation avec *une phase donnée* du capitalisme et de la lutte prolétarienne, et non pas être considérée, comme valable *dans l'absolu*, c'est-à-dire *en tous temps* et *en tous lieux*. Aujourd'hui, après un amer bilan historique, nous sommes en droit de considérer que cette question de tactique n'est plus secondaire, mais primordiale dans l'aire du capitalisme avancé. Pourtant, il ne nous viendrait pas à l'idée d'en dire autant pour les pays qui en sont encore à faire leur « révolution bourgeoise ». Du fait de l'évolution totalitaire du monde entier, le parlement y a certes une importance plus secondaire encore que du temps des bolcheviks, mais il y reste néanmoins un des terrains où les différentes classes s'affrontent.

(1) C'est au contraire avec le gramscisme (que le docte Italien Corvisieri identifie pourtant avec le léninisme !) que le kaapédisme a non seulement un, mais plusieurs points de contact. Certains prétendent pourtant justifier l'équation abstentionnistes italiens = tribunistes et conseillistes par ce bel argument : « *Il Soviet* » a bien publié des articles de Pannekoek - Gorter !!! Mais « *Il Soviet* » a également publié « à titre d'information et de discussion » des articles de Lukacs et de bien d'autres, pourvu qu'ils aient été importants, tout en précisant qu'il ne pouvait pas « reprendre à son compte toutes les affirmations qui y sont contenues ». Ce faisant, il agissait exactement comme toutes les revues officielles du Komintern : devrions-nous accuser pour autant l'Exécutif de l'I.C. de... maladie tribuniste, ou encore imputer à Lénine des tendances... pannekoekiennes sous prétexte que dans *l'Etat et la Révolution*, il a utilisé certains arguments de Pannekoek contre Kautsky ? De la même façon, nous nous sommes nous aussi servis de certains de ses arguments pratiques en faveur de l'abstentionnisme, tout en gardant nos divergences de principe. La seule différence est que Lénine permit à Radek de qualifier le théoricien hollandais du kaapédisme d'« esprit le plus clair du socialisme occidental », ce qui aggravait uniquement le cas... de Lénine (!)

En raisonnant de cette façon, on pourrait aussi bien attribuer allégrement à l'« Ordine nuovo » une tendance à l'astentionnisme, sous prétexte qu'il accueillait bien dans ses colonnes des articles de... Sylvia Pankhurst ! A quoi bon demander de la pudeur aux historiens opportunistes ? Les Italiens Lepre-Levrero ne déduisent-ils pas du fait que « *Il Soviet* » reconnaissait que le K.A.P.D. était plus combatif que le K.P.D., que « nos préférences » allaient au premier ?! Ils oublient que des réserves tout aussi essentielles que les nôtres n'avaient nullement empêché Lénine d'écrire dans la *Maladie infantile* : « Dans la mesure où j'ai pu examiner les journaux des communistes de gauche et des communistes en général en Allemagne, je remarque que les premiers ont sur les seconds l'avantage de mieux savoir mener l'agitation dans les masses » !

Encore faut-il ajouter que, parfaitement logiques avec eux-mêmes, les théoriciens du K.A.P.D. mettaient en outre la « question parlementaire » et la « question syndicale » dans le même sac. Ils plaçaient ainsi sur le même plan une institution *par nature* étatique et une association ne rassemblant que des salariés. Or si la première exprime la domination de la classe exploiteuse, sous couleur de représenter *plusieurs classes* comme le veut l'idéologie démocratique, la seconde, quoique susceptible de se laisser absorber par l'appareil de l'Etat bourgeois (comme c'est de plus en plus le cas), reflète nécessairement les poussées économiques qui s'exercent sur ses membres, les ouvriers syndiqués, et qui sont la racine de la lutte *politique*. Conquise ou reconquise par le parti, une telle association constitue pour lui un domaine *nécessaire* d'action, de propagande et surtout d'agitation dans la classe ouvrière qui (même par un espion tsariste, aurait dit Lénine) est *de toutes façons organisée*.

Ici, l'erreur des kaapédistes et des tribunistes est double. En premier lieu, ils prétendent construire des organisations économiques automatiquement révolutionnaires en raison de leur forme, alors que chaque forme d'organisation « agit de façon révolutionnaire sous le régime bourgeois dans la mesure où elle est imprégnée d'esprit communiste et agit selon les directives communistes, sur l'impulsion et sous le contrôle des communistes » (1). En second lieu, ils oublient une chose : qu'il s'agisse des syndicats existants, mais ramenés à leur fonction de classe, ou bien de nouvelles organisations devenues nécessaires du fait de l'abandon d'« un organe pourri » par les prolétaires (2), les syndicats seront de toute façon « des organes utiles et efficaces en régime communiste, et pas seulement du fait de leur forme constitutionnelle » (1) ; ils ne devront donc pas être détruits comme les parlements bourgeois, mais mis au service de la dictature du prolétariat.

Le fait que l'Internationale ait sévèrement critiqué le K.A.P.D. ne justifie en aucune façon qu'on nous assimile à lui. Tout au contraire, dès le début, nos critiques ont été en tout point parallèles à celles que l'on trouve dans la « Lettre ouverte aux camarades du Parti Communiste Ouvrier d'Allemagne » datée du 2 juin 1920 par l'Exécutif de l'I.C. Par cette lettre, l'Exécutif tentait de les convaincre de leurs erreurs dans la question *centrale* du Parti et de son rôle dans la révolution prolétarienne et dans la question vitale de l'appartenance aux syndicats réactionnaires regroupant l'immense majorité des travailleurs. Il tentait de leur montrer combien la façon dont ils justifiaient leur abstentionnisme était théoriquement fautive, et les invitait en outre à répudier le « national-bolchevisme de Laufenberg-Wolffheim et l'anarchisme de Rühle. Envisageant la réunification du K.A.P.D. et du K.P.D. s'ils acceptaient les décisions

(1) Cf. *La lettre à Lénine*, reproduite ci-dessous en appendice.

(2) Cf. *Les tendances au sein de la III^e Internationale*, ibidem.

du II^e Congrès (1), il n'était pas moins sévère dans sa condamnation des hésitations et des déviations de ce dernier que nous ne l'avions été nous-mêmes : les doctes historiens en conclueront-ils que Moscou avait un penchant pour... Brême ou Amsterdam (2) ?

Quant au parallélisme que certains historiens établissent entre les tribunistes-conseillistes et nous sur la base de notre distinction commune entre révolution double et révolution purement prolétarienne, il ne tient pas debout non plus. En premier lieu, cette distinction se trouve également chez Lénine. Ici, nous n'en donnerons pour preuve (3) que cette phrase de son *Rapport sur la guerre et la paix* de 1918 qui revient de façon significative dans *La maladie infantile* : il est « infiniment plus difficile de commencer la révolution en Europe et infiniment plus facile de la commencer en Russie », même si en Russie, il est « plus difficile de la continuer et de la mener à son terme ».

(1) Nous ne pouvons pas suivre ici toute l'histoire des rapports entre le K.A.P.D. et l'I.C. Convaincu de se situer « sans réserves sur le terrain de la III^e Internationale », le K.A.P.D. envoya à Moscou une première mission en mai et une seconde en juillet 1920, mais lorsque les délégués Rühle et Merges eurent lu les « Conditions d'admission », ils ne voulurent même pas assister au II^e Congrès et repartirent en tonnant contre la dictature du parti et de ses chefs. Rühle et Laufenberg-Wolffheim ayant été expulsés au cours de la même année, une nouvelle délégation, conduite cette fois par Gorter qui, entre temps, avait écrit la tristement célèbre « *Réponse à Lénine* », se heurte à Zinoviev et à Trotsky à l'Exécutif de novembre 1920 (la brillante critique des positions du K.A.P.D. constitué le même mois a été publiée en appendice à l'édition italienne de la *Réponse à Lénine*, Rome, 1970). Cette délégation obtint toutefois l'admission provisoire du KAPD à l'Internationale comme « parti sympathisant avec voix consultative », après avoir acquiescé à la demande « réitérée de l'I.C. d'entreprendre des démarches en vue de réintégrer le K.P.D. Au même moment, une des « Unions » de la F.A.U. anarcho-syndicaliste, la « Libre Union des Travailleurs de Gelsenkirchen », était accueillie dans l'Internationale Syndicale Rouge.

Malgré tout, la rupture eut lieu au III^e Congrès mondial (juillet 1921), le Komintern ayant reconnu que tous les efforts pour redresser le KAPD étaient désormais vains et le KAPD s'étant convaincu de son côté du fait que « l'idée de créer une opposition au sein de la III^e Internationale est une illusion. ». En septembre 1921, il jeta donc les bases d'une nouvelle Internationale, « l'Internationale Ouvrière Communiste », (en allemand *Kommunistische Arbeiter Internationale* ou K.A.I.). Celle-ci approuva en août 1922 des thèses proclamant que la III^e Internationale, « création russe » et en conséquence à demi-prolétarienne seulement, avait été « dès l'origine en partie contre-révolutionnaire » et de ce fait avait « amené non pas à la victoire, mais à la défaite du prolétariat même dans les pays européens ». Après quoi lesdites thèses reprenaient toutes les idées dont nous avons déjà parlé à propos du KAPD allemand. Etant donnés ces faits, il est tout à fait naturel que les représentants de ce courant aient abouti par divers chemins soit au démocratisation pur, soit à l'anarchisme : ils n'avaient pas « le choix » !

(2) C'est à Brême que, déjà avant la guerre, militaient les « gauchistes » Frölich, Knief, Pannekoek etc... Quant à Gorter il fut membre du bureau de l'I.C. à Amsterdam en 1919-20.

(3) Le lecteur trouvera exposée en détail et dans son développement historique réel la théorie de la révolution double, que Lénine appliquait de toute évidence à la Russie arriérée et non à l'Occident avancé, dans l'article « Critique de la théorie de la révolution permanente », in *Programme Communiste*, n° 57.

En second lieu, les conclusions que nous tirions de cette distinction étaient exactement opposées à celles des kaapédistes. Comme nous l'avons longuement développé plus haut, nous jugions qu'en Europe, il nous fallait être encore plus intransigeants que les bolcheviks : proclamer hautement que la direction de la lutte pour le pouvoir, l'exercice de la dictature du prolétariat incombaient exclusivement au parti et non pas à un « informe parlement du travail », c'est-à-dire à des Soviets échappant à la direction des communistes ou simplement « conseillés » par eux (1) ; pousser à ses ultimes conséquences le refus bolchevique de toute *alliance* politique des communistes avec d'autres partis ou groupes, abandonner même dans une période non révolutionnaire une tactique comme celle du « parlementarisme révolutionnaire », en raison même du poids écrasant des traditions démocratiques en Occident et des racines matérielles profondes que les « partis ouvriers bourgeois » (formule de Lénine), voire « l'impérialisme de la classe ouvrière » (formule de Trotsky) y trouvaient dans l'existence d'une large frange d'aristocratie ouvrière et dans tout un système d'« assistance sociale » pourtant précaire. Les Gorter-Pannekoek en déduisaient tout au contraire qu'en Occident, il fallait liquider le parti au profit d'une vague « démocratie ouvrière » !

Lénine avait mille fois raison de reprocher aux tribunistes-conseillistes de s'autoriser de la « pureté » de la révolution prolétarienne en Occident pour refuser de tenir un « compte précis et rigoureusement objectif de toutes les forces de classe » et pour « ignorer » de façon infantile aussi bien l'appui que des couches même restreintes de demi-classes non prolétariennes peuvent donner à la révolution que la nécessité de neutraliser d'autres couches, surtout à la campagne, mettant toutes ces forces dans le même sac que les sbires de la contre-révolution, ce que nous n'avons jamais fait pour notre part (2).

(1) *Bien entendu*, Lénine (c'est-à-dire le bolchevisme) défendait déjà ces positions, même dans la révolution double de Russie. Il n'empêche qu'il a toujours défini le régime soviétique, même après la victoire d'Octobre, comme une « dictature démocratique du prolétariat et des paysans », dans ce sens que le prolétariat ne pouvait espérer s'y maintenir au pouvoir sans faire aucune concession économique à la paysannerie produisant *pour le marché*. Il n'empêche également que « La Déclaration des droits du peuple travailleur et exploité » ratifiée par le 3^e Congrès pan-russe des Soviets (janvier 1918) présente, en dépit de caractéristiques déjà socialistes, des analogies avec les Constitutions historiques des révolutions anglaise et française, dans ce sens qu'elle parle encore du « peuple » et de ses « droits », chose qui n'aurait même pas été concevable dans une révolution purement prolétarienne et socialiste (Cf. *L'Economie russe d'Octobre à nos jours*, par Révolutions et Constitutions bourgeoises, p. 21, Ed. Programme Communiste). C'est dans ce sens que la Gauche « italienne » exigeait « une plus grande intransigeance » en Occident.

(2) Il suffit de rappeler aux « historiens » qu'une des premières publications du P.C. d'Italie dirigé par la Gauche a été la brochure *La Question agraire d'A. Bordiga* qui analyse à fond les différentes couches sociales de la paysannerie, ainsi que les différentes tactiques que le parti doit appliquer dans tous les cas où il peut s'assurer soit leur appui soit au moins leur neutralité, alors que dans d'autres cas il doit au contraire exclure ces deux possibilités.

Parallèlement, à partir de 1921, Gorter et le « courant d'Essen », c'est-à-dire une bonne partie du K.A.P.D., allèrent jusqu'à nier la lutte revendicative et à exclure le recours à la grève pour tout autre but que l'assaut au pouvoir, comme si *la révolution ou rien !* pouvait signifier autre chose que *jamais de révolution !* A la même époque, la Gauche à la tête du Parti Communiste d'Italie né du congrès de Livourne menait une action syndicale impétueuse et brillante aussi bien dans les campagnes que dans les villes.

En conclusion, nous ne pouvons que résumer ce que nous avons développé dans les chapitres précédents. Il n'existe pas de « marxisme occidental » opposé à un « marxisme oriental » qui serait représenté par Lénine. Il existe d'une part le marxisme qui était (et est) la doctrine des bolcheviks et la nôtre ; et puis, d'autre part, il y a un paramarxisme ou mieux extra-marxisme qui était commun au K.A.P.D. et à l'Ordine Nuovo et dont aujourd'hui encore tous les spontanéistes et ouvriéristes anti-parti s'inspirent.

En 1920, c'étaient les divergences tactiques qui étaient les plus voyantes et peut-être cela a-t-il contribué à obscurcir aussi bien à nos yeux qu'à ceux des bolcheviks l'opposition de principe autrement plus profonde qui nous séparait ensemble de ces courants. Aujourd'hui, cette opposition éclate au contraire aux yeux de tout marxiste qui a le courage d'avaler leur indigeste production doctrinale.

Si dans son livre, Lénine a violemment réagi contre l'« extrémisme de gauche » qui était plus une gangrène qu'une « maladie infantile » ; si tout en s'excusant de trop peu nous connaître, il nous a soupçonnés d'affinités avec les « *Links kommunisten* » ; s'il nous a malheureusement mis dans le même sac qu'eux, nous qui depuis des années nous étions farouchement battus contre leur famille idéologique et qui n'avons pas cessé depuis, ce n'est pas parce qu'il était « droitier », comme il reconnaîtra un an plus tard avoir pu le sembler : c'est parce qu'en tant que marxiste de race, il ne pouvait qu'éprouver une répugnance théorique instinctive devant une infection idéaliste réelle, comme en Allemagne, ou même soupçonnée, comme en Italie, du moins en ce qui nous concernait.

Un des plus grands dommages causés par l'immédiatisme kaapédiste au mouvement communiste aura précisément été d'obscurcir les termes d'une polémique qui aurait dû se dérouler exclusivement entre marxistes, et sur le seul terrain acceptable par des marxistes. Sans cet obscurcissement, l'Internationale communiste ne se serait peut-être pas contentée de condamner l'abstentionnisme ou plutôt le nihilisme tactique de ce courant et l'idéologie dont il provenait : la polémique aurait pu l'amener à formuler non seulement un corps de doctrine *impératif*, comme nous aurions voulu que le II^e Congrès le fasse, mais aussi un ensemble de normes tactiques plus rigoureuses que les normes suggérées par les bolcheviks, quoique nullement « irréalistes », et à les imposer aux sections nationales comme obligatoires.

13) Premières tentatives de contacts internationaux

La Fraction Communiste Abstentionniste s'était constituée officiellement à la suite du Congrès de Bologne (5-8 octobre 1919) au sein du P.S.I. qui avait adhéré à l'Internationale Communiste au mois d'avril. Ainsi que cela avait été annoncé dans le communiqué de clôture du congrès, elle tenta d'établir au cours des mois qui suivirent une série de liaisons internationales, en particulier avec Moscou.

Malgré la constitution de l'Internationale au Premier Congrès des 2-19 mars 1919, les informations qui parvenaient à Moscou sur la situation en Europe occidentale, et en particulier sur l'évolution des partis socialistes, étaient rares, incomplètes et souvent erronées. Les contacts directs manquaient ou étaient si fragiles qu'en Italie, le parti ne connut les premières thèses et circulaires fondamentales de la III^e Internationale qu'au début de 1920 : il ne pouvait avoir que des notions confuses et approximatives sur le difficile processus de formation des partis communistes européens. Les choses n'allaient d'ailleurs pas mieux dans le sens inverse, malgré la présence en Europe occidentale d'émissaires plus ou moins qualifiés du Komintern, représentant le fameux « œil de Moscou », Degot d'abord, puis Niccolini-Liubarski et enfin Chiarini-Haller.

Il n'est donc pas étonnant que Lénine ait salué le résultat du congrès de Bologne comme un important succès du communisme international, et considéré Turati, le pur réformiste, comme un représentant du centre et non de la droite, et donc Serrati, Lazzari, etc., comme des représentants de la gauche. Ce jugement erroné pesa sur le processus de formation de l'organisation mondiale du prolétariat révolutionnaire, et ce n'est qu'après son Second Congrès (juillet-août 1920) que le véritable visage du maximalisme italien commença à apparaître clairement aux artisans de la révolution d'Octobre. Pour la Fraction communiste abstentionniste, il était d'autant plus urgent de prendre directement contact avec Moscou et de faire connaître aux dirigeants de l'Internationale la nature, les positions et les perspectives de développement du communisme en Italie, en supprimant du même coup l'obligation paradoxale de partager la vie du P.S.I. qui s'imposait aux véritables communistes, étant donnée l'adhésion de celui-ci à l'Internationale.

Malheureusement, les deux lettres envoyées par la Fraction le 10 novembre 1919 et le 11 janvier 1920 au Comité central (en réalité l'Exécutif) de l'Internationale communiste ne sont jamais parvenues à Moscou : peu importe à qui elles furent confiées, mais elles finirent toutes deux dans les archives de la police italienne, ce qui confirme la fragilité du réseau organisatif construit en Europe par les émissaires du Komintern. Or non seulement cette perte empêcha les bolcheviks de connaître les véritables positions de la gauche en Italie, mais elle retarda de presque un an la révision graduelle de leur jugement sur le maximalisme serratién, fraction majoritaire du P.S.I., et, de façon plus générale, leur reconnais-

sance du fait qu'en Europe les critères de sélection des partis-membres de l'I.C. devaient être beaucoup plus rigoureux.

La première fut écrite avant que les premiers textes de l'I.C. soient parvenus en Italie (début 1920), tandis que la seconde se réfère au contraire à la lettre de Lénine et la circulaire de Zinoviev publiées ci-dessous dans l'appendice. Elles montrent toutes deux clairement que tout ce que nous avons dit ci-dessus des positions de la Gauche d'Italie n'a rien d'une reconstruction *a posteriori*, mais est parfaitement conforme aux positions prises dès le début :

I

FRACTION COMMUNISTE ABSTENTIONNISTE DU PARTI SOCIALISTE ITALIEN

Comité central

Naples, Borgo S. Antonio Abate, 221

Au Comité de Moscou de la III^e Internationale

Notre fraction s'est constituée après le congrès de Bologne du Parti socialiste italien (6-10 octobre 1919), mais elle avait commencé auparavant sa propagande au moyen du journal Le Soviet de Naples, et convoqué une réunion le 6 juillet 1919 à Rome au cours de laquelle fut approuvé le programme présenté ensuite au Congrès. Nous vous envoyons une collection du journal et plusieurs copies du programme et de la motion qui furent soumis ensemble au vote du congrès.

Il est bon de noter tout d'abord que pendant toute la durée de la guerre, il y eut au sein du Parti un fort mouvement extrémiste qui s'opposait à la politique trop faible du groupe parlementaire, de la Confédération Générale du Travail — parfaitement réformistes — et de la Direction du Parti elle-même, bien qu'elle ait été révolutionnaire intransigeante au sens des décisions des congrès d'avant-guerre. La Direction a toujours été divisée en deux courants à l'égard du problème de la guerre ; le courant de droite était dirigé par Lazzari, auteur de la formule « ni adhérer ni saboter » ; le courant de gauche par Serrati, directeur de l'« Avanti ! ». Dans toutes les réunions tenues durant la guerre, les deux courants furent pourtant solidaires, et tout en faisant des réserves sur l'attitude du groupe parlementaire, ils ne s'opposaient pas à lui de façon décidée. Des éléments de gauche étrangers à la direction du Parti luttaient contre cette équivoque en se donnant pour but d'éliminer les réformistes du groupe et d'adopter une action plus révolutionnaire.

Le congrès de Rome de 1918, tenu peu après l'armistice, fut incapable même seulement de rompre avec la politique conciliatrice des députés, et la Direction, bien qu'elle s'adjoignît des éléments extrémistes comme Gennari et Bombacci, ne changea pas substantiellement sa posi-

tion, atténuée par la faiblesse dont elle faisait preuve envers certaines manifestations de la droite hostile à l'orientation de la majorité du Parti.

Après la guerre, en apparence, tout le Parti prit une orientation « maximaliste » en adhérant à la III^e Internationale. L'attitude du Parti ne fut pourtant pas satisfaisante du point de vue communiste ; nous vous prions de voir dans Le Soviet les polémiques avec le groupe parlementaire, avec la Confédération (à propos de la « Constituante professionnelle ») et avec la Direction elle-même, plus spécialement à propos de la préparation de la grève des 20 et 21 juillet.

Avec d'autres camarades de toute l'Italie, nous nous sommes immédiatement orientés vers l'abstentionnisme électoral, que nous avons défendu au congrès de Bologne. Nous désirons qu'il soit clair qu'au congrès nous nous sommes séparés de tout le reste du Parti non seulement sur la question électorale, mais encore sur celle de la scission du Parti.

La fraction « maximaliste électoraliste », majoritaire au congrès, avait accepté elle aussi la thèse de l'impossibilité du maintien des réformistes au sein du Parti, mais elle y renonça à cause de considérations purement électorales malgré les discours anti-communistes de Turati et Treves.

Cela constitue un fort argument en faveur de l'abstentionnisme : la constitution d'un parti purement communiste ne sera pas possible si l'on ne renonce pas à l'action électorale et parlementaire.

Dans les pays occidentaux, la démocratie parlementaire prend des formes d'un caractère tel, qu'elle constitue l'arme la plus formidable pour dévier le mouvement révolutionnaire du prolétariat.

Depuis 1910-1911, la gauche de notre parti est engagée dans la polémique et la lutte contre la démocratie bourgeoise, et cette expérience conduit à conclure que dans l'actuelle période révolutionnaire à l'échelle mondiale, tout contact avec le système démocratique doit être coupé.

La situation actuelle en Italie est la suivante : sûr de remporter ainsi un grand succès électoral, le Parti mène campagne contre la guerre et les partis qui ont été favorables à l'intervention, mais comme le gouvernement actuel est formé par les partis bourgeois opposés à la guerre en 1915, cela détermine une certaine confluence entre l'action électorale du Parti et la politique du gouvernement bourgeois.

Comme tous les ex-députés réformistes sont à nouveau candidats, le gouvernement Nitti, qui entretient avec eux de bons rapports comme le prouvent les dernières vicissitudes parlementaires, fera en sorte qu'ils soient réélus. Par la suite, l'action du Parti, déjà épuisé par les grands efforts de l'actuelle campagne électorale, se perdra en polémiques contre l'attitude conciliatrice des députés. Nous aurons ensuite la préparation des élections municipales en juillet 1920 ; pendant de longs mois, le parti ne fera ni propagande ni préparation sérieusement révolutionnaires.

Il faut souhaiter que des événements imprévus ne viennent pas surprendre le parti et le balayer (1).

Nous accordons de l'importance à la question de l'action électorale et nous pensons qu'il n'est pas conforme aux principes communistes de laisser chaque parti adhérent à la III^e Internationale prendre sa décision à ce sujet. Le Parti communiste international devrait examiner et résoudre ce problème.

Aujourd'hui, nous nous donnons pour but de travailler à la constitution d'un parti vraiment communiste, et c'est en ce sens que notre fraction travaille au sein du P.S.I. Nous souhaitons que les premiers événements parlementaires poussent vers nous beaucoup de camarades, de manière que nous puissions réaliser la scission d'avec les social-démocrates.

Au congrès, 67 sections avec 3.417 voix ont voté pour nous, tandis que les maximalistes électoralistes l'emportaient avec 48.000 voix et que la droite recueillait 14.000 voix.

Nous sommes également en désaccord avec les maximalistes sur d'autres questions de principe ; pour abrégé, nous joignons une copie du programme approuvé au congrès et qui est aujourd'hui le programme du Parti (malgré le changement de programme, pas un seul adhérent n'a quitté le parti), avec quelques-unes de nos observations.

Il faut noter que nous n'entretiens pas de rapports de collaboration avec des mouvements étrangers au parti comme les anarchistes et les syndicalistes, parce que ceux-ci suivent des principes non communistes et sont opposés à la dictature prolétarienne ; ils nous accusent même d'être plus autoritaires et centralisateurs que les autres maximalistes du parti. Voyez à ce sujet les polémiques dans Le Soviet.

En Italie, un travail complexe de clarification du programme et de la tactique communistes est nécessaire, et c'est à lui que nous consacrerons toutes nos forces. Si l'on ne réussit pas à organiser un parti qui s'occupe uniquement et systématiquement de la propagande et de la préparation communiste au sein du prolétariat, la révolution pourra être vaincue.

Dans le domaine tactique et spécialement en ce qui concerne la constitution des Soviets, il nous semble que même nos amis commettent des erreurs, avec le danger de tout limiter à une modification réformiste des syndicats de métier. On travaille en fait à constituer des comités d'usine, comme à Turin, et l'on réunit ensuite tous les commissaires d'une industrie donnée (métallurgie) qui prennent la direction du syndicat professionnel en nommant son comité exécutif.

(1) Comme on l'a vu, c'était aussi la préoccupation de Lénine, mais sa lettre n'était pas connue alors.

On reste ainsi en dehors des fonctions politiques des Conseils ouvriers auxquelles il faudrait préparer le prolétariat, bien que, selon nous, le problème le plus important soit d'organiser un puissant parti de classe (parti communiste) qui prépare la conquête insurrectionnelle du pouvoir.

Nous désirons vivement connaître votre opinion :

a) Sur l'électoratisme parlementaire et municipal et l'opportunité d'une décision de l'Internationale communiste sur ce sujet ;

b) Sur la scission du parti italien ;

c) Sur le problème tactique de la constitution des Soviets en régime bourgeois et sur les limites de cette action.

Nous vous saluons, ainsi que le grand prolétariat russe, pionnier du communisme mondial.

Naples, le 10 novembre 1919.

II

FRACTION COMMUNISTE ABSTENTIONNISTE DU PARTI SOCIALISTE ITALIEN

Comité central

Naples, Borgo S. Antonio Abate 221

Au comité central de la III^e Internationale communiste.

Naples, le 11 janvier 1920.

Très chers camarades,

Le 11 novembre nous vous avons déjà envoyé une communication. Nous utilisons la langue italienne, sachant que votre bureau est dirigé par la camarade Balabanova, qui la connaît très bien.

Notre mouvement a été constitué par ceux qui ont voté pour la tendance abstentionniste au congrès de Bologne. Nous vous adressons de nouveau notre programme et la motion qui l'accompagne. Nous espérons que les collections de notre journal, Le Soviet, vous sont parvenues, et nous envoyons cette fois-ci des copies des deux premiers numéros de la nouvelle série dont la publication a commencé au début de l'année.

Le but de la présente lettre est de vous soumettre quelques observations à la lettre du camarade Lénine aux communistes allemands, que l'« Avanti ! » du 31 décembre a reproduite de la Rote Fahne (1) du 20, de façon à bien vous préciser quelle est notre attitude politique.

(1) Organe des communistes allemands.

Nous appelons tout d'abord votre attention sur le fait que dans le Parti socialiste italien il y a encore de ces socialistes opportunistes, du type de Kautsky et d'Adler, dont parle la première partie de la lettre de Lénine. Le parti italien n'est pas un parti communiste et pas même un parti révolutionnaire ; la majorité « maximaliste électoraliste » elle-même est plutôt sur le terrain des indépendants allemands. Au congrès, nous nous sommes opposés à elle non seulement pour la tactique électorale, mais aussi pour ce qui concerne l'exclusion du parti des réformistes dirigés par Turati.

Le désaccord entre nous et ces maximalistes qui ont voté à Bologne la motion Serrati n'est pas identique à celui qui sépare les partisans de l'abstentionnisme et les partisans de la participation électorale à l'intérieur du parti communiste allemand, mais bien plutôt à celui qui sépare les communistes des indépendants.

Du point de vue programmatique, notre point de vue n'a rien à voir avec l'anarchisme et le syndicalisme. Nous sommes partisans du parti politique marxiste fort et centralisé dont parle Lénine, et nous sommes même les plus tenaces défenseurs de cette conception dans le camp des maximalistes. Nous ne préconisons pas le boycottage des syndicats économiques, mais leur conquête par les communistes, et nos directives sont celles que nous lisons dans une relation du camarade Zinoviev au congrès du Parti communiste russe publiée dans l'« Avanti ! » du 1^{er} janvier.

Quant aux Conseils ouvriers, ils n'existent en Italie que dans quelques localités, et ils sont seulement des Conseils d'usine, composés de commissaires d'atelier et s'occupant de questions intérieures à l'entreprise. Notre intention est au contraire de prendre l'initiative de la constitution de Soviets municipaux et ruraux, élus directement par les masses réunies par entreprises ou villages, car nous pensons qu'au cours de la préparation révolutionnaire, la lutte doit avoir un caractère essentiellement politique. Nous sommes pour la participation aux élections lorsqu'il s'agit d'une représentation de la classe ouvrière, quelle qu'elle soit, et donc lorsque seuls les travailleurs y prennent part. Nous sommes au contraire ouvertement opposés à la participation des communistes aux élections législatives, municipales ou provinciales, car nous retenons qu'il est impossible de mener une œuvre révolutionnaire dans les organismes correspondants, et nous croyons que l'action et la préparation électorales font obstacle à la formation au sein des masses laborieuses de la conscience communiste et à la préparation à la dictature prolétarienne opposée à la démocratie bourgeoise.

Participer à de tels organismes tout en évitant les déviations social-démocratiques et collaborationnistes constitue une solution qui n'existe pas en réalité dans la situation historique actuelle, comme les faits le démontrent même pour l'expérience parlementaire italienne actuelle. Nous sommes parvenus à de telles conclusions à partir de l'expérience de la

lutte menée par l'aile gauche de notre parti, de 1910-1911 à aujourd'hui, contre tous les mensonges du parlementarisme, dans un pays qui est dirigé depuis longtemps par un régime démocratique bourgeois : la campagne contre le ministérialisme, contre les blocs électoraux avec des partis démocratiques, dans les élections législatives ou municipales, contre le maçonisme et l'anticléricalisme bourgeois, etc. De cette expérience, nous tirons la conclusion que le plus grand danger pour la révolution socialiste est constitué par la collaboration avec la démocratie bourgeoise sur le terrain du réformisme social ; cette expérience s'est généralisée ensuite au cours de la guerre et des événements révolutionnaires de Russie, d'Allemagne, de Hongrie, etc.

L'intransigeance parlementaire était réalisable, avec des heurts et des difficultés continuelles toutefois, dans une période non révolutionnaire, lorsqu'on estimait impossible la conquête du pouvoir par la classe ouvrière ; et les difficultés de l'action parlementaire sont d'autant plus grandes que le régime et la composition du parlement lui-même ont davantage un caractère traditionnellement démocratique. C'est avec ces critères que nous comparerions la participation d'aujourd'hui avec celle des bolcheviks aux élections de la Douma après 1905.

La tactique suivie par les camarades russes à l'égard de la Constituante : participation aux élections, puis dissolution par la force de l'assemblée, même si elle n'a pas constitué une condition défavorable au succès dans ce cas, serait dangereuse dans des pays où la représentation parlementaire, au lieu d'être de formation récente, est une vieille et solide institution, bien ancrée dans les consciences et les habitudes du prolétariat lui-même.

Le travail nécessaire pour prédisposer les masses à l'abolition du système de représentation démocratique nous semble devoir être beaucoup plus vaste et substantiel qu'en Russie et peut-être en Allemagne, et la nécessité de donner le maximum d'intensité à cette propagande visant à abaisser l'institution parlementaire et à éliminer sa néfaste influence contre-révolutionnaire, nous a conduit à la tactique abstentionniste. Nous opposons à l'activité électorale la conquête violente du pouvoir politique par le prolétariat pour la formation de l'Etat des Conseils, et notre abstentionnisme ne découle donc nullement d'une négation de la nécessité d'un gouvernement révolutionnaire centralisé. Nous sommes même opposés à la collaboration avec les anarchistes et les syndicalistes dans le mouvement révolutionnaire, parce qu'ils n'accepteront pas ces critères de propagande et d'action.

Les élections générales du 16 novembre, au cours desquelles le P.S.I. s'est pourtant présenté sur la plate-forme du maximalisme, ont prouvé une fois de plus que l'action électorale exclut et fait oublier toute autre activité, et surtout toute activité illégale. En Italie, le problème n'est pas d'unir l'action légale et l'action illégale, comme Lénine le conseille aux communistes allemands, mais de commencer à diminuer l'activité légale pour aborder l'activité illégale, qui fait complètement défaut.

Le nouveau groupe parlementaire s'est consacré à une œuvre social-démocratique et minimaliste, faisant des interpellations, préparant des projets de loi, etc.

Nous concluons cet exposé en vous déclarant que, selon toute probabilité, si nous sommes restés jusqu'ici au sein du P.S.I. et avons observé la discipline à l'égard de sa tactique, d'ici peu et peut-être avant les élections municipales qui auront lieu en juillet, notre fraction se séparera d'un parti qui veut conserver de nombreux anticomunistes, pour constituer le Parti communiste italien dont le premier acte sera de vous adresser son adhésion à l'Internationale communiste.

Saluts révolutionnaires.

S'il en était besoin, ces deux lettres suffiraient déjà à convaincre le lecteur du fait que ce que nous avons longuement développé dans les paragraphes ci-dessus sur notre double lutte contre le centrisme (1) d'une part et la déviation anarcho-syndicaliste de l'autre n'est nullement une construction *a posteriori*, mais une réalité historique attestée par tous les documents d'époque.

En ce qui concerne les anarcho-syndicalistes et les syndicalistes révolutionnaires, notre polémique contre eux avait d'ailleurs des précédents remontant bien avant la guerre (2). Les *Industrial Workers of the World* (I.W.W. ou, familièrement, *woblies*) avaient eu le mérite d'avoir organisé dès le début du siècle, contre l'*American Federation of Labor* (A.F.L.), un réseau de syndicats d'industrie ouverts à tous les ouvriers sans distinction de race, de nationalité ou de qualification, et tout spécialement aux manœuvres et aux émigrés surexploités, et d'avoir dirigé de puissantes grèves, avant et pendant la guerre, malgré les interdictions des bonzes confédéraux. Dans la période d'après-guerre, ces militants combattifs furent l'objet de persécutions féroces ; cela n'a rien d'étonnant puisqu'ils étaient les seuls à lancer le vieux cri de guerre prolétarien au pays de Cocagne de la prospérité capitaliste : « La classe ouvrière et la classe des entrepreneurs n'ont rien en commun (...). Entre ces deux classes, la lutte ne peut cesser avant que les travailleurs du monde entier ne se soient organisés en classe, aient pris possession de la terre et des installations productives, et aient aboli le système salarial ! ». Leur combativité ne pouvait toutefois faire oublier qu'ils ne dépassaient, ni ne voulaient dépasser, la limite de l'association *syndicale*, conçue en outre comme une *forme intrinsèquement révolutionnaire* parce qu'orga-

(1) Compris dans un sens plus large que ne le faisaient les bolcheviks, puisque comme on l'a vu, nous y incluons les maximalistes italiens et les indépendants allemands.

(2) Elle a été longuement exposée dans le volume 1 de « *Storia della Sinistra comunista* » dont un copieux résumé en français a paru dans les N°s 28 et 29 (1964) et 31, 32 et 33 (1965) de *Programme Communiste*.

nisée sur la base de l'industrie ; et que s'ils brandissaient le drapeau de l'action directe et de la grève générale, ils repoussaient par principe la *lutte politique* (dont ils ne parvenaient pas à comprendre qu'elle pouvait être autre chose qu'une lutte parlementaire) et donc son organe, le *parti de classe*, qui exprimait pour eux la domination des « chefs » sur les « masses », la grève générale leur apparaissant du reste comme un moyen miraculeux apte à provoquer à *lui seul*, uniquement en paralysant la production, l'écroulement du « système », sans insurrection armée et à plus forte raison sans dictature et sans terreur. D'autre part, ils s'imaginaient, comme les ordinovistes italiens, qu'« en s'organisant par l'industrie, on crée la structure de la nouvelle société au sein de l'ancienne », remplaçant ainsi le gradualisme réformiste par une sorte de « gradualisme révolutionnaire » excluant la prise du pouvoir politique : les syndicats « industriels » se seraient ensuite unis en un seul grand syndicat, *One Big Union*, qui aurait assumé la direction plus ou moins planifiée de l'économie socialiste. On trouvait donc chez eux un élément de syndicalisme à la Sorel ; même dans l'aile « politique » du mouvement, regroupée autour de Daniel de Leon et qui, en 1908, s'était séparée de la vieille organisation, le parti était réduit à remplir des fonctions purement éducatives, à éclairer les consciences.

Les *Shop stewards*, forts surtout en Ecosse et dans la métallurgie et les chantiers navals anglais, avaient au contraire constitué un réseau de « délégués d'atelier » élus directement par le personnel, dans lequel s'exprimait la volonté de lutte et le dégoût pour la pratique ultra-collaborationniste des Trade Unions de larges couches d'ouvriers non-qualifiés ; bien que sensibles, pendant les agitations, aux exigences de la centralisation des forces et des directives, ils restèrent toujours jalousement fidèles à un type d'association basé sur l'entreprise, localiste, autonomiste et fédératif ; le lieu de travail était pour eux, tout à la fois la source de l'instinct de classe et le terrain d'élection de la « démocratie ouvrière » authentique, la base de la nouvelle société et la clé de voûte du mode de production socialiste. Acteurs de grandes batailles, les I.W.W. comme les *shop stewards* divergeaient donc de la vision marxiste propre à la III^e Internationale, tant sur le plan programmatique et tactique, que sur le plan des finalités et de la théorie : ils étaient antiparlementaires et abstentionnistes, mais par « horreur des chefs » ; ils étaient contre les syndicats traditionnels, mais parce qu'ils croyaient avoir découvert une *forme syndicale* (l'union industrielle ou le conseil d'usine) *intrinsèquement* révolutionnaire ; ils concevaient la société future en termes proudhoniens ou bakouniens, comme un réseau de « communes » autonomes ou de « syndicats » se suffisant à eux-mêmes. Les lueurs de l'incendie d'Octobre les attiraient vers la III^e Internationale (Rosmer, entre autres, reconnaîtra que presque tous avaient pris *l'Etat et la révolution* de Lénine pour une... révision du marxisme dans un sens anarchiste ou anarcho-syndicaliste, et les soviets pour une nouvelle édition des communautés autogérées de la mythologie libertaire), et Moscou inclinait à leur ouvrir la porte, à cause du robuste instinct de classe dont ils étaient

animés et malgré leur horreur de la politique et du parti (1). En les regroupant dans la catégorie du *syndicalisme*, l'article déjà cité du « Soviet », tout en reconnaissant la vigoureuse réaction au collaborationnisme (et même, en temps de guerre, au chauvinisme) de l'A.F.L. et des Trade Unions qu'ils incarnaient, précisait :

« Les syndicalistes (...) soutiennent que la lutte révolutionnaire est conduite par les syndicats économiques et non par le Parti politique ; ils voient dans la révolution le passage de la direction de la société aux syndicats, et non à l'Etat prolétarien et au gouvernement révolutionnaire ; dans la propriété communiste, non pas une propriété sociale, mais une propriété syndicale. La critique de cette école montre qu'elle constitue une dégénérescence du marxisme sous l'influence des théories économiques bourgeoises. Tout en reconnaissant que ses défenseurs sont sentimentalement révolutionnaires, il faut montrer que son programme est irréalisable et que les moyens correspondants, destinés à être écartés par les événements, sont non-révolutionnaires. Le programme de Moscou parle de « faire bloc » avec les syndicalistes qui acceptent la dictature. En mettant de côté la question de l'exactitude de l'expression bloc, nous observons que l'idée de dictature politique s'oppose au syndicalisme pur (...). Il y a beaucoup à faire pour conduire les masses organisées sur le terrain économique à la conception politique de la révolution qui vit au sein du parti prolétarien ; si l'on n'y parvient pas, l'attitude des syndicats provoquera de douloureuses surprises, comme en Russie et en Hongrie. »

Les mois et les années qui suivirent démontrèrent aux bolcheviks que rien ne pouvait accomplir le miracle de faire adhérer, par exemple, les I.W.W. américains, les *shop stewards* britanniques ou, sur le plan politique, les syndicalistes français (les rares — et douteuses — exceptions individuelles confirmant la règle), aux positions classiques et invariantes du marxisme : ce qui valait déjà pour le K.A.P.D. allemand, sur lequel nous ne reviendrons pas ici, valait à *plus forte raison pour eux*. Quant aux syndicats, il sera même impossible d'obtenir leur adhésion en bloc à l'Internationale syndicale rouge fondée en 1921 pour s'opposer à l'Internationale d'Amsterdam.

Au congrès de mars 1919 où l'I.C. fut constituée, seuls quelques groupes et partis d'Europe occidentale avaient pu se faire représenter. Il n'y avait pas de délégués italiens ni français, et la délégation la plus

(1) La longue lettre de l'Exécutif aux I.W.W., en janvier 1920, les thèses et les discours au II^e Congrès en juillet-août, témoignent de l'effort patient et tenace déployé pour convaincre ces généreux prolétaires de ce que « le parti politique et l'organisation économique doivent marcher du même pas vers le but commun : l'abolition du capitalisme au moyen de la dictature du prolétariat et des Soviets, pour supprimer les classes et l'Etat ».

importante, celle d'Allemagne, avait fait par la bouche d'Albert (pseudonyme d'Eberlein) de graves réserves sur l'opportunité de fonder officiellement l'Internationale. L'argument — typique du spartakisme — était que les masses n'auraient pas compris la nécessité d'une nouvelle organisation internationale et auraient même vu en elle un nouvel obstacle sur la voie de l' « unité » tellement attendue — comme si la tâche du parti de classe, en tant que « conscience » du prolétariat, n'était pas précisément d'anticiper sur les développements que les masses ne *ressentiraient* comme inévitables *que plus tard* et de les orienter dès le début dans ce sens. Quoi qu'il en soit la résistance obstinée du délégué allemand, lié par un mandat impératif, faillit aboutir à l'ajournement de la constitution du Komintern, le K.P.D. étant, en mars 1919, le seul *grand* parti communiste existant en Europe, en outre auréolé par le sacrifice de ses meilleurs militants, alors qu'en Angleterre et en Amérique, le mouvement ouvrier était hétérogène, fragmenté en nombreux courants ; les partis ou les groupes déjà formés en Suisse, en Autriche (1), en Scandinavie, en Hollande étaient minuscules et d'une solidité douteuse ; les noyaux communistes en étaient au stade embryonnaire en France, tandis que, comme on sait, la Fraction Communiste Abstentionniste n'était même pas encore officiellement constituée en Italie.

La France se trouvait précisément être un des rares pays dont nous ayons pu connaître directement la situation, grâce à une conversation avec Louise Saumoneau, représentant ce *Comité pour l'adhésion à la III^e Internationale* (auparavant *Comité pour la reprise des relations internationales*, qui fit adhérer des groupes ouvriers minoritaires aux conférences de Zimmerwald et Kienthal) auquel on devait la première initiative pour la formation d'un nouveau parti en rupture avec la S.F.I.O. enfoncée jusqu'au cou dans la boue de l' « union sacrée ». La composition du *Comité* était toutefois très hétérogène, les syndicalistes comme Monatte, Monmousseau, Péricat, Rosmer dominant un groupe peu nombreux de socialistes de gauche (Loriot, Cartier) ; et si l'on ne pouvait dénier aux premiers un fort sentiment révolutionnaire, il était tout à fait clair qu'un parti communiste solidement lié aux principes marxistes ne pouvait guère naître sur cette base (il naîtra malheureusement en 1920 sur des bases encore plus douteuses). Nous reproduisons ici le commentaire du « Soviet » du 20 octobre 1919 sur la rencontre avec la camarade française, pour démentir une fois de plus les « reconstitutions » posthumes qui assimilent la Gauche en Italie aux différentes « oppositions » de type anarcho-syndicaliste.

(1) Durant le Premier Congrès, le délégué de l'Autriche fut — avec les Balkaniques, les Finlandais, les Hongrois, les Suisses et les Scandinaves — un des plus chauds partisans de la fondation immédiate de l'Internationale (sur laquelle nous étions également d'accord). Mais son jugement hyper-optimiste sur la situation générale en Europe correspondait à l'immaturité théorique d'un mouvement qui, en cette même année 1919, se lancera dans des putschs aventureux, aussitôt suivis de répressions qui feront de dangereuses coupes sombres dans ses rangs.

EN CONVERSANT AVEC LA CAMARADE LOUISE SAUMONEAU

« A l'occasion du congrès national, nous avons également approché la valeureuse camarade Louise Saumoneau, qui représente l'extrême gauche du mouvement socialiste français et le groupe de camarades qui a résisté à l'infatuation patriotique en France.

« Louise Saumoneau n'est pas favorable pour le moment à une scission du parti socialiste français, bien qu'il regroupe des éléments conciliateurs et anti-révolutionnaires par excellence. Ceux qui soutiennent l'adhésion à la III^e Internationale sont peu nombreux dans le parti, et ils ne pourraient constituer un parti à eux seuls. Louise Saumoneau participe, avec des éléments anarchistes et syndicalistes de la gauche de la Confédération Générale du Travail, au Comité pour la III^e Internationale, qui mène son activité malgré les mille restrictions policières du gouvernement démocratique de la République. La situation des communistes français est assez scabreuse, pris comme ils le sont entre le réformisme dominant dans le Parti socialiste et les courants anarcho-syndicalistes qui ne pourraient être représentés — Louise Saumoneau est de notre avis sur ce point — dans un Parti communiste adhérant à l'Internationale de Moscou.

« L'impression que nous rapportons de la vive et limpide exposition faite par la camarade est que, bien qu'en France aussi les masses, tourmentées par la situation économique, tendent à acquérir un état d'esprit révolutionnaire, il est fort peu probable que puisse se former rapidement en France un fort parti fondé sur le programme de la III^e Internationale. »

Le diagnostic sera malheureusement confirmé les années suivantes, lorsque le parti français, constitué d'une droite et d'un centre mal contrebalancés par une gauche non intégralement communiste, naviguera comme un bateau sollicité par des courants contraires, et que l'Internationale devra intervenir de façon répétée pour le remettre dans la bonne voie, quitte à constater un peu plus tard qu'elle avait été une nouvelle fois perdue.

Comme Louise Saumoneau, l'Anglaise Sylvia Pankhurst (elles désertèrent toutes deux le mouvement communiste dès 1920) avait assisté au congrès de Bologne, puis participé à la réunion internationale d'Imola, le 10 octobre 1919. Reproduisant un article de cette représentante de la *Socialist Worker's Federation* — un des nombreux groupes extrémistes d'Angleterre — le « Soviet » du 20 octobre observait combien tardait à apparaître dans la classe ouvrière anglaise l'idée, que nous partagions avec tous les marxistes, « d'une activité politique qui ne soit pas parlementaire, mais qui mène l'action révolutionnaire de classe, qui est une action essentiellement politique ». La suite ne confirmera que trop ce retard historique, et montrera accessoirement que, bien qu'elle ait été abstentionniste, Sylvia Pankhurst était plus proche de l'*Ordine nuovo* que de nous.

A la réunion internationale d'Imola, placée sous l'égide maximaliste, et de caractère tout platonique, avaient participé des délégués suisses et autrichiens et, en la personne du Français Paul Faure, la fine fleur du social-démocratie d'alors. Elle avait exprimé sa totale adhésion aux principes de la III^e Internationale, encore inconnus de tous ou presque, et elle avait chargé le P.S.I. de convoquer une conférence internationale destinée à préparer « un comité de coordination de la préparation à la dictature (!!!) qui, dans l'immédiat, organise pratiquement le sabotage et le boycottage des moyens militaires envoyés par l'Entente aux ennemis de la République des Soviets en Russie ». Elle avait également décidé de lancer un manifeste aux travailleurs de tous les pays pour confirmer la rupture avec tous ceux qui avaient trahi l'internationalisme pendant la guerre et inviter les camarades des divers pays à travailler pour le détachement de leurs partis respectifs de la II^e Internationale et leur adhésion à la III^e. Inutile de dire que ni la conférence ni le manifeste ne virent jamais le jour...

Comme on voit, le bilan est maigre, et il explique pourquoi, dès 1919-1920, notre courant s'est trouvé constituer, bien malgré lui, le *seul* courant de gauche communiste en Europe.

En manière de conclusion

Si la polémique contre la tactique des *non-marxistes* qui s'étaient décerné à eux-mêmes le titre de « communistes de gauche » avait été subordonnée à une polémique essentiellement théorique, on aurait évité des équivoques qui, par la suite, devaient se révéler pernicieuses, et ce fut précisément un des buts de la bataille de notre Fraction au II^e Congrès (1) que d'obtenir ce résultat capital, en ce qui concerne non seulement les « communistes de gauche », mais tout groupe ou parti désirant adhérer à l'Internationale.

De toute façon, la réponse de Lénine dans la *Maladie infantile* s'inscrit dans le plan des bolcheviks qui, pris dans l'étau d'une situation mondiale dramatique, s'efforçaient de forger l'Internationale avec les forces « disponibles », même décevantes et manquant de maturité, comptant sur leur direction de fer et sur de puissantes luttes de classe *qui pouvaient encore avoir une issue positive* pour en remodeler les matériaux constituants. En 1918, Lénine avait écrit :

« L'histoire [...] a pris un chemin si particulier qu'elle a donné naissance, vers 1918, à deux moitiés dépareillées de socialisme, proches l'une de l'autre, exactement comme deux futurs poussins sous la coquille commune de l'impérialisme mondial. L'Allemagne et la Russie incarnent en 1918, de toute évidence, la réalisation matérielle des conditions économi-

(1) La présente étude constitue le ch. 8 du volume 2 de *Storia della Sinistra* qui vient d'être publié en Italie par notre parti. L'étude du II^e Congrès constitue le ch. 9 dont la traduction sera publiée dans les deux prochains numéros de *Programme Communiste*.

ques, productives, économique-sociales du socialisme d'une part, et de ses conditions politiques d'autre part. Une révolution prolétarienne victorieuse en Allemagne briserait d'emblée, avec une extrême facilité, toute la coquille de l'impérialisme (faite, malheureusement, de l'acier le meilleur, et que ne peuvent briser de ce fait les efforts de *n'importe quel...* poussin) et elle assurerait à coup sûr la victoire du socialisme mondial, sans difficultés ou avec des difficultés négligeables, à condition évidemment de considérer « les difficultés » à l'échelle mondiale et non à celle des philistins petits-bourgeois ». (1)

Jusqu'au printemps de 1920, les deux « moitiés du socialisme » étaient malheureusement restées dépareillées. C'est seulement dans la conjoncture qui s'ouvre alors que la dictature bolchevique semble avoir des chances de recevoir d'Europe centrale et en particulier d'Allemagne non plus seulement « les leçons du capitalisme » pour « combattre au besoin par des moyens barbares la barbarie russe » [Lénine], mais l'oxygène d'une puissante poussée révolutionnaire. Comme nous avons essayé de le montrer ci-dessus, il est pourtant clair que les conditions subjectives indispensables à une issue victorieuse de la crise ne sont pas à la hauteur des potentialités objectives de la situation mondiale : les « conditions politiques », dont l'organe-parti est la plus importante, sont loin d'être aussi mûres que les « conditions matérielles ». Cela se traduit dans le fait que l'encadrement théorique, programmatique et donc organisationnel des avant-gardes ouvrières est trop défectueux pour assurer à la poussée instinctive des masses la ferme direction dont elle aurait besoin. La situation étant pressante dans le monde comme en Russie, on peut dire qu'en tant que mouvement organisé (ou « parti formel »), nous étions nés trop tard. Mais comme d'autre part, ce qui importait n'était pas une assimilation purement intellectuelle de la théorie, mais sa traduction dans la pratique, dans le combat militant, selon l'exemple incomparable donné par l'Octobre rouge et la guerre civile qui suivit en Russie, on peut dire qu'à cet égard nous étions nés trop tôt. Il aurait fallu du temps pour que les deux branches de ces ciseaux se referment, mais le temps manquait. C'est cette réalité objective qui conditionnait les bolcheviks lorsqu'ils s'efforçaient de « prendre par la main » un mouvement qui n'était pas mûr, mais dont ils savaient bien que leur propre sort dépendait. Elle nous conditionnait tout autant, dans la situation pratique différente où nous nous trouvions, car voyant disparaître les possibilités révolutionnaires à brève échéance, nous nous préoccupions d'en sauver les conditions subjectives *pour l'avenir*, sans pouvoir néanmoins fermer les yeux sur le terrible dilemme dans lequel ce déphasage enferme la révolution, *surtout là où elle avait remporté la victoire*. A la base de la tentative des bocheviks, il y avait des déterminations objectives, si bien que tout en sentant les dangers qu'elle comportait et que nous montrions

(1) Tiré d'un « opuscule de 1918 » cité par Lénine au début de son discours sur *L'impôt en nature*, 1921. La traduction que nous donnons ici suit de plus près l'original que la traduction officielle. (Cf. Lénine, *Œuvres complètes*, vol. XXXII.)

ouvertement, nous ne pouvions pas ne pas lui prêter notre concours ; tout ce que nous pouvions faire, c'était de nous efforcer dans la mesure de nos moyens d'en réduire au minimum les terribles risques. (1)

Telle est la première réponse à faire aux historiens qui, cédant à l'éternelle tentation des *si* et des *mais*, demandent avec regret pourquoi nous ne nous sommes pas faits les promoteurs d'une opposition internationale de gauche à ce moment-là ou six ans plus tard. La seconde réponse est tellement simple qu'elle en paraît banale : même à supposer que nous l'ayons voulue, toutes les conditions d'une tentative de ce genre faisaient défaut, et en premier lieu, la plus essentielle de toutes : la parfaite homogénéité théorique. Une fois écartés pour des raisons de principe le K.A.P.D., les tribunistes hollandais, les ouvriéristes anglais, les déléonistes américains, qui se situaient tous hors du marxisme, il ne restait rien, pas le moindre courant proche de nos thèses. Ce ne sont pas des partis comme ceux de Belgique ou de Suisse ou le groupe surtout hongrois réuni autour de la revue viennoise *Kommunismus* qui pouvaient combler ce vide, car leur consistance théorique était douteuse. Tout ce qu'ils avaient de commun avec nous était un vague abstentionnisme, que nous ne considérons pas *en soi* comme une caractéristique de la gauche communiste, à plus forte raison s'il était purement occasionnel, lié à telle année ou tel semestre, à tels chefs ou sous-chefs ! Or l'abstentionnisme des deux premiers ne passa pas le cap de l'année 1920 ; quant au troisième, il n'était favorable au boycottage des élections et du parlement qu'en période révolutionnaire, ce que même un... Lévi admettait ! D'ailleurs, en théorie, ce groupe avait l'éclectisme de Lukács et en politique, celui de Bela Kun (2). Nous qui demandions que l'Internationale établisse un barrage contre toutes les infiltrations étrangères, nous étions bien décidés à en imposer un semblable dans notre propre camp, et c'est pourquoi au II^e Congrès, nous demandâmes que seuls votent nos thèses abstentionnistes les groupes d'accord avec leur impostation marxiste générale. Rares furent ceux qui les votèrent, et encore prouvèrent-ils à brève échéance qu'ils étaient en désaccord avec nous précisément sur des questions de fond. Ayant critiqué la méthode des fusions entre partis ou débris de partis employée par le Komintern, il est de même bien clair que nous ne pouvions pas suivre à notre tour cet exemple en constituant une opposition intérieure de gauche privée de toute homogénéité. C'est pour cette raison de prin-

(1) On verra dans le prochain numéro comment nous avons obtenu au II^e Congrès que les « conditions d'admission » à l'Internationale soient rendues plus sévères.

(2) « Le Soviet » du 28 mars publia le programme abstentionniste du parti belge et une brève note approuvant les critiques adressées aux indépendants allemands par le journal suisse « Le Phare » parut dans le numéro du 15 février. En ce qui concerne les abstentionnistes anglais, nous avons déjà mentionné ci-dessus la note du « Soviet » du 20 octobre 1919. Quant à notre critique des I.W.W. et des déléonistes, elle rentrait dans le cadre de celle que nous faisons de l'ordinovisme. Enfin, si « Le Soviet » a publié un article de Lukacs, dans un but d'information et de discussion, il dit clairement que cela n'impliquait nullement une adhésion totale aux thèses qui y étaient exposées.

cipe qu'en 1926, nous avons repoussé une semblable proposition de Korsch (1), et nous aurions répondu de la même façon en 1920 à quiconque nous aurait offert de constituer le « bloc » traditionnel, ce que personne ne fit d'ailleurs.

Le mouvement communiste d'alors avait atteint son zénith avec le bolchevisme, qui avait rigoureusement défini les grandes questions de théorie, de but final, de principes et de programme. Certes, il restait à compléter cette œuvre grandiose par une systématisation correspondante des problèmes de tactique et d'organisation des partis en voie de formation, mais on ne pouvait le faire qu'en travaillant *sur cette base*, en lui apportant la contribution d'un bilan des luttes de classe et des batailles révolutionnaires séculaires de l'Europe pleinement capitaliste. Pour cela, il fallait garder intact *ce patrimoine commun*, au lieu de l'altérer et de le déformer comme les immédiatistes et les spontanéistes à la Pannekoek-Gorter. Il fallait, en les transposant dans l'aire du capitalisme développé, dégager en pleine lumière ses implications tactiques et organisationnelles, dans la nette conscience du fait que le moindre écart dans ce domaine risque de conduire tôt ou tard à une déviation *des principes*. Le même cours historique qui « vers 1918 » avait donné naissance « à deux moitiés dépareillées de socialisme » avait voulu que, dans la moitié occidentale, les partis qui se proclamaient communistes adoptent la doctrine et le programme des bolcheviks sans s'être complètement débarrassés des traditions parlementaire et légaliste, comme le parti communiste allemand de 1920 (2), ou bien adhèrent au Komintern sans même avoir assimilé cette doctrine et ce programme et en restant enfoncés jusqu'au cou dans cette tradition, comme le Parti Socialiste d'Italie et, ajouterons-nous, le Parti « Communiste » issu de la scission de Tours

(1) Korsch avait adhéré à l'U.S.P.D. en 1917 et au V.K.P.D. en 1920. En octobre 1923, il entra dans le gouvernement social-démocrate de Thuringe comme ministre de la justice, aux côtés de deux autres députés communistes. Député au Reichstag de 1924 à 1928, il fut délégué au V^e Congrès de l'I.C. (1924) et exclu en 1926 comme « ultra-gauchiste ». C'est alors qu'il fit à la Gauche d'Italie la proposition ci-dessus mentionnée, à laquelle Amadeo Bordiga répondit le 28 octobre 1926, par une lettre en « cinq points » dans laquelle il repoussait la définition de la révolution russe comme « révolution bourgeoise » pure et simple donnée par Korsch ; condamnait la tactique qu'il proposait comme « trop élastique » ; refusait de « condamner la récente soumission » de l'Opposition russe comme une trahison, autant que de se solidariser « inconditionnellement » avec toutes les positions qu'elle avait prises ; estimait que la politique de scission préconisée par Korsch donnerait aux adversaires de la « bolchevisation » « des possibilités encore moindres de modifier le cours de la lutte de classe » que le fait de rester dans les partis sans renoncer à « dénoncer l'orientation qui y prévaut » et enfin repoussait la moindre solidarité avec des éléments « ayant eu des coresponsabilités récentes dans des directions de droite ou du centre » et passés à l'opposition uniquement à cause de « l'impossibilité de conserver la direction d'un parti en accord avec le centre international », comme par ex. Ruth Fisher et C^o en Allemagne. Nous publierons d'ailleurs cette lettre, assortie de l'indispensable commentaire, dans un numéro ultérieur de cette revue.

en France (1). Il avait voulu, d'autre part, que des regroupements imperméables à la théorie marxiste restaurée par les camarades russes expriment souvent mieux que les partis « communistes » eux-mêmes l'élan de classe du prolétariat, son anti-parlementarisme et son anti-conformisme instinctifs. Certes paradoxale, telle était pourtant la dure réalité. Dans ces conditions, le bolchevisme risquait fort d'être accepté dans « l'accessoire » et rejeté dans « l'essentiel ». Le danger était que *La Maladie infantile* de Lénine soit applaudie à cause de sa polémique contre l'abstentionnisme, qui visait en réalité les résurgences anarchistes ou syndicalistes, et que ce qui en faisait la substance révolutionnaire, à savoir la condamnation du parlementarisme, du démocratism, du fédéralisme et la revendication de la dictature et de la centralisation soit oublié ; et, inversement, que les principes qu'elle défendait, à savoir le parti comme organe de la classe, la direction de la révolution et de la dictature par le parti, le pouvoir prolétarien comme arme de la transformation économique à l'échelle mondiale, soient rejetés par haine de l'anti-abstentionnisme qui y était défendu par Lénine. Il n'y avait encore rien de volontariste dans l'effort de l'Exécutif de Moscou pour discipliner les partis ou les groupes qui s'approchaient de l'Internationale et pour en accélérer la maturation en dirigeant centralement l'action à l'échelle mondiale : cet effort répondait à leurs tâches de militants et aux exigences objectives de cette phase de l'histoire et était totalement exempt du « praticisme » et de l'« empirisme » qui triompheront plus tard. C'est si vrai que dans les thèses rédigées par Lénine et ses camarades pour le II^e Congrès, il n'y a pas une seule question tactique qui ne soit posée en étroite liaison avec les questions de principe, si bien qu'aujourd'hui encore les communistes révolutionnaires doivent se reporter à elles, car elles sont une conquête théorique définitive. Pour notre part, nous les aurions voulu plus complètes et surtout plus rigides dans leurs applications tactiques, c'est-à-dire différentes en *degré*, mais non en *nature*.

Seul l'avenir pouvait dire si nous avons raison de craindre que les insuffisances tactiques se transforment en une débandade théorique et finalement en un abandon total de la doctrine, du but final, des principes et du programme. Nous devons nous battre pour que cela n'arrive pas, en ne faisant jamais de nécessité vertu et en tâchant de sauvegarder au moins une base solide d'où le mouvement pût repartir dans l'avenir, pour le cas où le cours pris par l'histoire dans la phase d'alors aurait été irréversible et où nous n'aurions pas réussi à nous imposer. Les « esprits pratiques » peuvent sourire de notre « entêtement » à *ne pas capituler* : nous leur répondrons que c'est à un « entêtement » semblable qu'avait tenu la force des bolcheviks et que c'est eux qui nous en avaient donné l'exemple. Nous n'aspirons pas à des trophées de victoire *pour*

(1) Cf. *A propos du cinquantenaire des scissions de Tours et de Livourne*, in *Programme Communiste*, N° 55, avril-juin 1972.

(2) Cf. En appendice, *Le Parti communiste allemand*.

nous : nous sentions le devoir de lutter pour que le mouvement communiste mondial sorte vainqueur d'un dur combat et c'est uniquement pour que cette perspective se réalise que nous avons multiplié les cris d'alarme.

Quand furent connues en Italie la lettre de Lénine aux « communistes italiens, français et allemands » et la circulaire Zinoviev sur « Le parlement et la lutte pour les Soviets » (1), nous y avons répondu avec des arguments relevant de la même doctrine et du même programme que ceux des bolcheviks, repoussant tout rapprochement entre nous et les immédiatistes soi-disant « de gauche », héritiers du démocratismes dans sa version anarcho-syndicaliste. C'est donc au nom des principes que le mouvement prolétarien occidental avait précisément tant de mal à assimiler parce qu'il était malade d'individualisme, de démocratismes et de légalisme que nous avons mis l'Internationale en garde contre un laxisme excessif dans le domaine de la tactique et de l'organisation ; et si nous l'avons avertie du danger qu'il y avait à surestimer certains partis et groupes bâtards sous le prétexte que leur conduite pendant la guerre avait été « honorable », c'est parce que nous savions bien que, même s'ils se pliaient à la discipline de l'Internationale, ils n'abandonneraient jamais leurs vieilles habitudes, surtout si celle-ci laissait les problèmes tactiques à l'appréciation des sections nationales au lieu de les trancher centralement. De même, nous avons osé dire que la nécessité de conserver le pouvoir en Russie risquait de prévaloir *matériellement* sur les intérêts impérieux du mouvement communiste mondial (2), et nous avons mis les bolcheviks en garde contre ce danger et contre celui de séparer le programme de ses applications tactiques comme la circulaire de Zinoviev tendait déjà à le faire.

S'ils daignent relire les articles reproduits ci-dessous, nous défions les « historiens » au service de l'opportunisme d'y trouver quoi que ce soit qui leur permette d'imputer notre abstentionnisme à une horreur anarchiste pour la « politique », les « chefs » et le « pouvoir » ou de prétendre que, chez nous comme chez certaines « gauches » allemandes, il allait de pair avec un abandon de la lutte économique ou des syndicats, en dehors des cas prévus par les thèses du II^e Congrès elles-mêmes. Nous les défions de démontrer qu'en défendant une tactique de non-participation au parlement, nous rejetions en même temps les principes que Moscou affirma énergiquement en juillet-août 1920 devant les délégués de 37 pays et que les soi-disant partis communistes d'aujourd'hui ont reniés plus de trente-sept fois. Bien pires que les maximalistes qui ont accepté l'accessoire, c'est-à-dire le parlementarisme révolutionnaire, et ignoré l'essentiel, c'est-à-dire la condamnation de principe du parlementarisme et du démocratismes, ils ont enterré les deux à la fois en pratiquant le parlementarisme tout court et le culte de la démocratie. Et tandis que

(1) Les deux textes sont reproduits dans l'appendice ci-dessous.

(2) Cf. dans l'appendice l'article « Lénine et l'abstentionnisme ».

nous nous battions contre l'admission dans l'Internationale de partis ou de fractions hétérogènes et d'origine douteuse, ils naviguent depuis trente ans dans les eaux du polycentrisme, des voies nationales et du « chacun pour soi ».

Quand nous avons appris que l'Internationale des Jeunesses communistes s'était constituée les 22-26 novembre 1919 au cours d'une réunion secrète tenue à Berlin sur la base du programme de la III^e Internationale, nous nous sommes réjouis de ce qui nous apparaissait à juste titre comme une nouvelle grande conquête dans cette année de terribles défaites chaque fois surmontées. Cette fondation témoignait du fait que la jeunesse communiste aurait ce que la jeunesse socialiste n'avait jamais eu : une organisation internationale *militante* qui au lieu de se voir tristement confinée dans des tâches mesquines d'« éducation », embrasserait l'ensemble des activités politiques dans le cadre de la doctrine et du programme marxistes. C'était là un immense bond en avant, la liquidation de tout un passé, mais nous aurions souhaité que ce ne fût pas le dernier, et qu'avec toutes les vieilleries social-démocrates, on mît également au pilon la formule « selon nous équivoque et anti-communiste » disant qu'il ne fallait « renoncer à aucun moyen ». Servant à justifier le « moyen » parlementaire dont l'emploi était en outre laissé à l'appréciation des organisations nationales qui devaient trancher cas par cas, elle pouvait être invoquée pour avaliser n'importe quelle manœuvre en contradiction ou même en opposition directe avec le programme de la nouvelle Internationale, comme cela se produisit effectivement plus tard.

Notre réaction ne fut pas moins caractéristique lors de la dissolution du Sub-Bureau d'Amsterdam en mai 1920. Créé en novembre 1919 sur la demande expresse de Lénine par le Hollandais Rutgers, ce Bureau devait être un centre de propagande communiste pour l'Europe occidentale et l'Amérique et il avait commencé à publier un bulletin en trois langues. Il devait prendre des contacts avec des groupes et des partis de cette aire géographique et organiser une conférence internationale pour laquelle il avait rédigé un ensemble de thèses, en particulier sur les questions parlementaire et syndicale. Cette conférence qui s'était tenue à Amsterdam les 3-8 février avec la participation de délégués américains, anglais, hollandais, belges, et d'Allemands arrivés avec un retard considérable s'était déroulée de façon confuse et très critiquée et avait finalement approuvé des résolutions dont les plus importantes concernaient les syndicats et la question de l'« unité ». Elles étaient assez différentes de celles que le Sub-Bureau avaient précédemment rédigées, et lorsqu'elles furent publiées par l'« Ordine nuovo » (1^{re} année, N^o 43), le « Soviet » jugea que leur première partie était contradictoire, peut-être en raison d'une rédaction hâtive, mais leur seconde partie acceptable dans l'ensemble. En effet, la première partie affirmait à la fois que les associations économiques et syndicales « peuvent devenir des moyens de la lutte révolutionnaire et de construction de la société communiste » et avec un manque de logique évident que « le développement de l'impérialisme les enfonce *définitivement* dans le capitalisme » en les transformant en orga-

nisation de l'aristocratie ouvrière, comme si, en Occident, elles n'avaient pas en réalité regroupé une majorité et parfois la quasi-totalité des salariés industriels et agricoles ! De la même façon, elle affirmait qu'il fallait continuer à développer une agitation révolutionnaire dans leurs rangs et encourager la transformation des syndicats de métier en syndicats d'industrie présentant le double avantage d' « être calqués sur les formes capitalistes actuelles » et « animés d'un esprit de lutte pour le pouvoir politique et économique » ; mais d'autre part, elle ajoutait qu'il fallait constituer à côté de ces syndicats des organisations d'entreprise telles que commissions d'atelier, comités ouvriers, conseils économiques des ouvriers et groupes communistes d'usine, jugeant que non seulement celles-ci constituaient « des moyens pour pousser les syndicats à une action plus révolutionnaire », mais qu' « au moment de la crise, elles pouvaient donner naissance aux Soviets ». Très proches de la conception des I.W.W. américains et de l' « Ordine nuovo », ces deux dernières positions étaient en revanche à l'opposé de la nôtre. La seconde partie de ces thèses était par contre juste, puisqu'elle reconnaissait que « l'organisation par industries ne suffit pas à renverser le capitalisme » et niait qu'elle permit aux travailleurs de « développer la nouvelle société au sein de l'ancienne » en leur apprenant à « assumer la direction technique de l'industrie » de façon à la « contrôler graduellement ». Mais cela revenait à envoyer au diable toute l'idéologie conseilliste et ordinoviste affleurant dans la première partie (1), ce qui autorise à supposer des divergences de fond, en particulier parmi les dirigeants hollandais du Bureau d'Amsterdam. (2)

Reprochant au Bureau d'Amsterdam d'avoir organisé la conférence de février sans son accord, d'avoir voté des résolutions s'écartant de celles qui étaient en préparation pour le II^e Congrès, mais qui étaient déjà partiellement connues par des documents, des lettres et des thèses dues aux représentants les plus importants du Komintern et enfin d'avoir salué la naissance du K.A.P.D. en avril, l'Exécutif de l'I.C. décida le 15 mai 1920 de dissoudre le Bureau d'Amsterdam et de transmettre ses fonctions au Bureau pour l'Europe occidentale existant à Berlin. Par malheur, les thèses de ce dernier reflétaient cette fois le « possibilisme » du K.P.D., tirant d'un jugement pessimiste sur les perspectives révolutionnaires immédiates en Occident des conclusions tactiques on ne peut plus quiétistes et légalistes et déduisant du fait que les partis commu-

(1) Idéologie qui, comme nous l'avons amplement montré ci-dessus, constituait tout autant que le « socialisme parlementaire » une négation du « problème fondamental de la conquête révolutionnaire du pouvoir ».

(2) Le fait que dans le parti hollandais, des militants aient eu des divergences avec les conceptions théoriques et tactiques de Pannekoek et Gorter est confirmé par la lettre du 30 juin de D.I. Wijnkoop à Lénine reproduite en annexe à la *Maladie infantile* et par les déclarations de celui-ci au II^e Congrès où il était délégué.

nistes européens étaient tout à fait minoritaires dans les masses laborieuses qu'il était prudent de se rapprocher de l'U.S.P.D. !

Devant la décision de l'Exécutif, le « Soviet » (1) réaffirma explicitement que « le critère fondamental de la centralisation de l'action révolutionnaire autorise l'organe de l'Internationale à interpréter, dans l'intervalle des Congrès mondiaux réguliers, les directives qui doivent être suivies dans l'action ». Il confirma son accord total avec les bolcheviks qui condamnaient le boycott des syndicats existants et la prétention de les remplacer par de nouvelles organisations économiques « constitutionnellement » révolutionnaires en quelque sorte et présentées de surcroît comme des substituts du parti politique. Il désapprouva totalement la demande des « Hollandais » qui auraient voulu qu'on admette les conseils d'usine dans la III^e Internationale, ayant lui-même toujours affirmé que seuls des partis politiques (communistes, bien entendu) pouvaient y adhérer, et ne manqua pas l'occasion de se démarquer une fois de plus de l'abstentionnisme anarchisant. Par contre, il ne dissimula pas son inquiétude devant le fait que le Bureau d'Amsterdam avait été désavoué non tant à cause des résolutions votées en février qu'en raison de « son attitude à juste raison batailleuse et intransigeante envers les opportunistes, les Indépendants, les reconstituteurs » auxquels allaient à l'époque toutes les nostalgies du Parti communiste allemand. Il souligna que malgré le caractère contradictoire de certaines formulations, la conférence de février avait du moins eu le mérite de proclamer que « les socialpatriotes et les opportunistes, surtout lorsqu'ils se déclarent de gauche, sont les ennemis les plus dangereux de la révolution prolétarienne » ; que collaborer avec eux signifie « contrarier gravement le développement du mouvement communiste », et que les tolérer sous le prétexte de l'unité signifie violer cette véritable unité révolutionnaire qui consiste « moins dans l'acceptation formelle de principes généraux que dans l'accord sur l'action fondamentale » (2). Dans ce sens et du fait qu'elle avait demandé une scission rapide d'avec les opportunistes, Amsterdam avait finalement été plus fidèle que Berlin à la tradition bolchevique authentique. Il se pouvait bien que le Sub-Bureau dissous n'ait pas été entre des mains tout à fait sûres mais, étant données les circonstances, le nouveau Bureau de Berlin n'offrait pas de meilleures garanties. Chassé par la porte, le danger

(1) Cf. *Les tendances au sein de la III^e Internationale* en appendice.

(2) Cette formule n'était guère satisfaisante, et « Le Soviet » du 25 avril la commentait en disant : « Nous pensons que l'unité doit être une unité de principes et d'action ». A ce propos, Lénine que l'opportunisme se plaît à présenter comme le « politicien » qui ne s'embarrasse pas de « dogmes » ni de théories (!) dira aux Indépendants au II^e Congrès : je ne conteste pas votre désir d' « agir en révolutionnaires » ; « je dis que vous ne savez pas penser en révolutionnaires ». Les *Œuvres complètes XXI*, p. 258 traduisent le « denken » de Lénine par « raisonner ». Qui donc, Messieurs les opportunistes, était avec Lénine, les « talmudistes », les « dogmatiques », ou les « innovateurs », les hommes du « jour après jour » ?

de droite ne risquait-il pas de rentrer dans l'Internationale par la fenêtre en provenance d'Allemagne, malgré la lutte glorieuse du prolétariat de ce pays ?

C'est donc dans un esprit d'adhésion enthousiaste à l'œuvre de restauration intégrale du marxisme accomplie par les bolcheviks, mais aussi avec la volonté inébranlable de la défendre, *au besoin en polémiquant avec eux*, contre les attaques sournoises des « proches », des « cousins », des convertis de fraîche date ou plutôt des partisans de la « mode du jour » que la Gauche marxiste d'Italie se prépara à dire son mot à la tribune tout autre que parlementaire du II^e Congrès de l'Internationale.

APPENDICE

Salut aux communistes italiens, français et allemands

(Lénine, *Œuvres complètes*, Ed. du Progrès, Moscou, tome 30, p. 46)

Bien maigres sont les informations qui nous parviennent de l'étranger. Le blocus des rapaces impérialistes joue à plein, les plus grandes puissances du monde s'abattent sur nous avec violence, afin de rétablir le pouvoir des exploités. Et toute cette haine bestiale des capitalistes de Russie et du monde entier est, bien entendu, masquée par de belles phrases sur la haute valeur de la « démocratie » ! Le camp des exploités reste fidèle à lui-même : il fait passer la démocratie bourgeoise pour la « démocratie » en général, et tous les philistins, tous les petits bourgeois de faire chorus avec ce camp, tous, jusques et y compris les sieurs Friedrich Adler, Karl Kautsky et la plupart des chefs du Parti social-démocrate « indépendant » d'Allemagne (c'est-à-dire qui ne dépend pas du prolétariat révolutionnaire, mais dépend des préjugés petits-bourgeois).

Mais plus les nouvelles que nous recevons en Russie de l'étranger se font rares, et plus grande est notre joie de constater les progrès gigantesques, généralisés, du communisme parmi les ouvriers de tous les pays du monde, les progrès de la rupture de ces masses avec les chefs pourris et traîtres qui, de Scheidemann à Kautsky, sont passés aux côtés de la bourgeoisie.

Au sujet du parti italien, nous avons seulement appris que son Congrès a voté à une immense majorité l'adhésion à la III^e Internationale et le programme de dictature du prolétariat. Ainsi, le Parti socialiste italien s'est rallié de fait au communisme, bien que, malheureusement, il ait encore conservé son ancienne appellation. Salut chaleureux aux ouvriers italiens et à leur parti !

A propos de la France, nous savons seulement que rien qu'à Paris, il existe déjà deux journaux communistes : *l'Internationale*, sous la direction de Raymond Péricat, et le *Titre interdit* sous la direction de Georges Anquetil. Une série d'organisations prolétariennes ont déjà adhéré à la III^e Internationale. Les sympathies des masses ouvrières sont incontestablement du côté du communisme et du pouvoir des Soviets.

Au sujet des communistes allemands, nous avons seulement appris que dans plusieurs villes il existe une presse communiste. Ces journaux portent souvent le titre de *Drapeau Rouge*. Le *Drapeau Rouge* de Berlin paraît illégalement ; il mène une lutte héroïque contre les bourreaux Scheidemann-Noske qui, dans leurs actes, se prosternent devant la bourgeoisie, comme se prosternent devant elle les « indépendants » dans leurs paroles et dans leur propagande « idéologique » (petite-bourgeoise).

La lutte héroïque du journal communiste berlinois, le *Drapeau Rouge*, force l'admiration sans réserve. Voici enfin en Allemagne des socialistes honnêtes et sin-

cères, demeurés fermes et inflexibles malgré toutes les persécutions, malgré les lâches assassinats des meilleurs chefs ! Voici enfin des ouvriers communistes en Allemagne qui mènent une lutte héroïque digne en fait d'être qualifiée de « révolutionnaire » ! Enfin, des profondeurs de la masse prolétarienne a surgi en Allemagne une force pour laquelle les mots « révolution prolétarienne » sont devenus une *vérité* !

Salut aux communistes allemands !

Les Scheidemann et les Kautsky, les Renner et les Friedrich Adler, si grande que soit peut-être la différence entre ces messieurs en ce qui concerne leur honnêteté personnelle, se sont révélés dans une mesure égale des petits bourgeois, les plus vils félons et traîtres au socialisme, des partisans de la bourgeoisie, car, en 1912, ils ont tous rédigé et signé le Manifeste de Bâle sur la guerre impérialiste imminente, tous parlaient alors de la « révolution *prolétarienne* » et tous se sont révélés en fait des démocrates petits-bourgeois, les paladins des illusions petites-bourgeoises républicaines et démocratiques bourgeoises, les auxiliaires de la bourgeoisie contre-révolutionnaire.

Les persécutions forcenées qui se sont abattues sur les communistes allemands les ont aguerris. S'ils sont aujourd'hui jusqu'à un certain point dissociés, cela atteste l'envergure et le caractère de masse de leur mouvement, la puissance de l'élan du communisme jailli des profondeurs des masses ouvrières. La dissociation est inévitable pour un mouvement aussi furieusement persécuté par les bourgeois contre-révolutionnaires et leurs valets, les Scheidemann-Noske, et qui est contraint de s'organiser illégalement.

Il est naturel d'autre part qu'un mouvement qui grandit aussi vite et qui est persécuté avec cet acharnement suscite des divergences assez aiguës. Il n'y a là rien de terrible. C'est une maladie de croissance.

Que les Scheidemann et les Kautsky exultent dans leurs journaux *Vorwärts* et *Freiheit* à propos des divergences entre communistes. A ces paladins du philistinisme pourri, il ne reste rien d'autre à faire qu'à masquer leur pourriture par des insinuations à l'adresse des communistes. Mais, si l'on envisage le fond de la question, il faut être aveugle pour ne pas voir maintenant la vérité. Et cette vérité, c'est que les scheidemaniens et les kautskistes ont le plus basement *trahi* la révolution prolétarienne en Allemagne, *ils l'ont trahie*, ils sont passés *en fait* dans le camp de la bourgeoisie contre-révolutionnaire. Dans son excellente brochure *Entre la première et la deuxième révolution*, Heinrich Laufenberg l'a montré et démontré avec une vigueur, une précision, une clarté, une force de persuasion remarquables. Les divergences entre scheidemaniens et kautskistes sont des divergences de partis en décomposition, agonisants, où les chefs restent sans masse, les généraux sans armée. La masse abandonne les scheidemaniens et passe aux kautskistes, à cause de leur *alle gauche* (on peut s'en convaincre en consultant n'importe quel compte-rendu de réunion de masse) ; or, cette aile gauche allie sans égard aux principes, peureusement, les vieux préjugés de la petite bourgeoisie sur la démocratie parlementaire à la reconnaissance communiste de la révolution prolétarienne, de la dictature du prolétariat, du pouvoir des Soviets.

Sous la pression des masses, les chefs pourris des « indépendants » reconnaissent tout cela *en paroles*, mais ils restent en fait des démocrates petits-bourgeois, des « socialistes » du type Louis Blanc et autres nigauds de 1848, que Marx a si implacablement raillés et stigmatisés.

Ces divergences-là sont en effet inconciliables. Entre les petits bourgeois qui, comme ceux de 1848, vouent un culte à la « démocratie » bourgeoise dont ils ne

saisissent pas le caractère bourgeois, et les révolutionnaires prolétariens, la paix ne saurait s'instaurer. Ils ne peuvent travailler en commun. Haase et Kautsky, Friedrich Adler et Otto Bauer peuvent tourner et virer autant qu'il leur plaira, noircir des montagnes de papier, prononcer d'interminables discours, ils ne sauraient escamoter le fait qu'ils se montrent *pratiquement* absolument incapables de comprendre la dictature du prolétariat et le pouvoir soviétique, qu'ils sont *pratiquement* des démocrates petits-bourgeois, des « socialistes » à la manière de Louis Blanc et de Ledru-Rollin, que, dans le meilleur des cas, ils sont *en fait* un jouet entre les mains de la bourgeoisie et, dans le pire, ses serviteurs directs.

Les « indépendants », les kautskistes, les social-démocrates autrichiens sont *en apparence* un parti unique ; en fait, la masse des membres de leur parti *n'est pas* solidaire des chefs quant au fond, dans les questions principales, essentielles. La masse *engagera* la lutte révolutionnaire prolétarienne pour le pouvoir des Soviets, dès que viendra le moment d'une nouvelle crise, tandis que les « chefs » demeureront, alors comme aujourd'hui, des contre-révolutionnaires. Rester assis entre deux chaises n'est pas difficile en paroles, et Hilferding en Allemagne, Friedrich Adler en Autriche, offrent de magnifiques exemples de la noblesse de cet art.

Mais, dans le feu de la lutte révolutionnaire, les hommes occupés à concilier l'inconciliable seront comme des bulles de savon. C'a été le cas de tous les héros « socialistes » de 1848, ç'a été le cas de leurs propres frères, les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires de Russie, en 1917-1919, c'est le cas de tous les paladins de la II^e Internationale, Internationale de Berne ou Internationale jaune.

Les divergences entre communistes sont d'un autre ordre. Ceux-là seuls qui s'y refusent ne peuvent pas voir de différence essentielle. Ce sont des divergences entre les représentants d'un mouvement de masse rapidement accru. Ce sont des divergences sur une seule base essentielle, commune, solide comme le roc : celle de la reconnaissance de la révolution prolétarienne, de la lutte contre les illusions démocratiques bourgeoises et le parlementarisme démocratique bourgeois, de la reconnaissance de la dictature du prolétariat et du pouvoir des Soviets.

Sur une *telle* base, les divergences ne sont pas à redouter : c'est une maladie de croissance et non pas une décrépitude sénile. Le bolchévisme lui-même a maintes fois connu des divergences de ce genre et même de petites scissions à cause de discussions analogues, mais au moment décisif, au moment de la conquête du pouvoir et de l'instauration de la République soviétique, il s'est montré uni, il a gagné à lui ce qu'il y avait de meilleur dans les courants de la pensée socialiste qui lui étaient proches ; il a rallié autour de lui *toute* l'avant-garde du prolétariat et *l'immense majorité* des travailleurs.

Il en sera de même pour les communistes allemands.

Les scheidemaniens et les kautskistes continuent à discourir sur la « démocratie » en général, ils vivent encore dans les idées de 1848, ils sont des marxistes en paroles, des Louis Blanc dans les faits. Ils dissertent sur la « majorité », croyant que l'égalité des bulletins de vote signifie l'égalité de l'exploité et de l'exploiteur, de l'ouvrier et du capitaliste, du pauvre et du riche, de l'affamé et du rassasié.

D'après les scheidemaniens et les kautskistes, il apparaît que les débonnaires, honnêtes, nobles et paisibles capitalistes n'ont jamais employé la force de la richesse, la force de l'argent, le pouvoir du capital, le joug de la bureaucratie et de la dictature militaire, mais qu'ils ont réglé les affaires véritablement « selon la majorité » !

Les scheidemaniens et les kautskistes (en partie par hypocrisie, en partie par une extrême stupidité, acquise durant des dizaines d'années d'action réformiste) *maquillent* la démocratie bourgeoise, le parlementarisme bourgeois, la république

bourgeoise, en présentant les choses de façon à faire croire que les capitalistes règlent les affaires de l'Etat selon la volonté de la majorité, et non selon celle du capital, par les moyens de la duperie, de l'oppression, de la violence exercée par les riches sur les pauvres.

Les scheidemaniens et les kautskistes sont prêts à « reconnaître » la révolution prolétarienne, mais seulement ainsi : il faut d'abord, *tout en maintenant* la force, le pouvoir, le joug, les privilèges du capital et de la richesse, obtenir un vote de la majorité (l'appareil du pouvoir d'Etat qui organise les élections étant bourgeois) « *en faveur de la révolution* » ! ! Il est difficile d'imaginer l'insondable stupidité petite-bourgeoise que révèle cette manière de voir, l'insondable crédulité petite-bourgeoise (Vertrauensduselei) à l'égard des capitalistes, de la bourgeoisie, des généraux, de l'appareil bourgeois du pouvoir d'Etat.

En réalité, c'est la bourgeoisie précisément qui a toujours fait preuve d'hypocrisie en appelant « démocratie » l'égalité purement formelle, alors qu'en réalité, elle exerçait la violence sur les pauvres, les travailleurs, les petits paysans et les ouvriers, par d'innombrables moyens de duperie, d'oppression, etc. La guerre impérialiste (que les Scheidemann et les Kautsky ont maquillée honteusement), a dévoilé tout cela aux yeux de millions d'hommes. La dictature du prolétariat est *l'unique* moyen de défense des travailleurs contre le joug du capital, contre la violence de la dictature militaire de la bourgeoisie, contre les guerres impérialistes. La dictature du prolétariat est l'unique étape menant à l'égalité et à la démocratie *en fait*, non pas sur le papier, mais dans la vie, non pas dans de belles phrases politiques, mais dans la réalité économique.

Les Scheidemann et les Kautsky ne l'ont pas compris et se sont révélés de méprisables traîtres au socialisme et des défenseurs des idées bourgeoises.



Le parti kautskiste (ou « indépendant ») périlite et périra bientôt inéluctablement ; il se décomposera par suite des désaccords entre ses membres, révolutionnaires dans leur masse, et ses « chefs » contre-révolutionnaires.

Le Parti communiste se renforcera et se trempera, en surmontant précisément des divergences pareilles (quant au fond) à celles que connut le bolchévisme.

Les divergences entre communistes allemands se ramènent, autant que je puisse en juger, à « l'utilisation des possibilités légales » (comme s'exprimaient les bolchéviks en 1910-1913), à l'utilisation du parlement bourgeois, des syndicats réactionnaires, de la « loi sur les Conseils » (Betriebsratgesetz), dénaturés par les scheidemaniens et les kautskistes, à la participation à ces institutions ou à leur boycottage.

Nous, les bolchéviks russes, avons connu précisément ce genre de divergences en 1906 et en 1910-1912. Et nous voyons bien que beaucoup de jeunes communistes allemands manquent simplement d'expérience révolutionnaire. S'ils avaient vécu deux révolutions bourgeoises (1905 et 1917), ils ne prêcheraient pas aussi catégoriquement le boycottage, ils ne tomberaient pas par moments dans les erreurs du syndicalisme.

C'est une maladie de croissance. Elle passera à mesure que grandira le mouvement, et il grandit à merveille. Contre ces erreurs évidentes il faut lutter ouvertement, en s'efforçant de ne pas exagérer les divergences, car chacun doit se rendre compte que dans un proche avenir la lutte pour la dictature du prolétariat, pour le pouvoir des Soviets, éliminera la plupart de ces désaccords.

Du point de vue de la théorie marxiste comme du point de vue de l'expérience de trois révolutions (1905, février 1917, octobre 1917), je tiens pour absolument erroné le refus de participer au parlement bourgeois, aux syndicats réactionnaires (de Legien, de Gompers, etc.), aux « Conseils » ouvriers ultra-réactionnaires, dénaturés par les scheidemaniens, etc.

Parfois, dans un cas isolé, dans un pays pris à part, le boycottage est juste, comme était juste, par exemple, le boycottage de la Douma tsariste par les bolchéviks, en 1905. Mais ces mêmes bolchéviks ont pris part à la Douma de 1907, beaucoup plus réactionnaire, voire nettement contre-révolutionnaire. Les bolchéviks ont pris part aux élections à l'Assemblée constituante bourgeoise en 1917 ; et, en 1918, nous l'avons dissoute, au grand effroi des démocrates petits-bourgeois, des Kautsky et autres renégats du socialisme. Nous avons participé aux syndicats ultra-réactionnaires, nettement menchéviks, qui ne le cédaient en rien (quant à leur nature contre-révolutionnaire) aux syndicats de Legien, les plus infâmes et les plus réactionnaires d'Allemagne. Même aujourd'hui, deux ans après la conquête du pouvoir d'Etat, nous n'avons pas encore fini de lutter contre les vestiges des syndicats menchéviks (c'est-à-dire scheidemaniens, kautskistes, gompersiens, etc.) : à tel point ce processus est long ! A tel point est grande, dans telles localités ou dans telles professions, l'influence des idées petites-bourgeoises !

Autrefois, nous étions en minorité dans les Soviets, dans les syndicats, dans les coopératives. Au prix d'un travail, d'une lutte de longue haleine — *avant* comme *après* la conquête du pouvoir politique — nous avons gagné la majorité dans *toutes* les organisations ouvrières, puis dans les organisations non ouvrières également, et enfin dans les organisations de petits paysans.

Seuls des misérables ou des benêts peuvent croire que le prolétariat doit d'abord conquérir la majorité en participant aux élections organisées *sous le joug de la bourgeoisie*, sous le *joug de l'esclavage salarié*, et après seulement conquérir le pouvoir. C'est le comble de la stupidité ou de l'hypocrisie, c'est substituer à la lutte de classes et à la révolution des votes sous l'ancien régime, sous l'ancien pouvoir.

Le prolétariat mène sa lutte de classe sans attendre un vote pour déclencher une grève, encore que pour le succès complet de la grève la sympathie de la majorité des travailleurs (et donc de la majorité de la population) soit nécessaire. Le prolétariat mène sa lutte de classe et renverse la bourgeoisie, sans attendre aucun vote préalable (organisé par la bourgeoisie et réalisé sous son joug) ; ce faisant, le prolétariat sait parfaitement que pour gagner sa révolution, pour arriver à renverser la bourgeoisie, la sympathie de la majorité des travailleurs (et donc de la majorité de la population) *est absolument nécessaire*.

Les crétins parlementaires et les Louis Blanc modernes « exigent » à tout prix un vote, un vote organisé à tout prix par la bourgeoisie, pour déterminer la sympathie de la majorité des travailleurs. Mais c'est là un point de vue de pédants, de cadavres ou d'habiles trompeurs.

La vie réelle, l'histoire des véritables révolutions montrent que très souvent la « sympathie de la majorité des travailleurs » ne peut être démontrée par aucun vote (à plus forte raison quand il s'agit de votes organisés par les exploités, avec « égalité » de l'exploiteur et de l'exploité !). Très souvent « la sympathie de la majorité des travailleurs » est démontrée, de façon générale, *non* par des votes, mais par la croissance d'un des partis, ou par l'accroissement du nombre de ses membres dans les Soviets, ou par le succès d'une grève qui, pour une raison quelconque, a revêtu une très grande importance, ou par un succès de guerre civile, etc., etc.

L'histoire de notre révolution a montré, par exemple, que la sympathie de la majorité des travailleurs pour la dictature du prolétariat, sur les espaces infinis de l'Oural et de la Sibérie, avait été révélée non par des votes, mais par l'expérience du pouvoir exercé pendant un an par le général tsariste Koltchak sur l'Oural et la Sibérie. Ajoutons que le pouvoir de Koltchak avait également commencé par le règne d'une « coalition » des scheidemaniens et des kautskistes (en russe : des « menchéviks » et des « socialistes-révolutionnaires », partisans de l'Assemblée constituante), de même qu'aujourd'hui, en Allemagne, messieurs Haase et Scheidemann, avec leur « coalition », frayent la voie au pouvoir de von Goltz ou de Ludendorff et couvrent, maquillent ce pouvoir. Entre parenthèses : la coalition gouvernementale Haase-Scheidemann a pris fin, mais la coalition politique de ces traîtres au socialisme demeure. La preuve en est : les livres de Kautsky, les articles de Stampfer dans le *Vorwärts*, les articles des kautskistes et des scheidemaniens sur leur « union », etc.

La révolution prolétarienne est impossible sans la sympathie et le soutien de l'immense majorité des travailleurs pour leur avant-garde : le prolétariat. Mais cette sympathie, ce soutien ne se gagnent pas d'emblée, ne se décident pas par des votes ; on les *conquiert* au prix d'une lutte de classe difficile, dure, de longue haleine. La lutte de classe que mène le prolétariat *pour gagner* la sympathie, *pour gagner* le soutien de la majorité des travailleurs ne cesse pas quand le prolétariat a conquis le pouvoir politique. *Après* la conquête du pouvoir, cette lutte *se poursuit*, mais sous *d'autres* formes. Dans la révolution russe est intervenu un concours de circonstances exceptionnellement favorables pour le prolétariat (dans sa lutte pour sa dictature), car la révolution prolétarienne s'est faite alors que le peuple entier était armé et que toute la paysannerie voulait que le pouvoir des grands propriétaires fût renversé, alors que toute la paysannerie était indignée par la politique « kautskiste » des social-traitres, des menchéviks et des socialistes-révolutionnaires.

Mais même en Russie, où, au moment de la révolution prolétarienne, la situation était exceptionnellement favorable, où une remarquable union de tout le prolétariat, de toute l'armée, de toute la paysannerie, s'était faite d'emblée ; même en Russie, la lutte du prolétariat réalisant sa dictature, la lutte du prolétariat pour gagner la sympathie, le soutien de la majorité des travailleurs, s'est poursuivie pendant des mois et des années. Au bout de deux ans, cette lutte est presque terminée, mais elle ne l'est pas encore tout à fait à l'avantage du prolétariat. En deux ans, nous n'avons fait que conquérir définitivement la sympathie et le soutien de l'immense majorité des ouvriers et des paysans travailleurs de Grande-Russie, y compris l'Oural et la Sibérie ; mais nous n'avons pas encore achevé de gagner la sympathie et le soutien de la majorité des paysans travailleurs (à la différence des paysans exploités) d'Ukraine. La puissance militaire de l'Entente *pourrait* nous écraser (et pourtant elle ne nous écrasera pas) ; mais, *à l'intérieur* de la Russie, nous jouissons *maintenant* d'une si solide sympathie d'une si forte majorité des travailleurs, que le monde n'a encore jamais vu d'Etat plus démocratique.

Si l'on réfléchit à l'histoire de la lutte du prolétariat pour le pouvoir, lutte complexe, difficile, de longue haleine, aux formes extrêmement variées, lutte extraordinairement abondante en brusques changements, revirements, passages d'une forme à l'autre, l'erreur de ceux qui veulent « interdire » la participation au parlement bourgeois, aux syndicats réactionnaires, aux comités tsaristes ou scheidemaniens de délégués ouvriers, ou aux Conseils d'usine, etc., etc., apparaitra nettement. Cette erreur est due au manque d'expérience de révolutionnaires héroïques, profondément sincères, profondément convaincus, issus de la classe ouvrière. Voilà pourquoi Karl Liebknecht et Rosa Luxembourg ont eu mille fois raisons lorsqu'en janvier 1919, ils

ont vu et signalé cette erreur, mais ont préféré rester avec les révolutionnaires prolétariens qui se trompaient dans une question de peu d'importance, plutôt qu'avec les traîtres au socialisme, les scheidemaniens et les kautskistes qui, eux, ne se trompaient pas dans la question de la participation au parlement bourgeois, mais avaient cessé d'être des socialistes pour devenir des démocrates philistins, des auxiliaires de la bourgeoisie.

Mais une erreur est une erreur, et il faut la critiquer, il faut lutter pour la corriger.

Il faut que la lutte contre les traîtres au socialisme, scheidemaniens et kautskistes, soit implacable, mais il ne faut pas la mener pour ou contre la participation aux parlements bourgeois, aux syndicats réactionnaires, etc. Ce serait une faute évidente et ce serait une faute encore plus grave d'abandonner les idées du marxisme et sa ligne pratique (parti politique ferme, centralisé) pour les idées et la pratique du syndicalisme. Il faut faire en sorte que le parti prenne part aussi aux parlements bourgeois, aux syndicats réactionnaires, aux « Conseils d'usine » mutilés, châtrés par les Scheidemann partout où il y a des ouvriers, où l'on peut parler à des ouvriers, influencer sur la masse ouvrière. Il faut coûte que coûte allier le travail illégal à l'action légale ; il importe que le parti illégal, ses organisations *ouvrières* exercent sur l'activité légale, méthodiquement et sans défaillance, le contrôle le plus rigoureux. Ce n'est pas facile, mais dans la révolution prolétarienne il n'y a pas, il ne peut y avoir de tâches « faciles », de moyens « faciles » de lutte.

Cette tâche ardue doit être accomplie coûte que coûte. Ce qui nous différencie des scheidemaniens et des kautskistes, c'est non seulement (et ce n'est pas tant) qu'ils n'admettent pas l'insurrection armée, tandis que nous l'admettons, mais la différence essentielle, capitale, c'est que sur *tous* les terrains d'activité (dans les parlements bourgeois, dans les syndicats, dans les coopératives, dans la presse, etc.) ils font une politique inconséquente, opportuniste ou même nettement une politique de félonie et de trahison.

Contre les social-traîtres, contre le réformisme et l'opportunisme ! Cette ligne politique peut et doit être menée sur *tous* les terrains de lutte, sans exception. C'est alors que nous gagnerons à nous la masse ouvrière. Et avec la masse ouvrière, l'avant-garde du prolétariat, le parti politique marxiste centralisé, conduira le peuple par la bonne voie vers la dictature victorieuse du prolétariat, vers la démocratie prolétarienne qui remplacera la démocratie bourgeoise, vers la République des Soviets, vers le régime socialiste.

La III^e Internationale a remporté en quelques mois des victoires brillantes, sans précédent. Elle grandit à une allure surprenante. Les erreurs particulières et les maladies de croissance ne doivent pas nous faire peur. Tout en les critiquant ouvertement et sans réticence, nous ferons en sorte que, bientôt, dans tous les pays civilisés, la masse ouvrière, formée à l'école marxiste, chassera loin d'elle les traîtres au socialisme, les scheidemaniens et les kautskistes de *toutes* les nations (car ces types existent dans toutes les nations).

La victoire du communisme est inéluctable. Il triomphera.

10 octobre 1919.

La lettre de Lénine

(« Il Soviet », 3^e année, N^o 2, 11 janvier 1920)

L'influence très grande qu'exerce la sage parole du grand communiste nous oblige à commenter sa dernière lettre, publiée dans l'« Avanti » il y a quelques jours et dans laquelle il conseille aux communistes allemands de participer au parlement bourgeois. Une autre fois, dans une lettre adressée au camarade Serrati, Lénine avait déjà approuvé la résolution du Parti socialiste italien de participer aux élections législatives, en opposition à notre point de vue résolument abstentionniste. Dans ces deux lettres, Lénine, qui sait combien son prestige est grand, se hâte de préciser que ses informations sont rares, afin de mettre en garde ceux qui voudraient prendre trop à la lettre son jugement, dont il admet lui-même qu'il est peut-être inexact par manque de données précises.

Depuis Zimmerwald, Lénine connaît l'aversion décidée du Parti socialiste italien pour la guerre. En dehors de notre pays, cette attitude, ainsi que son adhésion à la III^e Internationale, a crédité ce dernier d'une réputation supérieure à ses mérites, en le faisant passer pour un parti nettement révolutionnaire, ce qui est loin d'être exact.

La répercussion de la guerre au sein du parti a moins été le produit d'une appréciation théorique que d'une réaction sentimentale et donc souvent absurde et contradictoire.

Parmi nos camarades, même les meilleurs, nombreux sont ceux qui, adversaires acharnés de la guerre, se déclarent en même temps hostiles à toute espèce de violence. Parmi les réformistes les plus endurcis, beaucoup ont été contre la guerre, tout en acceptant l'idée de défense de la patrie. Pour beaucoup, ce fut par calcul, par prudence, rarement par conviction intime. C'est pourquoi l'opposition à la guerre n'a pas dépassé la protestation verbale. Pendant la crise de Caporetto, le P.S.I. ne tenta même pas de tirer parti de ce moment difficile pour la bourgeoisie qui put sortir sans encombre de ce mauvais pas. A ce moment-là, mais aussi plus tard, le parti s'attacha plutôt à se disculper, alors que la bourgeoisie voulait lui faire endosser une part de responsabilité dans cette défaite, au lieu de revendiquer celle qui lui revenait, sa propagande constante contre la guerre n'ayant pas été sans quelque fruit.

Pendant des journées, Turati, orateur du groupe parlementaire, faisait écho au président du conseil qui incitait à la résistance au cri de : « La patrie est sur le Grappa ! » et dans le journal il pouvait parler du « péril extérieur » (le « second ennemi ») sans soulever la moindre protestation du parti, ou plutôt avec son accord presque général.

Combien rares furent ceux qui, à ce moment-là, restèrent inébranlables et n'invoquèrent pas la victoire démocratique et libératrice des armées de l'Entente qui aurait réalisé l'évangile wilsonien ! Les plus malins se turent, attendant l'heure propice de la lutte électorale pour présenter aux masses un beau certificat d'opposition à la guerre, et ce sont seulement les moins prudents qui parlèrent et en payent aujourd'hui les conséquences.

En ce qui concerne l'opposition à la guerre, donc, bien peu peuvent en revendiquer le mérite. Que dire alors de l'adhésion à la III^e Internationale ! La manière dont

elle a été votée, par acclamations, permet de juger avec quelle sincérité, quelle conscience elle fut donnée !

Ceux qui sont loin et ont des nouvelles peu précises, comme le camarade Lénine, considèrent que le parti socialiste italien est dans son ensemble authentiquement révolutionnaire, c'est-à-dire qu'il s'est déjà épuré de toutes les vieilles tares social-démocratiques.

Qui sait ce que penserait Lénine s'il savait, par exemple, que les militants italiens auxquels il s'adresse et qu'il prend pour des communistes sont simplement des socialistes (différence dont désormais l'importance n'est plus mise en doute par personne) ? Ou s'il savait, par exemple, qu'il y a dans le parti des social-démocrates beaucoup plus à droite que le traître-renégat Kautsky, des ennemis bien plus déclarés et tenaces du bolchevisme que lui, et cela par la volonté du directeur de « Communisme » et des maximalistes opposés aux propositions de scission faites par notre fraction, sous le prétexte qu'il fallait sauvegarder l'unité du parti étant donnée l'imminence de la bataille... électorale, afin de conquérir un plus grand nombre de sièges au Parlement.

Lénine dit qu'on ne peut faire la paix et travailler avec les Kautsky, Adler, etc. ; pour nous, maintenant, il ne s'agit pas seulement de travailler ensemble, mais bien, malheureusement, de vivre dans le même parti, avec la même discipline et (ô ironie !) le même programme... électoral.

Il ne s'agit pas davantage d'unir le travail illégal au travail légal ; malheureusement pour nous, on ne fait que ce dernier, le seul qu'une large fraction du parti juge utile et convenable de faire, considérant qu'il est le seul vraiment révolutionnaire.

En ce qui concerne la participation au parlement bourgeois conseillée aux communistes allemands, on ne peut pas objecter l'attitude différente observée par les bolcheviks à propos de la Douma, car les deux choses ne sont pas comparables. Pour nous la raison fondamentale de la non-participation repose surtout sur l'évaluation de la période historique que nous traversons, et nous jugeons, comme nous l'avons d'autre part amplement développé, qu'en période révolutionnaire la tâche unique du parti communiste est de consacrer toute son activité à la préparation de l'action révolutionnaire tendant à abattre par la violence l'Etat bourgeois et à préparer la réalisation du communisme.

Dans cette question extrêmement importante est impliquée toute la fonction essentielle du parti, comme cela est apparu nettement en Allemagne où tous les partisans de l'action parlementaire, les Scheidemann et les Kautsky, se révélèrent des opportunistes au moment de l'écroulement de l'Empire.

Dans des pays qui n'ont pas de tradition démocratique, comme la Russie, c'est aux moments critiques que l'opportunisme se révèle ; dans nos pays de vieille démocratie, au contraire, nous n'avons pas besoin d'attendre ce genre de crises pour juger certaines fractions dont la conduite a toujours été opportuniste, collaborationniste et anti-révolutionnaire, comme la fonction parlementaire l'exige et l'impose.

Nous nous étonnons que Lénine mette dans le même sac, comme s'il s'agissait de la même chose, la renonciation à participer aux parlements bourgeois et le refus de quelques communistes allemands d'entrer dans les syndicats réactionnaires, conseils d'usine, etc. Pour nous, il s'agit de deux choses qui ne peuvent être assimilées l'une à l'autre. Le parlement est un organe bourgeois, sa fonction exclusive est de défendre les intérêts de la bourgeoisie et il disparaîtra lors du renversement de la

domination bourgeoise. Le syndicat ouvrier, au contraire, est un organe strictement de classe, et, même si son œuvre est aujourd'hui réactionnaire du fait de l'inconséquence de ses chefs, on peut et on devra le ramener à sa véritable fonction.

Du moment que le parlement doit être abattu, les communistes n'ont pas intérêt à y intervenir ; il n'en est pas de même du syndicat, du conseil ouvrier, etc., qui, en régime bourgeois, ne font œuvre révolutionnaire qu'autant qu'ils sont pénétrés d'esprit communiste, agissent sur les directives des communistes, sous leur impulsion et leur contrôle et qui, en régime communiste, seront des organes agissants utiles, et pas seulement en raison de leur structure.

Si les communistes allemands veulent boycotter ces organisations ouvrières, il se peut que ce soit pour des raisons de sécurité, pour se soustraire aux persécutions des espions que cette canaille social-démocratique de Noske y a répandus ; mais s'ils le font par penchant pour la conception anarcho-syndicaliste de la révolution, inutile de rappeler que nous sommes des adversaires résolus d'une telle attitude parce que parfaitement d'accord avec Lénine sur la nécessité d'un parti politique fort et centralisé qui soit le cerveau, l'âme et le guide du prolétariat dans sa lutte d'émancipation.

C'est dans ce but que nous continuons notre action opiniâtre pour que les communistes se séparent des sociaux-démocrates, cette scission étant pour nous indispensable à la victoire du communisme.

Lénine et l'abstentionnisme

(« Il Soviet », 3^e année, N^o 4, 1^{er} février 1920)

Le camarade Graziadei, exposant il y a quelques jours aux socialistes français la situation du Parti socialiste italien et faisant allusion au fonctionnement de la Troisième Internationale, a rappelé que Lénine est si favorable à une raisonnable autonomie de l'action pratique dans les différents pays qu'il s'est félicité de la décision prise par le Congrès de Bologne de participer aux élections générales du parlement bourgeois, résolution pourtant combattue par une minorité convaincue de mieux interpréter la pensée du grand homme politique de la Russie socialiste.

Cette minorité ayant défendu et amplement discuté la thèse de la non-participation aux élections législatives dans ce journal avant même de l'exposer au congrès de Bologne, il faut maintenant faire la lumière sur cette affirmation peu exacte du camarade Graziadei.

La tendance communiste abstentionniste n'a jamais, quoi qu'on dise, prétendu être la plus fidèle interprète de la pensée de Lénine. Elle a toujours soutenu que le bolchevisme russe n'a rien de nouveau du point de vue théorique, comme Lénine lui-même le reconnaît ; le bolchevisme n'est en effet rien d'autre que le retour au marxisme le plus rigide et le plus sévère : dans toutes ses affirmations et ses polémiques, c'est au reste à lui que Lénine fait constamment appel.

La coïncidence fréquente entre nos directives et celles de Lénine démontre que les deux courants sont issus du même tronc et se développent dans la même direction.

Si nous avons soutenu et soutenons la non-participation du P.S.I. au parlement et autres organes de l'Etat bourgeois, c'est parce que nous jugeons que la période historique actuelle est révolutionnaire, que dans une telle période, la fonction spécifique du parti est d'abattre l'Etat bourgeois, et qu'il doit la remplir.

Cette manière de voir qui est la nôtre coïncide exactement avec une des conclusions du rapport de Lénine au Congrès de la Troisième Internationale de Moscou.

Nous donnons une valeur beaucoup plus grande que ne le fait Lénine à cette non-participation, car nous considérons qu'elle est d'autant plus nécessaire et impérieuse que les pays occidentaux sont plongés depuis plus longtemps dans les délices de la civilisation démocratique chère à Turati et aux siens, et que les racines de celle-ci sont d'autant plus difficiles à arracher.

Nous considérons que la contradiction évidente entre les conclusions du rapport et les deux lettres du même Lénine résulte du peu d'importance qu'il attribue aux institutions démocratiques, qui en Russie n'ont eu qu'une vie brève et précaire et qui, n'étant pas familières aux masses, n'ont pas pu exercer sur elles une grande influence comme chez nous, où celle-ci a été encore renforcée par les partis de gauche et en particulier par le P.S.I. qui pendant des années a assidûment travaillé à valoriser ces institutions.

Quant à l'autonomie de la tactique dans les diverses nations, nous sommes résolument contre. Depuis quelque temps, au contraire, nous insistons pour que les représentants des partis de la Troisième Internationale se réunissent à nouveau en congrès, précisément pour se mettre d'accord sur la tactique et l'unifier.

L'absence d'une rigoureuse uniformité dans la tactique fut une des causes de la grande faiblesse de l'Internationale d'avant-guerre et elle a eu les conséquences les plus pénibles et les plus malheureuses.

Répéter la même erreur dans la Troisième Internationale signifierait l'exposer à de nouvelles surprises et à de cruelles désillusions.

L'uniformité de la tactique a pour nous une importance capitale. Parmi les questions de tactique, celle de la participation ou non aux élections bourgeoises a le premier rang, car elle marque la nette séparation entre les partisans de la social-démocratie et les partisans de la dictature du prolétariat : c'est sur ces deux conceptions profondément antithétiques que les socialistes doivent se polariser ; toute transaction entre elles est équivoque et engendre la confusion. La convivence ultérieure de ces deux groupes dans le même parti est une cause de faiblesse pour l'un et l'autre, mais elle est surtout nocive pour la tendance communiste qui, étant apparue la dernière, doit s'isoler et avoir sa physionomie propre, si elle veut se faire sa place.

Que tous les camarades de notre tendance étudient bien ce moment délicat de sa vie et de son développement, qu'ils pèsent bien les dangers et, s'il y en a, les avantages de la participation aux élections pour pouvoir trancher sérieusement la question.

Au-dessus des sentiments et des habitudes, il y a les grands devoirs de l'heure, qui n'autorise ni faiblesses, ni tergiversations, ni accommodements, mais exige des résolutions fermes, franches, rectilignes, exclusivement inspirées par les intérêts suprêmes de la cause prolétarienne.

Le Parlement et la lutte pour les Soviets

(Lettre-circulaire du Comité exécutif de l'Internationale communiste)

(« Die Kommunistische Internationale », N° 5, septembre 1919)

Chers camarades,

Entre autres questions, la phase actuelle du mouvement révolutionnaire pose de façon impérieuse celle du parlementarisme. En France, en Amérique, en Angleterre, en Allemagne, tandis que la lutte de classe s'intensifie, tous les éléments révolutionnaires adhèrent au mouvement communiste en s'unissant ou en coordonnant leur action sur le mot d'ordre du pouvoir des Soviets. Les groupes anarcho-syndicalistes, et parfois des groupes qui s'intitulent simplement anarchistes, entrent ainsi dans le courant général. Le Comité exécutif de l'Internationale communiste le constate avec joie.

En France, le groupe syndicaliste du camarade Péricat forme le noyau du Parti communiste ; en Amérique et partiellement en Angleterre, la lutte pour les Soviets est menée par des organisations telles que les I.W.W. Ces groupes et ces tendances ont toujours activement combattu les méthodes de lutte parlementaire. Mais par ailleurs, les éléments du Parti communiste issus des partis socialistes sont enclins pour la plupart à admettre que l'on agisse aussi au parlement (groupe Loriot en France, membres de l'I.S.P. en Amérique, membres de l'I.L.P. en Angleterre). Tous ces courants, qui doivent être unis à tout prix et au plus tôt dans les cadres du Parti communiste, ont besoin d'une tactique unique. La question doit donc être tranchée d'une façon générale et le Comité exécutif de l'Internationale communiste s'adresse à tous les partis-frères par la présente lettre, spécialement consacrée à cette question.

La plateforme commune sur laquelle nous devons nous unir est constituée aujourd'hui par la reconnaissance de la lutte pour la dictature du prolétariat sous la forme du pouvoir des Soviets. L'histoire a posé la question de telle façon que c'est justement à ce sujet qu'a été dressée une barrière infranchissable entre le parti du prolétariat révolutionnaire et les opportunistes, entre les communistes et les social-traîtres, quelle que soit leur étiquette. Ce qu'on appelle le Centre (Kautsky en Allemagne, Longuet en France, l'I.L.P. et certains éléments du British Socialist Party en Angleterre, Hilquitt en Amérique), constitue, malgré toutes les assurances contraires, une tendance objectivement anti-socialiste parce qu'elle ne veut ni ne peut combattre pour la dictature du prolétariat. Au contraire, les groupes et les partis qui, dans le passé, n'admettaient aucune lutte politique (par exemple, certains groupes anarchistes), ont renoncé à leur nature apolitique en reconnaissant le pouvoir des Soviets, la dictature du prolétariat, et acceptent l'idée de la prise du pouvoir par la classe ouvrière, qui est nécessaire pour vaincre la résistance de la bourgeoisie.

Nous avons donc, répétons-le, une plateforme commune : celle de la lutte pour la dictature des Soviets.

Les vieilles divisions du mouvement ouvrier sont manifestement dépassées. La guerre a produit un nouveau regroupement. De nombreux anarchistes qui professaient l'anti-parlementarisme se sont conduits, pendant les cinq années de guerre, d'une façon aussi vile et aussi traître que les anciens chefs de la social-démocratie officielle qui ne juraient que par Marx. Le regroupement des forces se fait sur de nouvelles bases : les uns sont pour, les autres sont contre la révolution prolétarienne,

les Soviets, la dictature, l'action des masses jusqu'à l'insurrection. Voilà la question vitale aujourd'hui, le critère essentiel, le caractère qui permettra de distinguer entre les nouveaux regroupements qui se formeront ou sont déjà en train de le faire.

Quel rapport y a-t-il entre la reconnaissance du principe des Soviets et le parlementarisme ? Il faut distinguer ici deux questions qui n'ont aucun lien logique entre elles : celle du parlementarisme considéré comme une forme désirable d'organisation de l'Etat et celle de l'utilisation du parlementarisme dans le but de promouvoir la révolution. Les camarades confondent souvent ces deux questions, ce qui a l'effet le plus fâcheux sur toute la lutte pratique. Examinons-les tour à tour pour tirer les conclusions nécessaires.

Quelle est la forme de la dictature prolétarienne ? Nous répondons : les Soviets ; une expérience de portée mondiale l'a démontré. Le pouvoir des Soviets est-il compatible avec le parlementarisme ? *Non*, trois fois *non*. Il est absolument incompatible avec les parlements existants, parce que la machine parlementaire représente le pouvoir concentré de la bourgeoisie. Les députés, les chambres, leurs journaux, le système de corruption, les liens cachés des parlementaires avec les grandes banques, leurs relations avec tous les appareils de l'Etat bourgeois, sont autant de chaînes aux pieds de la classe ouvrière. Il faut les briser. La machine d'Etat de la bourgeoisie, et par conséquent le parlement bourgeois, doivent être brisés, dispersés, anéantis ; il faut organiser sur leurs ruines un nouveau pouvoir, celui des unions ouvrières de classe, celui des « parlements » ouvriers, celui des Soviets. Seuls les traîtres à la classe ouvrière peuvent leurrer les prolétaires en leur faisant espérer une transformation sociale par des moyens pacifiques, par des réformes parlementaires. Ces gens sont les pires ennemis de la classe ouvrière et il faut les combattre impitoyablement ; aucun compromis n'est admissible avec cette engeance. Pour tous les pays bourgeois, notre mot d'ordre est donc : *A bas le parlement ! Vive le pouvoir des Soviets !*

Mais on peut poser la question suivante : vous n'admettez pas le pouvoir des parlements actuels, soit ! Mais pourquoi ne pas organiser de nouveaux parlements plus démocratiques, basés sur un véritable suffrage universel ? A cela nous répondons : pendant la révolution socialiste, la lutte est tellement âpre que la classe ouvrière doit agir promptement, avec décision, sans admettre en son sein, dans son organisation de pouvoir, des ennemis de classe. Seuls les Soviets d'ouvriers, de soldats, de marins, de paysans, élus dans les fabriques, les usines, les fermes, les casernes, satisferont à ces exigences. La question de la forme du pouvoir prolétarien se pose ainsi. Dès maintenant, il faut renverser l'appareil de gouvernement : rois, présidents, parlements, chambres d'aristocrates, assemblées constituantes — toutes ces institutions sont pour nous des ennemis jurés que nous devons anéantir.

Passons maintenant à la deuxième question fondamentale : *Peut-on utiliser les parlements bourgeois dans le but de développer la lutte révolutionnaire de classe ?* Comme nous l'avons dit plus haut, cette question n'a aucun lien logique avec la première. On peut en effet s'efforcer de détruire une organisation en y pénétrant, en l'« utilisant ». Nos ennemis de classe le comprennent parfaitement bien quand ils se servent dans leur propre intérêt des partis socialistes officiels, des syndicats, etc. Prenons l'exemple extrême. Les communistes russes, les bolcheviks participèrent aux élections de l'Assemblée constituante ; ils y siégèrent, mais pour la dissoudre au bout de vingt-quatre heures et réaliser complètement le pouvoir des Soviets. Le parti bolchevique eut aussi ses députés à la Douma d'Etat du tsar. Reconnaissait-il alors cette Douma comme une forme d'organisation de l'Etat idéale ou tout au moins tolérable ? Il serait insensé de le croire. Il y envoyait ses représentants pour attaquer l'appareil d'Etat du tsarisme par ce côté aussi, pour contribuer à la destruction de

cette même Douma. Ce n'est pas pour rien que le gouvernement du tsar condamnait les « parlementaires » bolcheviques aux travaux forcés pour « haute trahison ». Profitant de leur « inviolabilité », même provisoire, les députés bolcheviques menaient aussi une action illégale d'organisation des masses pour l'assaut au tsarisme.

Une telle action « parlementaire » ne s'est pas produite qu'en Russie. Prenez l'Allemagne et le travail de Liebknecht. Notre camarade assassiné a été un révolutionnaire-modèle : n'était-ce pas un acte éminemment révolutionnaire que d'appeler du haut de la tribune de la Diète prussienne les soldats à la révolte contre cette même Diète ? Sans aucun doute. Si Liebknecht n'avait pas été député, il n'aurait pas pu développer une telle activité, ses discours n'auraient pas eu un tel écho.

L'exemple du travail parlementaire des communistes suédois peut aussi nous en convaincre. En Suède, le camarade Hoeglund a joué et joue le même rôle que Liebknecht en Allemagne. Profitant de son siège de député, il contribue à la destruction du système parlementaire bourgeois. En Suède, personne n'a fait autant que notre ami pour la cause de la révolution et pour la lutte contre la guerre. Nous assistons à quelque chose d'analogue en Bulgarie. Les communistes bulgares ont utilisé avec succès la tribune parlementaire à des fins révolutionnaires. Aux dernières élections, ils ont obtenu 47 sièges. Les camarades Blagoev, Kirkov, Korolov et d'autres leaders du mouvement communiste bulgare savent utiliser la tribune parlementaire pour servir la cause de la révolution prolétarienne. Un tel travail « parlementaire » exige une audace et un tempérament révolutionnaires exceptionnels. Ici, les hommes sont en effet à un poste de combat particulièrement dangereux. Ils minent la position de l'ennemi dans son propre camp ; ils ne vont pas au parlement pour manier cet appareil, mais pour aider les masses à le faire sauter du dehors.

Sommes-nous donc pour la conservation des parlements « démocratiques » bourgeois en tant que formes d'administration de l'Etat ? *Non, en aucun cas.* Nous sommes pour les Soviets.

Sommes-nous pour l'utilisation des parlements au profit de notre travail communiste tant que nous n'avons pas la force de les renverser ? *Oui*, mais en observant tout une série de conditions.

Nous savons très bien qu'en France, en Amérique et en Angleterre il n'y a jamais eu de parlementaires révolutionnaires parmi les ouvriers. Jusqu'à présent, nous n'avons jamais observé que des trahisons, mais cela ne prouve pas que la tactique que nous croyons juste soit erronée. Il se trouve seulement que dans ces pays, il n'a jamais existé de parti révolutionnaire comme celui des bolcheviks russes et des spartakistes allemands. Si un tel parti existe, tout peut changer. En particulier, il est nécessaire : 1) que le centre de gravité de la lutte soit situé hors du parlement (dans les grèves, les insurrections et les autres formes de la lutte des masses) ; 2) que les interventions au parlement correspondent à cette lutte ; 3) que les députés prennent part au travail illégal ; 4) qu'ils agissent sur mandat du Comité central du parti en se subordonnant à lui ; 5) qu'ils ne se préoccupent pas des formes parlementaires dans leurs interventions (qu'ils n'aient pas peur de se heurter à la majorité bourgeoise, qu'ils sachent parler par-dessus sa tête). Faut-il ou non participer, à un moment donné, à la campagne électorale ? Cela dépend de toute une série de conditions concrètes qui, dans chaque pays, doivent être spécialement examinées au moment opportun. Les bolcheviks russes ont été pour le boycottage des élections à la première Douma en 1906. Six mois plus tard, ils furent pour la participation aux élections à la seconde Douma, puisqu'il apparaissait clairement que le pouvoir des bourgeois et des grands propriétaires fonciers durerait encore longtemps. Avant les élections à l'Assemblée constituante allemande de 1919, une fraction des sparta-

kistes était pour la participation, l'autre contre, mais il n'y eut pas de scission dans le parti spartakiste.

Nous ne pouvons renoncer par principe à utiliser le parlementarisme. Au printemps 1918, le parti bolchevique, déjà au pouvoir en Russie, déclara dans une résolution spéciale prise à son VII^e Congrès, que si, par suite d'un concours particulier de circonstances, la démocratie bourgeoise reprenait le dessus, les communistes russes pourraient être contraints à utiliser de nouveau le parlementarisme bourgeois. Dans cette question, il ne faut pas se lier les mains.

Ce que nous voulons souligner, c'est que la véritable solution du problème se trouve, dans tous les cas, *hors* du parlement, dans la rue. Il est clair désormais que la grève et l'insurrection sont les seules méthodes de la lutte *décisive* entre le Travail et le Capital. C'est pourquoi les principaux efforts de tous les camarades doivent être concentrés sur le travail de mobilisation des masses : création du Parti, formation de groupes communistes dans les syndicats et conquête de ceux-ci, organisation de Soviets au cours de la lutte, direction de l'action des masses, agitation pour la révolution parmi les masses. Tout cela vient *au premier plan* : l'action parlementaire et la participation aux élections ne sont qu'un *moyen subsidiaire et rien de plus*.

S'il en est ainsi, et il en est indiscutablement ainsi, une scission liée à des divergences limitées à cette question secondaire n'aurait aucun sens. La pratique de la prostitution parlementaire a été si écœurante, que même les meilleurs camarades ont des préjugés sur cette question. Il faut les détruire, et ils le seront effectivement au cours de la lutte révolutionnaire. Nous nous adressons donc à tous les groupes et organisations qui mènent une véritable lutte pour les Soviets, en les exhortant à la plus stricte union malgré les éventuels désaccords dans ce domaine.

Tous ceux qui sont pour les Soviets et la dictature prolétarienne doivent s'unir au plus tôt et former un parti communiste unique.

Salut communiste.

1^{er} septembre 1919.

Le président du Comité exécutif
de l'Internationale communiste

G. ZINOVIEV.

La III^e Internationale et le Parlementarisme

(« Il Soviet », 3^e année, N^o 11, 11 avril 1920)

La circulaire du C. E. de l'Internationale communiste signée par Zinoviev et publiée dans les N^{os} 8 et 9 de « Comunismo » nous oblige à revenir encore une fois sur la question controversée du parlementarisme. Les premiers mots de la circulaire à ce sujet sont les suivants : « Entre autres questions, la phase actuelle du mouvement révolutionnaire pose de façon impérieuse celle du parlementarisme ». Que cela serve de réponse à tous ceux qui prétendent que nous avons fait de la question parlementaire une espèce d'obsession, que nous sommes les seuls à lui accorder une aussi grande importance, alors que c'est une question non de programme, mais de tactique et donc de caractère secondaire.

Nous avons déjà dit à plusieurs reprises que les questions de tactique sont pour nous d'une très grande importance parce qu'elles définissent l'action que les partis

doivent mener ; s'ils discutent les questions de programme, c'est précisément pour en déduire les directives tactiques, faute de quoi ils ne seraient pas des partis politiques, mais des congrégations de rêveurs.

Ce qui divise la social-démocratie et les communistes n'est pas tant le but lointain que les uns et les autres veulent atteindre, que précisément la tactique, et cette division est si profonde qu'en Allemagne et ailleurs, beaucoup de sang a coulé entre les deux partis : on ne dira pas que c'est là une chose secondaire et de peu d'importance.

Nous sommes d'accord pour admettre que dans la question du parlementarisme, il faut distinguer deux questions. Sur la première, c'est-à-dire sur la nécessité d'abattre le régime parlementaire pour donner tout le pouvoir aux Soviets, il ne *devrait* pas y avoir de désaccord entre les partis adhérant à la III^e Internationale, et donc entre leurs membres parce que c'est là le pivot, l'épine dorsale de son programme. Si nous employons le conditionnel, c'est parce que le P.S.I. se soustrait à ce devoir, qu'une fraction importante de ce parti soutient ouvertement la position inverse et qu'une autre, non moins importante, ne s'est absolument pas rendu compte de l'antithèse profonde qui existe entre régimes parlementaire et soviétique. C'est peut-être parce qu'ils savent que notre parti a sur ce point une position hybride, équivoque, que les camarades de la III^e Internationale s'adressent aux autres partis, et ne s'occupent pas du parti italien. Peut-être attendent-ils qu'il sorte de l'équivoque ? Ils risquent d'être déçus dans leur attente !

La seconde question est de savoir si « les parlements bourgeois peuvent être utilisés pour développer la lutte de classe » ; quand la circulaire affirme qu'elle n'a aucun rapport avec la première, c'est inexact, selon nous.

Si l'on reconnaît qu'il y a une profonde antithèse entre le régime parlementaire et le régime soviétique, on doit aussi reconnaître qu'il faut préparer moralement les masses à en prendre conscience, à se familiariser avec la nécessité d'abattre le régime parlementaire bourgeois et de constituer les Soviets. Les partis qui soutiennent ce programme ne peuvent faire une propagande efficace qu'à la condition de ne pas le dévaloriser de la façon la plus absolue par leur propre action, en acceptant eux aussi de participer au parlement. Cela vaut spécialement pour les pays où une longue tradition a valorisé cette participation et où le crédit dont les parlements jouissent vient précisément des partis qui voudraient aujourd'hui défendre la position inverse à son égard.

Ces partis ont en effet longtemps appris aux masses à donner l'importance principale aux parlements, en prétendant qu'ils détenaient tout le pouvoir d'Etat et que pour s'en rendre maîtres, il fallait absolument conquérir la majorité en leur sein.

Il est à plus forte raison impossible que ceux qui veulent, au moins en paroles, la destruction du parlement bourgeois « de l'intérieur » mènent une campagne électorale commune, sous le même drapeau anti-parlementaire, au nom et sous la direction du même parti, avec ceux qui continuent à le considérer du point de vue social-démocratique.

Les exemples que Zinoviev apporte à l'appui de sa thèse ne sont pas convainquants. Le fait que les bolcheviks ont participé aux élections pour la Constituante pour la disperser vingt-quatre heures plus tard ne prouve pas que l'on puisse exploiter le parlementarisme bourgeois en faveur de la révolution. Il est évident que les bolcheviks ont participé aux élections à la Constituante parce qu'ils ne se sentaient pas assez forts à ce moment-là pour les empêcher : autrement, c'est ce qu'ils auraient fait. Mais dès qu'ils se sont sentis assez forts, ils sont passés à l'action.

Cette force, ce n'est pas la participation à la lutte électorale qui la leur a donnée ni même révélée, puisque les résultats électoraux n'ont pas été en leur faveur. Heureusement, car au cas contraire, ils n'auraient peut-être pas pu abattre la Constituante.

Nous admettons que l'intervention dans les luttes électorales puisse être utile pour démontrer l'inutilité de la Constituante et de tout parlement, ou mieux, l'utilité de les abattre, mais seulement à la condition de ne pas présenter de candidats. C'est seulement ainsi qu'on peut démontrer efficacement aux masses qu'on est anti-parlementaire parce que c'est seulement alors que la pratique concorde avec la théorie au lieu de la contredire comme lorsque l'anti-parlementaire aspire à devenir député.

L'argument qui rappelle la participation des bolcheviks à la Douma tsariste avant la guerre n'a pas davantage de valeur, car la situation historique était bien différente et qu'on ne pouvait même pas rêver alors de renverser le régime bourgeois dans un délai bref. Il n'est pas non plus exact de dire que la qualité de parlementaire a favorisé l'œuvre révolutionnaire de Liebknecht pendant la guerre puisque c'est au contraire elle qui l'a forcé à un premier vote en faveur des crédits militaire. Au reste, il a eu à côté de lui et avec lui bien d'autres militants, tombés depuis en martyrs de la cause, et leur lutte commune s'est déroulée complètement en dehors du parlement, où il n'a pas même été possible de parler.

L'immunité relative que confère la qualité de parlementaire à celui qui en jouit est un argument sans poids pour ceux qui ont embrassé avec foi une cause exigeant un esprit de sacrifice illimité, comme c'est le cas de la cause révolutionnaire. D'ailleurs, quand un député fait réellement œuvre révolutionnaire, il n'est immunisé contre aucun danger, comme l'exemple du même Liebknecht, des députés à la Douma ou au parlement bulgare le prouve. Quant aux mines que les députés sont supposés poser dans le camp même de l'ennemi et qui sont leurs votes, leurs discours, leurs projets de loi, ordres du jour, voire leurs cris ou leurs coups de poing, elles sont tout au plus de force à faire sauter... un ministère, et il n'y a pas lieu de s'en préoccuper.

Estimant que les anti-parlementaires sont des syndicalistes et des anarchistes, le C.E. de la III^e Internationale se préoccupe d'admettre ceux-ci dans le Parti communiste pour faire dans une certaine mesure contrepoids aux militants venus des partis socialistes, les seconds étant plus enclins à l'action parlementaire et les premiers à l'action illégale. C'est pourquoi tout en répétant que la véritable solution se trouve hors du parlement, dans la pratique, il conseille l'action parlementaire aux uns et l'union à tous afin de ne pas affaiblir les forces révolutionnaires, ce qui montre qu'il considère au fond que les seconds sont plus efficaces et déterminants que les premiers.

Nous ne voulons pas répéter encore une fois que notre anti-parlementarisme est bien différent de celui des syndicalistes et des anarchistes, mais seulement conclure que nous sommes parfaitement d'accord avec le C.E. de l'Internationale pour établir une règle générale dans la question parlementaire. Le C.E. croit peut-être que sa circulaire a résolu le problème, mais nous ne pouvons accepter sa solution qui loin de rien résoudre, laisse les choses telles qu'elles sont, avec toutes les conséquences nocives que cela comporte. La question doit être posée au prochain congrès de la Troisième Internationale, afin que les partis-membres adoptent ses décisions et les appliquent partout avec discipline.

A ce congrès, il ne manquera pas de militants pour exposer toutes les raisons qui, selon nous, devraient inciter l'Internationale à adopter dans la question parlementaire la tactique abstentionniste que nous préconisons.

Le Parti communiste allemand

(« Il Soviet », 3^e année, N^o 11, 11 avril 1920)

« *Ce qu'est et ce que veut la Ligue Spartacus* », publié le 15 décembre 1918 dans « *Die rote Fahne* », avant la sortie du Parti Socialiste Indépendant d'Allemagne.

« *Programme de la Centrale du Parti* » approuvé à la Conférence d'octobre 1919.

« *Thèses sur le parlementarisme* » de la même conférence.

Dans tous les pays, les communistes ne peuvent que s'intéresser au plus haut point à tout ce qui concerne le Parti communiste d'Allemagne. Le sort de la révolution mondiale dépend étroitement du sort de la lutte révolutionnaire que ce grand parti mène au cœur de l'Europe et du monde capitaliste après le martyre de ses glorieux fondateurs, Liebknecht et Luxembourg. Le socialisme est une pensée et un fait internationaux, mais la contribution que le mouvement allemand lui a donnée et lui donne dans le domaine de la doctrine et dans celui de la lutte n'en est pas moins un facteur de première importance. Cela ne signifie pas que, comme on l'entend parfois dire sottement, il existe un socialisme « allemand » qui devrait être imposé aux autres pays comme article d'exportation. Cela signifie qu'à travers toutes les crises que le prolétariat allemand a traversées au cours des cent dernières années, la pensée et la méthode révolutionnaire de Karl Marx ont été continuées par des héritiers dignes de lui. Surtout par contraste avec les défections des renégats, elles se présentent comme une merveilleuse construction aux lignes sévères et harmonieuses que l'histoire ne peut pas ne pas couronner par le triomphe de la lutte émancipatrice du prolétariat et de la société communiste.

Il est donc pour nous de grande importance de comprendre la situation actuelle du K.P.D. (*Kommunistische Partei Deutschlands*). Il nous est presque impossible de nous tenir au courant de sa lutte quotidienne et des phases de la bataille révolutionnaire qu'il mène et même de répondre à l'angoissante question de savoir s'il a ou non lancé le mot d'ordre d'une action générale. Mais cela ne doit pas nous empêcher d'étudier une chose qui n'est pas moins importante pour nous, à savoir l'orientation des tendances qui se sont formées en son sein, et ce que cela apporte à une élaboration toujours meilleure du programme et de la tactique communistes. Et comme nous ne l'étudions pas avec la froideur d'historiens, il ne nous sera pas possible de faire abstraction de la façon dont les mêmes problèmes ont été résolus en Italie, tant par nous que par d'autres.



Il est généralement connu qu'à la conférence du parti en décembre 1919, les partisans et les adversaires de l'action parlementaire se sont vivement affrontés et que ces derniers ont non seulement été battus, mais exclus du parti. C'est trop peu pour pouvoir juger, et ce qui nous intéresse, au contraire, c'est de connaître exactement la pensée des deux fractions, ainsi que la nature et le nombre des points sur lesquels elles divergeaient.

Pendant la période révolutionnaire, entre le 8 novembre 1918 et le 15 janvier 1919, le parti discuta avec ardeur s'il fallait ou non participer aux élections pour l'Assem-

blée nationale. C'est la réponse négative qui prévalut contre l'avis de Liebknecht et de Luxembourg : il fallait concentrer toutes les forces dans la lutte pour conquérir le pouvoir politique et instaurer la dictature prolétarienne, tout axer sur le mot d'ordre : tout le pouvoir aux conseils ouvriers ! En cas de victoire des communistes dans la guerre de classe, le premier acte du nouveau pouvoir aurait été de dissoudre l'Assemblée nationale.

Liebknecht et Luxembourg estimaient que la victoire immédiate étant improbable, il ne fallait pas écarter *a priori* l'« utilisation » de l'action parlementaire, et la majorité du parti est aujourd'hui du même avis.

Après la glorieuse défaite de janvier 1919, une tendance « syndicaliste » commença à se dessiner dans le parti, bien que le syndicalisme de type français, italien ou nord-américain n'ait été que très peu représenté en Allemagne avant la guerre, comme chacun sait. Cette tendance se dressa contre les directives de la Centrale du parti, mais les désaccords étaient bien plus nombreux et complexes que celui qui concernait l'électoratisme.

Nous partageons l'opinion des meilleurs camarades marxistes de la majorité du K.P.D. qui jugent qu'il s'agissait d'une tendance petite-bourgeoise hybride, comme toutes les tendances syndicalistes, dont l'apparition a résulté de la chute de l'énergie révolutionnaire du prolétariat allemand après la semaine rouge de Berlin et les journées de Munich.

Autant qu'il nous est possible de les reconstituer avec le matériel incomplet dont nous disposons, les principales thèses de ces « syndicalistes » étaient les suivantes :

— attribution d'une plus grande importance à la lutte économique qu'à la lutte politique dans le processus d'émancipation du prolétariat ;

— réduction de la fonction du parti politique à celle d'une « association de propagande », la tâche révolutionnaire incombant aux syndicats ouvriers nés sur la base des conseils d'usine en opposition aux vieux syndicats dirigés par les réformistes ;

— organisation d'actions prolétariennes isolées et sporadiques en vue de saboter la production bourgeoise, de prendre possession localement des entreprises, de procéder à des expropriations, niant le critère de la centralisation et de la direction de l'action collective par le parti sur le terrain politique ;

— conception anarchiste petite-bourgeoise de la nouvelle économie, comme résultat de l'administration directe des entreprises par les ouvriers qui y travaillent.

Il en résulte un abstentionnisme électoral *de type syndicaliste*, c'est-à-dire niant l'utilité de l'action politique du prolétariat et de la lutte du parti que, par partialité et habitude, on confond avec les activités électorales. A notre avis, la condamnation de ces conceptions a été juste et opportune du point de vue marxiste. Leurs adversaires en ont fait une critique sagace dont plusieurs arguments sont bien connus de nos lecteurs puisque nous en avons nous-mêmes largement usé dans la discussion sur les conseils d'usine, la constitution de conseils ouvriers et la prise de possession d'entreprises locales par les travailleurs.

Dans un intéressant pamphlet, « *La maladie syndicaliste dans le K.P.D.* », le camarade Frölich fait une critique très profonde des aberrations des syndicalistes en réfutant de façon définitive l'idée que la révolution « politique » n'est pas nécessaire. Au fond, sans le savoir, les syndicalistes sont très proches des social-réformistes.

Critiquant leurs écrits, Frölich montre qu'ils s'imaginent que la tâche politique du prolétariat s'est achevée le 8 novembre avec l'instauration en Allemagne d'un régime « démocratique » et « républicain » et qu'il n'a plus désormais besoin que d'exproprier les capitalistes au moyen de ses organisations économiques. Le camarade Frölich montre la fausseté de cette thèse et rétablit la juste impostation marxiste de la question : la lutte entre travailleurs et capitalistes n'est pas une lutte entre le personnel et l'entrepreneur dans les limites de l'usine ; c'est une *lutte de classe*, donc une lutte *politique*, une lutte *pour le pouvoir*. Pour arriver à l'expropriation des différentes usines, pour arriver au communisme qui est encore quelque chose de plus, à savoir l'expropriation des exploités grâce à la création d'une économie nouvelle, collective, il faut d'abord passer par la lutte politique contre le pouvoir étatique de la bourgeoisie et par la création d'une nouvelle forme politique : la dictature prolétarienne. La révolution politique est donc tout autre qu'inutile ! En Allemagne, le pas décisif reste à faire, celui qui va de la démocratie bourgeoise à la dictature prolétarienne, de la république d'Ebert à l'Etat des conseils. Cette révolution, seul le parti politique peut la diriger.

Les thèses proposées par la Direction et approuvées par la Conférence de 1919 ont donc un solide fondement marxiste : nous nous limiterons donc à en rappeler les principales affirmations, avec lesquelles nous sommes pleinement d'accord (1) :

— « A tous les stades précédant la conquête du pouvoir par le prolétariat, la révolution est une lutte politique des masses prolétariennes pour le pouvoir politique » (thèse 3) ;

— « Le parti politique est appelé à diriger la lutte révolutionnaire des masses » (thèse 6) ;

— « La conception selon laquelle on pourrait provoquer des mouvements de masse au moyen d'une forme d'organisation particulière, si bien que la révolution serait une question de forme d'organisation, doit être repoussée comme une rechute dans l'utopie petite-bourgeoise » (thèse 5) ;

— « La centralisation la plus rigide est nécessaire tant pour l'organisation économique que pour l'organisation politique du prolétariat. Le Parti Communiste allemand repousse tout fédéralisme » (thèse 6).

Le contexte de ces thèses est très intéressant, et nous attirons l'attention des camarades sur lui.

Il y a un autre point à relever : les syndicalistes accusaient la Centrale de préparer une fusion avec le Parti Socialiste Indépendant après exclusion de ses chefs, ou au moins avec la gauche de ce parti. Mais la Centrale repousse énergiquement l'accusation. D'ailleurs, les événements de ces derniers jours doivent avoir eu une influence décisive en la matière, et nous ne pouvons pas croire que les camarades du K.P.D. qui ont tant d'expérience critique aient pu attribuer une valeur quelconque à la philosophie pseudo-communiste du dernier programme des Indépendants.

(1) Le texte donné par « *Il Soviet* » était emprunté à la traduction publiée dans l'« *Avanti* ». Nous l'avons corrigé sur la base du protocole allemand du Congrès de Heidelberg.

La troisième thèse du programme que nous avons examiné ci-dessus dit que la participation aux élections législatives et communales peut être considérée comme un moyen parmi d'autres de préparer le prolétariat à la lutte politique révolutionnaire et à la conquête du pouvoir. Cette idée se trouve mieux développée dans les « thèses » annexes sur le parlementarisme approuvées par la conférence.

Naturellement, du seul fait qu'il est un parti communiste, le K.P.D. est opposé par principe au parlementarisme, aussi bien dans la phase où le prolétariat sera classe dominante que dans la société communiste et donc sans classes ; mais il admet que dans la phase précédant la conquête du pouvoir, l'action parlementaire, au sens purement négatif du terme, puisse, dans certains cas, être utile pour pousser les masses à une véritable action révolutionnaire.

Nous devons dire tout de suite que cette conception du parlementarisme ne correspond nullement à la pratique actuelle de notre parti, même si elle peut correspondre au programme théorique voté par son congrès de Bologne. Notre parti fait en effet du parlementarisme *positif* et réformiste, sur la base de la coexistence, mille fois déplorée par nous, de communistes et de sociaux-démocrates dans le même parti, et par surcroît dans le même groupe parlementaire dont on peut dire que la majorité est social-démocrate.

Par contre, la réalisation pratique d'une tactique comme celle que préconisent les camarades allemands dans les thèses en question, ainsi que Radek dans certains de ses écrits et Zinoviev dans sa récente circulaire, manque de précédents historiques : nous ne savons pas ce qui arrivera même au K.P.D. quand il tentera de l'appliquer. Nous affirmons que cette solution tactique n'existe pas : ou bien on retombera dans le réformisme, ou bien on renoncera à toute action électorale. C'est l'avenir qui tranchera.

Le débat est complexe, il se déroule loin de nous dans l'espace, mais autant qu'il nous est possible d'en juger dans ces conditions, nous croyons que sans faire la moindre concession à l'anti-politisme syndicaliste et aux sophismes anarchistes, mais au contraire en les repoussant avec le maximum d'énergie et en restant sur un terrain strictement marxiste, on peut et on doit, dans une situation comme celle d'aujourd'hui, se prononcer pour la rupture de tous les contacts avec les institutions démocratiques bourgeoises.

Le programme de l'Internationale communiste est fondé sur le marxisme tel qu'il nous apparaît dans la synthèse du *Manifeste communiste* et qu'il se trouve exposé dans le discours de notre grande camarade Rosa Luxembourg au congrès de fondation du K.P.D. les 29-31 décembre 1918. Or, ce qu'il y a de substantiel dans le *Manifeste* est son dépassement critique définitif de la démocratie lorsqu'il démontre qu'elle constitue la forme politique caractéristique de l'époque capitaliste et de la domination économique de la bourgeoisie sur le prolétariat. Le dépassement historique de la démocratie qui a commencé avec la révolution russe d'octobre 1917 et la formation du premier Etat stable de la classe prolétarienne est directement relié à cette critique théorique.

Le moment décisif de la lutte de classe entre bourgeoisie et prolétariat se résume dans l'antithèse entre dictature prolétarienne et démocratie bourgeoise : les thèses de la majorité communiste, qui résultent de l'expérience historique de la contre-révolution opérée par un social-démocratisme anti-prolétarien et tout baigné du sang de Karl et de Rosa, nous semblent répondre directement à cette vérité centrale. Celle-ci se trouve encore mieux confirmée par l'expérience de la lutte de classe dans les pays occidentaux où les traditions démocratiques sont historiquement les plus anciennes et exercent plus d'influence sur les masses qu'en Europe orientale ou centrale.

En outre, chez nous, la guerre impérialiste a démontré de façon encore plus évidente qu'ailleurs que militarisme et démocratie ne sont pas opposés, mais parallèles, et qu'ils ont une base commune, le régime capitaliste.

Dès lors, le problème de la préparation révolutionnaire du prolétariat se présente, justement parce qu'il est un problème *politique*, comme celui de la formation, au sein du prolétariat, d'une conscience historique de l'antithèse existant entre le nouveau régime révolutionnaire et la démocratie actuelle, dans laquelle les activités politiques des différentes classes sociales s'entrecroisent, ce qui a pour effet de dissimuler et de protéger tout à la fois la dictature du capitalisme. Nous, communistes, nous devons donc nous opposer non seulement aux écoles social-démocratiques qui poussent la classe ouvrière sur la voie de la conquête de la majorité au parlement bourgeois, mais aux écoles anarchisantes qui ne jugent pas nécessaire de conquérir et de gérer le pouvoir politique. C'est précisément dans ce double but, et afin de donner plus de force au mot d'ordre de « conquête révolutionnaire du pouvoir politique », que nous croyons indispensable de désertor les élections aux organes représentatifs bourgeois. Accepter des mandats parlementaires afin de les *utiliser* pour notre propagande par une activité dans ce domaine est une tactique périlleuse. Théoriquement, elle manque de clarté et se fonde indéniablement sur un paradoxe dialectique. Pratiquement, elle favorise tous les pièges. La dialectique historique du marxisme devrait nous faire comprendre que si la bourgeoisie veut et autorise cette tactique, c'est parce qu'elle sent parfaitement qu'elle ne peut pas lui nuire. La situation politique actuelle en Italie le démontre avec éclat. Nous disons et nous sommes fermement convaincus que les « utilisateurs » seront finalement « utilisés » par la démocratie bourgeoise.

L'Internationale communiste doit se donner une tactique correspondant rigoureusement à sa doctrine. Notre voix représente sans doute peu de chose internationalement, mais nous disons que cette tactique doit être la suivante : condamnation des illusions syndicalistes et affirmation de la nécessité fondamentale de la lutte politique centralisée ; abandon de la participation aux élections démocratiques du fait du cours historique vers la conquête révolutionnaire du pouvoir et l'organisation du prolétariat en classe dominante qui s'est ouvert en Russie en octobre 1917 et qui se déroule dans tous les pays.

Avec son expérience de lutte et sa préparation théorique, le Parti communiste d'Allemagne sera un des premiers à contribuer à l'élaboration de cette solution. Puisse-t-il conduire au plus vite le prolétariat allemand à disperser par les baïonnettes de ses gardes rouges l'assemblée où siègent encore les assassins de Spartacus !

La pensée du Parti indépendant allemand

(« Il Soviet », 3^e année, N^o 12, 25 avril 1920)

Les Indépendants allemands jouissent auprès des dirigeants de notre parti de sympathies spéciales. En effet, lorsqu'ils ont publié leur programme, que nous avons sévèrement critiqué pour ses lacunes et ses réticences, nos dirigeants l'ont au contraire accueilli comme un document de grande valeur digne des applaudissements unanimes des maximalistes.

Cet état d'esprit s'explique par le fait que du point de vue aussi bien théorique que, par conséquent, tactique, nos camarades sont en parfait accord avec les Indépendants, bien qu'ils soient dans l'Internationale alors que ces derniers sont dehors.

La différence est purement formelle et autorise le camarade Serrati à penser aux Indépendants quand il évoque la possibilité d'un rapprochement avec des éléments qui, bien qu'extérieurs à la III^e Internationale, se placent sur le terrain de classe, et avec lesquels il ne s'opposerait pas à ce qu'on prenne contact même s'ils ne sont pas encore décidés à entrer dans l'Internationale.

C'est le même état d'esprit qui explique l'attitude du camarade Bombacci qui, se trouvant à Berlin au cours des derniers mouvements et voulant rassembler des informations à leur sujet, est allé tout droit les chercher chez les Indépendants, comme s'ils constituaient la source la plus normale de renseignements. Or l'« *Avanti* », qui n'a pas trouvé le moyen de commenter les événements d'Allemagne ni cru bon de souligner le triste rôle que leur comportement équivoque a fait jouer, une fois de plus, aux Indépendants, a publié l'interview de Fabian, membre de la direction du Parti indépendant, par Bombacci, accompagnée d'une simple note disant qu'arrivée avec du retard, la lettre était presque complètement périmée en raison des événements survenus depuis.

La pensée et la tactique des Indépendants nous sont assez connues pour nous inspirer la plus grande méfiance à leur égard, sinon cette interview aurait suffi à le faire. Après une période d'hésitation qu'ils n'ont pas cachée, les Indépendants ont fini par admettre l'idée de « dictature du prolétariat » dans leur programme. Cela ne les empêche pourtant pas de réclamer un gouvernement constitué... avec l'accord des syndicats, au sixième jour d'une grève politique générale dans laquelle le prolétariat allemand s'est dressé de toute sa hauteur d'une façon que Fabian lui-même juge impressionnante. Toujours irrésolus, les Indépendants ne font preuve de décision que pour limiter les exigences, restreindre l'action et lui fixer des buts très proches. Il en va exactement de même pour certains de nos camarades qui sont autant d'... indépendants du type allemand, dont on trouve d'ailleurs de nombreuses répliques dans tous les partis socialistes : ils veulent tout casser, engager toutes les forces du prolétariat, user de toute la violence dont il est capable pour atteindre tel ou tel but contingent, même très modeste, mais ils accablent de leurs foudres ceux qui voudraient le pousser à employer cette violence pour renverser le gouvernement bourgeois.

Selon les Indépendants allemands, le prolétariat devait se lancer dans la grève à outrance pour se contenter au bout du compte d'un gouvernement de coalition entre bourgeois et majoritaires puisque ni les communistes ni même les Indépendants ne devaient y participer. A propos de cette question de la participation, Fabian nous donne un aperçu non seulement de la politique de l'autruche que font les Indépendants, mais de la conception toute personnelle qu'il a lui-même de la discipline de parti et qui est d'autant plus intéressante que ce n'est pas un militant quelconque qui parle, mais un dirigeant. Les Indépendants allemands qui diffèrent de certains autres par leur prudence politique, ont décidé de ne pas participer au gouvernement, mais Fabian n'est pas de cet avis. Il voudrait au contraire que le vieux Kautsky, que Lénine traite justement de renégat, et quelques autres y entrent, ajoutant que, bien entendu, ils devraient d'abord quitter le parti.

Peut-on imaginer position plus balourde ? Nous avons souvent vu des socialistes participer au gouvernement contre la volonté de la majorité, et trahir en quittant le parti. Ce qui est nouveau, c'est qu'un dirigeant propose que d'autres dirigeants sortent du parti pour pouvoir participer au gouvernement, c'est-à-dire pour concilier le respect dû à la volonté de la masse et le désir d'occuper un poste de ministre qu'on pourrait exploiter !

De la part des Indépendants, on peut s'attendre à tout, mais ce qui est surprenant, en revanche, c'est que, toujours selon Fabian, ils auraient toujours agi en parfait

accord, sinon avec les organisations communistes de Berlin et de Hambourg, du moins avec le comité central du K.P.D. lié à Moscou. Nous ne voulons pas entrer dans une discussion sur la valeur des directives données par ces organisations locales, mais cet épisode d'action commune entre les Indépendants et les communistes adhérant à Moscou nous renforce dans la conviction que nous avons déjà exprimée qu'il existe peut-être bien un désaccord au sein de la III^e Internationale au sujet de l'action à développer.

Après tant de luttes héroïques et de si grands sacrifices, la Russie des Soviets ressent le besoin impérieux d'une pause, d'un relâchement de la tension que lui impose la menace continuelle d'une nouvelle attaque de ses ennemis extérieurs. C'est ce qu'elle cherche à obtenir en établissant des rapports pacifiques avec les autres pays, où aucun mouvement insurrectionnel n'a encore pu remporter la victoire, car ces rapports lui permettront peut-être de se procurer par l'échange les produits dont elle est privée. C'est pourquoi sa tactique consiste à obtenir des puissances de l'Entente qu'elles la reconnaissent officiellement sur la base d'un engagement réciproque à ne pas s'immiscer dans les affaires intérieures des autres, c'est-à-dire à nouer avec elles les rapports habituels entre Etats ordinaires, son organisation intérieure étant seule différente. La Russie des Soviets cherche donc à pousser les différents partis adhérant à la III^e Internationale à utiliser l'influence qu'ils peuvent exercer dans les assemblées législatives pour faire indirectement pression sur les gouvernements, et c'est pourquoi elle conseille l'utilisation des moyens légaux, et en particulier celle de l'action parlementaire. Justifiée par la nécessité de conserver le pouvoir, cette orientation tactique entre en contradiction avec celle que les partis communistes doivent suivre là où le régime bourgeois reste à abattre et où ils doivent donc se préparer à cette fonction révolutionnaire qui leur est propre.

Aujourd'hui, le désaccord en est encore au stade embryonnaire, mais la III^e Internationale devra le trancher pour ne pas risquer de valoriser les méthodes des Indépendants allemands ou du type allemand, toutes gens qui ne sont capables que d'une seule chose : arrêter les mouvements des masses prolétariennes pour leur émancipation.

Les tendances au sein de la III^e Internationale

(« Il Soviet », 3^e année, N^o 15, 23 mai 1920)

L'« *Avanti* » du 16 courant rapporte sommairement une résolution prise par le Comité Exécutif de Moscou de l'Internationale Communiste dont il est facile de comprendre l'importance, même à travers les incongruités de l'article.

Le Comité de Moscou, après avoir discuté quelques points controversés de la tactique des communistes, a décidé, en prenant position à ce sujet, d'annuler le mandat de l'office constitué il y a quelques mois à Amsterdam pour l'Europe Occidentale et pour l'Amérique. Le motif en a été que cet office défend dans toutes ces questions un point de vue opposé à celui du Comité.

Le critère fondamental de la centralisation de l'action révolutionnaire autorise certes l'organe central de l'Internationale, dans l'intervalle qui sépare les Congrès internationaux réguliers, à décider de la direction qui doit être suivie dans l'action. Cependant le Comité Exécutif lui-même, tout en chargeant Zinoviev, Radek et Boukharine de préparer des thèses qui contiennent son point de vue sur les questions

controversées, remet la décision définitive au prochain Congrès International Communiste, qui s'annonce d'une importance véritablement extraordinaire.

Il est cependant intéressant d'établir clairement — tout au moins lorsque cela est possible sur la base des informations et communications dont nous disposons — les termes de la controverse, car il est prévisible que la résolution de Moscou sera exploitée pour justifier l'électoratisme équivoque et possibiliste que le Parti Socialiste Italien pratique à l'ombre du drapeau des Soviets.

Les questions qui ont déterminé l'intervention des camarades de Moscou reflètent en substance la position des tendances opposées du mouvement communiste en Allemagne.

C'est à elles qu'il faut donc se référer pour comprendre la résolution de Moscou selon laquelle les communistes ne doivent pas renoncer à utiliser l'arme parlementaire, ni à conquérir les organismes économiques qui, aujourd'hui, sont entre les mains des social-démocrates.

Précisément la position des tendances allemandes a mis sur le même plan ces deux questions d'une nature et d'un poids différents.

C'est ce que nous rappelons dans un autre article publié dans le n° 11 du « *Soviet* » et intitulé « *Le Parti Communiste Allemand* ».

Sur le même sujet, il existe un article d'un camarade de l'opposition allemande publié dans le bulletin d'Amsterdam, et reproduit dans le n° 43 (1^{re} année) de l'« *Ordine Nuovo* », et un article de Boris Souvarine dans le n° 1, 2^e année, du même journal. En outre, l'« *Avanti* » dans le numéro cité ci-dessus annonçait que l'opposition allemande s'est constituée en Parti Ouvrier Communiste Allemand, indépendant du Parti Communiste qui, dans sa conférence d'Heidelberg en 1919, avait expulsé la minorité de son sein.

Rappelons donc le point de vue des deux tendances, ou plutôt des deux partis, non sans avoir précisé que les tendances du mouvement allemand sont, en réalité, beaucoup plus nombreuses, et qu'il serait très difficile, pour quelqu'un qui n'est pas dans le mouvement même, de les définir avec précision.

L'opposition lance contre la Centrale du Parti des accusations d'hésitation et de faiblesse qui ne sont pas réellement injustifiées. Dans les derniers numéros, nous avons traité du comportement des communistes à l'occasion de la récente tentative de coup d'Etat militaire, et nous avons rapporté aussi les sévères critiques de Bela Kun sur l'attitude de la Direction à l'égard des Indépendants. L'accusation de connivence avec les Indépendants, formulée par l'opposition, apparaît par conséquent comme plausible. Quant à l'accusation de manque d'élan révolutionnaire, nous devons faire de nombreuses réserves, car elle est souvent proférée par des impatientes que l'idée très simpliste qu'ils se font de la révolution amène à protester continuellement contre les *dirigeants* qui la retarderaient. Dans ce cas cependant, il semble bien que la Direction du K.P.D. n'ait pas été à la hauteur des événements.

Lorsque nous passons à l'examen du programme et des directives, nous devons par contre considérer comme fondé le reproche d'hétérodoxie syndicaliste fait à l'opposition.

Celle-ci s'écarte en réalité des saines conceptions marxistes, et suit une méthode utopiste et petite-bourgeoise.

Le parti politique, dit l'opposition, n'a pas d'importance prépondérante dans la lutte révolutionnaire. Celle-ci doit se développer sur le terrain économique sans direction centralisée.

Il faut faire surgir, contre les vieux syndicats tombés entre les mains des opportunistes, de nouvelles organisations, basées sur les conseils d'usine. Il suffira que les ouvriers agissent dans ce nouveau type d'organisations pour que leur action soit communiste et révolutionnaire.

L'abstentionnisme électoral de cette tendance provient du fait qu'elle refuse toute importance à l'action politique et de parti en général, c'est-à-dire de la négation du parti politique comme instrument central de la lutte révolutionnaire et de la dictature du prolétariat ; cet abstentionnisme est lié à une critique syndicaliste — pour laquelle l'action devrait être concentrée sur le terrain économique — et à une critique libertaire — qui débouche sur l'habituelle horreur des « chefs ».

Nous ne répétons pas nos critiques de ces conceptions qui sont un peu celles de l'« *Ordine Nuovo* » de Turin.

La preuve que de pareilles conceptions sont le résultat d'une dégénérescence petite-bourgeoise du marxisme nous est fournie par le fait qu'elles ont donné lieu au fameux « national-bolchevisme » de Laufenberg et Wolffheim, selon lesquels il faut envisager une alliance entre le prolétariat révolutionnaire et la bourgeoisie militariste pour... une guerre sainte contre l'Entente. Cette étrange conception est si *pathologique* qu'elle ne mérite pas pour l'instant une plus longue critique.

Il est vrai que cette idée absurde de « national-bolchevisme » rencontre une forte résistance même au sein de l'opposition.

Nous avons expliqué, dans l'article mentionné, que nous adhérons aux thèses de la Direction du Parti Communiste Allemand qui condamnent opportunément toutes ces déviations et réaffirment le caractère politique de la Révolution communiste, l'importance de la tâche du parti de classe et la nécessité de repousser tout syndicalisme et tout fédéralisme. Nous restions cependant en désaccord sur la question parlementaire.

Notre abstentionnisme — répétons-le — dérive précisément de la grande importance que nous donnons à la tâche politique qui échoit au Parti Communiste dans la période historique actuelle : conquête insurrectionnelle du pouvoir politique, instauration de la dictature du prolétariat et du système soviétique.

Comme le plus grand obstacle à cette lutte, ce sont les traditions et les partis politiques de la démocratie bourgeoise et les ramifications qui la relie à travers le socialisme type « II^e Internationale », nous affirmons qu'il est indispensable de rompre tout contact entre le mouvement révolutionnaire et les organes représentatifs bourgeois et qu'il faut nous séparer de la charogne en putréfaction de la démocratie parlementaire.

Quel est donc le sens des résolutions du Comité Exécutif de la III^e Internationale ?

Elles dénoncent avec raison les directives de boycott des syndicats actuels pour donner naissance à de nouveaux organismes économiques. De par sa nature, le syndicat économique est toujours un organisme prolétarien, et il peut et doit être pénétré par la propagande communiste dans le sens très bien indiqué par la note circulaire de Zinoviev sur l'action des communistes dans les syndicats.

Evidemment, dans certains cas, la corruption des dirigeants réformistes peut atteindre un tel degré et prendre une telle forme qu'il devient nécessaire d'abandonner à lui-même un organe totalement pourri.

Moscou a condamné cette prétention à considérer comme une méthode révolutionnaire la constitution *ex-novo* d'autres organes économiques comme les syndicats d'industrie, les conseils d'usine (Turin), les *Shop Stewards* (Angleterre), en affirmant avoir ainsi résolu le problème de conduire le prolétariat au communisme, erreur qui rappelle celle des syndicalistes (survivant dans des organes qui veulent adhérer à Moscou, comme les I.W.W. d'Amérique, la C.N.T. espagnole, l'Union Syndicale Italienne). Elle a revendiqué en revanche la fonction révolutionnaire de l'action politique du parti « marxiste, fort, centralisé », comme dit Lénine, qui a rappelé que la révolution prolétarienne est, dans sa phase aiguë, moins un processus de transformation économique qu'une lutte pour le pouvoir entre bourgeoisie et prolétariat, qui culmine dans la constitution d'une nouvelle forme d'Etat conditionnée par l'existence

des Conseils prolétariens comme organes *politiques* de la classe et par la prédominance dans ceux-ci du parti communiste.

En second lieu, le Comité de Moscou a condamné l'abstentionnisme électoral. A cet égard, il est nécessaire de faire une distinction nette. L'abstentionnisme dérivant des erreurs de conception indiquées plus haut — et qui est surtout un *apolitisme* appelé à retomber dans les bras de son jumeau : l'apolitisme labouriste et réformiste — s'appuie sur des bases fausses.

Mais l'abstentionnisme soutenu sur le pur terrain de la doctrine marxiste, tel que nous le défendons ainsi que d'autres courants de l'Internationale, n'a rien à voir avec le précédent et réclame son propre droit de cité, et même d'orthodoxie, dans l'Internationale Communiste. Il sera soutenu au Congrès International, éventuellement contre les thèses du Comité de Moscou, avec les arguments qui ont été amplement développés dans notre journal et dans d'autres journaux communistes étrangers.

Le C.C. de notre fraction a reçu à Florence la charge d'établir des liaisons plus étroites entre les courants, les journaux, les militants de cette tendance, et il se met au travail en ce sens.

Quant au désaveu de l'Office d'Amsterdam, confié à d'excellents camarades dont nous avons souvent commenté l'activité, nous ne pouvons avancer aucun jugement. Il ne nous semble pas exact de dire que les opinions de cet office et de la conférence sont en tous points opposées à celles de Moscou. Les thèses respectives (voir « *Comunismo* » n° 13 et « *Ordine Nuovo* » n° 43) le démontrent.

Les thèses sur le syndicalisme se contredisent quelque peu entre elles (peut-être est-ce le résultat d'une collaboration hâtive), mais à partir du point 12, elles s'attachent correctement à condamner le néo-syndicalisme.

Sur un point, la résolution d'Amsterdam est inacceptable : il s'agit de l'admission des conseils d'usine à l'Internationale. Il est évident que l'Internationale est un organe politique et ne peut comprendre que des *partis politiques*. Les organes économiques pourront former l'Internationale syndicale, qui est déjà en voie de constitution, et qui adhérera et sera soumise à la politique de l'Internationale.

Cependant, nous ne voudrions pas qu'Amsterdam soit condamnée pour sa juste attitude, énergique et intransigeante, envers les opportunistes, les indépendants, les reconstruc-teurs. Nous ne croyons pas que Moscou abandonne ses positions de critique féroce contre les *renégats* du genre Kautsky. Mais nous traiterons de ces points délicats quand nous aurons de meilleures informations.

Une dernière considération. La décision de Moscou et les thèses qui en découlent pourront bien être opposées aux positions de notre tendance, hostile en général à toute *utilisation* de la démocratie bourgeoise. Mais elles ne pourront, en aucune façon, être invoquées pour justifier le maximalisme électoraliste italien, boiteux en doctrine, et équivoque dans la pratique puisqu'il peut aller jusqu'à la collaboration avec Nitti.

Comme nous l'avons maintes fois exposé, l'électoralisme italien n'est pas pratiqué par des communistes, mais par un conglomérat de communistes (au moins nominale-ment) et de social-démocrates. C'est pourquoi il est pire que le parlementarisme ouvertement réformiste et légalitaire, pratiqué par ceux qui, dans d'autres pays, sont hors de l'Internationale de Moscou et contre elle, condamnant l'action révolutionnaire et la dictature du prolétariat.

La pénétration dans le parlement et dans les communes s'effectue ici au moyen d'une démagogie extrémiste, mais avec un caractère et un contenu qui s'apparentent, non à leur négation révolutionnaire, mais à la routine réformiste.

Dans le P.S.I., on n'est pas en règle avec Moscou. Que l'on chasse les diffamateurs de la Russie des Soviets et ceux qui spéculent sur un « bolchevisme électoral »,

et l'on aura enfin le droit de débattre les grandes questions de principe et de tactique du communisme !

C'est sur ce terrain que, quitte à abandonner le vieux parti, notre courant, petit mais décidé, veut se placer pour pouvoir enfin dire son mot sur les problèmes vitaux du communisme international.

Lénine et le Parlementarisme

(« Il Soviet », 3^e année, N^o 18, 11 juillet 1920)

Nous sommes parfaitement d'accord avec Lénine quand il écrit, dans la lettre publiée dans le N^o 17 de *Comunismo*, que le programme fondamental qui peut et qui doit réunir les véritables révolutionnaires des sphères ouvrières est la lutte pour le régime des Soviets. Or c'est précisément en relation avec ce problème fondamental que la question du parlementarisme doit être examinée : il s'agit de savoir si la participation des communistes aux parlements est utile à cette lutte, et dans quelle mesure.

Lénine coupe court au débat en affirmant de façon péremptoire et répétée que la non-participation est une erreur. Il appuie cette affirmation tranchée sur deux épisodes du mouvement russe : la participation des bolcheviks à la Constituante après la chute du tsarisme et leur participation à la Douma tsariste. Pour nous, ces deux épisodes ne peuvent être mesurés à la même aune.

L'époque de la Douma tsariste n'était pas une époque révolutionnaire : le pouvoir bourgeois était bien solide, et aucun symptôme n'indiquait la possibilité pour le prolétariat de conquérir révolutionnairement le pouvoir à une date plus ou moins proche. Au sein de cette assemblée, les représentants du prolétariat faisaient une œuvre de critique du système bourgeois qu'il n'était pas possible de faire efficacement d'une autre façon et qui était une œuvre de propagande révolutionnaire.

En Russie, le régime parlementaire ne s'est jamais complètement développé comme dans les pays occidentaux, avec toutes les conséquences funestes que cela a comporté. En participant à la Constituante, les bolcheviks y apportèrent le même esprit d'opposition révolutionnaire violente qu'à la Douma, car ce n'est pas leur séjour dans cette assemblée qui avait pu l'affaiblir. Lénine affirme de façon trop générale que l'action parlementaire dans la Constituante a eu la valeur d'une expérience révolutionnaire : personne n'a jamais pu dire en quoi elle consistait, et d'ailleurs, la Constituante a trop peu duré pour que l'expérience ait pu donner des résultats de grande valeur.

Pour inviter les communistes des pays démocratiques à pratiquer au sein des parlements une propagande pour les Soviets semblable à la propagande révolutionnaire et républicaine des bolcheviks au sein de la Douma, il faut, selon nous, ne vouloir tenir aucun compte de la différence des époques historiques : aujourd'hui, la lutte se déroule en pleine période révolutionnaire, cas très différent de celui où le pouvoir bourgeois se développait et se renforçait et où, précisément, naissait ce parlementarisme dont le développement normal et complet fut empêché par la guerre et la révolution prolétarienne.

A propos de la propagande révolutionnaire pour les Soviets dans les parlements, Lénine dit : « peut-être n'est-elle pas facile à faire en Angleterre ou dans tout autre pays à régime parlementaire, *mais c'est là une autre question* ». Eh bien non ! Justement, la question est toute là. Si nous discutons sur le parlementarisme, ce n'est pas par amour pour des théories abstraites, mais uniquement parce que c'est pour nous une question tactique déterminante, précisément du fait que nous nous trouvons

dans un de ces pays à régime parlementaire où, comme Lénine le dit très justement, la démocratie bourgeoise « a appris à illusionner le peuple, à le tromper par mille manœuvres, à faire passer le parlementarisme bourgeois pour une véritable démocratie, etc. ».

Dans cette œuvre de valorisation de la fonction parlementaire, la bourgeoisie a trouvé et continue à trouver partout, dans ces pays, son allié le plus sûr dans les partis socialistes : pratiquant avec ténacité et insistance l'action parlementaire pour obtenir tel ou tel bénéfice en faveur des masses travailleuses, ces partis les ont en effet éduquées dans la confiance la plus complète à l'égard de l'œuvre persévérante accomplie dans leur intérêt.

Aujourd'hui encore, le parti socialiste italien, même sans tenir compte de la forte fraction social-démocrate qu'il conserve sciemment en son sein et qui est résolument hostile au régime des Soviets, donne la plus grande importance à l'action parlementaire et lui subordonne toute autre action politique, tout en se déclarant dans sa majorité maximaliste, communiste, etc.

Dans nos pays, la préparation à la dictature du prolétariat, antithèse si achevée de la démocratie bourgeoise, ne peut se faire sans un travail intense visant à détruire dans la masse toutes les illusions qu'elle nourrit sur le compte de la démocratie et qui lui ont été inoculées précisément par les partis socialistes : un tel travail ne peut pas être accompli sans rompre avec toute la tradition et sans abandonner les méthodes de la démocratie elle-même. La longue éducation démocratique est un très grand obstacle à la préparation révolutionnaire, à l'esprit révolutionnaire des masses, et plus elle a été longue, plus il est difficile de franchir cet obstacle, plus il y faut d'énergies, de ces énergies que le parlementarisme absorbe sans aucun fruit.

Il faut ajouter que l'abstentionnisme sert aussi à libérer le parti des arrivistes de bonne ou mauvaise foi et des démagogues installés en son sein. L'expérience longue et complexe des pays à régime parlementaire est absolument négative en ce qui concerne la valeur révolutionnaire de l'action parlementaire, mais tout à fait positive en ce qui concerne les dangers de déviation social-démocrate, de collaboration de classe, etc., qu'elle présente. Aussi autorisée qu'elle soit, l'affirmation de Lénine ne peut pas prévaloir à elle seule contre cette expérience, et il faudrait qu'elle s'appuie sur des expériences et des arguments convaincants.

La situation en Allemagne et le mouvement communiste

(« Il Soviet », 3^e année, N^o 18, 11 juillet 1920)

Berlin le 28 juin. La grande Allemagne vit d'une vie anormale. Après la terrible guerre dans laquelle elle a gaspillé une énergie incalculable, elle succombe aujourd'hui sous la poigne de fer des vainqueurs qui lui raflent des matières premières, du matériel ferroviaire et des tonnes d'or ; aussi souffre-t-elle d'une asphyxie dont les symptômes apparaissent aussi bien dans l'héroïsme du prolétariat berlinois que dans l'ampleur du mouvement incessant qui agite le pays.

J'apprends, par des camarades qui ont étudié et étudient attentivement la situation, que la crise économique est à son comble. Les usines ferment, la production agricole est insuffisante, même si la récolte satisfait les besoins du pays.

Le prolétariat vit mal et frémit sourdement.

Etant donné la situation actuelle de l'Europe, la situation politique est encore plus menaçante. La politique de l'Entente avait réussi à constituer entre le bolchevisme et l'Europe bourgeoise une chaîne d'Etats-tampons dont l'un des principaux était la Pologne. Mais cette même politique a poussé la Pologne à entrer en conflit

avec la Russie des Soviets, et aujourd'hui les armées contre-révolutionnaires se replient devant l'irrésistible contre-offensive rouge. Malgré tous ses efforts, l'Entente ne pourra sauver la Pologne, ni par la manière forte voulue par la France, ni par le jeu plus subtil de l'Angleterre. D'ailleurs cette dernière, même si elle le voulait, ne pourrait pas utiliser la force, car elle est désormais paralysée par la situation en Irlande, en Egypte, en Inde, et par les événements impressionnants d'Asie Mineure.

Dans quelques semaines sans doute, l'Etat-tampon n'existera plus. Les troupes soviétiques entreront à Varsovie devenu entre-temps la capitale d'une nouvelle République Soviétique, car, en Pologne aussi, la situation sociale et politique est tendue à l'extrême et les masses sont prêtes à s'insurger.

Si l'Entente ne peut éviter ce revers, et on ne voit pas comment elle le pourrait, l'Allemagne deviendra l'ultime rempart entre le soviétisme et l'Europe capitaliste.

L'Entente accentuera sa pression politique sur l'Allemagne pour la contraindre à remplir sa nouvelle fonction. La bourgeoisie allemande immobilisée par les chaînes des vainqueurs n'aura pas les coudées franches pour mener sa politique.

La crise économique et sociale continuera de s'accroître et les masses ne pourront rester indifférentes. Le putsch de Kapp se reproduira à une échelle élargie lorsque l'Entente imposera à Berlin un gouvernement d'extrême-droite et cette fois, le prolétariat sera amené à relever le défi en se lançant dans une lutte définitive.



Face à cette perspective, quelle est la préparation sociale et politique de la classe ouvrière allemande ? Par malheur, on ne peut pas répondre à cette question sans un certain pessimisme.

Une grande partie des masses laborieuses se trouve encore sous l'influence du S.P.D. (*Sozialdemokratische Partei Deutschlands*) qui dirige les syndicats bureaucratiques traditionnels. Il est inutile de rappeler aux lecteurs italiens la nature et la mission du parti de Noske, Scheidemann et Ebert. Le mot d'ordre de ce parti est de travailler afin de sauver la patrie allemande. Il est donc contre les grèves, même économiques, et pour la collaboration ouverte avec la bourgeoisie, ce qui a pour contrepartie la faim des ouvriers et leur résignation à l'exploitation capitaliste.

Les travailleurs des mines en sont la preuve vivante, au sens physique du terme. Ils sont réduits à l'état de morts vivants... Ce prolétariat n'aura-t-il pas perdu même la force de brandir les armes libératrices ?

Nous avons ensuite l'U.S.P.D., le parti socialiste indépendant, fier de son éclatante victoire électorale récente. C'est un parti très nombreux et fortement organisé dont on entend souvent louer l'évolution à gauche. Tout le monde sait qu'il est issu de la II^e Internationale et hésite à entrer dans la III^e. On sait aussi qu'il est divisé en plusieurs courants et que sa droite flirte avec Scheidemann, alors que sa gauche penche vers les communistes.

Mais il est possible que les camarades italiens se soient fait de ce parti, à travers les articles publiés par l'« *Avanti* » à plusieurs occasions, une idée passablement fautive.

Le parti indépendant est le parti de l'indécision, du confusionisme théorique, de l'incapacité d'agir et de la passivité. La gauche a obtenu contre la droite l'approbation d'un programme qui contient des phrases communistes, mais qui n'est qu'un avorton

en matière de théorie et de principes ; en revanche, la droite a imposé facilement à la gauche ses directives tactiques, et le leader de celle-ci, Daümig, dont on a tant fait l'éloge comme chef de la révolution allemande, est lui aussi un « opportuniste » qui a battu en retraite devant l'influence des Crispin et Hilferding sur le parti.

Cette contradiction entre les paroles et l'action qu'on rencontre dans l'U.S.P.D. rappelle beaucoup ce qui se passe dans de larges couches du Parti Socialiste italien.

J'ai assisté à une discussion entre communistes et indépendants. Un camarade communiste avait parlé de la situation allemande et de la tâche du prolétariat révolutionnaire ; de nombreux indépendants lui avaient répliqué. Un seul d'entre eux soutint que l'U.S.P.D. est un parti révolutionnaire au même titre que le Parti Communiste, mais sans pouvoir le démontrer.

Tous les autres développèrent une argumentation que répètent, en tous lieux et en tous temps, les réformistes : le prolétariat est inconscient, il est réactionnaire, il n'est pas mûr. Ils sont bien pour la dictature du prolétariat, pour les Soviets, pour la III^e Internationale, mais leur révolution ne devra pas répéter les méthodes « russes », la terreur rouge, la suppression de la presse bourgeoise, toutes mesures dignes de « sauvages ». Le système des Soviets devrait s'adapter à une coexistence avec les institutions démocratiques, du moins tout le temps nécessaire à leur apprentissage du pouvoir.

Voilà quelles sortes de gens sont les indépendants allemands. Naturellement, on m'assure que dans les meetings électoraux, ils ne disent pas cela, qu'au contraire, ils flamboient d'apostrophes révolutionnaires. La chose ne m'a pas paru nouvelle.

**

Il n'y a qu'un seul argument valable, malheureusement, pour la défense des indépendants, et encore s'agit-il d'un argument spécieux. Il consiste à dire que les communistes ne font pas beaucoup plus et mieux pour la préparation révolutionnaire. Même si c'était entièrement exact, cela ne pourrait servir de sauf-conduit à toute la marchandise avariée qui se dissimule sous le drapeau des Indépendants.

Les communistes, comme vous le savez, sont divisés. Il y a le K.P.D. (Parti Communiste Allemand) et, maintenant, le K.A.P.D. (Parti Ouvrier Communiste Allemand). Qu'est-ce qui divise les deux partis ? Je l'ai demandé aux camarades de chacune des organisations.

Il faut avant tout faire l'historique de la scission. Dans le Parti Communiste, après la faillite de l'insurrection de janvier 1919, après la mort des deux grands chefs Liebknecht et Luxembourg, deux questions brûlantes se posèrent. L'une concernait les syndicats de métiers (*Gewerkschaften*) dominés par le réformisme et la bureaucratie social-démocrate : il s'agissait de savoir si l'on continuerait à y travailler ou si on les boycotterait pour constituer de nouveaux organismes. L'autre question concernait la participation aux élections.

La Centrale du Parti était à la fois pour l'entrée dans les syndicats et pour la participation aux élections. La conférence convoquée en juillet à Heidelberg (Berlin) approuva le programme de la Centrale. L'opposition contesta à nouveau la régularité de la conférence et demanda qu'on en convoque une autre, après une ample discussion préalable des deux questions dans les organisations du Parti.

La Centrale, au contraire, fixa la date du second congrès à octobre 1919 selon un critère étrange : les représentants qui n'auraient pas, sur les deux questions du parlementarisme et des syndicats, un mandat conforme à ses directives, en seraient exclus.

Ne vinrent donc au congrès que ceux qui étaient du même avis que la Centrale, en particulier de nombreux fonctionnaires du Parti, et l'opposition fut déclarée exclue de l'organisation.

Les camarades du K.A.P.D. m'ont affirmé, avec juste raison, qu'ils n'avaient pas l'intention de constituer un nouveau parti, mais qu'ils furent exclus par un procédé incroyable, alors que si le Congrès avait été régulièrement convoqué, ils y auraient eu la majorité.

En avril 1920, voyant que toute tentative d'obtenir satisfaction était inutile, ils tinrent le Congrès constitutif du K.A.P.D. (*Kommunistische Arbeiterpartei Deutschlands*).

Ce parti est moins nombreux que le K.P.D., mais il prédomine à Berlin et à Hambourg et semble jouir de la sympathie des masses ouvrières industrielles.

Outre les deux questions déjà mentionnées, deux autres positions essentielles le séparent du K.P.D. : tout d'abord, il est contre la centralisation de l'action et pour le fédéralisme ; ensuite, il accuse la Centrale du K.P.D. de faiblesse et d'hésitations.

Il y a en outre la fameuse question du *national-bolchevisme* : les leaders de ce courant, Laufenberg et Wolffheim, de Hambourg, ont lancé dans un manifeste un mot d'ordre d'alliance même avec les bourgeois pour la guerre contre l'Entente et la lutte contre Versailles. Ils disent que si les Russes se servent de Brussilov, eux peuvent bien se servir des militaristes allemands ; ils ne voient pas l'énorme différence des situations, car les prolétaires russes sont au pouvoir et Brussilov représente un technicien de la guerre et non une classe ou un parti.

Les leaders du K.A.P.D. m'ont assuré cependant que les deux Hambourgeois et leurs rares partisans, s'ils sont encore formellement dans le parti, ont été désavoués et en seront éloignés très vite.

Quant à l'attitude du K.P.D. et à sa passivité, les accusations des exclus contre la Centrale ne sont sans doute pas sans fondement. La gauche du K.P.D. lui-même les partage.

Pendant les journées du putsch de Kapp, la politique du Parti n'a pas été à la hauteur de la situation, elle a démontré que la Centrale avait perdu le contact avec les masses et ne savait pas leur lancer de nets mots d'ordre révolutionnaires. Les polémiques à cet égard sont très vives. En réalité, les conditions qui règnent en Allemagne ne permettent pas au Parti communiste d'entraîner derrière lui le prolétariat. Le fait d'avoir participé aux élections n'a pas dû beaucoup améliorer la situation. Le Parti a aujourd'hui au Reichstag deux députés : Paul Lévy et Clara Zetkin. Paul Lévy est le leader intellectuel du Parti ; cependant c'est un homme de droite ; les lecteurs du « *Soviet* » connaissent sa malheureuse thèse de l'*opposition loyale* (1) à l'éventuel gouvernement « socialiste ». (Voir n° 14.)

(1) En réalité, la déclaration n'était pas de Lévy qui, de sa prison, avait au contraire critiqué sévèrement la passivité de la direction du K.P.D. le premier jour du putsch et son offre d'« *opposition loyale* » à un éventuel gouvernement socialiste. « *Il Soviet* » du 3 octobre s'excusa de l'erreur, mais ajouta que, de toute façon, « le point de vue exprimé par Lévy après sa libération (par exemple à l'assemblée de délégués d'usine rapportée par la *Freiheit* du 28 mars) consistait, malgré tout, à encourager la formation d'un gouvernement d'Indépendants et de social-démocrates, au besoin par des pourparlers, puisque la dictature du prolétariat n'était pas encore réalisable ».

Le K.A.P.D. soutient la constitution de conseils d'usines (*Betriebsräte*), mais ses thèses sont confuses et il boycotte les conseils d'usines légaux qui existent en Allemagne et qui suivent en majorité les Indépendants.

Les kaapédistes travaillent hors de ceux-ci comme hors des syndicats, en vue de former des conseils d'usines illégaux coordonnés par une union ouvrière révolutionnaire (« *Betriebs-organisation* ») illégale, qui n'est plus, selon moi, un organe économique puisque tous les ouvriers ne peuvent pas y entrer, mais qui n'est pas encore un organe politique. On ne peut donc pas affirmer que les conseils d'usines conduisent tout le prolétariat sur la véritable voie révolutionnaire.

Si je devais exprimer une opinion sur les directives du K.A.P.D., je modifierais peu de choses à ce que j'écrivais dans les nos 8 et 13 de ce journal.

De même, l'abstentionnisme du K.A.P.D. est différent, comme je le disais, de celui de notre fraction, car tout en se prévalant de constatations et d'arguments analogues, il s'appuie partiellement sur une conception différente de l'action *politique* et du parti en général.

Par contre, la nouvelle organisation est en grande partie plus combative et révolutionnaire et elle développe une plus large activité dans les masses ; ses partisans sont les ouvriers qui ne tolèrent ni le manque d'intransigeance dont le vieux parti fait périodiquement preuve, ni sa conversion au parlementarisme, laquelle le rapproche des Indépendants, qui profitent de sa tactique pour mieux se faire valoir aux yeux du prolétariat allemand et de l'Internationale.

Il ne faut pas cacher que dans le K.P.D. se trouvent aussi des abstentionnistes, particulièrement parmi les jeunes.

La jeunesse communiste est sur le point de se diviser elle aussi en deux camps, de se partager entre les deux partis.

Certes, la crise n'est pas sans gravité et on n'en entrevoit pas la solution. Le congrès de l'Internationale communiste pourra-t-il l'apporter ?

En attendant, les événements se précipitent. Peut-être réveilleront-ils les travailleurs et les communistes. Le prolétariat allemand, qui a eu pour militants des géants de la pensée comme Marx, Engels, W. Liebknecht, Mehring et des apôtres du sacrifice comme Karl et Rosa, ne peut pas être inférieur aux exigences de la lutte pour le triomphe du communisme au cœur de l'Europe qui est peut-être appelée à décider entre les deux grands adversaires : le capitalisme mondial et les phalanges rebelles qu'il suscite sous tous les ciels.

Aux Editions " PROGRAMME COMMUNISTE "

EN LANGUE FRANÇAISE :

- © La question parlementaire dans l'Internationale Communiste, 60 pages 4,00 F
- © Octobre 1917 et la révolution socialiste future, numéro spécial du " Prolétaire " 0,50 F
- © En marge du Cinquantenaire d'Octobre 1917 : « Bilan d'une révolution », 187 pages 9,00 F
- © Les fondements du communisme révolutionnaire, ronéotypé 3,00 F
- © Mouvements revendicatifs et socialisme 1,50 F
- © Revue " Programme Communiste " :
 - N^{os} 1 à 34 épuisés
 - N^{os} 35 à 39, 45 à 47, 50 4,00 F
 - N^{os} doubles : 43-44, 48-49, 51-52, 53-54, 55 7,00 F
- © Journal " Le Prolétaire " - Collections reliées :
 - (les numéros 1 à 30 sont épuisés).
 - Volume I : du n^o 31 au n^o 71 (décembre 1969) ... 30,00 F
 - Volume II : du n^o 72 au n^o 117 (années 1970-1971) 30,00 F
- © Série : « les textes du Parti Communiste International » :
 1. Communisme et fascisme, 158 pages 8,00 F
 2. Parti et classe, 60 pages 4,00 F
 3. Le principe démocratique, 24 pages 1,50 F
 4. Eléments d'orientation marxiste - Les trois phases du capitalisme - Guerres et crises opportunistes, 56 pages 4,00 F
 5. Sur le texte de Lénine : « La maladie infantile du communisme » 5,00 F
 6. Force, violence, dictature dans la lutte de classes... 4,00 F
 7. Défense de la continuité du programme communiste, 200 pages dans lesquelles sont reproduits les textes fondamentaux de notre courant publiés de 1920 à nos jours 14,00 F

EN LANGUE ITALIENNE :

- © Storia della sinistra comunista, vol. I, 415 pages 25,00 F
- © Storia della sinistra comunista, vol. I bis, 92 pages 8,00 F
- © Storia della sinistra comunista, vol. II en préparation 7,00 F
- © O preparazione rivoluzionaria o preparazione elettorale
- © La sinistra comunista in Italia sulla linea marxista di Lenin, 110 pages 7,00 F
- © Chi siamo e che cosa vogliamo 1,50 F
- © Série : « I testi del partito comunista internazionale » :
 1. Tracciato d'impostazione — I fondamenti del comunismo rivoluzionario, 62 pages 7,00 F

2. In difesa della continuità del programma comunista, 200 pages dans lesquelles sont reproduits les textes fondamentaux de notre courant publiés de 1920 à nos jours 12,00 F
3. Elementi d'economia marxista 12,00 F
4. Partito e classe 15,00 F

EN LANGUE ALLEMANDE :

- © Internationale Revolution, périodique, le numéro 1,00 F
- © Die frage der revolutionaren partei, 56 pages 4,00 F
- © Warum Russland nicht sozialistisch ist en préparation

EN LANGUE ESPAGNOLE :

- © Que es el partido comunista internacional. Que fué el frente popular. Espana 1936 épuisé
- © Série : « Los textos del partido comunista internacional » :
1. Los fundamentos del comunismo revolucionario, 4,00 F
2. Fuerza violencia y dictadura en la lucha de clase... 4,00 F
3. Partido y clase 4,00 F

EN LANGUE ANGLAISE :

- © Appeal for the international reorganisation of the revolutionary marxist movement. Fundamental points for joining the International Communist Party épuisé
- © Prague : The Second " Coup " 1,50 F
- © Presentation of the International Communist Party en préparation
- © Why Russia is not socialist en préparation
- © Force, violence, dictatorship in the class struggle — en préparation
- © Série : « The Texts of the International Communist Party » :
1. The Fundamentals of Revolutionary Communism... 4,00 F

EN LANGUE PORTUGAISE :

- © Série : « Os textos do partido comunista internacional » :
1. Teses caracteristicas do partido : bases de adesão.. 3,00 F

Directeur de la Publication : F. GAMBINI

Adresser toute correspondance à :
 "PROGRAMME COMMUNISTE" - B.P. 266 - 13211 Marseille Cédex 1
 C. C. P. 2202-22 Marseille

Imp. " Lino-Imp ", 1-3-5, Bd Schloesing (ex-bd Desplaces)
 Marseille (10°)

Distribué par les N. M. P. P.

SOMMAIRE (Suite)

4) Causes de nos désaccords sur d'autres questions tactiques et nature de ces questions	52
5) Les prémisses de la tactique communiste	55
6) Théorie, principes, but final, programme, tactique	62
7) Les questions de tactique pour nous et les bolcheviks	66
8) Une ignoble légende : l' « opportunisme » léniniste	74
9) Le jeu infâme des Indépendants en Allemagne	78
10) Le calvaire de Spartacus	91
11) La confirmation historique de la fonction de la social-démocratie	115
12) Le K.A.P.D., ses théoriciens Pannekoek et Gorter, et nous	120
13) Premières tentatives de contacts internationaux	136
14) En manière de conclusion	148

● APPENDICE

— Salut aux communistes italiens, français et allemands (Lénine)	158
— La lettre de Lénine (« Il Soviet », 1920)	165
— Lénine et l'abstentionnisme (« Il Soviet », 1920)	167
— Le Parlement et la lutte pour les Soviets (lettre circulaire du C.E. de l'I.C.)	169
— La III ^e Internationale et le Parlementarisme (« Il Soviet », 1920)	172
— Le Parti communiste allemand (« Il Soviet », 1920)	175
— La pensée du Parti indépendant allemand (« Il Soviet », 1920)	179
— Les tendances au sein de la III ^e Internationale (« Il Soviet », 1920)	181
— Lénine et le parlementarisme (« Il Soviet », 1920)	185
— La situation en Allemagne et le mouvement communiste (« Il Soviet », 1920)	186

le prolétaire

journal bi-mensuel

Le numéro : 80 Centimes — 8 FB — 100 Lires

Abonnement annuel : 15 F — 150 FB — 1900 Lires

programme communiste

revue internationale trimestrielle

Le numéro : 4 F — 40 FB — 500 Lires

Abonnement annuel : 15 F — 150 FB — 1800 Lires

Abonnement combiné " Programme Communiste " - " Le Prolétaire "

30 F — 300 FB — 3600 Lires

il programma comunista

journal bimensuel

Le numéro : 50 centimes — 5 FB — 50 Lires

Abonnement annuel : 15 F — 150 FB — 1500 Lires

il sindacato rosso

journal mensuel de lutte syndicale

Le numéro : 50 centimes — 5 FB — 50 Lires

Abonnement annuel : 5 F — 50 FB — 500 Lires

Abonnement combiné "il programma comunista" - "il sindacato rosso"

20 F — 200 FB — 2000 Lires